

LA MEDITERRANEE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES DU XXE SIECLE

par **Dominique Lejeune, Prof Dr Dr**

I. LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

1°) Remarquons parmi les causes de la Première Guerre mondiale

□ Les nationalismes méditerranéens avant 1914 : Carpentier-Lebrun pp. 394-398

□ Une nouvelle génération nationaliste :

Elle apparaît dominée par l'onde de choc de Tanger (1905). Le monde est jugé dangereux et on voit resurgir les “ ennemis héréditaires ” ou des adversaires potentiels qui s'y substituent. De plus, l'expansion économique européenne provoque l'impatience d'ascension sociale, et la guerre va pouvoir libérer des énergies en 1914. Les ouvrages de guerre-fiction sont beaucoup plus nombreux après 1905 qu'auparavant ; la guerre est toujours présentée comme devant être courte, à cause de l'importance du nombre des mobilisés et du modernisme du matériel. Encore aux alentours de 1910, “ les batailles inventées par les essayistes reproduisent les manœuvres de l'époque napoléonienne [...].

On croirait une compétition entre équipes sportives : il y a les pantalons-rouges, les feldgrau, le vert des Italiens ” (M.Ferro). Peu d'auteurs ont de l'imagination pour décrire (entre autres) la guerre future : H.G.Wells, le Français Robida, le Russe Bloch... En France, après 1904, la guerre n'a plus lieu que contre l'Allemagne, et plus jamais contre la Grande-Bretagne, aussi bien dans les livres que dans les exercices des écoles militaires. Les peuples prêtent l'oreille plus volontiers à la propagande nationaliste qu'aux appels pacifistes ; ils en viennent, après tant d'alertes répétées, à éprouver une résignation fataliste devant la perspective de la guerre. Certains milieux pensent même que, pour échapper à la tension nerveuse, mieux vaudrait “ en finir ” : plutôt la guerre que cette attente sans fin et — les moyens d'évasion hors des sociétés de la Belle Époque étant limités — la notion de “ guerre libératrice ” n'est pas sans écho.

□ Le nationalisme italien :

Le nationalisme passa, comme en France, à droite et connut le renouveau à partir de 1903 : non seulement l'irrédentisme, mais aussi le désir de possession de nouveaux territoires, situés ailleurs. Mais cela avait été pour subir une frustration collective liée aux échecs en Afrique (défaite d'Adoua en 1896 face aux Éthiopiens) et au maintien du royaume dans une situation diplomatique tout à fait secondaire. L'expansion est désormais exaltée par ceux qui, comme ailleurs Nietzsche et Bergson, s'expriment en termes d'élan vital, remettent en question la raison et le positivisme, refusent le rationnel et prônent le retour à l'instinct. Elle est réclamée par Gabriele D'Annunzio et Enrico Corradini, avec des relents darwiniens, un impact notable sur la jeunesse intellectuelle (cf. la revue *Il Regno*),

mais pas les masses populaires, trait que renforce le futurisme et son Manifeste de 1909. Dans la péninsule, c'est le message qui est prolétarien — la patrie aussi, brimée par les nations *ploutocratiques* —, et non le recrutement des adhérents. Quant à des extrémistes comme Giovanni Papini et Giuseppe Prezzolini, ils combattent la démocratie, exaltent la mission civilisatrice de l'Italie et font l'apologie de la guerre.

□ La rivalité économique anglo-allemande :

- Le "made in Germany" tend à évincer le "made in England", résultat du dynamisme plus fort d'une industrie allemande plus récente, à l'appareil de production plus concentré et plus compétitif. D'où l'appréhension des industriels britanniques, surtout les métallurgistes, les plus menacés. Mais d'autres auraient pu davantage s'inquiéter : chimie, constructions mécaniques et électriques progressent très vite en Allemagne, la Première Guerre mondiale le démontrera.

- Dans l'Empire ottoman, les Allemands ont, comme les Autrichiens dans le Sud-Est européen, tenté le *Drang nach Osten*, et la construction par eux du chemin de fer de Bagdad (BBB : Berlin-Byzance-Bagdad) menace les intérêts anglais traditionnels.

□ D'autre part, la Grande-Bretagne craint les armements navals allemands :

- Le mot d'ordre impérial "l'avenir de l'Allemagne est sur l'eau" (ou "sur les mers", 1896) et le programme de von Tirpitz en 1897-1898 lancent les deux pays dans une grave course aux armements. Les Anglais ont, depuis longtemps, pour priorité l'opposition au principal pays du continent à un moment donné. Ils veulent aussi la puissance de la Home Fleet, qui doit équilibrer les autres flottes européennes : two power standard (la flotte britannique doit égaler les deux flottes européennes suivantes, additionnées). Ils revendiquent enfin le contrôle des points de passage obligés entre Londres et Bombay.

- La question navale avait repris de l'acuité avec la lecture assidue et approbative des conférences, articles et livres de l'amiral américain Mahan. On voit, d'une manière générale, la marine de guerre connaître un regain d'intérêt chez nombre de puissances, qui sont attentives à la notion de Sea Power, créent des postes d'attachés navals à l'étranger et renforcent leurs forces. Mais les Britanniques auraient pu continuer à hésiter entre les deux rapprochements possibles : avec la France, avec l'Allemagne. L'échec d'une alliance anglo-allemande est d'autant plus inquiétant que la flotte constitue pour la Grande-Bretagne son unique force militaire véritable.

- L'opinion publique est abreuvée d'articles et d'images présentant l'Allemagne comme construisant sa flotte de guerre dans l'optique d'une attaque de l'Angleterre. On cherche à la faire vibrer pour une rivalité qui concerne aussi les paquebots, de plus en plus gigantesques et aux noms de baptême significatifs : le Titanic a son symétrique avec le Vaterland. Mais il est sûr que l'opinion publique resta pondérée dans ses réactions, à la mesure du caractère longtemps relatif de la course aux armements navals, tout au moins jusqu'en 1905.

□ La notion de course aux armements dans les années 1900 :

- En fonction des lois de 1898 et de 1900, l'Allemagne devait disposer en 1916 de 36 cuirassés et de 38 croiseurs ; elle accéléra son programme naval en 1906 et 1908, construisant désormais et jusqu'en 1911 quatre cuirassés par an au lieu de trois. En 1908, Guillaume II écarta une offre anglaise de négociation destinée à limiter cette conséquence de la Weltpolitik allemande, Londres décida en conséquence (février et mars 1909) de lancer un nouveau programme de constructions navales. On était donc dans une situation de rivalité pérennisée, mais si l'Allemagne s'était hissée au second rang, elle ne pouvait toujours pas prétendre jouer les premiers rôles dans les mers lointaines.

- La loi allemande de juillet 1913 portant les effectifs terrestres du temps de paix à 820 000 hommes provoqua le vote en France, le mois suivant, de la " loi des trois ans " (voir BÉ). Seuls firent exception à cette fièvre militaire, et en matière d'armements terrestres, l'Italie et la Grande-Bretagne, encore que la guerre de Libye pour la première et les forces navales pour la seconde fussent des formes de substitution.

□ La **question de la " psychose de guerre "** :

- Parler de guerre est usuel pour les Européens dans les années 1900 :

Mais est-ce pour nous une raison d'en déduire une psychose inéluctable ? D'autant plus qu'il est un pays au moins où ce sentiment est absent, c'est le Royaume-Uni. En France la psychose a existé de manière ambiguë. Les deux motifs les plus anciens et les plus sérieux de tension avec l'Allemagne, l'Alsace-Lorraine et la Revanche, sont très largement estompés. Il est vrai que l'essor économique du voisin oriental est en France vivement ressenti, et c'est sans doute l'une des explications les moins irrationnelles du pillage en août 1914 de magasins réputés allemands ou prétendus tels depuis quelques jours par l'Action française. Enfin, redouter la guerre est en France un phénomène indubitablement plus parisien que provincial.

En Allemagne, au contraire, la psychose était très présente pour deux raisons au moins. D'une part, les milieux dirigeants de la politique et de l'armée étaient sous son influence et résignés au caractère fataliste du déclenchement d'un conflit sur le continent européen. D'autre part, il existait un courant de pensée nationaliste pour lequel la guerre était une fin en soi et un moyen pour le destin de désigner la première et la meilleure des nations : le Deuxième Reich avait donc tous les motifs d'espérer l'épreuve, qui le distinguerait...

- **Pas de croyance générale au caractère inéluctable d'une guerre :**

Certes, chefs d'État et de gouvernement en sont venus à penser que la guerre générale, plusieurs fois menaçante depuis 1904, ne tarderait pas à éclater. Les uns la croient probable, d'autres nécessaire. D'où leur tendance à raisonner et agir comme si le courant était invincible, la préoccupation majeure de leur mentalité étant alors de renforcer les alliances, mot sacro-saint et garantie suprême. L'exemple français est éclairant. Poincaré et ses collaborateurs ne voulaient pas la guerre, mais ils estimaient, puisque l'entraînement à

la guerre était fatal, qu'il fallait être ferme, solidement fidèle à l'alliance russe, et au pire engager la guerre dans les conditions les plus favorables. Ils déployèrent donc une activité qui avait bien moins pour but la conservation de la paix que l'efficacité stratégique, pour le moment où les hostilités se déclencheraient.

- Être prêt :

Ajoutons la nécessité, pour la crédibilité de sa diplomatie, de ne pas perdre la face, donc le risque de guerre lié à la multiplication au cours d'une même décennie des épisodes défavorables à l'un des pays principalement en cause. Or, ce fut justement la situation du Reich wilhelmien que d'essayer toute une série d'échecs diplomatiques depuis 1904. Les états-majors considèrent qu'ils ont le devoir d'accroître les effectifs de temps de paix pour réduire le délai nécessaire à la mobilisation. L'obsession est d'être prêt, on est tenté d'entrer en guerre quand l'adversaire n'est pas préparé, et l'idée de guerre préventive est d'autant plus séduisante que la " guerre-fiction " est considérablement développée avant 1914. La course aux armements engendre dans l'opinion publique inquiétude et nervosité. Pour faire accepter à leurs peuples ces charges militaires nouvelles et les conséquences financières qui en résultent, les gouvernements sont obligés de leur faire comprendre la nécessité de cet effort. L'allusion au conflit possible revient sans cesse dans les débats parlementaires ; la presse traite de l'éventualité d'une guerre. C'est pour cela qu'en France la loi des trois ans fut maintenue après la victoire relative de la gauche aux élections législatives du printemps 1914 et qu'en Allemagne la vie politique était largement commandée par les préoccupations de politique extérieure.

2°) La crise de l'été 14

a) Soudain, l'été 14

□ La crise de l'été 1914 eut un caractère de soudaineté :

Dans le contexte de la vieille hostilité austro-serbe, le 28 juin 1914 à Sarajevo, capitale de la province autrichienne de Bosnie, l'archiduc héritier du trône François-Ferdinand fut assassiné par Gavrilo Prinzip. L'Autriche prétendit que cet étudiant bosniaque avait reçu l'aide d'une société secrète et des armes en Serbie, ainsi que ses complices, dont le dernier est mort en 1990 (Prinzip était mort dès 1918 en prison). Certains milieux militaires autrichiens virent l'occasion de se débarrasser du danger serbe. Surtout l'Allemagne appuya énergiquement son allié. Il fallut l'ultimatum adressé le 23 juillet par le gouvernement austro-hongrois au gouvernement serbe pour que l'opinion publique européenne commençât à s'inquiéter sérieusement. Entre-temps le président de la République française, Poincaré, et le président du Conseil, Viviani, avaient commencé en Russie un voyage officiel prévu avant le début de la crise, mais que celle-ci, ainsi que la double représentation française, rendait particulièrement solennel. Poincaré l'orienta dans le

sens de la fermeté. Ils arrivèrent à Cronstadt le 20 juillet. Les journaux français parlaient alors encore de “ conflit austro-serbe ”, mais celui-ci allait devenir une guerre européenne. Cependant n'est-il pas assez léger d'affirmer que la guerre aurait, “ de toutes façons ”, éclaté ?

□ Sarajevo :

- Dans la Double Monarchie, le danger de dislocation venait des Slaves du Sud, Serbes, Croates et Slovènes (voir cours précédents). Pour y parer, certains dirigeants pensaient à un véritable fédéralisme, donnant à tous les peuples droits égaux et autonomie, avec maintien d'un gouvernement central. Cela posait le problème de la claire reconnaissance des limites géographiques entre peuples et celui de l'abandon des États historiques, aux limites dessinées sans souci de logique géographique ou ethnique.

- D'autres rêvaient de contrebalancer l'importance des Hongrois dans la Double Monarchie en s'appuyant sur les Slaves du Sud : c'était la solution dite “ trialiste ”, à laquelle les Hongrois s'opposaient, bien entendu, mais que semblait adopter l'héritier désigné du vieil empereur François-Joseph.

- Le 28 juin 1914, François-Ferdinand de Habsbourg, futur héritier du trône de la Double Monarchie, est en visite semi-officielle à Sarajevo, “ capitale ” de la Bosnie, récemment (1908) annexée (voir cours précédent), avec l'Herzégovine. Il vient d'assister à de grandes manœuvres militaires, achevées la veille, et c'est en costume militaire et en tant qu'archiduc et héritier, qu'il fait sa visite. La population étant peu favorable aux Autrichiens, la province est une véritable zone d'occupation militaire.

- Une heure après un premier attentat, manqué, François-Ferdinand et son épouse, d'origine tchèque (Sophie Chotek, duchesse de Hohenberg), sont tués à coups de pistolet par l'étudiant bosniaque nationaliste Gavrilo Prinzip, dont la police découvre vite qu'il est membre, avec ses complices, d'une organisation d'intellectuels et d'étudiants, la Jeune Bosnie, qui demande, pour le court terme, une solution fédérale donnant aux Slaves de l'Empire l'égalité des droits avec les autres nationalités. Ces jeunes gens sont susceptibles d'avoir agi pour plusieurs raisons différentes, qui d'ailleurs peuvent se combiner : la manipulation totale par des Serbes — mais c'est peu probable —, l'hostilité pure et simple de Slaves à un prince autrichien, ou — plus vraisemblablement — la peur de la part de Serbes bosniaques d'être par la solution “ trialiste ” que prône François-Ferdinand noyés par les Slovènes et les Croates dans un État autonome yougoslave inclus dans l'Autriche-Hongrie.

- Pour l'essentiel, c'est-à-dire le diplomatique et le guerrier, s'il est aujourd'hui très probable que le gouvernement serbe n'a aucune responsabilité dans l'affaire, il est sûr que des officiers serbes ont participé à la préparation de l'attentat, ceci d'autant plus qu'il existait depuis de longues années en Serbie une profonde hostilité entre officiers supérieurs et gouvernement civil.

□ Une nouvelle crise :

- Les contemporains, hommes politiques compris, furent longtemps optimistes et ne se rendirent que tard compte de la gravité de la crise et de la dérive vers la guerre, une guerre européenne qui allait devenir mondiale. La volonté générale de “ fermeté ” — mot en vogue — et la crainte d'être plus lent que l'adversaire ont joué un grand rôle dans le dérapage vers la Grande Guerre.

- La surprise provoquée par le déclenchement effectif de la guerre dans les derniers jours de tension est intense car la part de l'incertitude avait diminué rapidement depuis 1911 et elle semblait stabilisée en 1914 et parce que la crainte, réapparue avec les guerres balkaniques, était en train de retomber lorsqu'éclata la nouvelle de l'attentat de Sarajevo, commis le 28 juin. Mais celui-ci va mettre d'actualité le thème du “ il faut en finir ”. Mais “ suffit ” -il d'une nouvelle crise, à l'été 1914, pour “ enclencher ” un mécanisme ?

b) Les rôles joués par les grandes puissances

□ **L'Autriche**-Hongrie :

- À Vienne, le geste de Prinzip apparut aux yeux de certains dirigeants comme l'occasion **de “ régler les comptes ” avec la Serbie**, “ le grief permettant de procéder à une exécution militaire ”, comme l'écrivit avec sagacité, dès le 28 juin, l'ambassadeur de France dans une lettre à Viviani, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. C'était repousser **les deux solutions fédéraliste et “ trialiste ”, pour en choisir une troisième**, celle de l'élimination du danger serbe. Pour le chef d'état-major général Conrad von Hötzendorff et le ministre des Affaires étrangères Berchtold, en outre président du Conseil d'Autriche, c'était un bon moyen de mater la Serbie, en la rendant responsable de l'attentat. À vrai dire, l'Autriche ne possédait ni preuve ni présomption d'une “ complicité active ” des milieux officiels serbes dans la préparation de l'attentat. Ce fut seulement après 1919 que fut révélé le rôle d'une société secrète serbe, la “ Main noire ”. En 1914, l'Autriche était seulement en mesure de faire état de la propagande serbe et des réactions favorables à l'attentat enregistrées dans la presse de Serbie.

- La fin ultime — se débarrasser à la fois des virtualités d'évolution interne dans un sens libéral, du danger des minorités nationales, des dangers révolutionnaires viennois et de l'adversaire méridional susceptible de rassembler derrière lui les Slaves du Sud (les Yougoslaves), dont une bonne partie était sujets de l'Empire — justifia de passer outre et de se déterminer à une action énergique et immédiate. Mais le gouvernement de Vienne a été divisé, il a pesé les risques, d'où d'ailleurs le long délai entre l'attentat et l'ultimatum. La guerre localisée était certaine, la guerre sur le continent européen était du domaine du très possible, mais l'enjeu yougoslave était capital : la Double Monarchie pouvait-elle demeurer un “ spectateur passif ” ? Dès les premiers jours de juillet, le gouvernement autrichien était, dans sa majorité, décidé à écraser la Serbie. Le

raisonnement final a été vraisemblablement que, de tous façons, le danger *yougoslave* menait à l'éclatement révolutionnaire de l'Empire. Entre la révolution et la guerre, Vienne avait choisi cette dernière, la question posée lors de la crise de 1914 étant absolument vitale pour elle, et elle est d'ailleurs le seul pays européen dans ce cas. Pour l'Autriche le problème immédiat était qu'il lui était impossible de s'aventurer sans le soutien du gouvernement allemand. Celui-ci fut-il donné ?

□ L'Allemagne :

- De ce côté, il y a manifestement exploitation de Sarajevo, mais dans la crise de l'été 14, l'Empire allemand joua **longtemps la tactique du "risque limité"**, c'est-à-dire agir vite et placer l'Europe devant le fait accompli. Il y était d'autant plus incité qu'il fut facile de tenter de profiter du voyage en Russie de Poincaré, président de la République française, et de Viviani, ministre des Affaires étrangères et président du Conseil. Dans le même temps jouèrent deux autres raisonnements. Un affrontement armé avec la France et la Russie était jugé inévitable ou presque depuis le début de l'année 1913 et celle qui suivit fut estimée comme un moment favorable dans le rapport des forces militaires entre les deux blocs. La guerre devant être courte, ne fallait-il pas en profiter ? Le chef d'état-major général Moltke fit partager ce point de vue à son homologue autrichien Conrad von Hötendorff au printemps 1914 ; en outre, l'été fut le moment où en Allemagne ces idées se trouvèrent adoptées par civils et militaires des sphères de décision.

- L'Allemagne ne souhaitait pas transformer l'incident local de Sarajevo en conflit généralisé, mais elle en prit le risque, encourageant son alliée, ne formulant ni réserves ni conditions, et s'agaçant d'ailleurs, semble-t-il, des lenteurs autrichiennes. Cette garantie essentielle fut donnée, secrètement, les 2 et 5 juillet. Le 2 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne déclara à l'empereur François-Joseph que " l'empereur d'Allemagne se [tiendrait] derrière toute résolution ferme de l'Autriche. " Le 5 juillet, au cours d'une entrevue à Berlin entre Alexandre Hoyos, chef de cabinet de Berchtold, et Guillaume II, ce dernier jugea le moment favorable à une action de guerre contre la Serbie. Jouait une autre raison, avancée par les militaires : à court terme, les effectifs et le matériel de l'armée de terre allemande disposent d'une supériorité, pourquoi ne pas en profiter, d'autant qu'elle n'est sans doute que provisoire, à cause de la loi française des trois ans ? Certes, mais pour l'heure l'Allemagne pensait encore pouvoir localiser le conflit.

□ La Russie :

- La Russie présente un troisième cas, mais il est lui aussi déterminant. Lors d'une première crise, celle de Bosnie-Herzégovine, en 1908-1909, elle a été humiliée, lors d'une deuxième, celle des guerres balkaniques de 1912-1913, elle a été hésitante : n'est-il pas temps de faire front, pour ne pas perdre toute crédibilité ?

- Mais le désir de politique extérieure ferme ne se manifeste qu'au printemps 1914, le parti germanophobe devient alors majoritaire, il est persuadé du caractère inévitable de la

guerre. Le raisonnement suivi à Saint-Pétersbourg fut simple : si la Russie laisse écraser la Serbie, elle perd son influence dans les Balkans, il faut donc intervenir, d'autant plus que les Russes pensent qu'ils peuvent courir le risque d'une guerre. Ne pas le faire serait de toutes manières ajouter un autre grave problème à ceux que l'Empire des tsars rencontre depuis la guerre contre le Japon, donc courir à une perte décisive.

- La très importante décision de mobiliser, le 29 juillet, précipita la crise : c'est le deuxième grand moteur du mécanisme, après l'appui allemand à l'Autriche.

□ La France :

- Pour la France, le Sud-Est européen était depuis longtemps un théâtre diplomatique secondaire et dangereux, aussi l'alliée russe n'avait-elle pas été soutenue lors des crises précédentes. Il semble bien qu'en 1914 il en ait été différemment. En effet, Poincaré et Viviani effectuent en juillet 1914 un voyage officiel en Russie, prévu de longue date, et qui aurait d'ailleurs dû être suivi par une visite du tsar à Paris en septembre 1914.

- Ils ont peut-être à cette occasion confirmé au gouvernement russe leur intention d'exécuter " toutes les obligations imposées par l'alliance ", c'est-à-dire intervenir par les armes si l'Allemagne prenait parti dans un conflit austro-russe. Poincaré, sans promettre véritablement l'appui de la France, a pu ne pas inciter le tsar à la modération. Les réponses à ces questions ne sont pas assurées, et Poincaré fut vivement attaqué sur ce point dans les années vingt. Toujours est-il que le gouvernement français a agi avec détermination pour soutenir la Russie à partir du moment où celle-ci s'est engagée de façon ferme dans la crise.

□ La Grande-Bretagne :

- L'attitude de la Grande-Bretagne va être toute autre, car les membres du cabinet sont fort divisés et le gouvernement craint en prenant parti d'encourager les gouvernements français et russe, avec lesquels il n'y a pas de rapport d'alliance mais d'entente, à choisir la voie de la guerre. De surcroît, la Grande-Bretagne n'a pas d'intérêt directement en jeu dans le Sud-Est européen. Elle veut manifestement sauver la paix à l'été 1914, l'originalité mérite évidemment d'être soulignée. En outre, le gouvernement britannique est préoccupé par la situation en Irlande et l'accélération de la crise de juillet 14 le prendra manifestement de court.

- Mais justement, les hésitations britanniques — destinées à montrer que l'entente ne fonde pas une obligation d'entrée en guerre aux côtés de la Russie et de la France — ont **pu encourager les** " Empires centraux ", c'est-à-dire l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, au moins dans les phases où ils intimident la Serbie, puis la Russie. La France, par l'intermédiaire de son ambassadeur, exprime d'ailleurs le 1^{er} août son exaspération : ayant fait reculer ses troupes de couverture à 10 km de la frontière allemande pour montrer ses intentions conciliantes et surtout complaire à l'opinion britannique, et ayant envoyé en Méditerranée ses navires, elle se trouve dans une position particulièrement délicate. Le

résultat obtenu aurait donc été inverse du but poursuivi par la Grande-Bretagne, préserver les chances de la paix en n'encourageant pas la Russie et la France. De toute façon se trouvait clairement posé le risque d'une hégémonie continentale allemande, incitation à entrer dans le conflit qui s'enclenche. Il est probable que la Grande-Bretagne s'y est décidée vingt-quatre heures avant la violation de la neutralité belge.

- Les Allemands décidant d'exécuter le plan Schlieffen, mais partiellement (le plan initial prévoyait l'entrée aux Pays-Bas), leurs troupes envahissent la Belgique le 3 août. C'était prendre délibérément le risque d'une intervention britannique : garante de la neutralité belge, la Grande-Bretagne redoute le contrôle du port d'Anvers par une grande puissance, l'opinion s'indigne de l'agression brutale contre un petit pays, et une " Union sacrée " est réalisée dans les Iles britanniques, à l'exception de l'Irlande. Lors de cette phase ultime, les dés sont jetés, il ne reste à la Grande-Bretagne aucune autre carte à jouer que d'entrer en guerre du côté des deux autres pays de la Triple-Entente : l'Italie, membre de la Triple-Alliance, décidant de rester neutre, on est en plein paradoxe...

- Au total, on remarque deux choses particulièrement frappantes. D'une part, aucune puissance n'a voulu expressément la guerre, mais aucune n'a accepté de payer le prix de la paix européenne : l'Allemagne n'abandonne pas pour cela l'Autriche, seule alliée fiable de la Triplice, la Russie ne veut pas courir le risque diplomatique de ne pas aider la Serbie, la France n'a pas sérieusement et utilement modéré la Russie, sa seule alliée stricto sensu de la Triple-Entente. D'autre part, à l'évidence interfèrent les questions intérieures et les problèmes extérieurs : il n'y a pas, il n'y a plus, de diplomatie limitée aux chancelleries...

c) Un enchaînement fatal ?

□ Chronologie préalable :

- Le lundi 20 juillet, Poincaré et Viviani furent accueillis à Cronstadt, près de Saint-Pétersbourg, par Nicolas II ; le **jeudi 23 juillet, l'ultimatum austro-hongrois** à la Serbie fut lancé ; le vendredi 24 juillet le prince héritier Alexandre de Serbie fit appel au tsar. Le 25 juillet la mobilisation générale serbe fut décrétée, puis la prémobilisation russe. Le surlendemain, Berlin refusa une proposition britannique de conférence internationale sur l'affaire serbe. Faute d'une acceptation intégrale de l'ultimatum du 23 par la Serbie, l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à son petit voisin le 28 juillet, un mois exactement après Sarajevo, et la Russie mobilisa partiellement son armée. Le 29, Belgrade fut bombardée, Poincaré et Viviani rentrèrent en France après avoir écourté leur voyage. Le 30 vit la mobilisation générale russe et la mise en place par la France d'une " couverture réduite " sur les frontières, le 31 la mobilisation générale en Autriche-Hongrie. Le 1er août, les ordres de mobilisation générale furent lancés, exactement en même temps, en France et en Allemagne, et l'Allemagne déclara la guerre à la Russie. Le 3, conformément à son plan de guerre, elle envahit la Belgique, violant une neutralité garantie

par le concert des nations, et, à 18 heures 45 min, déclara la guerre à la France, en invoquant le prétexte (inventé) du survol et du bombardement de Nuremberg par un avion français. Le même jour l'Italie déclara sa neutralité, mais le 5 la Grande-Bretagne déclara la guerre à l'Allemagne.

- Le samedi 8 août, des troupes française firent leur entrée à Mulhouse, reprise par les Allemands le 10. Le mardi 11 août, la France déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie, geste imité par la Grande-Bretagne le lendemain.

□ L'ultimatum autrichien du 23 juillet :

- Un texte provocateur :

* L'Allemagne appuyant énergiquement son allié, un ultimatum fut minutieusement préparé par l'Autriche-Hongrie pour la Serbie, qui aurait du normalement le rejeter à cause de sa vigueur.

* Après un long rappel historique, la note communiquée par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie demande au gouvernement serbe " ...l'énonciation officielle qu'il condamne la propagande dirigée contre la Monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie des territoires qui en font partie, et qu'il s'engage à supprimer, par tous les moyens, cette propagande criminelle et terroriste. "

* Les points liés directement à Sarajevo ne viennent qu'après cinq points très généraux. Le texte a un caractère humiliant et peu diplomatique, le délai imparti à la Serbie est très court.

L'ULTIMATUM AUSTRO-HONGROIS DU 23 JUILLET 1914 A LA SERBIE

[Après un long rappel historique, la note communiquée par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie demande au gouvernement serbe] "...l'énonciation officielle qu'il condamne la propagande dirigée contre la Monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie des territoires qui en font partie, et qu'il s'engage à supprimer, par tous les moyens, cette propagande criminelle et terroriste.

Afin de donner un caractère solennel à cet engagement, le Gouvernement royal de Serbie fera publier à la première page du *Journal officiel* en date du 26 juillet l'énonciation suivante :

Le Gouvernement royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels. [...]

Le Gouvernement royal serbe s'engage en outre :

1°) À supprimer toute publication qui excite à la haine et au mépris de la Monarchie [austro-hongroise], et dont la tendance générale est dirigée contre son intégrité territoriale ;

2°) À dissoudre immédiatement la société dite *Narodna Odbrana*, à confisquer tous ses moyens de propagande, et à procéder de la même manière contre les autres sociétés et affiliations en Serbie qui s'adonnent à la propagande contre la Monarchie austro-hongroise ; [...]

3°) À éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie, tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction, tout ce qui sert à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie ;

4°) À éloigner du service militaire et de l'administration tous les officiers et fonctionnaires coupables de la propagande contre la monarchie austro-hongroise et dont le Gouvernement impérial et royal se réserve de communiquer les noms et les faits au Gouvernement royal ;

5°) À accepter la collaboration en Serbie des organes du Gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie [austro-hongroise] ;

6°) À ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur le territoire serbe ; des organes délégués par le Gouvernement impérial et royal prendront part aux recherches y relatives ;

7°) À procéder d'urgence à l'arrestation du commandant Voija Tankosic et du nommé Milan Ciganovic, employé de l'État serbe, compromis par les résultats de l'instruction de Sarajevo ;

8°) À empêcher, par des mesures efficaces, le concours des autorités serbes dans le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière ; [...]

9°) À donner au Gouvernement impérial et royal des explications sur les propos injustifiables de hauts fonctionnaires serbes [...] qui [...] n'ont pas hésité après l'attentat du 28 juin à s'exprimer dans des

interviews d'une manière hostile envers la Monarchie austro-hongroise. Enfin,
10°) D'avertir, sans retard, le Gouvernement impérial et royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents.

Le Gouvernement impérial et royal attend la réponse du Gouvernement royal au plus tard jusqu'au samedi 25 de ce mois à cinq heures du soir."

NOTES :

☒ *Narodna Odbrana* = La "Défense nationale" (et non la "Main noire", dont le rôle ne sera découvert que bien après).

☒ En annexe au §4, de nombreux noms sont cités, avec des accusations précises.

☒ Les deux personnages cités au § 7 étaient accusés d'avoir fourni aux terroristes des bombes et quatre pistolets, de leur en avoir appris le maniement et d'avoir organisé leur passage en Bosnie. L'instigateur principal était en réalité le colonel Dragutin Dimitrijevitich, dit *Apis*, chef du service de renseignements serbe et dirigeant de la "Main noire". Ce personnage, tout-puissant auprès du roi Pierre Ier, ne devait pas en rester là, mettant en 1916 sur pied un attentat contre le roi de Grèce Constantin, manqué, et l'année suivante, peut-être, un autre contre le prince Alexandre de Serbie, contre lequel il intriguait depuis 1914. Il fut pour cela exécuté en juin 1917.

☒ On remarquera l'importance accordée à la propagande anti-autrichienne (points 1,2 et 3), celle des hommes, et que les points liés directement à Sarajevo ne viennent qu'après cinq points très généraux. On notera le caractère humiliant et peu diplomatique du texte, ainsi que le très court délai imparti à la Serbie. On saura que Princip (vingt ans en 1914...) est mort de tuberculose dans une prison de Bohême, en 1918, et que le dernier complice est décédé en... 1990.

- La réponse de la Serbie :

* Le gouvernement de Berlin a connu le dessein autrichien de rendre inacceptables les termes de l'ultimatum et l'a approuvé le 6 juillet. Le texte n'a été définitivement au point que le 17 juillet, par suite des divisions entre dirigeants ; il fut remis au gouvernement serbe le 23, c'est-à-dire après que Poincaré et Viviani eurent prit la mer pour aller en Russie, et il fut communiqué le lendemain aux représentants des autres puissances.

* Mais la Serbie accepta, à l'exception toutefois du point prévoyant une ingérence de fonctionnaires autrichiens en territoire serbe, et le Journal officiel serbe publia le texte de l'ultimatum le 26 juillet, avec les regrets du gouvernement du royaume. Néanmoins, l'Autriche rompit les relations diplomatiques. Le 25 juillet la mobilisation générale serbe fut décrétée, puis la prémobilisation russe. La Grande-Bretagne proposa alors, par la bouche du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Sir Edward Grey, une conférence internationale sur l'affaire serbe, que l'Allemagne refusa, alors que la proposition avait été acceptée par l'Italie, la France et la Russie. La Russie proposa à l'Autriche des négociations, que la Double Monarchie repoussa ; la Grande-Bretagne suggéra que l'Autriche négociât avec la Serbie, ce que, sur les conseils de Berlin, Vienne repoussa. On était les 26 et 27 juillet.

- L'opinion : il avait fallu l'ultimatum adressé le 23 juillet par le gouvernement austro-hongrois au gouvernement serbe pour que l'opinion publique européenne commençât à s'inquiéter sérieusement. Mais l'opinion va désormais se manifester, surtout par l'inquiétude devant le danger de guerre. L'opinion européenne n'a pas exercé une impulsion pendant la crise de l'été 1914, mais elle n'a pas freiné les initiatives des hommes d'État : **elle est " consentante "** (P.Renouvin).

- Les puissances devant le conflit austro-serbe : localisation ? :

* Faute d'une acceptation intégrale de l'ultimatum du 23 par la Serbie, l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à son petit voisin le 28 juillet, un mois exactement après Sarajevo, et la Russie mobilisa partiellement son armée.

* Le 29, Belgrade, la capitale du royaume serbe, fut bombardée, Poincaré et Viviani rentrèrent en France après avoir écourté leur voyage. Le jeudi 30 vit surgir deux propositions conciliantes de la Russie et une de la Grande-Bretagne ; l'état-major allemand poussa au refus le gouvernement de Vienne. Ne pas se prêter à un compromis rendait inévitable le conflit austro-russe. Le 30 vit donc aussi la mobilisation générale russe (annoncée le lendemain) et la mise en place par la France d'une " couverture réduite " sur les frontières, le vendredi 31 la mobilisation générale en Autriche-Hongrie. Le même jour l'Allemagne envoya un double ultimatum à la Russie — **cessation de " toute mesure de guerre " —** et à la France — **en cas de neutralité, céder Toul et Verdun, à titre de " gage " .** Demande exagérée, au moins en ce qui concerne la France, de manière à contraindre ce dernier pays à la guerre.

* Comme l'a bien dit Pierre Renouvin, certes, les puissances centrales ne souhaitèrent pas de prime abord une guerre générale, mais elles coururent délibérément le risque d'une guerre européenne, à un moment qu'elles jugeaient militairement plus favorable que quelques années plus tard. Il n'est pas douteux qu'en laissant l'Autriche déclarer la guerre à la Serbie, le gouvernement allemand a accepté de plein gré l'éventualité de la guerre européenne, alors qu'il croyait encore à l'abstention de l'Angleterre.

□ États-majors et forces de paix :

- Désormais, c'étaient les préoccupations des états-majors qui dominaient les décisions des gouvernements :

* La diplomatie aura beau faire encore quelques tentatives, elle n'avait plus grand espoir. Les chefs des armées en présence craignaient de se laisser devancer par l'adversaire ; ils ne songeaient plus qu'à exécuter leurs plans de guerre dans les meilleures conditions. Le samedi 1er août, les ordres de mobilisation générale furent lancés, exactement en même temps, en France et en Allemagne, et l'Allemagne déclara la guerre à la Russie (19 h 10 min). C'est le plan de campagne des militaires qui avait déterminé les dernières décisions et conduit inévitablement à la guerre. Les " dés de fer " sont jetés, selon le mot de Bethmann-Hollweg au Bundesrat, ce 1er août.

* L'état-major allemand avait tracé un plan auquel il ne pouvait plus rien changer : il est obligé, s'il veut l'exécuter dans les meilleures conditions possibles, d'attaquer la France et franchir la frontière belge. Dès le 29 juillet, le représentant de l'Allemagne à Bruxelles avait reçu de son gouvernement le texte d'un ultimatum enjoignant à la Belgique de laisser passer les troupes allemandes au travers de son territoire. Le 3 août, conformément au plan de guerre allemand, il est remis, et l'Allemagne envahit la Belgique et le Luxembourg, violant une neutralité garantie par le concert des nations, et, à 18 h 45 min, elle déclare la guerre à la France.

* C'est que les plans prévoyaient une action rapide : en tardant à commencer les hostilités contre la France, l'armée allemande laisserait aux Russes, dont la mobilisation est nécessairement lente, le temps de compléter leurs préparatifs. Le même jour l'Italie proclame sa neutralité, la guerre étant offensive, mais le 4 août la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne.

- Socialisme et syndicalisme : voir une « base », rapidement

- Un climat d'Union sacrée, de Burgfrieden

d) Les camps et forces en présence

□ La " course aux armements " du début du XXe siècle avait amené les armées en présence à un degré relativement élevé de préparation.

□ La force de l'Entente réside dans la haute qualité de l'armée française de première ligne, dans la supériorité de la flotte britannique : 64 cuirassés et dreadnoughts ; 10 croiseurs

de bataille, aussi gros, mais plus rapides et moins protégés, auxquels s'ajoutent 21 cuirassés français, presque tous stationnés en Méditerranée.

□ À long terme, les Empires centraux ont deux sortes de faiblesses. Malgré la puissance de la flotte allemande, la deuxième du monde (40 cuirassés et 4 croiseurs de bataille), et l'appoint austro-hongrois (11 cuirassés), elle est surclassée par la flotte britannique et ne peut guère s'aventurer en haute mer. Ceci permet à la Grande-Bretagne, dès août 1914, d'instaurer le blocus. Non seulement les navires allemands ou neutres ne peuvent ravitailler les ports allemands, mais les navires neutres, même à destination d'un port neutre, sont arraisonnés, conduits dans un port allié, et visités. S'ils transportent de la contrebande de guerre — dont la liste, dressée par les Britanniques, comprend non seulement les armes, mais les vivres et la plus grande partie des matières premières — les cargaisons sont saisies. L'Allemagne ne peut donc espérer se ravitailler au dehors et doit vivre sur ses stocks. D'autre part, l'Autriche-Hongrie est intérieurement minée dans sa structure multinationale. Malgré son régime de police très strict, elle ne peut compter sans réserve, à long terme, sur les Tchèques, les Slaves du Sud et les Roumains de ses armées.

□ entrée en guerre de la Turquie :

- revoir **D'une guerre à l'autre : l'action du comité Union et Progrès** dans cours « Pays rive sud et est »

- L'influence allemande n'avait cessé de s'y développer depuis le début du XXe siècle. Le "Comité Jeune Turc" au pouvoir, dominé par Enver Pacha, signa avec l'Allemagne, dès le 2 août, une alliance défensive secrète, dirigée contre la Russie qui menaçait les détroits. Cette **entrée en guerre de la Turquie a un caractère d'anomalie.** " Rien ne l'empêchait en effet de rester neutre, d'autant que s'allier avec les puissances centrales contre l'ennemi héréditaire russe, c'était en même temps prendre position contre l'allié héréditaire anglais. " (J.-J. Becker). **Les effets de l'alliance se firent vite sentir.** Deux croiseurs allemands, le *Göben* et le *Breslau*, qui se trouvaient en Méditerranée au début de la guerre, furent autorisés à se réfugier à Constantinople. Fictivement vendus à la Turquie, ils gardèrent leurs équipages allemands, qui furent même renforcés. En échange d'un important concours financier, le gouvernement turc se décida à déclarer la guerre. Le 29 octobre, les deux navires allemands bombardèrent Odessa et Sébastopol. Le 16 novembre, le sultan **proclama la " guerre sainte "**.

- Outre le danger d'un soulèvement musulman dans les empires coloniaux français et anglais — lequel ne se produisit pas —, l'entrée en guerre de la Turquie obligeait les Russes à envoyer des troupes vers la frontière de Transcaucasie. Surtout les détroits étaient le seul moyen de communication pratique des Alliés occidentaux avec les Russes, la Baltique étant sous domination allemande et l'océan Glacial arctique étant bloqué par les glaces une partie de l'année. La coordination des opérations entre front ouest et front est, déjà fort mal assurée, allait devenir plus difficile.

- revoir **L'engrenage de la Première Guerre mondiale** dans cours « Pays de la rive sud et est »

□ **Conclusion sur l'été 14 :**

- C'est donc la crise internationale de l'été 1914 qui tranche, mais les Européens n'ont que très progressivement mesuré sa gravité, à la différence des deux crises marocaines de 1905 et 1911. Mais on n'a pas prouvé la volonté délibérée d'agression de la part de l'Allemagne : il y eut plutôt de sa part désir d'exploiter à fond l'attentat de Sarajevo.

- Mais il n'est pas à cet égard d'explication simpliste, et, contrairement à ce qu'on a pu croire ici et là, à de certaines époques, il n'y a pas un type unique d'explication, à la fois à un moment donné, et selon les périodes. De même, la responsabilité exclusive ou majeure ne peut pas être jetée, telle l'anathème, sur tel ou tel pays. Rien n'est simple en matière de *Kriegschuldfrage* (culpabilité de guerre)... Longue est l'histoire d'un rapport de forces européennes fondé sur la méfiance générale et le système des alliances défensives : “ trop de haines, trop de jalousies ”, selon la formule — très américaine — du colonel House. Rivalité des impérialismes, course aux armements, idée grandissante d'une guerre inévitable, âpreté des avidités économiques, considérations de prestige et de puissance... traduisent une sorte de *crescendo de mécanismes* “ belligères ”, prévus de longue date et mis en jeu par une crise-dénouement qui s'avère particulière, une montée des périls relative et à laquelle les contemporains de la Belle Époque n'ont été qu'incomplètement sensibles, à preuve leur surprise devant le dérapage de la crise de l'été 14, qu'il s'avère en définitive impossible de localiser.

3°) Les opérations, de 1914 à 1918

Vue sommaire : « la guerre en Méditerranée », C-L, pp. 398-402

a) La guerre navale

□ *Le Goeben* et le *Breslau* : Carpentier-Lebrun, p. 398 + voir plus haut

□ Le blocus, depuis 1914 (voir plus haut). L'Entente, profitant de sa supériorité navale, avait établi un strict blocus de l'Allemagne. Seuls les pays neutres de la Baltique peuvent accroître considérablement leurs exportations vers l'Allemagne (qui triplent en 1915 par rapport à 1914). Le ravitaillement allemand devient difficile.

□ De nouvelles formes de guerre en Méditerranée ? Sur mer, où l'Allemagne disputait fébrilement à l'Angleterre l'hégémonie mondiale, la puissance des flottes était à l'image du développement de la technique. Mais en quatre années de guerre, il n'y eut qu'un seul affrontement général, au Jutland, en mer du Nord (1916), et il semble bien qu'aucun des participants n'a vraiment voulu livrer cette bataille.

□ La guerre sous-marine, depuis 1914.

- La réaction allemande consista à lancer la guerre sous-marine contre les navires de commerce ennemis et même contre les paquebots, mais avec reconnaissance du pavillon au périscope.

- **La décision allemande de la “ guerre sous-marine à outrance ” :**

* Ayant échoué dans ses tentatives continentales de “ guerre d'usure ”, le haut commandement allemand, dès le milieu de 1916, s'orienta vers une autre méthode, signe d'un jusqu'au-boutisme. Ne pourrait-on pas empêcher l'Angleterre de continuer la guerre en frappant plus durement sa flotte de commerce ? Si, de 350 000 tonneaux par mois, on pouvait faire passer le rythme des destructions à 600 000, les experts allemands estimaient qu'en six mois, l'Angleterre, ayant perdu un tiers de sa marine marchande, serait réduite à capituler. La “ guerre sous-marine à outrance ” s'attaquerait même aux bateaux des neutres.

* En effet, les sous-marins étaient alors très vulnérables. Le seul fait d'avoir à faire surface ou à se rapprocher pour vérifier si le navire aperçu par le périscope était ennemi ou neutre accroissait terriblement le risque d'être détruit. La guerre sous-marine à outrance a aussi pour but de terroriser les neutres et de les empêcher de naviguer (ils se refuseront à le faire, à l'exception des Norvégiens).

* À ces vues, défendues par Ludendorff, le chancelier Bethmann-Hollweg opposa une longue résistance. Doutant des calculs des experts, il lui semblait certain qu'une telle méthode entraînerait les États-Unis dans la guerre. À quoi Ludendorff répondait que l'Entente serait vaincue avant que les Américains, dont l'armée était squelettique, pussent jouer un rôle déterminant. La décision définitive fut prise au cours de la conférence de Pless (9 janvier 1917), au cours de laquelle toutes les objections furent balayées, l'empereur Guillaume II se laissant convaincre, et le 31 janvier 1917, l'Allemagne annonça qu'elle **allait entreprendre la “ guerre sous-marine à outrance ”**. De fait — et les Allemands avaient dix fois plus de sous-marins (U-Boote) qu'en 1915 —, le rythme des destructions allait s'accroître considérablement. Il atteignit 540 000 tonneaux en février, 578 000 en mars, 874 000 en avril.

b) L'entrée en guerre de l'Italie

□ « neutralistes » et « interventionnistes » : revoir dans cours « Pays de la rive nord »

□ Une double négociation :

Pour profiter des faiblesses de l'Autriche-Hongrie, l'Entente avait intérêt à s'assurer l'appui de l'Italie. Celle-ci, membre de la Triple-Alliance, s'était déclarée neutre le 3 août 1914, car elle estimait que ce traité étant défensif, ses clauses ne jouaient pas. L'Italie avait par ailleurs des aspirations territoriales. Elle voulait notamment les “ terres irrédentes ”, possédées par l'Autriche. Le président du Conseil Salandra, au nom de l' “ égoïsme sacré ” du pays, entreprit une double négociation, avec les Empires centraux et avec l'Entente. Soutenu par une partie de l'opinion, et même par une fraction des socialistes, avec Benito

Mussolini, hier encore pacifiste, qui quitta l'Avanti pour fonder avec l'argent de l'ambassade de France le *Popolo d'Italia*, il était prêt à engager l'Italie dans la guerre aux côtés des plus offrants. Comme l'Entente (dont la Russie) était plus disposée à promettre des territoires autrichiens que l'Autriche elle-même (!), elle finit par l'emporter. Malgré la résistance des partisans de la neutralité et notamment de l'ancien président du Conseil, Giolitti, et du Vatican, où un nouveau pape, Benoît XV, avait été élu par le Conclave le 3 septembre 1914, l'Italie accepta de signer le 26 avril 1915, avec l'Entente, le traité secret de Londres.

□ La déclaration de guerre (23 mai 1915) :

Ce traité promettait à l'Italie, en cas de victoire, le Trentin, Trieste et la région julienne, et une partie de la Dalmatie. Comme ces deux dernières zones étaient largement peuplées de Slovènes, de Croates et de Serbes, c'est le tsar, protecteur naturel des Slaves, qui avait le plus hésité à accepter ce traité. Il s'y résigna à cause des revers militaires qu'il était en train de subir. L'Italie devait entrer en guerre dans un délai d'un mois. La résistance de Giolitti fut brisée par de violentes manifestations d' "interventistes" (le « mai radieux ») et, le 23 mai 1915, l'Italie déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie (mais elle ne le fit à l'Allemagne qu'en août 1916). C'était entrer en guerre sans avoir suffisamment d'officiers, d'armes modernes, de plans et d'instruction militaire. C'était se lancer dans le conflit en donnant au général Cadorna, un médiocre stratège et organisateur, de pleins pouvoirs sur la conduite de la guerre, interprétés de manière brutale et dictatoriale.

□ Les premières opérations militaires sur le front italien :

L'entrée en guerre de l'Italie, avec 37 divisions, obligeait les Austro-Hongrois à prélever des troupes sur d'autres fronts. Mais les attaques italiennes ne parvinrent pas à dépasser sensiblement la ligne de l'Isonzo, qui constituait la frontière. C'est que les attaques répétées des Italiens se heurtaient aux puissantes fortifications permanentes autrichiennes.

c) Les opérations militaires sur les fronts du Sud-Est européen en 1915

□ Ici, l'initiative principale appartient d'abord à l'Entente :

- Le premier lord de l'amirauté, Winston Churchill, obtient le 28 janvier du gouvernement anglais, puis — malgré les objections de Joffre — du gouvernement français qu'une expédition principalement navale essaie de forcer les détroits turcs. L'opération commence le 25 février 1915. Le 18 mars, une tentative purement navale échoue : un tiers des navires sont coulés par l'artillerie des forts turcs ! On décide alors de débarquer des troupes, principalement anglaises, australiennes et néo-zélandaises, sur les deux rives des Dardanelles, notamment sur la presqu'île de Gallipoli. Elles sont bloquées par les Turcs ; des divisions de l'Empire britannique y sont envoyées en renfort. Les pertes sont considérables : c'est " l'enfer des Dardanelles ", dans lequel s'illustrent les troupes venues d'Australie et de

Nouvelle-Zélande, les ANZAC. La presqu'île de Gallipoli sera finalement évacuée en novembre.

□ Entre-temps, prenant prétexte d'une prétendue insurrection arménienne sur les arrières de leur armée (face aux Russes), les Turcs perpètrent un effroyable génocide sur les Arméniens (au moins 1,5 million de morts, en Arménie, en Thrace et sur les côtes de la mer Égée, voir cours précédent).

□ La Bulgarie, séduite par les succès des Empires centraux sur le front russe, dirigée par le tsar Ferdinand de Saxe-Cobourg, qui avait été élevé en Allemagne, entre en guerre à leurs côtés le 5 octobre 1915, contre la promesse d'une grande partie de la Macédoine.

- La Serbie, menacée par ce nouvel ennemi, est attaquée par une armée austro-allemande commandée par le général Mackensen, dès le 6 octobre. Belgrade est prise. Toute l'armée serbe bat en retraite vers le plateau du Kosovo, au sud.

□ Salonique et la retraite serbe :

La France décide alors la Grande-Bretagne à accepter l'envoi de troupes des deux pays vers le port grec de Salonique (Thessalonique) pour aller au secours des Serbes. Le roi de Grèce Constantin, beau-frère de Guillaume II, rejette l'idée de l'entrée en guerre de son pays, préconisée par le président du Conseil Elefthérios Venizélos. Sous le commandement du général Sarrail, un corps expéditionnaire de 80 000 Français et Anglais débarque néanmoins à Salonique. Mais cette armée est stoppée par les Bulgares et ne peut venir en aide aux Serbes. Ceux-ci n'ont plus qu'une solution : battre en retraite, non plus vers Salonique, mais vers l'ouest, à travers les montagnes de l'Albanie (indépendante, voir cours précédent). Après une marche pénible, ayant abandonné son artillerie, l'armée serbe, épuisée et décimée par le typhus, atteint en décembre l'Adriatique, où des navires de l'Entente la transportent dans l'île grecque de Corfou (Kérkyra) et en Tunisie. Rééquipée, elle sera ultérieurement amenée à Salonique où l'Entente décide de maintenir une solide tête de pont. Mais le territoire serbe est entièrement occupé par l'ennemi. La Serbie conquise, l'Allemagne disposait d'une liaison ferroviaire par l'Orient-Express avec la Turquie, pourvoyeuse en matières premières.

d) Les opérations militaires sur les fronts du Sud-Est européen en 1916

□ La Roumanie en guerre en 1916. La Roumanie convoitait la Transylvanie, où vivaient de nombreux Roumains, sous domination hongroise, mais elle hésite longtemps, car elle peut regarder aussi vers les populations de langue roumaine qui vivent en territoire russe (Bessarabie), et que les Puissances centrales lui promettent dès la proclamation de la neutralité roumaine (3 août 1914). Le roi Carol était membre de la famille des Hohenzollern et le royaume avait plutôt une politique étrangère favorable à l'Allemagne. De très longues négociations aboutissent, le 17 août 1916, à un traité d'alliance avec l'Entente, et la

Roumanie entre en guerre avec 15 divisions. Mais à ce moment, les Russes sont épuisés par leur offensive. Falkenhayn, ancien commandant en chef allemand, prépare contre les Roumains, qui ont occupé une partie de la Transylvanie, une contre-offensive vigoureuse accompagnée d'une diversion bulgare. La Transylvanie est reconquise au début d'octobre. Puis les Carpates sont franchies. Le 6 décembre, les Allemands et les Bulgares s'emparent de Bucarest. Les ressources du pays en blé et en pétrole allaient désormais aux Empires centraux. L'armée roumaine, adossée à la Russie alliée, rétablit néanmoins un front.

□ Sur le front italien, aucun événement décisif ne se produit. En mai 1916, les Austro-Hongrois déclenchent à l'initiative du général von Hoetzendorff une offensive (" expédition punitive " ou " châtiment " , Strafexpedition) dans la vallée de l'Adige et prennent Asiago. Mais un front est aussitôt rétabli. En août, le général Cadorna, commandant en chef italien, lance à son tour une offensive dans le Trentin, et s'empare de la ville de Gorizia (Görz). Une nouvelle fois, il s'agit d'une victoire sans lendemain.

e) La " note pontificale pour la paix " et la catastrophe italienne en

1917

□ Le pape Pie X mourut le 20 août 1914, il fut remplacé par Benoît XV, qui, troublé par une guerre où s'opposaient, dans les deux camps, des populations catholiques (en proportions inégales, toutefois) et désireux de jouer un rôle dans la future conférence de la paix, crut le moment venu de faire une proposition. Il avait des relations diplomatiques avec l'Autriche-Hongrie et, en Allemagne, avec la Bavière par le nonce, Mgr Pacelli (le futur Pie XII). Du côté de l'Entente par contre, les relations avaient été rompues avec l'Italie et la France, et seule l'Angleterre protestante était représentée au Vatican. Ceci explique que le pape ait consulté d'abord les seuls Empires centraux et que sa proposition, datée du 14 août 1917 et publiée deux jours plus tard dans L'Osservatore Romano, leur ait été assez favorable.

□ Le pape énuméra une série de principes abstraits : reconnaître la " force morale du droit " réduire les armements. Il se déclara en faveur de la liberté des mers. Il proposa la renonciation à toute indemnité de guerre, ce qui était contraire aux intérêts des pays envahis. Enfin, il suggéra le retour au *statu quo territorial, mais avec des* " compromis raisonnables ", portant sur l'Alsace-Lorraine et les territoires italiens de l'Autriche-Hongrie. Il n'était rien dit de la Serbie ni de la Pologne.

□ L'Allemagne répondit assez favorablement à cette note. Le président Wilson en était peu satisfait, mais sa réponse ne fut pas négative. La Grande-Bretagne insista sur la nécessité de l'indépendance belge, mais passa sous silence l'Alsace et la Lorraine. La négociation continua sur ce point. L'opposition de Ludendorff à un abandon total de la Belgique amena finalement l'échec de cette tentative, dont la maladresse valut à son

auteur d'être exclu de la conférence de la Paix en 1919 (mais en fait il avait été prévu d'écarter le Saint-Siège des futures négociations de paix dès 1915) ¹.

□ Contrairement à la France et à la Grande-Bretagne, l'Italie n'avait pas réussi à se donner un gouvernement fort, et les neutralistes, influencés par Giolitti, y étaient puissants.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie estimèrent en 1917 qu'il serait possible de la vaincre par une grande offensive : le choc se produisit le 24 octobre à Caporetto.

□ Hindenburg accepta d'envoyer sept divisions sur le front de l'Isonzo. L'espoir des Empires centraux était de pouvoir percer le front, se rabattre sur les côtés (" méthode de Riga ") et atteindre les grandes plaines de l'Italie du Nord. Quoique les Italiens eussent été informés par deux officiers tchèque et roumain (de Transylvanie), qui étaient passés dans leurs lignes, ils ne purent résister au choc qui se produisit le 24 octobre à Caporetto (Karfreit en allemand).

□ Le 27, la percée était faite et les Austro-Allemands avaient atteint la plaine. La retraite italienne prenait l'allure d'une déroute. Cadorna, après avoir rejeté la responsabilité sur le manque de courage de ses propres troupes, essaya d'arrêter l'ennemi sur le Tagliamento, mais c'est finalement sur le Piave que le front put être reconstitué. Les Italiens avaient perdu 293 000 prisonniers et 3 000 canons, la moitié de leur artillerie. Toutefois, l'émotion créée par Caporetto permit au nouveau gouvernement, dirigé par Orlando, de reprendre en main les troupes et de renforcer en Italie la volonté de vaincre dans un climat d'union nationale.

□ Quelques divisions françaises et anglaises (l'armée anglaise continue à croître, atteignant 3 773 000 hommes en décembre 1917) durent être envoyées en renfort, sans jouer un rôle décisif d'ailleurs.

f) La Turquie et l'Égypte en guerre

□ Revoir les « années de cendre » dans « Pays rive sud et est »

¹ Benoît XV mourra en 1922. Durant les trois années séparant la fin du conflit mondial et sa mort, il élaborera une politique d'accords, qui portera ses fruits sous le pontificat suivant et restera célèbre au Vatican jusqu'à l'élection de Benoît XVI (2005) : dès 1919, le pape reçoit à Rome Wilson, qui vient, le jour même, de présider une assemblée de protestants italiens ; en mai 1920 il fait savoir qu'il ne refusera plus de recevoir au Vatican les chefs d'État catholiques qui viendraient rendre visite au roi d'Italie ; à partir de 1920 est réglé le conflit avec la France (canonisation de Jeanne d'Arc, rétablissement des relations diplomatiques, compromis sur la question des biens du clergé dès 1920...) ; dès 1921 sont pris les premiers contacts avec le gouvernement italien en vue d'une solution de la question romaine. En outre, Benoît XV lève le *non expedit* qui interdisait aux catholiques de participer en Italie à la vie politique et il autorise Don Luigi Sturzo, un prêtre, à fonder un parti démocrate-chrétien, le Parti populaire italien (PPI).

□ Voir le Carpentier-Lebrun, p. 401 pour **l'Égypte**, qui devient un protectorat anglais en 1914 et p. 402 pour Lawrence d'Arabie

□ Les Turcs réussirent à débarquer des officiers sur la côte libyenne ; ils animèrent la rébellion sénoussite qui avait commencé avec la conquête italienne et contre laquelle les Alliés mènent une « opération combinée », à partir de la Tunisie, de la côte libyenne et de l'Égypte. La Senoussia est repoussée dans l'intérieur mais pas éliminée.

g) L'année 1918

□ Les 14 Points de Wilson (1918) et la Méditerranée :

- Aidé par un comité d'experts, le Peace Inquiry Bureau, dont le membre le plus important fut David Hunter Miller, et par son ami le colonel House, Wilson avait préparé un programme de paix en 14 points qu'il soumit au Congrès le 9 janvier 1918.

- Les 5 premiers points étaient de caractère abstrait. Les points 6 à 13 concernaient les remaniements territoriaux.

- Les frontières italiennes seraient fixées (comment ?) le long de la limite des nationalités (point 9 : " Le rétablissement de la frontière italienne devra être effectué suivant la ligne de nationalités clairement reconnaissables. ").

- Les peuples de l'Autriche-Hongrie recevraient leur autonomie (10 : " Aux peuples d'Autriche-Hongrie, dont nous désirons voir la place sauvegardée et assurée parmi les nations, on devra donner plus largement l'occasion d'un développement autonome ").

- Les frontières des États balkaniques seraient révisées. " La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être restitués. À la Serbie, on devra accorder libre et sûr accès à la mer, et des relations entre les divers États balkaniques devront être fixées amicalement sur les conseils des Puissances et d'après les lignes des nationalités établies historiquement. "

- L'empire ottoman ne dominerait plus les peuples non-turcs. " Une souveraineté sûre sera assurée aux parties turques de l'Empire ottoman actuel, mais les autres nationalités qui se trouvent, en ce moment, sous la domination turque devront être assurées d'une sécurité indubitable de leur existence et une occasion exempte d'obstacles leur sera fournie de se développer de façon autonome. Les Dardanelles devront être ouvertes de façon permanente en constituant un passage libre pour les navires et le commerce de toutes les nations suivant des garanties internationales. "

- Ce plan ignorait délibérément les multiples accords secrets signés entre les Alliés : ainsi les accords de Londres (1915) qui attribuaient à l'Italie la Dalmatie, l'Istrie et la ville de Fiume, ainsi les accords Sykes-Picot (1916) qui traçaient les zones d'influence de Paris et de Londres au Proche-Orient...

□ Le retour à la guerre de mouvement en 1918 :

- À Salonique, les Alliés, depuis que la Grèce, en juin 1917, était entrée en guerre à leurs côtés, avaient 550 000 hommes (le roi Constantin, beau-frère de Guillaume II, avait dû

laisser la couronne à son fils Alexandre). Face à cette armée où se côtoyaient Français, Anglais, Italiens, Serbes et Grecs, dotée de l'appui indirect d'un corps d'armée italien opérant de manière autonome en Albanie, il n'y avait plus guère que l'armée bulgare. Clemenceau réussit à convaincre les Britanniques qu'il fallait attaquer.

- Une grande offensive des troupes françaises et serbes démarre à partir de Salonique le 15 septembre. La Bulgarie, débordée, signe l'armistice le 29 septembre. Conséquences : la Grèce, la Serbie et l'Albanie sont potentiellement libérées, la Turquie est isolée, la Roumanie va pouvoir rentrer dans la guerre. Cet armistice ruine les derniers véritables espoirs allemands.

- En Palestine. Alors que les Turcs cherchaient à conquérir au nord la Transcaucasie, le général britannique, Allenby, disposant de la supériorité du nombre enfonça le front le 19 septembre. Profitant des bonnes relations établies avec les Arabes, et notamment avec le roi Hussein du Hedjaz, soulevé contre les Turcs depuis 1916, Allenby occupa Damas et s'empara de presque toute la Syrie.

- En Italie. Le général Diaz, qui avait remplacé Cadorna, attendit le 23 octobre pour commencer son offensive. Ses armées, bien qu'affaiblies par l'envoi de divisions en France, passèrent la Piave et, le 29, remportèrent la victoire de Vittorio-Veneto. En quelques jours, les Italiens firent 427 000 prisonniers et entrèrent à Trente et à Trieste.

- Trois mois après le déclenchement de l'offensive alliée, l'effondrement des puissances centrales est total. La Bulgarie dépose les armes le 29 septembre 1918. La Turquie signe le 30 l'armistice de Moudros. Le 3 novembre, les Italiens signent avec la double monarchie l'armistice de Villa Giusti. Enfin le 11 novembre, ce sont les plénipotentiaires allemands, dirigés par Matthias Erzberger, qui acceptent à Compiègne les conditions des alliés.

□ Les armistices :

- L'armistice turc. Isolés après la défection bulgare, les Turcs signèrent à Moudros, le 30 octobre, un armistice avec les Anglais. Le gouvernement français, non consulté (!), s'y résigna.

- L'armistice autrichien. L'Autriche-Hongrie était en pleine désagrégation. Le 21 octobre 1918, à la veille de la disparition de l'Autriche-Hongrie, le président Wilson avait déclaré qu'il s'en remettait aux peuples de la Double Monarchie pour décider de leur propre sort. Tchécoslovaques, Allemands d'Autriche, Hongrois et Yougoslaves (Serbes-Croates-Slovènes) proclamèrent leur indépendance en octobre. Le 22 novembre, Pilsudski proclama la République polonaise, en décembre la minorité roumaine de Transylvanie proclama son rattachement au royaume de Roumanie. Wilson refusa de négocier avec l'Autriche-Hongrie et, comme les Alliés, se rallia à l'indépendance des populations slaves. Le vieil empire avait vécu. La victoire italienne de Vittorio-Veneto rendit indispensable la conclusion d'un armistice. Il fut signé le 3 novembre à Villa Giusti. L'empereur Charles s'enfuit en Hongrie,

puis abdiqua. Les troupes italiennes occupèrent les territoires promis à l'Italie par le traité de Londres (1915, voir plus haut).

□ Istanbul, occupé et déchu : Carpentier-Lebrun, p. 402-404

h) Le bilan démographique de la Première Guerre mondiale au Proche-Orient

Voir le Nouschi, pp. 101-102

II. LES TRAITES DE PAIX ET LES FRONTIERES DE 1919-1923

1°) La loi des vainqueurs : la Conférence de la Paix en 1919 (à Paris)

a) Organisation et méthodes de travail

Quant à l'organisation de la Conférence, les alliés avaient commencé à y réfléchir... dès 1914. Chaque pays désigna une délégation de cinq membres, les principales étant dirigées par Georges Clemenceau, David Lloyd George, Sydney Sonnino (ministre des Affaires étrangères) puis Vittorio Emanuele Orlando (président du Conseil italien, 1860-1952), et, à la surprise générale (il l'annonce lui-même le 18 novembre) Thomas W. Wilson lui-même : c'est la première fois qu'un président américain en exercice vient en Europe. Mais cette dernière originalité présente de notables inconvénients : pour les États-Unis (à l'intérieur), ce sera la paralysie de l'exécutif et Wilson ne va pas se rendre compte de l'évolution des états d'esprit ; l'attendre va retarder la conférence ². Surtout, Wilson va défendre lui-même les principes de la « nouvelle diplomatie ». Or la tradition européenne était de régler les problèmes territoriaux par des « préliminaires de paix » rapidement conclus. Après quoi on négocierait à loisir un traité définitif plus détaillé. Au contraire Wilson, qui attachait beaucoup plus d'importance à la création de la SDN qu'aux problèmes territoriaux, exigea que pour chacun des vaincus un traité définitif fût préparé, à la tête duquel le Pacte constitutif de la SDN serait incorporé : une procédure rigide et longue. Wilson n'a pas pour les États-Unis d'ambitions territoriales et il va se heurter à des hommes d'État (peu heureux de le voir arriver !) qui considèrent certaines annexions comme indispensables et qui se font approuver par leur opinion. C'est ainsi que Lloyd George organise des élections générales brusquées dès l'armistice, le 14 décembre 1918, dans une ambiance de germanophobie délirante (« Pendons le Kaiser ! », « L'Allemagne paiera jusqu'au dernier penny »), mais avec une très forte abstention ; ces coupon elections ³ sont un très gros succès pour lui, mais ce libéral est prisonnier de ses alliés conservateurs, et les

² Wilson descend à Brest du navire de guerre *George Washington* le 13 décembre 1918.

³ Il avait recommandé aux électeurs, par une lettre spéciale (*coupon*) les candidats à ses yeux les plus dignes.

backbenchers⁴ conservateurs vont bientôt se rebeller contre lui. Clemenceau obtient un vote très favorable de la Chambre des Députés le 29 décembre (380 voix contre 134). Or, les démocrates sont battus aux États-Unis par les républicains à la Chambre des représentants en novembre 1918 (237 contre 190), après que Wilson se fut engagé dans la bataille. Aux élections législatives de novembre 1918, les candidats républicains infligent donc une sévère défaite aux démocrates : la contradiction entre l'affaiblissement intérieur de Wilson et son rôle déterminant dans le processus de paix est lourde de menaces pour l'avenir.

Mais Wilson a l'illusion de pouvoir être soutenu par les opinions publiques contre les gouvernements. Arrivé le 13 décembre à Paris (il connaît peu l'Europe) il reçoit un accueil enthousiaste à Paris, puis à Londres et à Rome (voir plus haut) ; pour ne pas se laisser émouvoir il refusa longtemps de visiter en France les régions dévastées. Il tire de l'accueil populaire une leçon : « Je suis satisfait de savoir qu'en cas de nécessité je peux toucher les peuples d'Europe par-dessus la tête de leurs chefs. » Grande illusion ! Wilson vient à Paris avec ses hommes de confiance, le Secrétaire d'État Lansing, le colonel House (voir plus haut), etc., et 1 300 experts américains (dont Herbert Hoover, John Forster Dulles, etc.) ! Wilson pense établir en Europe une paix durable fondée sur le droit et la justice. Cf. l'irénologie du sociologue norvégien Johann Galtung, qui distingue la paix négative (i. e. l'absence de guerre) et la paix positive, reposant sur la justice : « Si tu veux la paix, agis pour la justice ». Convaincu de sa mission, cet apôtre de la paix, s'il est bien mieux informé qu'on ne l'a souvent dit des questions européennes, sous-estime la puissance du nationalisme exalté par quatre années de guerre. Wilson veut user de son prestige personnel pour rassembler autour de lui tous les « hommes de bonne volonté » ; il sait aussi qu'il dispose de l'arme économique et financière pour faire éventuellement céder ses associés récalcitrants. Le wilsonisme rencontre un écho favorable en Europe parmi les milieux politiques orientés à gauche et auprès de certains intellectuels. Des hommes comme Jules Romains, Romain Rolland, Stefan Zweig, Herbert George Wells et Albert Einstein se rallient au projet de Société des Nations et militent activement contre le nationalisme revanchard. Mais cette idéologie généreuse se heurte aux résistances de l'opinion publique américaine, moins préoccupée par les problèmes internationaux que par les questions douanières et les difficultés intérieures.

Les mobiles de Clemenceau sont tout autres (voir biographie dans le dossier biographique). À l'opposé de Wilson, le « père la Victoire », Georges Clemenceau, est animé par un mobile essentiel : la sécurité de la France. La neutralisation militaire de la rive gauche du Rhin, complétée par une Pologne anti-allemande et anti-bolchevique, ainsi que le développement des tendances fédéralistes au sein de la nouvelle Allemagne sont, selon le Tigre, les meilleurs garants pour l'avenir de la France. Cette politique centrée sur la question

⁴ Parlementaires de base, d'arrière-plan. Le terme est passé dans le vocabulaire courant, cf. les « godillots du général » (de Gaulle).

rhénane néglige toutes les autres positions de la France à travers le monde. Clemenceau cherche à prendre le contre-pied du traité de Francfort imposé par l'Allemagne à la France vaincue, le 26 mai 1871. Le Président du Conseil (voir biographie dans le dossier biographique), âgé de 78 ans, use de tous ses talents oratoires pour défendre cette cause. Mais Clemenceau veut également sauver à tout prix l'entente entre les Alliés. Il craint un isolement diplomatique qui affaiblirait la France. Peut-être est-ce la raison qui le pousse à demander et à obtenir les pleins pouvoirs du Parlement pour mener seul les négociations et pour rendre plus faciles les compromis qu'il sait indispensables ? Clemenceau se heurte en effet à Wilson et au premier ministre britannique David Lloyd George.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne font cause commune contre la France. « Géant déjà "fatigué" en 1914, colosse ébranlé en 1919, la Grande-Bretagne n'a pas pris conscience que son poids relatif a changé. » (Roland Marx) Le chef du gouvernement britannique tient avant tout au maintien de l'équilibre en Europe pour éviter la renaissance d'un conflit dans lequel serait entraînée l'Angleterre. Or, il estime à juste titre que le danger allemand est éliminé, d'autant plus que la flotte de guerre allemande est internée dans le Nord de l'Écosse sous le contrôle de la Royal Navy. Au contraire, la première puissance sur le continent est désormais la France, d'autant plus que celle-ci pratique à l'occasion de la paix de 1919 et pendant les premières années 20 un véritable impérialisme « du pauvre » (Georges-Henri Soutou). Par un jeu de bascule très anglais, le gouvernement de Londres, hier allié de la France contre l'Allemagne, se rapproche du vaincu. Comme Wilson, Lloyd George attache beaucoup d'importance au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il a, en fait, quatre objectifs : éliminer la menace bolchevique, « faire payer » l'Allemagne, renforcer la cohésion de l'empire britannique et ne pas laisser dominer l'Europe par la... France. L'accord entre les deux puissances anglo-saxonnes porte en premier lieu sur le problème allemand : les deux puissances anglo-saxonnes souhaitent le redressement rapide d'un pays qui est à la fois l'un des meilleurs clients de leur industrie et un marché privilégié pour leurs capitaux. États-Unis et Grande-Bretagne estiment d'autre part que la persistance des difficultés économiques est susceptible de faire basculer la République de Weimar dans le camp bolchevik et s'inquiètent des risques d'une hégémonie française sur le continent. Ceci est vrai pour la Grande-Bretagne, qui a depuis toujours cherché à maintenir un certain équilibre entre les puissances continentales. Mais ce l'est tout autant pour les États-Unis dont le but essentiel est, au lendemain de la guerre, la reconstruction d'une Europe prospère et ouverte à leur pénétration économique. Ce qui implique la réintégration de l'Allemagne dans le « concert des nations », de manière à éviter la renaissance de tensions politiques dangereuses, ainsi que la création (à la faveur du traité de paix et de ses prolongements) d'un bloc économique rival de la puissance américaine. Or la France manifeste, au lendemain de l'armistice de Compiègne, une forte volonté d'expansion économique en Europe. C'est un point qui avait été jusqu'alors peu étudié par l'historiographie des relations

internationales mais que nous connaissons bien aujourd'hui grâce aux travaux de Denise Artaud et Jacques Bariéty. Il est clair pour ces auteurs que les « buts de paix » inclus dans le traité de Versailles ou dérivés de celui-ci enveloppent une perspective économique d'envergure dont la pièce essentielle est le « projet sidérurgique » élaboré par le Quai d'Orsay et visant à rétablir la suprématie industrielle de la France sur le continent, grâce aux modifications des frontières allemandes, aux livraisons obligatoires de charbon et de coke et aux conditions commerciales du traité qui prévoit que pendant cinq ans les entreprises lorraines, alsaciennes et mosellanes pourront faire pénétrer librement leurs produits en Allemagne. Ces projets inquiètent fort les puissances anglo-saxonnes, pour qui le risque majeur n'est plus celui d'une Europe unifiée par l'Allemagne mais bien celui d'une Europe dominée économiquement et militairement par la France en vertu des atouts juridiques que ce pays a retirés du traité. C'est pourquoi les financiers américains et britanniques vont contribuer au relèvement économique de l'Allemagne, tandis que leurs gouvernements se dresseront contre la « politique d'exécution » menée par la France (voir plus loin). En outre, le livre de J.-M. Keynes, *Les conséquences économiques de la paix*, publié en octobre 1919 après que l'auteur eut quitté la Délégation britannique à la Conférence de la Paix puis démissionné avec éclat de ses fonctions de conseiller auprès du Trésor, attire leur attention sur les risques que ferait courir à l'Europe l'effondrement de l'économie allemande (il rencontre un énorme succès auprès de la « gauche » britannique).

La conférence de la Paix dure, dans la phase de préparation du traité allemand, du 12 janvier au 6 mai 1919. Elle réunit de nombreux plénipotentiaires, ce qui oblige à une répartition des tâches, les séances plénières étant de pur apparat. De nombreuses commissions spéciales (52) examinent les problèmes et établissent des rapports (par exemple la « commission des responsabilités », la « commission des réparations »). S'y ajoutent des comités d'experts (16), se réunissant souvent. Mais ceux qui importent, ce sont les « Cinq », c'est-à-dire, selon le préambule du traité de Versailles concernant l'Allemagne, « Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon », ayant formé du 12 janvier au 24 mars le « Conseil des 10 » (chefs de gouvernement plus ministres des Affaires étrangères). Les circonstances de leurs entrées en guerre sont très différentes (cf. le Japon, en guerre du 23 août au 7 novembre, voir plus haut). Mais c'est le « Conseil des 4 » qui a joué le rôle le plus important, réunissant seulement les chefs de gouvernement, Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando. Le Japon n'en fait pas partie car l'essentiel des discussions porte sur les affaires européennes. C'est ce « Conseil des 4 » qui, sur la proposition de Wilson, est devenu à partir du 24 mars l'organe de décision. Il a discuté en dernier ressort de tous les grands problèmes et procédé à l'élaboration finale des clauses des traités.

b) Le déroulement de la conférence : les négociations entre alliés et associés

La première phase va du 12 janvier au 14 février. Par la volonté de Wilson, l'essentiel du débat concerne l'élaboration de la SDN. Les travaux sont tenus rigoureusement secrets, au grand mécontentement du public et des journalistes ! Wilson assiste en personne aux réunions du comité d'experts qui élabore le « pacte » ou covenant de la SDN. Le projet est adopté le 14 février et il est décidé qu'il sera incorporé au texte de tous les traités : c'est la grande heure de gloire de Wilson... Du 15 février au 14 mars, Wilson faisant un voyage aux États-Unis (il lui faut clore la session du Congrès, prendre la température de l'opinion, et il découvre avec surprise les débuts d'une opposition), les travaux de la conférence sont ralentis pendant cette deuxième phase.

Du 14 mars au 5 mai, troisième phase, essentielle, celle des discussions territoriales. Mais d'abord, à cause de l'opposition d'une partie de l'opinion américaine, il faut procéder à des modifications au Covenant : droit pour les États-Unis de quitter la SDN, réserve sur la « doctrine de Monroe », etc. : un texte définitif est adopté seulement le 27 mars. La Grande-Bretagne n'a presque rien à demander (à la différence des autres alliés, surtout la France) et elle a eu tout de suite satisfaction : la marine de guerre allemande est neutralisée, voir plus haut, les colonies allemandes sont déjà conquises. Son opinion publique ne croit pas à la renaissance prochaine de la puissance allemande, la Grande-Bretagne ne formule donc pas de demandes de « garanties ». La Grande-Bretagne craint plutôt la France ! Beaucoup de Britanniques sont persuadés de la nécessité de la restauration de l'économie allemande. Le Royaume-Uni s'oriente donc vers une politique de bascule, dans la discussion et l'application du traité. Le problème de la Paix est beaucoup moins aigu et passionné qu'en France. Toutefois 200 conservateurs très rigides et germanophobes demanderont en mai à Lloyd George de ne pas faire de concessions à l'Allemagne : Lloyd George repoussera cette idée. Au début de la troisième phase de la conférence, Wilson s'oppose d'abord aux ambitions de Clemenceau (détacher la Rhénanie de l'Allemagne ; la faire occuper en permanence par des troupes alliées ; annexer le Sud-Ouest de la Sarre). Wilson menace de quitter la conférence. On aboutit à un compromis. Wilson s'oppose ensuite aux ambitions du Japon quant à l'héritage des droits allemands en Chine. La déliquescence du pouvoir central a augmenté depuis longtemps l'influence étrangère en Chine, d'où les interventions du corps diplomatique dans les affaires chinoises. L'Entente a promis au Japon en 1915 les intérêts allemands en Chine. Le Japon a présenté à la Chine les « 21 demandes » (1915, voir plus haut). En Chine, qui a déclaré la guerre à l'Allemagne en août 1917, se manifeste le sursaut nationaliste du Quatre Mai (1919), yundong (« mouvement ») qui soude un premier bloc de solidarité moderne et cristallise les aspirations diffuses de l'intelligentsia. Or, le délégué japonais avait revendiqué dès le 27 janvier, au conseil des 10, les droits que l'Allemagne avait possédés. Dès le

lendemain le délégué chinois, qui se fie à la New Diplomacy, proteste. Le Japon déclare alors qu'il n'entrera à la SDN que s'il obtient satisfaction ! Le 21 avril Wilson propose l'abolition de toutes les zones d'influence en Chine. Le Japon accepte, car il sait très bien que ni la France ni la Grande-Bretagne n'accepteront ! Le 28 avril voit la capitulation de Wilson, qui n'a pas voulu risquer d'affaiblir la SDN en prenant l'attitude énergique (cf. l'Italie) que lui conseillait House et le secrétaire d'État Lansing. L'effet aux États-Unis est déplorable ; la Chine proteste, puis refuse de signer le traité de Versailles (ce sera le seul cas), quoique son nom figure parmi les signataires. En plus, le Japon noie dans le sang un soulèvement indépendantiste coréen (1919-1920, proclamation d'une éphémère république coréenne, sous la présidence de Syngman Rhee) qui avait tenté d'attirer l'attention de la conférence sur le sort de la péninsule. En revanche, le Japon n'a pas réussi à faire reconnaître le principe de l'« égalité des races », refusé par l'Australie et les États-Unis, qui avaient bien compris qu'en fait le combat des délégués japonais visait les réglementations nationales américaine et australienne sur l'immigration, défavorables à leurs compatriotes.

Puis Wilson s'oppose à l'Italie, au nom du principe des nationalités. Le nationalisme italien remonte évidemment au XIXe siècle. Comme celui de la France, il avait viré à droite à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, dans un contexte de repli, de pays maintenu dans une position internationale de seconde zone. Il est influencé par Bergson, par le courant d'hostilité au rationnel et à l'humanisme occidental. Il est sensible au futurisme⁵. Les Italiens réclament des agrandissements aux dépens des Yougoslaves, certes pas promis par les traités signés avec Anglais et Français, mais inclus dans les revendications gouvernementales italiennes à cause du poids de l'exaltation nationaliste, comme Fiume (= Rijeka). Le respect des engagements pris pendant la guerre est, évidemment, invoqué par l'Italie, qui rappelle les accords de Londres (1915, négociés par le ministre des Affaires étrangères Sonnino) et de Saint-Jean-de-Maurienne (19 avril 1917, voir plus haut). De plus, l'Italie n'a bénéficié pendant la Première Guerre mondiale d'aucune unité militaire américaine, malgré les demandes pressantes de Diaz, le commandant en chef. Wilson adresse, par-dessus la tête d'Orlando, un appel au peuple italien ; Orlando et son ministre des Affaires étrangères, Sidney Sonnino, quittent Paris pour Rome, où les chambres les approuvent à l'unanimité, mais sans résultat au Conseil des Quatre, dont ils espéraient bloquer les travaux par leur départ. Au contraire, les Alliés sont sur le point d'attribuer à la Grèce la région de Smyrne, promise à l'Italie pendant la guerre ! Il faut donc reprendre le chemin de Paris, pour y... accepter par contrainte les conditions alliées, ce qui provoque la chute du cabinet Orlando. C'est donc à l'Italie que Wilson s'est le plus vigoureusement opposé pendant la conférence de la Paix ! Ces trois conflits (contre la France, le Japon et l'Italie) ont permis de finir la rédaction du traité de Versailles.

⁵ C'est dans *le Figaro* du 20 février 1909 (en première page et en français) que Marinetti, très influencé par Bergson, avait publié le *Manifeste du Futurisme*.

Le 28 juin 1919, dans la Galerie des Glaces du château de Versailles, à l'endroit où l'empire d'Allemagne avait été proclamé en 1871, les délégués allemands sont appelés les premiers à signer cet énorme traité de 440 articles. À noter qu'après la signature du traité de Versailles et le départ de Wilson (le même jour), la conférence continuera à se réunir, avec des suppléants, jusqu'en 1921. D'ailleurs le système des « conférences internationales », au lieu d'être exceptionnel comme avant 1914, se développe prodigieusement (9 en 1920, 7 en 1921, 7 en 1922). Bien sûr, il va falloir que chaque signataire ratifie le traité de Versailles.

2°) Les traités de paix

L'Europe méridionale et centrale est concernée par les quatre traités qui suivent celui de Versailles, ceux de :

- Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche (19 septembre 1919)
- Neuilly avec la Bulgarie (27 novembre 1919)
- Trianon avec la Hongrie (2 juin 1920)
- Sèvres avec la Turquie (10 août 1920), mais il est éphémère) : il est en 1923 remplacé par le traité de Lausanne. Mais :

a) Les intérêts allemands au Maroc (traité de Versailles, 1919)

« L'Allemagne renonce à tous droits, titres ou privilèges résultant à son profit de l'Acte général d'Algésiras du 7 avril 1906, des accords franco-allemands du 9 février 1909 et du 4 novembre 1911 [...]. » L'Acte d'Algésiras du 7 avril 1906 autorisait la participation des Allemands à la Banque du Maroc.

Par l'accord franco-allemand du 9 février 1909, signé par Clemenceau, l'Allemagne reconnaissait à la France toute liberté d'action pour le « maintien de l'ordre » au Maroc, à condition de partager les bénéfices de l'exploitation économique du pays.

Enfin l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 donnait les mains libres au Maroc en échange de territoires du Congo français.

b) Les nouvelles frontières de l'Italie

Pour l'Italie, la paix est la « victoire mutilée » : elle avait l'ambition d'annexer les territoires promis par le traité de Londres (1915) et l'armistice de Villa Giusti avait permis d'occuper ces territoires (le Trentin, la région julienne de l'Istrie, la Dalmatie). Mais Wilson n'avait pas signé le traité de Londres et le principe des nationalités — les territoires sont peuplés en bonne part de Slovènes, de Croates et de Serbes — était opposable à l'Italie. En plus, Fiume (Rijeka) était le débouché historique de la Hongrie sur la mer ! L'opposition de Wilson empêcha tout accord, sauf sur le Trentin, qui fut annexé sans difficulté jusqu'au col

du Brenner, quoique la partie Nord (Haut-Adige ou Sud-Tyrol) fût de langue allemande en très grande majorité.

L'échec de Wilson en 1920 aux États-Unis fit perdre à la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») son principal soutien et elle dut signer le traité de Rapallo (12 novembre 1920). Elle céda à l'Italie la région julienne (provinces de Trieste et de Gorizia) mais garda la Dalmatie croate (réclamée par l'Italie), sauf quelques îles et l'enclave de Zara (Zadar). Pour Fiume (Rijeka), André Tardieu (voir biographie dans le dossier biographique) proposa un compromis, sous la forme d'une zone neutre comprenant la ville et son arrière-pays, contrôlée par la SDN et soumise au bout de quinze ans à un plébiscite. Il fut rejeté par les Yougoslaves. Au contraire, un « État de Fiume » obtenait l'indépendance. Mais le poète et romancier Gabriele D'Annunzio s'y était emparé en septembre 1919 du pouvoir avec un régiment dissident et une troupe de volontaires, les arditi. Les troupes italiennes obligèrent D'Annunzio à évacuer la ville et Fiume devint effectivement une ville-libre. Toutefois, nouveau retournement de situation, en 1924, l'Italie, devenue fasciste, annexa Fiume.

Dans la frustration nationale que représente la paix pour l'Italie, la France, puissance nantie à ses yeux, aurait sa part de responsabilité, comme pour avoir fait pression afin d'obtenir l'évacuation de Fiume en 1920.

c) Le reste de l'Europe centrale et méridionale

La dislocation de l'Autriche-Hongrie : est une des conséquences majeures de la Grande Guerre. Les petits « État successeurs » manifestent la rupture de l'« équilibre européen », et au profit de l'Allemagne. Éclatent dans l'entre-deux-guerres d'innombrables querelles entre des États presque tous mécontents des nouvelles frontières ! D'où, bien sûr, l'impossibilité d'une union économique.

Émergence de l'éclatement de l'empire austro-hongrois une nouvelle Autriche. Par stricte application du principe des nationalités, l'Autriche nouvelle était un petit État de 84 000 km² et 6 500 000 d'habitants, doté d'une capitale disproportionnée, avec le quart de la population totale. La tentation était grande de demander l'Anschluss, c'est-à-dire le rattachement à l'Allemagne, mais c'était interdit par les traités. Wilson avait été mis en garde par ses experts : l'Anschluss, ce serait la création d'une superpuissance germanique susceptible de dominer l'Europe centrale et orientale. Autre interdiction : l'appellation d'Autriche allemande (Deutsch-Oesterreich), utilisée par les Autrichiens désireux de l'Anschluss depuis 1918 : la paix de 1919 impose l'appellation de « République autrichienne ». Elle bénéficia d'une aide économique de la SDN à partir de 1922, ainsi que d'experts et fut dirigée d'abord par Mgr Ignace Seipel. En outre l'Autriche abandonne toute « protection » de la petite principauté du Liechtenstein (au profit de la Suisse).

Surgit aussi une nouvelle Hongrie. Une seconde fois en application stricte du principe des nationalités, parce qu'il s'agissait d'un État héritier des Habsbourg qui venait de connaître le régime communiste de Béla Kun entre avril et juillet 1919, elle fut également un petit État, de 92 000 km² et 8 000 000 d'habitants. De nombreuses minorités hongroises se trouvaient désormais sous des souverainetés étrangères. La majorité des Hongrois restent fidèles aux Habsbourg et provoquent une tentative de rappel de l'ancien roi Charles Ier (1921). Alors les trois voisins (Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie), à l'initiative du ministre des Affaires étrangères tchèque, Benès, constituent une Petite Entente anti-hongroise, empêchant cette restauration, en août 1920, donc avant même la tentative. En plus la Petite Entente est dirigée contre toute révision du traité du Trianon ; elle est donc dirigée contre la Hongrie et non contre l'Allemagne. Les Hongrois ne proclament pas la République et sont gouvernés par un « régent », l'amiral⁶ Miklós Horthy, qui se montra néanmoins toujours hostile au retour des Habsbourg.

Troisième « état successeur », mais ancien peuple dominé, la Tchécoslovaquie. Avant guerre, Tomás Masaryk (1850-1937), ancien professeur de philosophie et député au parlement de Vienne, avait défendu le droit à l'indépendance des Tchèques et des Slovaques. Dès octobre 1914 il propose à l'Entente de créer un État regroupant les Tchèques et les Slovaques. Réfugié à Londres en décembre 1914, il fonde (février 1916) le Conseil national tchécoslovaque. En mai 1917 il se rend en Russie où il encourage la formation d'une Légion tchèque, avec les prisonniers de l'armée austro-hongroise⁷. Aux États-Unis en avril 1918, il rallie le président Wilson à l'idée d'indépendance tchécoslovaque et l'accord de Pittsburgh (juin 1918) promet aux Slovaques l'autonomie. Edvard Benès (voir plus haut) participe activement au Conseil national tchécoslovaque de Masaryk. Les nationalistes Tomás Masaryk et Edvard Benès proclament l'indépendance de la Tchécoslovaquie le 28 octobre 1918. Masaryk est élu président de la République tchécoslovaque le 14 novembre 1918, son mandat est renouvelé en 1920, 1927 et 1934. Cet État est formé de l'ancien royaume de Bohême plus la Slovaquie plus la Ruthénie subcarpathique, provinces sans passé historique commun. Les différences économiques entre les composantes de la Tchécoslovaquie sont considérables : la Tchéquie a une industrie développée, la Slovaquie est agricole. La Ruthénie est peuplée en majorité d'Ukrainiens, qui demandent leur rattachement à la Tchécoslovaquie, comme « état autonome ». Enfin, les frontières sont indéfendables, d'où l'ardent soutien apporté à la SDN par le nouvel État.

⁶ La Hongrie avait, avant 1918, une flotte, basée à Rijeka (Fiume, voir plus haut). Miklós Horthy de Nagybánya (1868-1957) en fut un brillant officier, de plus aide de camp de l'empereur François-Joseph (1909-1914). Il avait terminé la guerre avec le rang d'amiral.

⁷ Depuis ses cantonnements autour de Samara, elle va combattre les puissances centrales puis les Bolcheviques.

La Roumanie avait été une alliée malheureuse pendant la guerre, elle fut bien pourvue à la paix, ajoutant à la Moldavie et à la Valachie la Transylvanie, le Banat, la Bessarabie ⁸ et la Dobroudja du Sud.

La « Yougoslavie » est, comme la Tchécoslovaquie, une création de 1919. L'idée d'une union des Slaves du Sud était née au XIXe siècle, conjuguant deux mouvements, celui des Slovènes et des Croates, construisant au sein de l'empire austro-hongrois le projet de s'unir dans un État des Slaves du Sud, et celui des Serbes en lutte pour leur indépendance contre l'empire ottoman. Mais c'est la Serbie qui avait été l'occasion de la guerre de 1914. Aussi cette satisfaction donnée aux nationalités méridionales de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie s'appelle-t-elle « Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes », avec certes la Serbie, la Croatie (Hrvatska) et la Slovénie, une bonne partie du territoire de l'Autriche-Hongrie en somme, mais aussi le Monténégro ⁹ et une partie de la Macédoine bulgare. La Serbie c'était 4 millions d'habitants en 1914 ; le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes contient 14 millions d'habitants en 1920 ! Le nom de Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes est conservé jusqu'en 1929 où il est remplacé par « Yougoslavie » (i. e. pays des Slaves du Sud). Notons que ce qui restait de la marine austro-hongroise passa en bloc à ce jeune état « successeur » riverain de l'Adriatique.

Le problème des minorités, « nationales » et « religieuses » avait-il été précisé, avait été souligné assez tôt à la Conférence de la Paix. La carte nouvelle attribua à de nombreux nouveaux pays des minorités nationales considérables. De toutes façons, il aurait été difficile d'établir des frontières respectant les nationalités, ce que montrait déjà la carte d'avant 1914. Mais, de plus, les pays vainqueurs ou amis furent favorisés aux dépens des vaincus, et, en dépit de la garantie de « traités de minorités », les populations allogènes furent en général victimes de la politique centralisatrice des gouvernements. En Tchécoslovaquie, sur 14,5 millions d'habitants, on put compter 3,2 millions d'Allemands des Sudètes, 700 000 Hongrois, 550 000 Ruthènes et 25 000 Polonais. En Roumanie, sur 16 482 000 millions d'habitants, cohabitaient 1 308 000 Hongrois, 780 000 Juifs, 723 000 Allemands, 448 000 Ukrainiens, 358 000 Bulgares, 308 000 Russes et 57 000 Serbes. La Yougoslavie comptait, sur 14 millions d'habitants, 467 000 Hongrois, 505 000 Allemands, 439 000 Albanais, 231 000 Roumains et 150 000 Turcs.

d) L'Europe du Sud-Est

La Bulgarie, pays vaincu sur lequel pesait le souvenir des guerres balkaniques, céda une partie de la Macédoine à la Serbie, la Dobroudja du Sud à la Roumanie et la Thrace

⁸ Occupée par l'armée roumaine dès janvier 1919.

⁹ Le Monténégro était devenu indépendant de la Turquie en 1874, sous la forme d'une Principauté, transformée en Royaume en 1910.

orientale à la Grèce. Elle perdit le port de Dédé-Agatch (Alexandroupolis) et tout débouché sur la mer Égée.

Par suite de ses prétentions d'avant 1914, l'Italie songea à un démembrement de l'Albanie. Par crainte de voir la Yougoslavie en profiter, elle accepta en 1920 que l'Albanie garde ses frontières d'avant guerre et entre à SDN.

La Grèce, concernée par les traités de Neuilly et de Sèvres, gagna la Thrace orientale et une côte d'Asie mineure. Mais elle se heurta au relèvement de la Turquie.

La Turquie (voir plus loin pour le Moyen-Orient). Comme l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman fut démembré au Proche-Orient par création des mandats (voir plus loin pour les détails concernant Syrie et Liban, Irak et Palestine) : Grande-Bretagne et France redessinèrent à leur guise les limites et exploitèrent le pétrole. Dans l'ensemble, le sort de la Turquie résulte de projets de partage très sévères, élaborés dès 1914 entre France, Russie et Grande-Bretagne, complété avec l'Italie en 1915. Souvent, le partage, par annexions et zones d'administration directe, était prévu intégral ! Au traité de Sèvres (10 août 1920) la Turquie ne garde en Europe que Constantinople et les détroits, neutralisés et entourés d'une zone internationale. La Thrace est cédée à la Grèce ; l'armée est drastiquement limitée (à 15 000 hommes) ; les finances sont remises à des experts étrangers. C'est le **démembrement et l'occupation partielle de l'Empire ottoman**. La Turquie du sultan Mehmed VI devient un protectorat de fait, de la Grande-Bretagne pour l'essentiel. La dureté du traité provoque un sursaut nationaliste en juin 1919, dirigé par Mustapha Kémal, en partie d'origine albanaise d'ailleurs, qui, envoyé en Anatolie, prend la tête d'un mouvement nationaliste opposé aux exigences des alliés et se pose en rival du sultan Mehmed VI. Kémal dénonce le traité de Sèvres, réunit des troupes et entreprend la conquête de l'Asie mineure, partiellement occupée par Grecs. Les Grecs sont vainqueurs en 1920, mais vaincus en 1921 (bataille de la Sakaria, septembre 1921). Les Turcs de Kémal procèdent à l'évacuation brutale des Grecs d'Asie mineure et ils marchent sur Constantinople. La France et l'Italie ne soutiennent pas la Grande-Bretagne, qui, seule, ne peut continuer à soutenir le sultan, qui s'enfuit. En novembre 1922, Kémal dépose le sultan et fait son entrée à Constantinople.

Un nouveau traité, celui de Lausanne, 24 juillet 1923, remplace celui de Sèvres : les Turcs gardent toute Asie mineure et, en Europe, l'essentiel de la Thrace orientale avec Andrinople (le gain est de 23 000 km² en Europe). Ils reconnaissent la cession à la Grande-Bretagne (1878) de Chypre, qui devient colonie de la Couronne en 1925. La convention gréco-turque du 30 janvier 1923 sur l'échange obligatoire des minorités entre Grèce (430 000 musulmans) et Turquie (1,5 million de Grecs, déjà chassés en en majorité) est intégrée au traité, qui définit des garanties applicables aux minorités, dont le sort continuera

d'alimenter, de façon récurrente, le différend gréco-turc jusqu'au début du XXI^e siècle ¹⁰. Le traité de Lausanne sonne la fin des espoirs des Arméniens et des Kurdes, auxquels le traité de Sèvres promettait l'autonomie, d'autant plus que la présence avérée du pétrole d'Irak (ou Iraq) joue contre ces derniers ! De langue indo-européenne apparentée au persan, les Kurdes sont à plus de 90 % des musulmans, en majorité sunnites ¹¹ ; révoltés contre l'empire turc en 1917, les Kurdes ont aidé les Anglais à occuper la haute Mésopotamie. Leurs délégués à la Conférence de la Paix n'obtiennent que l'autonomie au traité de Sèvres, ruiné par la contre-offensive de Mustapha Kémal. Certes Kémal promet dès 1920 une très large autonomie aux Kurdes, mais le centralisme républicain turc interdira bien vite toute manifestation de particularisme et les révoltes de 1925, 1930 et 1937 seront durement réprimées. Le mot même de « kurde » devient interdit, il faut dire « turc montagnard » ! Un ethnocide...

Quelques mois après le traité de Lausanne, le 29 octobre 1923, la République turque est proclamée, Kémal étant élu président de la République.

e) Les frontières méridionales de la Russie

En Transcaucasie, trois républiques s'étaient créées en 1918 : l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie, grâce à la révolution russe d'octobre, qui avait donné aux populations allogènes l'occasion de l'indépendance. Lloyd George avait proposé le 13 mai 1919 de confier l'exercice du mandat sur l'Arménie aux États-Unis (Wilson déclina l'offre en octobre). Ce sont surtout les occupations (jusqu'en juillet 1920), par des troupes allemandes et turques, puis anglaises et le danger turc (M.Kémal reconquiert toute l'Arménie turque) qui déterminèrent le sort de la Transcaucasie, par la conquête soviétique, d'abord de l'Azerbaïdjan (avril 1920), intéressant surtout par les champs pétroliers de Bakou, puis ce fut le tour de la Géorgie et de l'Arménie (mars et avril 1921).

En outre, par le traité de Moscou ¹² (16 mars 1921) la Russie céda à Turquie les districts de Kars et Ardahan (500 000 habitants) et la Russie bolchevique devint par opportunisme le principal fournisseur d'armes et d'argent pour la Turquie de Kémal.

f) La dislocation de l'empire ottoman au Moyen-Orient

Le contexte du traité de Sèvres (10 août 1920, voir plus haut, Cf. carte) est très particulier. Les problèmes extra-européens ont été relativement secondaires dans le

¹⁰ La minorité grecque de Turquie (seulement 300 000 personnes) ne recevra jamais le statut d'autonomie prévu par le traité. Persécutée à diverses reprises, elle ne comptera plus que 3 000 personnes à la fin du XX^e siècle. Mais la minorité musulmane de Grèce (100 000 personnes fin XX^e siècle) restera socialement défavorisée malgré des mesures officielles de discrimination positive.

¹¹ Il y a des minorités zoroastrienne, chrétienne et juive.

¹² Redevenue capitale de la Russie en mars 1918.

rétablissement de la paix. D'une manière générale — ici et pour les colonies allemandes — on négligea totalement le mouvement d'éveil des peuples coloniaux, accéléré par la guerre, la révolution de 1917 et les idées de Wilson. À la conférence de la Paix, de très nombreux messages furent pourtant apportés, des délégations vinrent. Sionistes et arabes (Fayçal, second fils de Hussein, Nouri Saïd, futur premier ministre d'Irak) sont représentés. On négligea aussi totalement, l'année d'après, le Congrès des Peuples opprimés de Bakou (1920, voir plus loin).

Au Moyen-Orient (concept géopolitique d'origine anglo-saxonne inventé à la fin du XIXe siècle et qui tend à se substituer à l'expression française Proche-Orient, ce qui donne à cette expression un sens restreint, la partie Ouest du Moyen-Orient, le Levant au fond), pendant la guerre, des accords avaient été passés par les Britanniques avec le chef de la dynastie hachémite, l'émir arabe Hussein du Hedjaz (1916) en échange de son entrée en guerre contre les Turcs. Ils envisageaient la création d'un vaste royaume arabe entre le Golfe persique et la Méditerranée. Toutefois rien n'était simple : **l'arabe est la langue de la moitié des habitants actuels du Moyen-Orient, mais ceux-ci ne représentent qu'environ les deux tiers des arabophones du monde ; les Musulmans du Moyen-Orient ne représentent qu'environ un cinquième de la population musulmane actuelle de la planète.**

Cependant la diplomatie anglaise avait été aussi responsable de la *Déclaration Balfour* (2 novembre 1917) promettant aux juifs un *Home national*, et encore des accords Sykes-Picot du 16 mai 1916. Passés entre la France et la Grande-Bretagne après les négociations menées entre François Georges-Picot et sir Mark Sykes de janvier, les accords étaient restés secrets jusqu'en décembre 1917, quand les bolcheviks le transmirent aux Turcs, qui s'empressèrent de le publier pour embarrasser les relations anglo-arabes ! L'Angleterre administrerait la Mésopotamie, de Bagdad au golfe Persique, ainsi qu'une zone côtière en Palestine, de Haïfa à Saint-Jean-d'Acre (le reste de la Palestine serait doté d'une administration internationale) et elle exercerait son influence sur la Transjordanie, le nord de l'Arabie et l'ouest mésopotamien. La France administrerait le reste du littoral du Levant, de Saint-Jean-d'Acre à l'ouest d'Adana, ainsi que la Cilicie ; elle exercerait son influence sur la Syrie et la haute Mésopotamie (la région pétrolifère de Mossoul, à peuplement kurde). La Russie administrerait l'Arménie.

Il y avait eu enfin les accords de Saint-Jean-de-Maurienne d'avril 1917 (voir plus haut) avec la France et l'Italie qui prévoyaient le partage secret des dépouilles futures de l'empire ottoman : deux zones britanniques (la « rouge », d'administration directe, et l'« arabe B », d'influence anglaise) ; deux zones françaises (la « bleue », d'administration directe, et l'« arabe A », d'influence française, la Palestine étant, à l'origine, dans ces zones françaises) ; une « zone brune » pour Jérusalem ; l'Arménie turque devant revenir à la Russie ; le sud-ouest de l'Anatolie serait dans le lot italien (mais la région de Smyrne est, de

façon secrète promise à la Grèce). Il y avait donc un vaste ensemble de promesses contradictoires.

Et tout cela sur fond de pétrole, le pétrole de Mésopotamie. Le premier pétrole du Moyen Orient est découvert en Iran (1908), par un Anglais, qui fonde en 1909 l'Anglo-Persian Oil Co, société qui, en 1914, avec la participation de l'Amirauté britannique, devient la British Petroleum (BP). Peu après du pétrole est découvert en Mésopotamie, près de Kirkouk et de Mossoul, i. e. des régions kurdes de l'empire turc : une Turkish Petroleum Company est fondée, avec des capitaux étrangers très majoritaires (anglais, allemands...), mais aussi... un étrange personnage, Calouste Sarkis Gulbenkian, Arménien qui avait acquis la nationalité britannique en 1902, et qui avait réussi à acheter à l'Empire ottoman... le sous-sol de Mossoul ! À la Conférence de Paris les vainqueurs se partagent la *Turkish Petroleum Company* (la France obtient la part allemande, i. e. 23,75 %), qui **devient en 1928 l'Iraq Petroleum Company (IPC)**, dans laquelle des capitaux américains se glissent alors. Évidemment les Turcs n'ont plus rien, les Kurdes n'ont rien du tout, l'Italie a la portion congrue, la Grande-Bretagne a une grosse part (23,75 %, pour l'Anglo-Persian), mais celle de la France est identique : 23,75 % des pétroles du Nord de ce qui va devenir le protectorat anglais d'Irak (ou Iraq). La France créera en 1924 pour exploiter cette richesse bien venue la Compagnie française des Pétroles, CFP¹³) et les vainqueurs font place aux Pays-Bas neutres (23,75 % : poids de la Royal Dutch Shell, déjà actionnaire de la TPC) et aux États-Unis (23,75 % aussi), « associés » et dotés de compagnies pétrolières d'importance mondiale. Les sociétés américaines étaient déjà actionnaires de la TPC et il y avait un grand nombre de consuls américains en Turquie, qui, en particulier, avaient bien renseigné le monde entier sur le génocide des Arméniens en 1915. Mais place est faite aussi à Gulbenkian (puisque propriétaire en titre de Mossoul !) : il reçoit un dédommagement forfaitaire considérable, plus 5 % des actions de l'IPC (à vie) : jusqu'à sa mort (en 1955), il sera « Monsieur 5 % » !

Cette Turquie défaite et humiliée va connaître un brusque sursaut. À la surprise de l'Entente, qui avait tendance à les tenir pour quantité négligeable, les Turcs avaient pendant la Première Guerre mondiale résisté, malgré leurs faiblesses, et ils avaient duré autant que leurs alliés, mais au prix de sacrifices immenses ; l'Empire ottoman sortit complètement exsangue de la guerre. Au traité de Sèvres, « paix carthaginoise », la Turquie du sultan Mehmed VI devient un protectorat de fait : « Plus faible et plus pauvre que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, la Turquie a été traitée beaucoup plus sévèrement par les vainqueurs, mais, contrairement à ses deux anciens alliés, elle parviendra bientôt à

¹³ Après la Seconde Guerre mondiale, la CFP sera rejointe par le BRP (Bureau de Recherche du Pétrole), la RAP (Régie autonome des Pétroles), l'UGP (Union générale des Pétroles), puis Elf-Erap (Essences et Lubrifiants français), dont tout le capital est aux mains de l'État. La CFP deviendra Total.

remettre en cause avec succès sa défaite de 1918. » (J.-P. Derrienic ¹⁴). Elle a droit à une occupation très large de son territoire par les troupes alliées. La Cilicie est placée sous mandats français ou anglais, le sud-ouest anatolien est **cédé à l'Italie, le district de Smyrne (Izmir), peuplé en majorité de Grecs est remis à la Grèce, à charge d'organiser un référendum dans un délai de 5 ans**. La France est rivale de la Grande-Bretagne dans les dépouilles méridionales de l'ancien empire ottoman. L'occupation de la Syrie et du Liban la met en concurrence directe avec les Britanniques rêvant de constituer un royaume de Grande Syrie. La France se venge en soutenant en Turquie... la lutte de Mustapha Kémal remettant en cause le traité de Sèvres et désirant chasser les Grecs, protégés des Britanniques, d'Asie mineure.

Quant aux mandats eux-mêmes, à la Conférence de la Paix il avait été prévu des mandats « A », **non délimités, et c'est la conférence trilatérale de San Remo (Grande-Bretagne, France, Italie)** qui, en avril-mai 1920, attribue à la France le mandat sur la Syrie, que la France va partager en deux États et à la Grande-Bretagne le mandat sur **l'Irak et la Palestine, d'où les Britanniques détacheront en 1921 la Transjordanie en la fermant à la colonisation juive**. Cet accord ne sera entériné que plus tard, le 24 juillet 1922, par la SDN. Et la paix de 1920 envisage même un État kurde (autonome) et un État arménien (indépendant). Le nouveau traité de Lausanne, du 24 juillet 1923, remplace celui de Sèvres : les Turcs gardent toute Asie mineure et, en Europe, la Thrace orientale avec Andrinople (voir plus haut) ; **c'est la fin des espoirs des Arméniens et des Kurdes**, d'autant plus que pétrole d'Irak pèse contre ces derniers ! En outre, la frontière avec l'Irak n'est pas fixée à Lausanne, mais laissée à une négociation bilatérale entre Britanniques et Turcs : les Kurdes ne peuvent être que lésés !

Le bilan à moyen terme est simple à établir. D'une part, **c'est l'échec de la** politique britannique d'appui sur la dynastie hachémite, qui est évincée d'Arabie par Ibn Séoud (chef de la secte musulmane des Wahhabites ¹⁵, émir de Riyad, prise aux Turcs en 1902). Hussein, chérif ¹⁶ de La Mecque depuis 1908, roi du Hedjaz, à l'Est, depuis 1916, bénéficiaire des promesses britanniques, est évincé par l'émir de Riad. Ibn Séoud (ou Saoud) devient en effet roi du Hedjaz et du Nejd (territoire qui devient le royaume d'Arabie saoudite en 1932) ¹⁷. Ibn Saoud parvient à faire reconnaître son royaume au plan

¹⁴ J.-P. Derrienic, *Le Moyen Orient au XXe siècle. Sociétés politiques et relations internationales*, Armand Colin, coll. U, 1980, 282 p.

¹⁵ Le *wahhabisme*, du nom de son fondateur, était né en Arabie au XVIIIe siècle.

¹⁶ Titre que portent les descendants du prophète, gardiens des Lieux saints.

¹⁷ Né en 1887, Ibn Saoud avait entrepris la conquête du Nejd, ancien royaume de son grand-père, en 1902. Après avoir monnayé aux Britanniques sa neutralité pendant la Première Guerre Mondiale, il s'empare de La Mecque en 1926 et devient roi du Hedjaz. Il régnera jusqu'à sa mort, en 1953. Son fils Saoud lui succédera, jusqu'à sa destitution par l'émir Fayçal (1964), qui montera sur le trône.

international ; une guerre contre le Yémen en 1934 fixe les frontières méridionales. Selon la volonté du fondateur du royaume, ses fils (au nombre de 42 ou 45 !) devaient lui succéder par rang d'âge. En 1953, le plus vieux montera effectivement sur le trône. En dédommagement, les Britanniques placent les Hachémites Fayçal et Abdallah (fils de Hussein) respectivement sur les trônes d'Irak (1921¹⁸) et de Transjordanie (1921, elle deviendra la Jordanie en 1946, le roi sera remplacé par un nouveau Hussein en 1952, voir plus loin). En corollaire, on observe la division du monde arabe et l'impuissance de la Grande-Bretagne, qui ne réussit pas à empêcher la pénétration des compagnies pétrolières américaines en Arabie. **En 1933, l'Arabie séoudite s'ouvre en effet à l'Aramco** (= Arabian-American Company, société fondée par la Standard Oil of California et Texaco). Les exportations débutent en 1939. Presque en même temps des concessions ont été obtenues dans le sultanat de Bahreïn (1932, à BP et la Standard Oil of New Jersey) et au Koweït (1934, BP et l'américaine Gulf), protectorat britannique (1899) que le Royaume-Uni a détaché de l'Irak (Iraq), alors qu'il avait fait partie de la province ottomane de Bassorah.

D'autre part, des attentats et des émeutes éclatent rapidement en Palestine contre la puissance occupante, qui sera contrainte de reconnaître l'indépendance de l'Irak en 1930 (il est admis à la SDN en 1932), et qui assiste, impuissante, à la montée du panarabisme et du panislamisme. Le centre du panarabisme est alors l'Égypte, autour du mouvement Al-Manar (« le Phare », moderniste). Le panarabisme est favorisé par l'unité linguistique, l'amélioration des communications et le désir de résister au sionisme. Mais il est gêné par l'existence de minorités non arabes (Kurdes, pourtant sunnites, Chaldéens), le morcellement politique, les rivalités dynastiques et le peu d'écho rencontré dans les masses. Dès 1920, le congrès de Damas proclame Fayçal (voir plus haut) « roi des Arabes ». Le panislamisme ne correspond pas exactement au panarabisme. Il est religieusement hostile aux juifs de Palestine et aux minorités chrétiennes d'obédiences diverses, coptes d'Égypte et Maronites du Liban¹⁹, par exemple. Cependant il est gêné par des divisions : la vieille opposition entre Sunnites et Chiïtes (nombreux au Liban et en Mésopotamie), l'existence de sectes et de nombreuses minorités (Zaïdites au Yémen, Druses²⁰ et Alaouites en Syrie et au Liban²¹) et, d'ailleurs, des groupes religieux n'appartiennent à aucune des grandes religions monothéistes (par exemple : les Zoroastriens d'Iran). **L'arabisme s'appuie naturellement**

¹⁸ Plus exactement, Fayçal est d'abord placé par les Britanniques sur le trône de Syrie jusqu'à l'établissement formel du mandat français, puis « transféré » en Irak.

¹⁹ Leur nom vient de Saint Maron, ascète syrien mort au Ve siècle.

²⁰ Les Druses (ou Druzes) sont issus d'une scission de l'ismaélisme (groupe chiite suivant une doctrine inspirée de l'ésotérisme). Originaires d'Égypte, la secte druze, persécutée par les musulmans orthodoxes, s'était réfugiée en Syrie au XIXe siècle.

²¹ Les alaouites sont des adorateurs d'Ali, gendre de Mahomet. L'alaouitisme révèle une volonté de syncrétisme.

sur une instrumentalisation de l'histoire, sur l'éclatement de l'empire ottoman, sur des frustrations (surtout chez Libanais et Syriens), des irrédentismes (du rôle néfaste des frontières...).

Notons que, parallèlement, en Égypte, occupée depuis 1882 et proclamée **protectorat britannique en 1914, se développe l'agitation nationaliste du parti *Wafd* de Saad Zaghloul** ²². Lloyd George met en 1922 fin théoriquement au protectorat, mais l'armée anglaise demeure et le Haut Commissaire britannique surveille la politique étrangère, d'où la poursuite de l'agitation. En 1936 enfin est signé un accord entre la Grande-Bretagne et le nouveau roi, Farouk (qui vient de succéder à son père, Fouad, 1917-1936) : l'Égypte devient indépendante, et elle entre à la SDN en 1937, mais elle signe une alliance, par crainte du fascisme par les Britanniques ; quant au Soudan, il devient « anglo-égyptien ».

Enfin, la Grande-**Bretagne abandonne le protectorat de fait qu'elle exerçait sur l'Afghanistan** (officiellement en 1919, de fait dans années 1920).

²² = « délégation ». Le parti avait été fondé en 1907, en même temps que le parti *Watan* (patrie), dirigé par Mustafa Kamel. Après la mort en 1927 de Zaghloul, Mustapha Nahas dirige le Wafd.

III. LA MÉDITERRANÉE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES DES ANNÉES VINGT

De l'Égypte au Maroc : l'éclosion des nationalismes : C.-L., pp. 410

1°) Les trois conférences méridionales de 1922-1925

a) Cannes (1922)

□ La monnaie allemande commence à s'effondrer : en octobre 1918 il fallait 4 marks pour avoir un dollar, il en faut 74 en janvier 1921, 187 en janvier 1922. L'Allemagne demande un moratoire. Une nouvelle conférence se réunit à Cannes. Les Anglais proposent la suspension des paiements. Briand, président du Conseil, est disposé à l'accepter. Non par idéalisme naïf, comme on l'a dit souvent, mais parce qu'il ne veut pas isoler la France : impossible de se brouiller à la fois avec les Allemands et les Anglais ! Impossible de créer une « mésentente cordiale » avec la Grande-Bretagne ! Prophétique, il annonce : « Nous allons nous trouver bientôt enserrés par deux puissances formidables, les États-Unis et la Russie. Vous voyez bien qu'il est indispensable de faire les États-Unis d'Europe » (cf. Victor Hugo)

□ Les deux pays élaborèrent un plan : la France accepterait qu'on accordât le moratoire à l'Allemagne ; en échange, la Grande-Bretagne donnerait à la France un gage de sécurité, la signature, enfin, d'un « traité de garantie » (voir plus haut). Sur cette base de la promesse d'une intervention anglaise en cas d'attaque allemande, la conférence de Cannes aboutit à un accord bilatéral (janvier 1922).

□ Mais devant l'opposition au moratoire des ministres et du président de la République (Millerand), Briand fut contraint de démissionner (12 janvier 1922) et fut remplacé par l'homme de la « politique d'exécution », Poincaré (voir biographie dans le dossier biographique).

b) Gênes et Rapallo (1922)

Poincaré, qui veut « faire payer le Boche », n'est pas insensible aux arguments des industriels lorrains, ni à ceux des chefs militaires qui regrettent qu'on n'ait pas tiré de la victoire tous les avantages espérés. Le nouveau président du Conseil français se déclare bien entendu hostile au moratoire.

Une conférence internationale réunie à Gênes du 10 avril au 19 mai 1922 pour la reconstruction de l'Europe établit le régime de l'« étalon de change-or » (*Gold Exchange Standard*), mais n'aboutit pas à un résultat au sujet des réparations allemandes. Dans la plupart des pays, la monnaie nationale reste définie par un poids d'or fixe, mais cesse d'être convertible en pièces d'or sur simple demande des particuliers. Les banques centrales, outre leur stock d'or, conservent aussi désormais des « monnaies de réserve », c'est-à-dire des

monnaies de pays qui se sont engagés à convertir les billets en or (cette convertibilité en or signifie que l'étalon-or est conservé dans ces cas-là). Seulement trois pays eurent dans l'entre-deux-guerres une « monnaie de réserve », il s'agit des États-Unis (rétablissement de la convertibilité en or le 30 juin 1919, ils détiennent alors la moitié du stock d'or mondial), de la Grande-Bretagne (13 mai 1925) et de la France (25 juin 1928 : Franc Poincaré).

On a donc une référence métallique (l'or, toujours), trois « monnaies de réserve » et des « devises périphériques ». Le système permet officiellement d'« économiser l'or » pour les pays ruinés. Un système tripolaire remplace la concentration sur Londres, mais la livre sterling garde son rôle de monnaie internationale, malgré sa surévaluation et la faiblesse de l'encaisse métallique qui la couvre. Ceci s'opère dans un contexte de mouvements financiers internationaux beaucoup plus importants qu'avant, ne serait-ce qu'à cause du règlement des dettes de guerre et des Réparations, et aussi en raison des placements (en Amérique latine, en Europe centrale, etc.).

On adopta un système où l'or n'était convertible que par lingots (un *gold bullion standard*) ; comme les lingots les plus petits pesaient cinq cent grammes, cela signifiait concrètement que pour le commun des mortels la convertibilité était désormais tout à fait symbolique. Par ailleurs, cette période marqua la fin des pièces en or ²³, sauf aux États-Unis qui avaient accumulé le métal précieux durant la guerre : désormais, il ne circulait plus que de la monnaie fiduciaire (les billets se démocratisèrent, les chèques aussi mais nettement moins vite car peu de gens avaient encore des comptes en banque).

L'Allemagne, représentée par Walter Rathenau (le ministre des Affaires étrangères), et la Russie soviétique (représentée par son homologue Tchitcherine) en profitèrent pour signer, non loin de là, à Rapallo ²⁴, le 16 avril, un important traité. L'Allemagne et la Russie renonçaient à leurs dettes mutuelles et l'Allemagne, première des toutes les grandes puissances, reconnaissait le gouvernement soviétique. En plus, des accords militaires secrets permettaient à l'Allemagne d'établir en Russie des camps d'expérimentation de chars d'assaut, d'avions et de gaz de combat, toutes armes interdites à l'Allemagne par le traité de Versailles.

²³ Le fameux « Napoléon », c'est-à-dire la pièce de cinq francs du XIXème siècle, ne fut plus qu'un objet de placement pour les petits épargnants ; il conserva longtemps une valeur supérieure à celle du poids de l'or qui le constituait, pour des raisons exclusivement spéculatives et affectives. Ce ne fut que dans les années 1970, la valeur de l'or s'effondra tant (avec notamment la vente des réserves de la Banque mondiale), que les placements sous forme de pièces d'or cessèrent d'être autre chose que du « folklore ».

²⁴ Ne pas confondre avec le traité italo-yougoslave de 1920 (voir plus haut). Biblio. : R.Bournazel, *Rapallo. Naissance d'un mythe*, FNSP, 1974, 259 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1978.

La collaboration entre les forces militaires (et militaristes) allemandes et les Soviétiques devait durer jusqu'**en 1932**. Longtemps hésitant, Rathenau fut pourtant ensuite rendu responsable de Rapallo par l'opinion allemande et internationale.

c) Locarno (1925)

La première étape fut le traité de Locarno (octobre 1925), pacte signé à l'issue d'une conférence (5-16 octobre) par Briand, Stresemann, Austen Chamberlain, Mussolini (froidement accueilli par ses partenaires) et le Belge Vandervelde (socialiste), par lequel les frontières franco-allemandes et belgo-allemandes (la neutralité belge est abolie) étaient mutuellement garanties par les deux pays à chaque fois concernés. C'était, de la part de l'Allemagne, reconnaître librement la perte de l'Alsace et de la Lorraine. En outre, l'Allemagne promettait de ne plus envoyer de troupes dans la zone démilitarisée ; en échange, ses voisins la mettaient à l'abri d'une nouvelle occupation de la Ruhr.

L'année 1925 marque d'ailleurs un « pic » dans le pacifisme européen ambiant, cf. le Congrès universel de la Paix (Paris, à la Sorbonne) : 1 200 participants. Mais Stresemann, contrairement aux espoirs et à la demande de la France, refusa de garantir de la même manière les frontières de l'Allemagne avec la Pologne et la Tchécoslovaquie : un malentendu ? Quant à l'Italie et à la Grande-Bretagne, sans frontières avec le Reich, elles se portaient garantes du traité de Locarno, ratifié en Allemagne seulement sous la **condition que la zone d'occupation de Cologne** serait évacuée en janvier 1926 (elle aurait dû l'être en 1925).

2°) La France et les pays « satisfaits »

a) Une Petite Entente

La politique française, devant les menaces que fit naître après coup l'activisme mussolinien, se voit encouragée dans une direction qu'elle avait prise dès 1922, celle de la politique d'amitié envers les pays de la Petite Entente (voir plus haut) : Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes »). Cette conception était née à la fin de 1920 sous l'impulsion du secrétaire général du Quai d'Orsay, Philippe Berthelot, qui portait de longue date ses sympathies aux Tchèques, à l'initiative de la Petite Entente (voir plus haut). La Petite Entente devient donc un des moyens d'action de la diplomatie française dans un désir de maintien de l'Europe de Versailles.

Briand et Millerand, eux, étaient plus enclins à croire en la solidité d'une Confédération danubienne centrée sur la Hongrie, renforcée et rendue à la monarchie, élément coordinateur de peuples disparates et frein efficace à l'expansionnisme allemand.

Quoi qu'il en soit, dès 1922, le choix est fait : la France se fait la protectrice de la Petite Entente, constituée spontanément par les pays que menacent les incessantes récriminations de la Hongrie contre les frontières fixées à Trianon. Dès août 1920, Tchécoslovaquie et Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») avaient conclu une alliance dirigée contre le révisionnisme hongrois.

Logiquement, la France, se jugeant principal vainqueur et responsable des traités de paix, soutint en général les pays bénéficiaires de ces derniers. Elle signa des traités d'alliance avec quatre d'entre eux, la Pologne d'abord dès janvier 1921 (dans le cadre de la guerre russo-polonaise), la Tchécoslovaquie ensuite trois ans plus tard (25 janvier 1924), la Roumanie le 10 juin 1926 et enfin la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes », 11 novembre 1927). Cet ensemble de traités constitue une nouvelle Petite Entente, désormais étendue à la France. Mais la protection de la France ne devint officielle qu'en 1924, c'est-à-dire au moment où le révisionnisme italien s'ajoutait de manière dangereuse à celui de la Hongrie. C'était renforcer le sens général donné à la Petite Entente : un système destiné au maintien du statu quo face à la menace soviétique (ce que voyaient surtout Roumains et Polonais) et à l'impérialisme allemand (ce qu'envisageait essentiellement la France).

Lorsque le traité de Locarno fut signé (octobre 1925), la France, ne pouvant obtenir de l'Allemagne la garantie de ses frontières orientales (voir plus haut), obtint en contrepartie que ses alliances avec la Tchécoslovaquie et la Pologne, renouvelées à cette occasion, fussent annexées au traité de Locarno. Ce dernier interdisait d'ailleurs explicitement à la France d'envahir l'Allemagne, à l'exception du cas où celle-ci attaquerait la Pologne ou la Tchécoslovaquie. En 1925 toujours, pour rassurer la Tchécoslovaquie inquiète des accords de Locarno qui ne garantissent pas les frontières orientales de l'Allemagne, la France conclut avec elle un pacte d'assistance armée. En 1926, c'est un traité d'amitié avec la Roumanie. En 1927, un traité d'amitié avec la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes »), en réponse à l'alliance italo-hongroise.

b) Le système était beaucoup moins fiable qu'il y paraissait

Sa stratégie étant fondamentalement défensive, la France ne souhaitait ni ne pouvait intervenir directement en cas de conflit en Europe orientale ; les antagonismes entre les États successeurs — en particulier l'hostilité entre Pologne et Tchécoslovaquie — minaient le système ; Yougoslaves et, à plus forte raison, Roumains hésitaient à s'engager contre l'Allemagne.

Enfin, il y a un aspect économique très visible à cette politique : de 1918 à 1929, le montant des emprunts roumains, bulgares et polonais, mais aussi autrichiens et hongrois, placés en France s'éleva à plus de 700 millions de francs. Des banques françaises (Paribas, Union parisienne, Société générale) possédaient de fortes participations dans les

banques autrichiennes. À elle seule la Société générale acquiert, de 1919 à 1925, 50 % du capital de la Banque de crédit de Prague. Les résultats sont moins probants dans le secteur industriel (G.H.Soutou parle d' « impérialisme du pauvre »), si ce n'est en Tchécoslovaquie où la société Schneider prend en 1919 le contrôle de la firme automobile Skoda, qu'elle finit par dominer à 75 %.

Dans l'entre-deux-guerres, la France a, en fait, deux politiques étrangères, celle du Quai d'Orsay — s'appuyer sur la Grande-Bretagne (militairement faible) et sur les petits alliés de l'Est (à secourir en cas d'attaque) —, et celle de l'armée, défensive et assez tôt à l'abri de la ligne Maginot, sans plan offensif et rendant la France incapable de secourir ses alliés orientaux. « Cette absence de coordination, poussée jusqu'à l'absurde, explique pour une large part la catastrophe de 1940. » (J.-B.Duroselle).

L'idée de fortifier la frontière du Nord-Est, traditionnelle voie d'invasion, est lancée en 1925 par Paul Painlevé (voir biogr. dans dossier biogr.). Il oriente ainsi la politique militaire de la France vers une stratégie purement défensive, sous forme de régions fortifiées discontinues, ce qui correspond bien à l'ère Briand-Stresemann. Mais c'est son successeur au ministère de la Guerre, André Maginot, qui fait voter, en janvier 1929, le projet.

3°) L'Italie et les pays « révisionnistes » ?

En Italie, la victoire est la « victoire mutilée », malgré le traité de Rapallo (12 novembre 1920), qui cède la région julienne (provinces de Trieste et de Gorizia) à l'Italie, la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») gardant la Dalmatie, sauf quelques îles et l'enclave de Zara (Zadar) (voir plus haut). À Fiume (Rijeka), le poète et romancier Gabriele D'Annunzio s'empare en 1919 du pouvoir avec une troupe de volontaires, les *arditi*. Au bout d'un an, des troupes italiennes l'obligent à évacuer la ville et Fiume (Rijeka) devient une ville libre. (voir plus haut). Après la Marche sur Rome (octobre 1922), l'Italie fasciste se déclare évidemment insatisfaite des traités. En plus, Italie et Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») sont en état de rivalité à propos de l'Albanie.

Mais **Mussolini est d'abord prudent**. Vivement intéressé par les problèmes diplomatiques, mais totalement inexpérimenté en la matière, Mussolini va pendant quelques années laisser le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères (la Consulta), Salvatore Contarini, poursuivre la ligne souple des années 1920-1921 (années du comte Sforza). L'Italie est isolée ; ne faut-il pas mieux utiliser le capital relatif de sympathie suscité par l'« ordre » qui règne en Italie ? ou se rapprocher de la France, dont la politique de Bloc national plaît beaucoup au Duce ? Quelques interventions « mussoliniennes » tapageuses, cf. affaire de Corfou (1923, voir plus haut), mais surtout un compromis entre la « vocation » agressive du fascisme et les méthodes prudentes des diplomates de profession. D'où un rapprochement avec la Grande-Bretagne des conservateurs : voyage en Italie de sir

Austen Chamberlain (décembre 1924), qui fait devant la presse un vibrant éloge du fascisme en pleine affaire Matteotti, accord anglo-italien (1925) qui partage l'Éthiopie en deux zones d'influence ²⁵, pressions britanniques sur l'Égypte pour qu'elle rectifie sa frontière au profit de la Cyrénaïque italienne (1925).

En 1924 l'Italie fasciste annexe Fiume, le « pacte de Rome » de janvier obligeant le pays rival à accepter le fait accompli, c'est-à-dire l'annexion de la ville par les Italiens les Yougoslaves se contenant de l'hinterland. En 1945, les Yougoslaves chasseront la population italienne de la ville et en feront Rijeka. Surtout, un traité d'amitié prévoit une entente entre les deux pays pour le maintien du statu quo et la promesse de rester neutres en cas de conflit de l'un des deux pays avec un pays tiers. L'accord de janvier est suivi en juillet d'un traité de commerce et de navigation. À la fin de 1925 l'Italie semble donc sur le point de se rallier définitivement à la politique de détente et de sécurité collective dont Briand et Stresemann se sont fait les champions.

Le virage révisionniste se produit en 1925-1926 : idée de « prendre la tête » d'une coalition des mécontents des traités de paix (Hongrie, Bulgarie, Autriche), démission de Contarini en 1926, fascisation progressive du personnel des Affaires étrangères, Dino Grandi aux Affaires étrangères en 1929. Pour mener à bien sa nouvelle politique extérieure, Mussolini a besoin d'une armée solide et d'un personnel diplomatique docile. Dès 1925, il entreprend de réorganiser les forces militaires italiennes, dont il devient le chef suprême. Mais si la propagande est intense, les progrès militaires sont minimes, sauf dans le domaine de l'aviation, grâce à Italo Balbo. Quant au personnel diplomatique, il connaît entre 1926 et 1928 un profond renouvellement. La carrière diplomatique s'ouvre largement à tous ceux qui, parmi les fascistes, ont une formation ou une faculté d'adaptation qui leur permettent de ne pas se sentir trop mal à l'aise dans le protocole des chancelleries. La mutation est très rapide en terme de personnel.

Deuxième succès après Fiume, en 1926 Mussolini signe avec Ahmed *Zogu*, qui s'est emparé du pouvoir en Albanie (non concernée par les traités de paix), un pacte d'amitié qui devint un traité d'alliance le 22 novembre 1927, *Zogu* prenant le titre de roi Zog Ier l'année suivante. Mais en réalité, l'Albanie est devenue un véritable « protectorat » italien. D'autre part, l'Italie encouragea systématiquement le révisionnisme hongrois — en avril 1927 elle signa avec Miklós Horthy un traité « visiblement dirigé contre la Petite Entente » (P.Milza) —, soutint les revendications de la Bulgarie, subventionna les

²⁵ Les Anglais aménageraient le lac Tana, réservoir pour l'irrigation de l'Égypte, les Italiens construiraient une voie ferrée à partir de l'Érythrée. Protestation de la France, car un accord à trois avait été passé en 1906 ! Surtout, en droit international l'Éthiopie avait été admise deux ans auparavant à la SDN, grâce à l'action de Haïlé Sélassié et au parrainage... italien. Héritier de son oncle l'empereur d'Abyssinie Ménélik II depuis 1916, Haïlé Sélassié était allé plaider lui-même la cause de son pays à Genève. Il sera couronné empereur en 1930.

agitateurs macédoniens et croates de Yougoslavie et développa son influence en Autriche. Elle y entretient de bons rapports avec le régime de Mgr Seipel, le mouvement nationaliste anti-allemand et fascisant du prince Starhemberg, la Heimwehr, que l'Italie aide financièrement. Mussolini parvient même à passer un accord avec le gouvernement roumain d'Averfescu en septembre 1926. **L'encerclement de la Yougoslavie** (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes »), alliée de la France (1927), devint à peu près complet (le seul échec : les relations avec la Tchécoslovaquie). En 1928, Mussolini, par hostilité au statu quo, déclara au Daily Mail, dans une interview, que « l'éternité d'un traité signifierait qu'à un moment donné l'humanité, par quelque prodige monstrueux, aurait été soumise à la momification, en d'autres termes, serait morte ». Dans le cadre de cette politique, les émigrations jouent un grand rôle : les oustachis croates ²⁶ trouvent refuge en territoire italien, les antifascistes en France, où Joseph Paul-Boncour (voir biographie dans le dossier biographique) traite Mussolini de « César de carnaval ». En 1929 l'arrivée au ministère des Affaires étrangères de Dino Grandi allait renforcer cette tendance, d'autant plus que le début des années trente voit une fascisation accrue du personnel diplomatique italien.

4°) L'expansion coloniale en difficulté au Moyen-Orient

a) Le contexte

Le contexte général est tissé de cinq types de contrastes principaux. Les contrastes ethniques opposent des Sémites (Arabes et Juifs ²⁷), des Indo-Européens

²⁶ Du serbo-croate *ustasa*, le « révolutionnaire », ils ont constitué le parti fasciste croate. Fondé en 1929 par un avocat de Zagreb, Antoine Pavelitch, le mouvement oustacha constituera de 1941 à 1944 le parti unique du royaume fantoche de Croatie, obtenu par le démembrement de la Yougoslavie et placé sous le protectorat allemand. Dès l'origine du royaume de 1919 les Croates revendiquent une plus grande autonomie à l'intérieur d'un État centralisé et administré en grande partie par des Serbes. En 1929, Pavelitch, député croate à l'Assemblée nationale yougoslave, fuit sa patrie au moment où le roi Alexandre prend le pouvoir. Pavelitch est condamné à mort par contumace.

²⁷ Au XIXe siècle, l'expression « peuple juif » avait commencé à prendre un sens non plus religieux, comme c'était l'usage depuis toujours, mais nationaliste, comme les Polonais parlaient d'un « peuple polonais ». Certains commençaient à s'imaginer que le « peuple juif » descend physiquement du « peuple élu » de l'Antiquité : cette assimilation d'une communauté religieuse à une communauté historique et, dans une certaine mesure, biologique, répondait en miroir à l'ethnisation des communautés linguistiques d'Europe centrale, en cours à l'époque. L'histoire des Hébreux devenait celle du « peuple » juif dans la mesure où elle avait été celle de ses « ancêtres ». Ce fut également à cette époque que certains commencèrent à discuter de la nécessité d'un territoire où les Juifs pourraient se concentrer pour n'être plus en minorité. L'entreprise étant manifestement impossible en Europe centrale, où les Juifs étaient en position de faiblesse croissante, certains pensèrent à

(Persans, Arméniens, Kurdes, Afghans de l'Ouest) et des Touraniens (Turcs). Les oppositions religieuses juxtaposent Musulmans (Sunnites ²⁸ aux 4/5, 20 % de Chiïtes ²⁹) ; Chrétiens (orthodoxes, nestoriens, catholiques, protestants, uniates, jacobites) ; Juifs (Sépharades, originaires du « monde musulman » ³⁰, Ashkénazes, originaires du « monde chrétien » ³¹ et, déjà, des Sabras, i. e. des juifs nés au Proche Orient). Les contrastes culturels voient l'opposition entre d'une part Kurdes et Arméniens et d'autre part Turcs et Arabes. Il y a évidemment des contrastes économiques et politiques puisque certains peuples ont fait partie de l'empire Ottoman (en déclin) jusqu'en 1914 et que d'autres peuples en sont sortis depuis longtemps ou n'en ont jamais fait partie.

L'Égypte était occupée depuis 1882 et elle avait été proclamée protectorat britannique en 1914. En fonction d'accords avec le chef de la dynastie hachémite, l'émir Hussein du Hedjaz (1916), qui lui promettaient la création d'un vaste royaume arabe entre le Golfe persique et la Méditerranée, les Britanniques provoquèrent son entrée en guerre contre les Turcs et encadrèrent ses Bédouins (cf. l'action de Thomas Edward Lawrence, dit *Lawrence d'Arabie* ³²). Mais le Royaume-Uni se lia encore par les accords anglo-français Sykes-Picot du 16 mai 1916, aussi par la *Déclaration Balfour* (Arthur Balfour, secrétaire

l'Ouganda ; ce fut dans les années 1860 que l'on commença à évoquer la perspective d'une *aliya* définitive, c'est-à-dire d'un « retour » des Juifs sur *Eretz Israël* (la terre d'Israël, le plus prestigieux des royaumes hébreux de l'Antiquité), sur la terre de Sion (le mot « sionisme » date de 1890). C'était au départ dans une perspective religieuse (hâter le retour du Messie en rassemblant le peuple élu) ; mais l'entreprise se politisa à partir du moment où les perspectives commencèrent à s'assombrir en Europe. Il s'agissait aussi, en rompant avec le passé centre-européen, de séculariser la vie de la communauté juive, de sortir des archaïsmes évidents de la vie de *ghetto* (quartier juif, le premier aurait été à Venise) et de *shtetl* (zone réservée). Ce n'était pas si contradictoire que cela : la religion n'était pas le seul marqueur identitaire des Juifs, il y avait aussi notamment la langue, donc un nationalisme juif laïc était possible, et même souhaitable pour les Juifs rationalistes, voire incroyants, dont le nombre croissait à la fin du XIXe siècle.

²⁸ Respectueux de la *sunna*, c'est-à-dire de l'orthodoxie.

²⁹ Ils appartiennent à une branche hétérodoxe et minoritaire de l'Islam qui ne reconnaît qu'Ali pour légitime successeur de Mahomet et que les descendant d'Ali pour imams, c'est-à-dire chefs spirituels de la communauté.

³⁰ Puisque les Sépharades vivaient principalement en Espagne et au Portugal et avaient trouvé refuge, après leur expulsion, surtout dans l'empire Ottoman.

³¹ Établis au Moyen Age sur les rives du Rhin, les Ashkénazes ont essaimé dans toute l'Europe.

³² *Les sept piliers de la sagesse* ont été écrits pendant la Conférence de la Paix ! Ancien archéologue, il était officier (capitaine) des services de renseignement anglais en Égypte.

du Foreign Office, 2 novembre 1917 ³³) qui promettait un Home national juif et enfin par les accords de Saint Jean-de-Maurienne avec la France et l'Italie (partage secret des dépouilles futures de l'empire ottoman, voir plus haut). Tout cela était remarquablement contradictoire.

Il y eut encore les revendications des Grecs, entrés très tard dans la guerre (après les États-Unis), qui, pour prix d'avoir volé au secours de la victoire, réclamaient tous les territoires peuplés de Grecs, à leur goût. C'était ce qu'ils appelaient la mégalè idéa, la grande idée, celle d'un nouvel Empire byzantin qui, dans leurs rêves les plus fous, eût été centré sur Istanbul/Constantinople, rassemblant la Grèce, étendue vers le nord, les îles, et la région de Smyrne sur la côte occidentale de l'Anatolie, où les « Grecs » étaient nombreux : dans les faits, il s'agissait plutôt de Turcs orthodoxes, qui parlaient très mal, sinon pas du tout le grec, mais écrivaient le turc, leur langue, en alphabet grec, comme les « Turcs » de Grèce, des Grecs musulmans, écrivaient le grec en alphabet arabe.

Le mouvement sioniste prend corps au XIXe siècle. Un médecin juif d'Odessa, Léo Pinker (1821-1891) et un journaliste autrichien, correspondant à Paris lors de l'affaire Dreyfus, Theodor Herzl (1860-1904) préconisent le retour des Juifs dispersés dans le monde (diaspora) vers Sion (une des collines de Jérusalem, symbole de la Palestine). En 1896, sous le choc de ce qu'il avait vu en France, il fit paraître l'ouvrage qui est à l'origine du sionisme moderne, L'État juif, et l'année suivante organisa le premier congrès sioniste, à Bâle, lequel déboucha sur la fondation d'une Organisation sioniste mondiale. Herzl affirmait que la seule solution « moderne » à la question juive était la constitution d'un « foyer » juif, lequel avait vocation à devenir un État, puisque, selon les nationalistes de l'époque, une nation sans État souverain était condamnée à subir l'oppression. Pour ce faire, il fallait constituer une Agence juive qui réunirait des fonds dans tout le monde juif et mènerait le projet sioniste. Le foyer national juif serait naturellement situé en Palestine, terre des anciens royaumes hébreux, et, selon une formule célèbre de Herzl, « terre sans hommes pour des hommes sans terres ». Ce mouvement sioniste est l'aboutissement d'un rêve millénaire : « se retrouver l'an prochain à Jérusalem ».

Une autre conséquence, moins grosse de drames futurs, du projet sioniste fut la renaissance de l'hébreu comme langue de communication quotidienne. Une nation, pour un centre-européen, c'est encore plus une langue qu'une terre. Herzl n'avait pas trop insisté sur cet aspect des choses, il pensait plutôt au yiddish (où plutôt à l'allemand, variante

³³ Arthur James Balfour (1848-1930) avait été premier ministre conservateur en 1902. Il fut ministre des Affaires étrangères de 1917 à 1919. Il s'agit d'une lettre écrite et adressée, avec l'accord de Lloyd George, à Lord Walter Rothschild, vice-président de l'organisme représentatif du judaïsme anglais. Le texte est très court, ce qui renforce le poids de l'expression « « établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif », mais son ambiguïté volontaire fut peu relevée à l'époque, sauf par Weizmann.

prestigieuse de ce « dialecte »); mais ce fut le grand projet d'un autre sioniste, Eliezer Perelman, plus connu sous le nom hébreu de Ben Yehouda (1858-1918), né à Vilnius (aujourd'hui en Lituanie), véritable Babel où l'on parlait yiddish, allemand, lituanien, polonais et russe (voir plus haut). Le yiddish n'avait guère de prestige, et ce n'était la langue que d'une partie des Juifs : l'hébreu, langue de culte commune, langue de la Bible, langue des royaumes d'Israël et de Juda, en avait infiniment plus. Il s'agissait « seulement » de la moderniser, de la doter notamment d'un vocabulaire apte à exprimer les réalités du monde contemporain (les intellectuels nationalistes d'Europe centrale l'avaient déjà fait pour de nombreuses langues paysannes à l'origine) ; la volonté collective ferait le reste. Le projet pouvait quand même apparaître assez utopique... En 1918, l'hébreu fut proclamé langue officielle en Palestine au même titre que l'arabe et l'anglais, et dans les décennies suivantes il finit de s'imposer.

Mais la formule de Herzl (voir plus haut), aujourd'hui surréaliste, révèle l'aporie originelle du sionisme. Les sionistes se comportaient exactement comme s'il n'y avait pas de population indigène en Palestine ³⁴. Or la région était certes peu peuplée, environ six cent mille personnes au total vers 1910 y compris l'ouest de l'actuelle Jordanie ; seule une « natalité de combat », à l'époque israélienne, à permis aux Palestiniens de devenir plusieurs millions ; mais elle n'était pas vide ! C'est que les sionistes étaient des Européens de leur temps comme les autres, tout aussi colonialistes. En tant qu'Européens, représentants de la partie la plus « avancée » de l'humanité, ils avaient le mépris le plus complet pour les « sauvages » de cette région pauvre et en retard, musulmans pour plus d'abjection, promis à l'assimilation ou à la disparition comme les Indiens d'Amérique. Et puis **les sionistes étaient persuadés d'avoir un « droit historique »** sur la terre qui avait été celle d'Israël, tenue désormais pour celle de leurs « ancêtres », donc leur « propriété », et tant pis pour les « squatters » arabes. Les colonialistes considéraient qu'il était légitime que les plus « civilisés » s'emparassent des terres laissées en déshérence par leurs propriétaires, pour les mettre en valeur ³⁵.

Les *aliyas* (« montées », = « retours ») en Terre sainte (une zone alors fort mal délimitée) commencèrent dans les années 1880, à toute petite échelle au départ : en 1901, trente mille Juifs avaient fait leur aliya et dix mille environ étaient restés, une proportion normale pour toute émigration. En 1914 il n'y avait encore que cinquante mille colons

³⁴ N.B. Les projets ougandais posaient des problèmes du même ordre !

³⁵ On peut argumenter, à la limite, que les sionistes n'étaient pas à proprement parler des impérialistes, puisqu'ils ne prétendaient devenir rien d'autre que de loyaux sujets du Calife, lequel dirigeait un Empire multinational, et mettre en valeur ses terres de Palestine. L'argument semble quand même d'assez mauvaise foi : les colons sionistes ont, dès le début, rêvé d'indépendance, ou au moins d'être rattachés à un Empire colonial européen. C'était l'ère du grand dépeçage de l'« homme malade » (la Turquie)...

sionistes en Palestine, dont douze mille à la campagne (essentiellement dans la plaine côtière autour de Jaffa) ; mais le mouvement s'accéléra après 1904, époque où l'horizon des Juifs de Russie s'assombrit décisivement (c'est ce que l'on appelle souvent la « deuxième aliya » : elle concerna trente à quarante mille personnes). À partir de 1909, un Fonds national juif, et une Banque anglo-palestinienne qui lui était associée, commencèrent à acheter systématiquement des terres à leurs propriétaires, pour les mettre à la disposition des colons. Les vendeurs étaient essentiellement de grands propriétaires absentéistes, qui depuis des siècles les laissaient exploiter par les paysans locaux, contre redevance. Du jour au lendemain ceux-ci, sans avoir eu voix au chapitre ni avoir touché un sou, se retrouvèrent expulsés ! On comprend que dès le début leurs réactions aient été négatives ; mais encore une fois, ces phénomènes n'étaient pas très différents de ce qui se passait alors en Tunisie, en Indochine, de ce qui s'était passé en Algérie, dans le Caucase ou, durant des siècles, sur le continent américain.

La Sublime Porte (le **gouvernement de l'Empire ottoman**) se montra assez hostile à une entreprise qui lui apparaissait comme l'ébauche d'une colonisation européenne de la Palestine ; mais elle ne put rien faire : elle avait d'autres chats à fouetter, car les Balkans, à un jet de pierre d'Istanbul, étaient en train de lui échapper. L'Allemagne soutint les projets sionistes dans le but d'accroître son influence dans l'Empire ottoman (les Juifs d'Europe centrale n'étaient-ils pas une espèce de germanophones ?), la Grande-Bretagne aussi pour des raisons semblables — la Palestine est proche de Suez, mieux valait contrôler ce qui s'y passait, et plus il y aurait d'Européens dans la région, mieux cela vaudrait, en particulier dans le cas de figure d'une guerre contre Istanbul. Dans le monde juif, le sionisme gagnait peu à peu en légitimité à mesure qu'il devenait une réalité ; il était difficile de ne pas se sentir solidaires d'un tel effort, et d'une telle réussite : pour la première fois depuis deux mille ans des Juifs relevaient la tête, une vie loin des persécutions et des humiliations semblait possible. Mais les Juifs socialistes étaient quand même encore très nombreux, pour qui le sionisme était affaire de bourgeois. Et la grande majorité des Juifs qui quittaient l'Europe se dirigeaient toujours vers les États-Unis.

À l'époque de la Première Guerre mondiale, les sionistes, par haine de la Russie, étaient plutôt favorables aux Empires centraux, et on avait observé que parmi les nouveaux maîtres de Moscou, les juifs étaient nombreux³⁶ : il convenait de leur accorder une satisfaction, pour qu'ils restassent dans la guerre. Enfin, un des leaders sionistes, Haïm Weizmann, avait réussi pour l'Angleterre la synthèse de l'acétone, un élément nécessaire à

³⁶ Ceux de la révolution de février. Parmi les bolcheviks, encore à ce moment non maîtres du pouvoir, Zinoviev, Kamenev, Trotski...

la fabrication de la cordite, un explosif dont la Royal Navy faisait une énorme consommation : une belle carte de visite pour être écoutés dans les milieux officiels ³⁷ !

En plus, si des troupes françaises conquièrent avec les Anglais la Syrie et le Liban, les Britanniques se firent tirer l'oreille pour appliquer vis-à-vis de la France les accords du temps de 1916, d'où une période de tension entre septembre 1918 et septembre 1919, à l'issue de laquelle les deux pays opérèrent un nouveau découpage, moins favorable à la France, qui avait besoin de la Grande-Bretagne à la Conférence de la Paix de Paris, pour les questions européennes. On peut soutenir que Clemenceau « acheta » en un sens aux Anglo-Saxons l'absence de référendum en Alsace-Lorraine et l'occupation de la Rhénanie, par sa modération en Syrie. Ainsi, il accéda aux demandes de Lloyd George, le premier ministre britannique, concernant Mossoul, initialement dans la zone française, contre 25 % des revenus des pétroles de cette région ³⁸ ; de même, il renonça à l'internationalisation de la Palestine, et les Anglais purent y établir leur mandat, alors que les populations arabes locales, elles, se sentaient surtout syriennes à ce moment ; **c'est la coupure des mandats** qui a fait naître une identité palestinienne distincte, autant que la résistance au sionisme. Clemenceau conclut aussi un accord avec Fayçal, qui permettait à celui-ci de s'installer à Damas, moyennant des liens privilégiés avec la France ; mais le Hachémite, pris entre les exigences françaises et les maximalistes syriens, demanda que cet accord restât secret. Sur la côte, les Français, en plus des incidents récurrents que les chérifiens utilisaient pour faire pression sur eux, se trouvaient confrontés à une guérilla kémaliste en Cilicie ; or la voie ferrée nécessaire pour rejoindre la Cilicie se trouvait en territoire chérifien, et Fayçal refusait que les Français l'utilisassent. Le cabinet Clemenceau tomba en 1920, et son successeur se révéla beaucoup moins compréhensif à l'égard des Arabes, bien décidé à appliquer le traité de Sèvres et à installer son mandat comme il l'entendait.

À la Conférence de la Paix on créa les mandats A, non délimités (voir plus haut). À la conférence de San Remo (avril-mai 1920), la France eut le mandat sur la Syrie, qu'elle partagea en deux États, mais après avoir dû entrer par la force à Damas et consentir de nouvelles concessions territoriales à la Grande-Bretagne. Celle-ci eut le mandat sur l'Irak et la Palestine, d'où elle détacha en 1921 la Transjordanie.

Une politique américaine apparut dès ces années vingt ³⁹. Des intérêts américains et des fondements de la politique américaine s'étaient manifestés très tôt. La

³⁷ Weizmann sera président de l'Organisation sioniste mondiale en 1920, de l'Agence juive en 1929 et de l'État d'Israël de 1949 à 1952.

³⁸ La part française n'aurait probablement pas pu être plus grande si la France avait occupé Mossoul : la concession était déjà majoritairement britannique. La France récupéra l'ancienne part allemande.

³⁹ D'après Henry Laurens, « Un labyrinthe de contradictions. Les aléas de l'hégémonie américaine au Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, juillet 1991, p. 15, la conférence d'André Kaspi, sur les États-Unis et le Moyen-Orient, à Louis-le-Grand, le 24 mars 1999 & P.Melandri, « *L'œil de la tempête*.

présence culturelle des États-Unis au Moyen-Orient est ancienne (les années 1820). Elle est le fait des missionnaires qui, grâce à leur œuvre éducative et humanitaire, donnent une image positive et désintéressée de leur pays. Impression favorable confirmée au lendemain de la Première Guerre mondiale par le président Wilson, avocat de l'autodétermination des peuples arabes. L'installation des compagnies pétrolières (voir plus haut) date de la fin des années 20 et surtout des années 30 (Arabie saoudite). Mais, avant 1940, la politique américaine se borne à une défense des intérêts culturels et commerciaux.

En même temps que ces questions moyen-orientales, des problèmes contemporains apparaissent au Maghreb. Pour la France, ce furent des problèmes capitaux (à cause du poids démographique, de la proximité), avec une opposition entre l'Algérie (où le nationalisme ne trouve pas, à ce moment, de support solide dans l'histoire) et, d'autre part, le Maroc et la Tunisie, qui ont des souverains, des administrations, des justices, un enseignement en arabe qui se développe rapidement... En Tunisie est fondé le Destour, en 1919, i. e. le « Parti libéral tunisien de la Constitution » (Destour). C'est un parti panarabe, qui a la sympathie de beaucoup ; il réclame une constitution, une assemblée législative tunisienne, élue au suffrage universel. La France mène évidemment en Tunisie une politique de répression. Le bey est même obligé de désavouer ses sympathies pour le Destour... Le gouvernement français crée en 1922 le Grand Conseil de Tunisie : 56 Français et 41 indigènes, délibérant séparément ; toute discussion politique étant interdite. La France « francise » ou « algérisse » la Tunisie : des Français peuplent les services techniques du bey ; la France établit le monopole commercial du pavillon français. Immédiatement après la guerre, au Maroc Lyautey francise l'encadrement du protectorat et reprend la conquête.

D'après la loi de 1919 pour l'Algérie, les indigènes peuvent accéder à la citoyenneté française sous de très nombreuses conditions et 421 000 électeurs « musulmans » participeront aux élections municipales. L'application de la loi est envisagée dans un sens conservateur et paternaliste par les colons et le Gouverneur général. Jusqu'en 1940, l'Algérie ne fut représentée à Paris que par 6, puis 9, puis 10, députés et par trois sénateurs, élus par les seuls citoyens (Français d'Algérie et naturalisés).

En 1930, et avec la bénédiction de la République laïque, il se tint « à Carthage », c'est-à-dire à Tunis, un grand congrès eucharistique destiné à célébrer le premier siècle de la reconquête chrétienne de l'Afrique du Nord : on fit défiler en anges ou en croisés ⁴⁰ les enfants des Missions... à peu près tous juifs ou musulmans bien entendu.

L'anticolonialisme de la SFIO est modéré et partiel ; c'est la spécialité de Marius Moutet. Le PCF critique d'abord à la fois le colonialisme et les nationalistes « bourgeois » ou « féodaux » (l'émir Khaled, par exemple, voir plus haut), puis, au milieu années 20, il soutient

Les États-Unis et le Golfe persique de 1945 à 1990 », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1992, pp. 3-25.

⁴⁰ Saint Louis était mort à Tunis, en route pour la Croisade, en 1270.

les nationalistes, comme ceux du Destour, et Khaled devient le premier président d'honneur de l'Étoile nord-africaine. Lors de la guerre du Rif (voir plus haut), le soutien à Abd el-Krim **n'est pas immédiat, il vient avec les premiers succès** ; le PC envoie son fameux télégramme de félicitations du 24 septembre 1924 : c'est le moment où le PCF proclame sa doctrine anticoloniale. Il mobilise contre la guerre du Rif, il apporte son soutien aux nationalistes indochinois aussi.

Mais l'événement essentiel au Maroc est la guerre du Rif (1925-1926 pour la France), une grande révolte, partie de la zone espagnole en 1921, avec une véritable déroute de l'armée espagnole (la guerre du Rif jouera un grand rôle dans la carrière de tous les futurs officiers nationalistes de la guerre civile espagnole, Mola excepté). Cette révolte est dirigée par Abd-el-Krim (1882-1963), fils d'un caïd berbère, ancien cadí (juge) de Melilla, très hostile à la monarchie, qui fonde en 1923 une République du Rif, soulevant les tribus du Rif contre les Espagnols puis (1925) contre les Français. Elle s'inscrit dans le foisonnement démocratique et spontanéiste qui agite tout le monde arabe dans les années 1920. Le maréchal Lyautey, qui a recommandé de reconnaître l'indépendance du Rif, se voit contredit par le gouvernement Painlevé et contraint de démissionner (25 septembre 1925) ; il y a pour le gouvernement français nécessité (car la révolte menace les communications avec l'Algérie) de grandes opérations militaires, commandées par Maréchal Pétain, qui noue des relations d'amitié avec les officiers espagnols : 150 000 hommes, aviation, artillerie, etc. Ces opérations provoquent la substitution aux méthodes politiques de Lyautey d'une stratégie de la dévastation. Abd-el-Krim se rend 26 mai 1926 et est déporté à La Réunion. Il se réfugiera en 1947 au Caire, après s'être évadé lors de son transfert en métropole. Il poursuivra sa lutte pour le nationalisme maghrébin, mais son entreprise sera par la suite largement sous-estimée par les nationalistes marocains. Mais Hô Chi Minh l'appellera « le précurseur ». Le soutien communiste à Abd el-Krim n'est pas immédiat, il vient avec les premiers succès, mais il est alors ostensible, avec le célèbre télégramme de félicitations du 24 septembre 1924. C'est le moment où le PCF proclame sa doctrine anticoloniale (voir plus haut). Il mobilise contre la guerre du Rif : le 12 octobre 1925, à l'appel de la CGTU et de la CGT, 900 000 travailleurs français font la grève contre cette guerre coloniale (et contre les impôts), précipitant la désagrégation du Cartel des Gauches.

Dernier problème marocain, la question internationale de Tanger : le statut de Tanger avait été laissé en suspens avant 1914 ; le statut de 1923 (résultat d'un accord France-Espagne-Grande-Bretagne) prévoit la neutralisation et la démilitarisation de la ville et de sa banlieue, avec une situation administrative privilégiée de la France. Ce statut suscite les protestations de l'Italie (fasciste), qui reçoit en 1926 l'appui de l'Espagne dictatoriale de Miguel Primo de Rivera (1923-1930) : la France bat en retraite (mais la prépondérance française subsiste) et le statut est révisé en juillet 1928. L'Espagne obtient droit de désigner

le commandant de la police tangéroise, l'Italie obtient dans l'administration de la ville une place équivalant à celle de la Grande-Bretagne.

La Tunisie pose elle aussi une question internationale. Dès octobre 1918 (sic), le gouvernement français refuse de reconduire pour une longue durée, mais seulement de trois mois en trois mois, la convention franco-italienne de 1896. Cela provoque la protestation de l'opinion publique italienne (dont une partie en vient à réclamer l'égalité des droits politiques avec les Français). La tension diplomatique atteint son apogée en 1926, lors du voyage à Tunis d'Italo Balbo, qui affecte d'ignorer les autorités françaises. Les deux gouvernements restent sur leurs positions : la France menace le statut des Italiens, l'Italie répète ses revendications. Complétez avec le Nouschi, p. 136-137.

□ Ajoutez « les nationalismes coloniaux », Nouschi, pp. 126-132

b) Les zones britanniques

L'Égypte connut l'agitation nationaliste du parti Wafd de Saad Zaghloul⁴¹. Une délégation (wafd) demande l'autorisation de se rendre à la conférence de la Paix. Le gouverneur refuse et déporte Zaghloul, ce qui provoque des manifestations, un boycott des marchandises anglaises et des grèves. Le Wafd demande l'évacuation du canal de Suez. Un parti communiste apparaît. Le Premier Ministre Lloyd George mit fin en 1922 au protectorat, théoriquement car l'armée anglaise demeura sur place et un Haut Commissaire surveilla la politique étrangère, d'où la poursuite de l'agitation. Le titre de « khédive » est changé en celui de « roi ». D'autre part, la Grande-Bretagne, qui cherche à ménager l'Italie, rectifie avec elle la frontière Égypte-Cyrénaïque, au profit de la Cyrénaïque italienne⁴². En 1936, la Grande-Bretagne passa un accord avec le nouveau roi d'Égypte Farouk, qui venait de succéder à son père, Fouad, roi depuis 1917 : **l'Égypte devenait indépendante** (et elle entra à la SDN l'année suivante), mais signait avec la Grande-Bretagne — qui redoutait les menaces de l'Axe, d'autant que Farouk manifestait des sympathies pour l'Axe — une alliance et le Soudan devenait « anglo-égyptien ».

Parallèlement, la Grande-Bretagne abandonne dans les années 20 son protectorat de fait exercé sur l'Afghanistan (officiellement en 1919, de fait dans années 1920).

Au Moyen-Orient, à l'issue de la Première Guerre mondiale, l'échec de la politique britannique d'appui sur la dynastie hachémite, qui est chassée d'Arabie par Ibn Séoud (chef de la secte des Wahhabites), est patent. En dédommagement de leur évincement, les

⁴¹ = « délégation ».

⁴² L'oasis de Giarabub, foyer de la confrérie sénoussite, voir plus haut, passe en territoire italien, ce qui facilite la conquête intégrale de la Libye. Mais l'Italie, qui possède le Dodécane, construit deux bases militaires (à Rhodes et Léros) en 1928. Toutefois, en 1929, Mussolini s'abstient de protester quand la Grande-Bretagne veut éliminer l'usage de la langue italienne à Malte (dotée d'une constitution depuis 1921).

Britanniques placèrent les Hachémites Fayçal et Abdallah respectivement sur les trônes d'Irak (Iraq) et de Transjordanie. Le traité de Sèvres (1920) prévoyait la création d'un état kurde, mais le vilayet de Mossoul renfermait du pétrole : malgré leurs révoltes les Kurdes sont annexés à l'Irak, ce que la SDN entérine en 1925-1926, recommandant simplement de leur donner l'autonomie, ce que les Britanniques ne font pas. D'autre part, la Grande-Bretagne ne réussit pas à empêcher la pénétration des compagnies pétrolières américaines en Arabie ; des attentats et des émeutes éclatèrent en Palestine ; la Grande-Bretagne fut contrainte de reconnaître l'indépendance de l'Irak en 1930 (admission à la SDN en 1932) et d'abandonner — dès les années 1920 — le protectorat de fait qu'elle exerçait sur l'Afghanistan (voir plus haut). La Grande-Bretagne contribue à l'institution des « zones neutres » entre l'Arabie et l'Irak.

Le Royaume-Uni établit son protectorat sur la Palestine (voir plus haut) et se refuse à appliquer la Déclaration Balfour. L'« équilibre » entre Juifs et Arabes est difficile à établir en Palestine, d'autant plus qu'en Grande-Bretagne se développe un antisémitisme : en février 1920, une version anglaise des Protocoles des Sages de Sion a été publiée ⁴³ ; elle est exploitée par la presse populaire, bien que le Times ait démontré dès août 1921 le faux ; d'autres écrits antisémites circulent dans l'entre-deux-guerres, exploités par la British Union of Fascists. **Les juifs de Palestine s'organisent pendant l'entre-deux-guerres**, avec un gouvernement officieux, le Conseil national, qui passe en 1919 avec Fayçal un accord excluant la Palestine du grand royaume arabe promis par la Grande-Bretagne. Deuxième élément d'organisation, une Confédération générale du Travail, l'Histadrout, fondée 1920, dirigée par David Ben Gourion (David Grin, né en Pologne, 1886-1973) et avec un travail très autogestionnaire ⁴⁴. Il faut ajouter une milice armée secrète, la Haganah, fondée aussi en 1920 ⁴⁵, une organisation pour l'immigration, l'Agence juive (voir plus haut), reconnue comme interlocuteur par le Royaume-Uni, et qui, petit à petit, s'ouvre à des organisations non sionistes, le développement, à côté de la vieille cité arabe de Jaffa, de la nouvelle ville juive de Tel-Aviv (elle avait été fondée en 1909), des fermes collectives, les kibboutzim (sing. : kibboutz). En face, les Arabes de Palestine, lointains descendants des tribus araméennes installées localement depuis le IIe millénaire avant JC ont du mal à s'organiser.

c) Le Levant « français »

Dans l'ensemble, il s'y manifesta les mêmes influences panislamiques qu'en Afrique du Nord. La France, dont les intellectuels et les diplomates connaissent bien le Levant,

⁴³ Première édition, en russe, en 1903. Le faux grossier est l'œuvre de la police secrète tsariste ; le *Times* en fait en trois articles l'historique précis.

⁴⁴ L'Histadrout devait petit à petit étendre ses activités à la protection sociale, à l'économie et devenir un agent autogestionnaire d'importance majeure.

⁴⁵ Parmi les premiers chefs, le futur premier ministre (1965-1969) Lévi Eshkol.

depuis longtemps, essaya la tactique du diviser pour régner (*divide ut imperes*) : elle joua la politique des minorités, sépara en 1920 la Syrie et le Liban, l'ancien vilayet ottoman du Liban étant rebaptisé « Grand Liban » (sic) après adjonction de territoires traditionnellement considérés comme syriens, la plaine de la Bekaa, Tyr et Sidon. La division fut entérinée par la SDN en 1922 (voir plus haut), mais le mandat avait rendu obligatoire l'octroi d'une constitution... De plus, il se révéla un nationalisme syrien, réclamant une « Grande Syrie », héritière de l'Assyrie...

L'évolution du Liban se fit dans le cadre d'une sorte de mosaïque, bien sûr, d'autant plus que la France a créé un Grand Liban (voir plus haut), les Maronites (chrétiens) accueillant très bien la France. L'évolution fut relativement paisible, la France s'appuyant sur les chrétiens maronites (un peu moins de la moitié de la population alors), francophiles, contre les musulmans chiïtes, sunnites, etc. La constitution fut accordée en 1926 : elle créait une république parlementaire, avec un président et deux chambres, mais la France maintint illégalement au pouvoir un président francophile. Le Front populaire sera, toute fois, une rupture (voir plus haut).

L'évolution de la Syrie fut toute différente. Les Musulmans ne sont pas favorables à la présence française et à la politique française de préservation des droits des minorités (ils veulent un état unitaire centré sur Damas) ; un vigoureux nationalisme syrien se développe. Ici, la France dut imposer son mandat par la force : la Grande-Bretagne encourageait Fayçal, fils de leur protégé Hussein, à s'installer définitivement à Damas (qu'il occupait militairement depuis 1918) et à se proclamer roi de Syrie, ce qu'il fit. En 1920, le général Gouraud le chassa par la force, et la Grande-Bretagne lui donna le trône d'Irak ! La France espéra jouer des divisions ethniques et religieuses : elle balkanisa le territoire, créant les « États » d'Alep, de Damas, des Alaouites ⁴⁶, du Djebel Druze et deux districts séparés (le sandjak d'Alexandrette ⁴⁷ et le djebel druse), ne réunissant l'ensemble en un État unitaire qu'en 1924 seulement. En 1925 éclata la rébellion générale des Syriens, pudiquement dite en France « des montagnards druses » (Musulmans chiïtes), pour exiger le retour à l'autonomie. Il fallut deux ans et même le bombardement aérien de Damas en 1926 pour réprimer l'insurrection, sans éteindre le nationalisme syrien. Une constitution fut accordée en 1930, elle était à peu près semblable à celle du Liban. Elle consacrait donc la séparation

⁴⁶ Voir plus haut. La France, soucieuse de se ménager la minorité alaouite (11 % de la population syrienne), la dote dès 1920 d'un « territoire autonome », administré par un gouverneur français. En 1930 le territoire devient le « gouvernement de Lattaquié ». Dans les années trente les alaouites vont concevoir un projet de rattachement au Liban.

⁴⁷ Circonscription territoriale ottomane, le Sandjak d'Alexandrette, situé au nord de la côte syrienne, est promis à la France par les accords Sykes-Picot de 1916 (voir plus haut). Comme il est rattaché au mandat français sur le Levant, de nombreux Arméniens rescapés du génocide de 1915 s'y réfugient après l'évacuation de la Cilicie (sud de l'Anatolie) par la France en 1921.

entre Liban et Syrie provoquant le refus des Syriens . Mais, la même année, la Grande-Bretagne accordait l'indépendance à l'Irak ! Le Front populaire laissa sa marque par les accords Viénot (voir plus haut)

IV. LA MÉDITERRANÉE DANS LA MONTÉE DES TENSIONS INTERNATIONALES, ANNÉES TRENTE

1°) Les politiques italiennes et leurs conséquences

a) Mussolini est décidé à pratiquer une grande politique extérieure

Elle est héritière du « révisionnisme » relatif des années 20 (voir plus haut). Tenue jusqu'alors pour secondaire, **l'alliance éventuelle de l'Italie prend du prix après la victoire du nazisme en Allemagne**, d'autant plus que Mussolini se trouve au sommet de sa gloire : « grandes batailles » économiques, paix avec l'Église, etc. Ne s'agit-il pas d'une « synthèse » fasciste, entre capitalisme et socialisme, excellente pour barrer la route au communisme ? Évidemment, ce moyen terme des sympathisants dans les pays occidentaux. Mussolini légitime devant l'Europe sa volonté d'expansion par la forte pression démographique italienne (voir plus haut) qu'entretient une politique nataliste. Il envisage l'éventualité d'un conflit : « à la fin, sa majesté le canon parlera », dit-il dès 1933 ! Aussi entreprend-il un effort d'armement et de mobilisation psychologique des fascistes autour des revendications nationales.

Trois objectifs sollicitent l'attention du Duce : l'Europe danubienne où il redoute la poussée du pangermanisme ; la Méditerranée, cœur de l'ancien Empire romain (mare nostrum), dont il veut faire un lac italien et où il se heurte aux intérêts français et britanniques ; l'Afrique enfin, où les possessions italiennes, Libye, Érythrée, Somalie, peuvent être les bases de nouvelles conquêtes coloniales.

Mais il hésite entre ces différentes politiques : de son choix dépend dans une large mesure, au début des années 1930, l'évolution des rapports européens. Mussolini a de nombreux admirateurs dans les partis conservateurs des démocraties européennes ; à un moment où l'Allemagne est encore affaiblie, il sait se présenter comme un homme fort, met en valeur l'équipement de l'armée, de la marine et de l'aviation italiennes.

Il apparaît alors comme un élément essentiel d'une éventuelle coalition antiallemande ; mais les déceptions nées de l'affaire éthiopienne, des positions proches de celles de Hitler dans l'affaire espagnole, une similitude des régimes, le rapprochent de l'Allemagne dès 1936 dans l'Axe Rome-Berlin.

b) Stresa et ses limites (avril 1935)

Malgré la ressemblance des idéologies et des régimes nazi et fasciste, les rapports de Rome et Berlin étaient mauvais. Déjà, en juillet 1934, Mussolini avait été le grand responsable de l'échec de la tentative d'annexion de l'Autriche (voir plus haut). En avril 1935, au lendemain du rétablissement de la conscription en Allemagne, c'est lui qui prit l'initiative

de réunir à Stresa, au bord du lac Majeur, les chefs de gouvernement britannique et français.

Cette négociation ne fut cependant pas exempte d'une certaine ambiguïté. Mussolini, MacDonald et Flandin y affirmèrent, le 11 avril, la fidélité de leurs pays au pacte de Locarno, déclaration vague mais qui prouva qu'en face de l'initiative hitlérienne, les trois gouvernements avaient la même inquiétude et la même réaction. Le « front de Stresa », comme certains contemporains ont qualifié cette entente, semblait dresser un solide barrage devant les ambitions allemandes. Les trois pays s'engagèrent à préserver « la paix *en* Europe » et non « la paix *de* l'Europe » : Mussolini voulait se garder la liberté d'une intervention en Éthiopie. Ainsi, la cause future de la dislocation du Front de Stresa apparaissait-elle déjà et dès lors l'isolement de l'Allemagne ne put être que provisoire.

Mussolini était alors d'accord avec les démocraties pour arrêter Hitler, et en particulier pour garantir l'indépendance de l'Autriche. Mais cet accord à trois était fragile. La crise italo-éthiopienne (cf. ci-dessous) allait le briser. D'ailleurs, le 18 juin 1935, sans avoir consulté la France, ni l'Italie, l'Angleterre (Samuel Hoare, voir plus haut) signa avec l'Allemagne un accord naval acceptant que celle-ci se construisît une marine de guerre égale à 35 % du tonnage de la marine britannique. C'était une violation du traité de Versailles, une grave atteinte à la solidarité établie à Stresa et une reconnaissance implicite du réarmement.

Mussolini n'aimait pas Hitler, qu'il considérait comme un médiocre imitateur de son système fasciste. Hitler, au contraire, admirait Mussolini et le considérait comme un précurseur génial. Mais il caressa longtemps le **rêve d'un arrangement global avec Londres, voire d'une alliance**. Pour réaliser ses plans lointains, Hitler avait besoin de détruire le « front de Stresa » et d'attirer Mussolini dans son camp. Il n'y parvint que progressivement, et fut aidé dans ce dessein par les ambitions coloniales et méditerranéennes du dictateur italien.

Il existe une propagande italienne qui se manifeste avant tout dans la presse française. L'Italie finance des journaux fascistes, tel *Le Franciste* de Marcel Bucard, ou *L'Émancipation nationale*, organe du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot (voir biographie dans le dossier biographique). Elle possède la *Revue hebdomadaire*, tente d'acheter *L'Ami du peuple* de François Coty, obtient même l'atténuation de l'italophobie dans certains journaux radicaux, telle *La Dépêche de Toulouse* de Maurice Sarraut (voir biographie dans le dossier biographique) qui, au moment de la guerre d'Éthiopie, critique la politique des sanctions.

c) La **guerre d'Éthiopie** : des conséquences méditerranéennes ?

Le 5 décembre 1934, à la frontière de l'Érythrée et de l'Éthiopie, 30 soldats somaliens de l'armée italienne furent tués au cours d'une rencontre avec les Éthiopiens. Mussolini

protesta, refusa l'arbitrage, et commença à envoyer d'importants renforts en Érythrée. L'Éthiopie, État indépendant membre de la SDN, soumit l'incident à l'arbitrage de l'Assemblée internationale. Mais Mussolini obtint de Laval, qui vint à Rome en janvier 1935, de vagues encouragements et les accords de Rome, signés à cette occasion, mirent fin au statut privilégié des Italiens en Tunisie, en échange de cessions de territoires coloniaux à l'Italie au Sahara et près de Djibouti. L'Italie fit donc des préparatifs militaires, devant lesquels l'Éthiopie fit de nouveau appel à la SDN, le 17 mars 1935, en vain. La Grande-Bretagne⁴⁸ et la France, lors de conférence de Paris (15-18 août 1935), refusèrent l'idée de l'annexion de l'Éthiopie par l'Italie et proposèrent l'établissement d'un... mandat des trois puissances, avec... une prépondérance italienne. Mussolini rejeta ce compromis, pourtant avantageux pour lui. L'Angleterre, qui dominait l'Égypte et le Soudan, et qui redoutait qu'une domination politique italienne en Afrique orientale ne fit peser une menace permanente sur l'Égypte, le bassin du Nil et les abords du canal de Suez, essaya en septembre 1935 d'intimider Mussolini en concentrant une flotte de 800 000 tonnes (la *Home Fleet*) en Méditerranée. Mais les services de renseignement italiens persuadèrent Mussolini que le gouvernement britannique était décidé à ne pas utiliser la force : sceptique à l'égard d'une éventuelle intervention britannique, Mussolini passa outre. Après neuf mois de préparation, Mussolini prit ses risques et attaqua l'Éthiopie, le 3 octobre 1935. La présence à la tête du gouvernement français de Pierre Laval, champion du rapprochement franco-italien, explique en partie le geste audacieux du Duce.

Non seulement la SDN repoussa l'application de sanctions militaires, mais elle adoucit considérablement les sanctions *financières* et *économiques* décidées contre l'Italie. L'embargo fut mis sur les exportations à destination de ce pays, mais le fer, l'acier, le plomb, le zinc et le pétrole étaient exclus de la liste des produits dont le commerce avec l'Italie était interdit. L'Angleterre refusa de fermer le canal de Suez aux navires italiens. Les Éthiopiens s'indignèrent de cette comédie qui révélait la faiblesse de la SDN, de ces sanctions économiques limitées qui ne faisaient qu'irriter les Italiens sans les gêner vraiment.

Pour essayer de concilier la fidélité aux principes de la SDN et leurs intérêts diplomatiques particuliers, le chef du Foreign Office, Sir Samuel Hoare (un des chauds partisans de l'apaisement, voir plus haut), et Pierre Laval proposèrent en décembre 1935, un compromis très favorable à l'Italie (équivalent à peu près au compromis proposé par Anthony Eden à Mussolini à Rome en juin 1935) : l'Éthiopie abandonnerait à celle-ci les deux tiers de son territoire en échange d'une petite partie de l'Érythrée. Mussolini était tenté par ce plan qui était une prime à l'agression. Laval et Hoare y voyaient le moyen de reconstituer le « front de Stresa ». Toutefois ce « plan Laval-Hoare » fut ébruité par la presse, notamment en France par Geneviève Tabouis dans *L'Œuvre* et par Pertinax (André Géraud) dans *L'Écho de Paris*, à la suite semble-t-il d'indiscrétions calculées de la part de

⁴⁸ Les Britanniques disent plutôt Abyssinie.

hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay⁴⁹. L'indignation de l'opinion britannique obligea Hoare à démissionner (19 décembre 1935, il fut remplacé par Anthony Eden, ancien représentant britannique à Genève). Ce devait être un mois après le tour de Laval.

Mussolini, sûr de sa victoire militaire, rejeta de toutes façons le plan Laval-Hoare. Alors, Paris et Londres durcissent leur position : l'embargo fut étendu au commerce pétrolier. Ce geste, qui venait trop tard, fut, de plus, inutile car le principal fournisseur officiel en pétrole de l'Italie, les États-Unis, ne faisait pas partie de la SDN et n'appliquait donc pas ses décisions. En réalité d'ailleurs, l'essentiel du pétrole venait de l'URSS, récemment admise à la SDN mais hostile à une trop grande extension des sanctions...

Le 5 mars 1936, le Négus demanda la paix, le 9 mai, l'Éthiopie fut annexée à **l'Italie et le roi d'Italie fut proclamé Empereur d'Éthiopie. Le 1er juin 1936, l'Italie unit ses trois possessions en une Afrique orientale italienne**⁵⁰. Le 4 juillet, la SDN leva les sanctions prises contre l'Italie. Le Négus s'installe en Grande-Bretagne. La popularité de Mussolini était immense, même des antifascistes avaient rallié la mère-patrie. Le départ du Japon à l'occasion de la guerre de Mandchourie (voir plus loin) et celui de l'Allemagne (voir plus haut) avaient déjà affaibli la SDN, l'affaire éthiopienne achève de la discréditer (l'Italie ne quittera la SDN que plus tard, seulement le 3 décembre 1937, après le Pacte anti-Komintern).

Quant aux rapports germano-italiens, ils s'étaient resserrés économiquement — à la suite des sanctions de la SDN, l'Allemagne devint le premier fournisseur de l'Italie — et même politiquement, dans la mesure où Mussolini, ulcéré par l'attitude des démocraties occidentales, s'éloignait d'elles.

2°) La guerre d'Espagne (1936-1939)

□ Revoir dans cours « Pays rive nord »

□ **Cette guerre civile concerna en fait rapidement et à plus d'un chef les relations internationales.** Fénelon n'avait-il pas écrit⁵¹ en 1712 : « Toutes les guerres sont civiles ; car c'est toujours l'homme contre l'homme qui répand son propre sang, qui déchire ses propres entrailles. »

a) Les causes

En 1931 le roi Alphonse XIII, sur le trône depuis 1902, à la suite d'un large succès des partis républicains aux élections municipales, avait abandonné son trône et son pays,

⁴⁹ Pierre Comert, chef du service de presse ou le secrétaire général (depuis 1933) Alexis Léger (Alexis Léger, *alias* Alexis Saint-Léger Léger, puis Saint-John Perse en poésie).

⁵⁰ Symétrie évidente de l'Afrique orientale britannique, elle-même successeur de l'Afrique orientale allemande.

⁵¹ Fénelon, *Dialogues des morts*, 1712.

pour se réfugier en Italie. L'Espagne était devenue, sans résistance sur le moment, une république parlementaire et démocratique. Le nouveau régime, la Seconde République (première : 1873), se heurtait à de nombreuses forces d'opposition : le clergé, l'aristocratie foncière, les cadres de l'armée. **En 1933, la droite l'emporta aux élections et s'engagea** dans une politique de réaction, noyant dans le sang la grève insurrectionnelle des Asturies (octobre 1934) et provoquant le rapprochement entre les forces de gauche, servi par le virage pris par Staline et le Komintern. En 1936, les partis républicains — communistes, socialistes et radicaux — s'unirent en un *Frente popular* **et l'emportèrent aux élections** législatives de février 1936 (comme en France en mai). L'opposition, légalement vaincue, usa de la force : un groupe d'officiers, dirigés par les généraux Franco et Sanjurjo, décidèrent, avec la complicité de Mussolini, de s'emparer du pouvoir par un coup de force ; depuis longtemps d'ailleurs couraient dans le pays des rumeurs de putsch militaire.

Le prétexte fut, le 13 juillet, l'assassinat du député monarchiste Calvo Sotelo par la police. Aussitôt, le 17 juillet, un *pronunciamiento* éclata au Maroc espagnol, puis le 18 en Espagne métropolitaine. Le général Franco installa à Burgos un gouvernement rebelle. Les troupes rebelles, *nationalistes*, sous son commandement, occupèrent en moins de deux mois la moitié de la péninsule ibérique. Mais le gouvernement républicain organisa la résistance ; les fronts se stabilisèrent et la lutte, acharnée, cruelle, horrible parfois, s'éternisa.

Dès le 18 juillet 1936, des navires et avions allemands et italiens avaient participé au transport des insurgés du Maroc vers l'Espagne : l'extension de l'intervention étrangère ne risquait-elle pas de dégénérer en guerre européenne ?

b) Les opérations militaires (1936-1939)

La guerre devait durer près de trois ans, jusqu'en mai 1939, car les nationalistes avaient échoué dans leur tentative de coup de force brutal et complet. Elle fut impitoyable, les deux camps multipliant les représailles sanglantes.

Au gouvernement républicain, à tendance socialiste, mais où les communistes prirent une influence croissante, et qui tenait solidement le triangle Madrid-Valence-Barcelone, s'opposèrent les *Rebelles* ou *Nationalistes*. Les premiers, anticléricaux, étaient néanmoins soutenus par les Basques catholiques, car ils admettaient une large autonomie provinciale, et par les anarchistes. Les seconds sont commandés par Franco, depuis la mort de Sanjurjo, avec le titre de généralissime (12 septembre) puis de chef de l'État (1^{er} octobre).

Les Nationalistes réussirent, dès 1936, à couper les Républicains du Portugal en prenant Badajoz (14 août) ; puis ils s'emparèrent des provinces basques (1936-1937) et arrivèrent près de Madrid. Ils y furent arrêtés, et dès lors la guerre allait être surtout une guerre de positions. En avril 1938 toutefois, Franco atteignit le littoral Est, coupant Madrid de Barcelone. Cette ville tomba en janvier 1939. Le 28 mars, ce fut le tour de Madrid, la

guerre était finie. Le président du conseil Juan Lopez Negrin et d'autres dirigeants républicains se réfugièrent à l'étranger.

Environ 500 000 Espagnols passèrent en France où ils furent par les autorités scandaleusement internés dans de misérables camps construits à la hâte (il en restera 325 000 en septembre 1939)⁵². Franco était victorieux, il déclara la fin de la guerre le 1^{er} avril 1939. Le camp du fascisme aussi : dès le 27 mars Franco adhéra au Pacte anti-Komintern.

c) Dès l'origine, cette guerre civile était devenue une affaire internationale

Dès 1932 le fascisme italien avait pris contact avec les antirépublicains espagnols, deux ans plus tard Mussolini et Italo Balbo avaient rencontré des émissaires royalistes. L'Allemagne et l'Italie soutinrent les franquistes. Dès 1932 Mussolini soutient les antirépublicains espagnols et dès 1934, Mussolini avait pris contact avec certains chefs de l'insurrection qui se préparait déjà ; à elle seule, l'Italie fournit aux nationalistes 10 000 mitrailleuses, 250 000 fusils, 2 000 canons, des véhicules et des blindés légers et 50 000 « volontaires », pour la plupart désignés d'office parmi les troupes déjà formées en Éthiopie. Au contraire, la France — pourtant dirigée par un gouvernement de Front populaire — et l'Angleterre déclarèrent adopter une politique de « non-intervention ». Dès le 1^{er} août 1936, sur l'initiative du ministre français des Affaires étrangères, Yvon Delbos, la France proposa un accord de non-intervention. L'Angleterre s'y rallia et aussi — avec bien des réserves — l'Allemagne et l'Italie. On décida d'empêcher la fourniture d'armes et de soldats aux deux adversaires. Pourtant Léon Blum était d'abord décidé à respecter l'accord franco-espagnol de commerce, qui prévoyait des livraisons d'armes, passé en 1935 par le gouvernement français précédent. En fait, les accords de non-intervention furent nuisibles au gouvernement républicain, car ils furent respectés surtout par la France et l'Angleterre. L'Allemagne et l'Italie — et, pour l'autre camp, l'URSS — ne tardèrent pas à les tourner. Par la suite, le gouvernement français laissera filtrer à travers la frontière pyrénéenne quelques

⁵² Des Basques s'étaient réfugiés en France dès 1936, des Espagnols du Nord en 1937 et 1938. C'est la prise de Barcelone qui fit la crue de la *Retirada*. De nombreuses populations pyrénéennes françaises, habituées depuis des siècles à des contacts amicaux avec les Espagnols, accueillirent chaleureusement les réfugiés, civils et militaires. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'exil s'avérera définitif. En 1953 l'Américaine Nancy MacDonald créa la *Spanish Refugee Aid*, qui va aider des milliers de républicains espagnols réfugiés en France. Albert Camus (membre de la SRA) : « Dans ce monde sans mémoire, il est bon sans doute que quelques-uns s'en tiennent à la fidélité. Ils aideront peut-être un jour à faire pardonner ce que, dans la rage de leur cœur, ils n'ont pas pu empêcher. »

armes et quelques volontaires. Mais cette aide timide, cette « non-intervention relâchée », jointe à celle, lointaine et difficile, de l'URSS, ne suffit pas à rétablir l'équilibre des forces.

En dépit de la « non-intervention », quels furent les engagements réels ? Des « brigades internationales », principalement communistes, avaient été créées par le Komintern le 18 septembre 1936 pour aider le gouvernement. Josip Broz (alors surnommé Walter, c'est le futur Tito) assura à Paris la coordination du recrutement (35 000 hommes), dont l'essentiel vint de France ⁵³ (9 000 volontaires), de Grande-Bretagne (2 000 volontaires) ⁵⁴, d'Italie (3 000) et d'Allemagne ⁵⁵. Les pertes furent extrêmement lourdes, de sorte que leur poids militaire devint négligeable en 1938 et qu'elles furent dissoutes le 23 octobre 1938 à Barcelone, les combattants voulant rester en Espagne étant incorporés dans l'armée. Ce fut la principale **traduction militaire de l'antifascisme** dans l'Europe de l'entre-deux-guerres. Franco, lui, bénéficia de l'appui efficace de pseudo-volontaires italiens et d'aviateurs et techniciens allemands. Pour Hitler, la guerre d'Espagne était une magnifique occasion d'expérimenter son armement nouveau. Il se réjouissait aussi de voir un nombre important de soldats italiens (60 000 hommes en 1937) retenus longuement en Espagne : l'Italie ne pourrait plus interdire l'*Anschluss* comme en 1934. L'Italie et l'Allemagne ne cachaient pas leurs sympathies idéologiques envers le mouvement franquiste, qui partageait leur haine du bolchevisme et dont la victoire renforcerait la position des dictatures. Mussolini encourageait depuis 1934 les groupes espagnols d'opposition, monarchiste et surtout phalangiste ; il comptait tirer parti d'une intervention aux côtés des insurgés pour se faire concéder des avantages économiques en Espagne et assurer l'hégémonie italienne sur la Méditerranée occidentale. À court terme, les Italiens s'installèrent dans la base de Majorque, dans les Baléares. L'Allemagne souhaitait également obtenir une priorité dans les exportations espagnoles de pyrites et de minerais de fer, cuivre et manganèse, indispensables à son industrie d'armement. Mais, pour Hitler, l'affaire d'Espagne s'intégrait aussi dans un contexte politico-stratégique plus vaste : dans un conflit futur, une Espagne nationaliste pourrait exercer une pression sur la frontière pyrénéenne de la France.

Dans l'immédiat, cette nouvelle tension européenne aggraverait l'hostilité entre l'Italie et les démocraties et inciterait le Duce, déjà froissé de l'attitude franco-anglaise dans la question éthiopienne, à se rapprocher de l'Allemagne. Aussi, tout en accordant aux franquistes un soutien limité, Hitler espérait-il voir la guerre civile traîner en longueur et

⁵³ La reconnaissance du statut d'anciens combattants aux Français membres des BI, accordé en 1998, montre l'impact à long terme de cette guerre. Le passage en Espagne de volontaires français se fit avec la complicité évidente du gouvernement de Front populaire.

⁵⁴ Mais près de 600 Irlandais combattirent dans les rangs franquistes, à un moment où les relations anglo-irlandaises étaient particulièrement tendues.

⁵⁵ Une grande partie de la direction du PC allemand est en Espagne, dont Walter Ulbricht, qui sera plus tard chef de l'État de la RDA.

l'Italie s'y engager activement. Déjà s'esquissait tacitement un partage des zones d'expansionnisme : contrôle du bassin méditerranéen par les Italiens, qui devront donc prendre en Espagne les responsabilités les plus grandes, Europe centrale pour l'Allemagne nazie. La France et la Grande-Bretagne avaient conscience du danger qu'impliquerait pour leurs intérêts méditerranéens une collusion italo-espagnole : les Anglais craignaient pour le statut de Gibraltar, la France pour le Maroc et les liaisons maritimes avec l'Afrique du Nord, que pourrait menacer l'installation de bases italiennes aux Baléares. Mais, comme dans l'affaire éthiopienne, l'attitude des démocraties fut indécise. Les déchirements de l'opinion publique empêchèrent un engagement officiel de la France aux côtés des républicains : aussi le gouvernement de Front populaire fut-il finalement heureux de trouver dans le refus britannique d'intervention une justification à sa propre passivité.

Quant à l'URSS, elle était décidée à soutenir les républicains, mais elle attendit le 4 octobre pour exprimer publiquement son soutien à leur cause et l'éloignement rendait son assistance difficile. Elle envoya 3 000 « conseillers », tankistes et aviateurs, fournit 30 000 mitrailleuses, des fusils par centaines de milliers, un millier de chars T 26 et un millier de chasseurs Chatos, tout ceci en échange d'une très importante livraison d'or de la Banque d'Espagne. Mais sans les armes soviétiques, la République espagnole aurait été balayée dès novembre 1936. Hitler et Mussolini reconnurent dès novembre 1936 le gouvernement nationaliste. De nombreux incidents eurent lieu, dont le plus sanglant fut le bombardement de représailles du port d'Ibiza par le cuirassé Deutschland et le torpillage de navires russes par des sous-marins italiens. Mais la guerre générale fut évitée.

La guerre d'Espagne excita partout les passions. Les « antifascistes » protestèrent avec éclat contre l'intervention et les cruautés des fascistes et des nazis. Certains catholiques — pas tous — furent favorables à Franco parce que ses adversaires pratiquaient une politique antireligieuse. C'est la guerre d'Espagne qui, dans les années trente, suscita le plus de prises de position parmi les intellectuels. Les Américains Ernest Hemingway (Pour qui sonne le glas, 1940) et surtout John Dos Passos, André Malraux (voir biographie dans le dossier biographique), engagé dans les « brigades internationales » (L'Espoir, 1938), proclamèrent leur antifranquisme. Le catholique Georges Bernanos, dont les sympathies étaient d'abord allées à Franco, dénonça ensuite, dans Les grands cimetières sous la lune (1938), les massacres perpétrés au nom de l'idéologie nationaliste. Touché par les malheurs de sa patrie, Picasso donna alors une série d'œuvres comme Guernica (1937)⁵⁶ qui imposaient une vision tragique de la guerre. Franco veilla à toujours

⁵⁶ Dès le *Pronunciamento*, Picasso a pris le parti de la République. Le 26 avril 1937, jour du marché, les Allemands bombardèrent (40 avions, 10 t de bombes explosives, 30 t de bombes incendiaires), dans le but de démoraliser la résistance basque, la petite ville de Guernica (1 654 morts et 889 blessés sur 7 000 habitants), foyer des libertés basques. Le célèbre tableau condamne ce

maintenir de bonnes relations avec les États-Unis (le pétrole !) et avec la Grande-Bretagne. La victoire des nationalistes leur valut la reconnaissance du nouveau gouvernement **par la France et l'Angleterre le 27 février 1939.**

3°) La formation d'un front fasciste : l'axe Rome-Berlin (1936)

Le rapprochement entre les trois agresseurs des années trente — Japon (voir plus loin), Italie et Allemagne — se fit au terme du passage du « licite » à l' « illicite ». Il intervint au moment où les trois régimes subissaient une radicalisation, au moment où les régimes autoritaires se multipliaient. Et il contribua puissamment à faire du XXe siècle le « siècle de la peur » (A.Camus⁵⁷), l'idée et le risque de guerre étant acceptés par l'Allemagne et le Japon, nouvelle « accélération de l'histoire ».

a) L'accord austro-allemand de juillet 1936

Il fut le premier des trois traités signés par le IIIe Reich dans la seconde moitié de l'année 1936. Aux termes de cet accord, l'Allemagne reconnut la souveraineté de l'Autriche et s'engagea à ne pas intervenir dans les affaires intérieures autrichiennes. En échange de ces garanties solennelles, le gouvernement de Vienne promit d'agir en « État allemand », autrement dit d'aligner sa politique étrangère sur celle de Berlin. Le chancelier Schuschnigg était persuadé qu'il avait ainsi mis fin aux risques d'Anschluss.

Pour Hitler cet accord offrait un double avantage : d'une part le gouvernement autrichien cessait de surveiller le parti nazi d'Autriche qui put déployer à partir de ce moment un immense effort de propagande, et, d'autre part, le principal obstacle au rapprochement germano-italien disparaissait.

b) La « verticale Berlin-Rome » (octobre-novembre 1936)

Le principal résultat diplomatique de la guerre d'Éthiopie et de la guerre d'Espagne fut le rapprochement germano-italien. L'identité des réactions de l'Allemagne et de l'Italie en face des événements espagnols facilitait le rapprochement et la constitution de l'Axe, d'autant qu'en réorientant la diplomatie fasciste vers une politique de prépondérance en Méditerranée, la guerre d'Espagne a détourné Mussolini de ses anciennes visées danubiennes (voir plus haut).

bombardement sauvage. L'œuvre fut montrée au public pour la première fois lors de l'Exposition internationale de Paris en juillet 1937.

⁵⁷ Albert Camus, éditorialiste de *Combat*, y écrivit en novembre 1946 : « Le XVIIe siècle a été le siècle des mathématiques, le XVIIIe siècle celui des sciences physiques, et le XIXe siècle celui de la biologie. Notre XXe siècle est le siècle de la peur. On me dira que ce n'est pas là une science. Mais d'abord la science y est pour quelque chose... De plus, si la peur en elle-même ne peut être considérée comme une science, il n'y a pas de doute qu'elle ne soit cependant une technique. »

Le 9 juin 1936, le comte Ciano, gendre de Mussolini, âgé de 33 ans ⁵⁸, fut nommé ministre des Affaires étrangères. Résolument partisan d'un rapprochement avec l'Allemagne, Ciano se rendit à Berlin en octobre et y signa un protocole qui n'était pas une alliance, mais une déclaration d'amitié et de solidarité. À l'issue de cette entrevue avec Hitler, un communiqué fut publié, dans lequel les deux gouvernements allemand et italien affirmèrent leur volonté de « déployer une action commune dans l'œuvre de paix et de reconstruction ».

C'était beaucoup plus que la prudente tentative de rapprochement avec l'Allemagne opérée à l'été 1936 par Léon Blum (voir biographie dans le dossier biographique) et son ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos (et symbolisée par l'acceptation française d'une participation aux Jeux olympiques de Berlin, en août 1936).

Le 25 juillet 1936 l'Allemagne reconnaît l'Éthiopie italienne ; en septembre, Hans Frank, ministre sans portefeuille du gouvernement allemand rencontre à Rome Ciano et Mussolini et jette avec eux les bases d'un véritable partage de l'Europe, Hitler reconnaissant l'hégémonie en Méditerranée en échange du désengagement italien dans la zone danubienne. En retour, Ciano fait un voyage à Berlin, le mois suivant. Il ne signe pas d'accord avec von Neurath ou Hitler, mais ils constatent l'identité de vues entre Allemagne et Italie sur la plupart des problèmes européens : une « entente cordiale », qui va être baptisée par Mussolini.

Le 1er novembre Mussolini déclara à Milan : « Cette entente... cette verticale Berlin-Rome n'est pas un diaphragme, c'est plutôt un axe autour duquel peuvent s'unir tous les États européens animés d'une volonté de collaboration et de paix. » De cette phrase est resté le nom d'axe Rome-Berlin.

Comme l'Entente cordiale franco-britannique de 1904, il ne reposait sur aucun engagement précis, il n'était que l'ébauche d'un rapprochement, la constatation d'un accord plutôt qu'un accord proprement dit. Même vague, il n'en était pas moins le signe que deux blocs antagonistes se formaient en Europe. L'Italie était en passe de se mettre sous l'influence de l'Allemagne, mais elle conclut le 2 janvier 1937 un **gentleman's agreement** avec la Grande-Bretagne sur la liberté de circulation en Méditerranée, affirmant en outre n'avoir aucune visée sur le territoire espagnol ⁵⁹.

Notons qu'en même temps Hitler se rapprochait par des traités commerciaux, ou par la crainte qu'il suscitait, de la Yougoslavie, où le prince Paul, régent, gouvernait de façon autoritaire, de la Hongrie, voire de la Roumanie. Au contraire, la France voyait un de

⁵⁸ Galeazzo Ciano, comte de Cortellazo. Né en 1903. Fils d'un amiral proche de Mussolini.

⁵⁹ Pendant des années, les Britanniques, Churchill en tête, s'exagérèrent la qualité des bateaux de guerre italiens.

ses alliés, la Belgique, dénoncer l'alliance et reprendre son indépendance d'action (octobre 1936)⁶⁰.

c) Le Pacte anti-Komintern (25 novembre 1936)

Cet accord signé quelques jours après par l'Allemagne et le Japon élargit considérablement le champ des alliances du III^e Reich. Cet accord entre deux grandes puissances impérialistes, toutes deux démissionnaires de la SDN, n'était théoriquement qu'une entente par laquelle les gouvernements de Berlin et de Tôkyô s'engageaient à lutter contre l'Internationale communiste dont le siège était à Moscou.

Pour complaire à leur partenaire, les nazis abandonnèrent leur soutien aux nationalistes chinois, rappelant leurs experts militaires. **En fait, l'accord préluait à un partage du monde en zones d'influences : l'Italie y adhéra le 6 novembre 1937 ; en 1939 ce sera le tour de la Hongrie, de l'Espagne et du Manzhouguo (Mandchoukouo), reconnu le 28 mai 1938 par l'Allemagne.**

Ainsi, à la fin de l'année 1936, la diplomatie allemande avait tissé un réseau d'alliances. Les trois pays qui réclamaient la conquête d'un espace vital se rapprochaient. Tandis que l'Italie renonçait à ses ambitions danubiennes au profit de l'Allemagne et se tournait délibérément vers la reconstruction de l'ancestral Mare nostrum, les ambitions hitlériennes et nippones se précisaient et se complétaient. Tandis que les forces impérialistes s'organisaient, le monde glissait insensiblement vers l'inévitable guerre.

4°) Les empires coloniaux dans les années trente

a) La bonne conscience coloniale

Il n'y a pas chez les métropolitains de remise en cause du bien-fondé de la domination coloniale : la colonisation est légitime, elle unifie les nations, la notion de « trésor commun de l'humanité » se répand, on insiste sur la mise en valeur et la Première Guerre mondiale a accru la justification de la colonisation.

La mission civilisatrice et humanitaire des Européens est exaltée. Kipling est souvent rappelé, Albert Sarraut titre en 1931 son ouvrage *Grandeur et Servitude coloniale*, et Lyautey déclare en 1931 : « Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane ou du désert ».

Les voix anticoloniales sont très minoritaires : les aspirations nationales sont d'ailleurs niées et de nombreuses formules montrent un aveuglement total. Albert Sarraut

⁶⁰ Le roi Léopold III dénonce le 6 mars 1936 l'alliance militaire défensive conclue le 7 septembre 1920 avec la France (voir plus haut) et le 14 octobre 1936 il revient à une politique extérieure des « mains libres », affirmant sa volonté de n'accepter la guerre qu'en cas d'agression. L'Allemagne annonce aussitôt son intention de respecter l'intégrité et l'inviolabilité du territoire belge.

(voir biographie dans le dossier biographique) dit en 1931 : « Tous ceux de nos protégés dont la sagesse est faite de l'expérience du passé et de l'observation attentive du présent ont peur de l'indépendance », le Haut Commissaire britannique en Égypte s'exclame en 1933 : « la bonne administration est leur (sic) seul désir et leur seul intérêt ». Le mépris pour les chefs nationalistes est évident : Churchill qualifie ainsi Gandhi (voir plus loin) de « fakir à demi nu » ! Dans l'entre-deux-guerres se développe l'idée de l'« évidence » de l'« anarchie » que serait l'indépendance. Alain, philosophe radical (voir biographie dans le dossier biographique), prédit, en cas d'abandon « que la simple et aveugle coutume établira partout, si nous laissons faire, un régime de crasse, de négligence et de fanatisme, sans compter la force nue, qui passera comme le cyclone. »

En conséquence, **perdure** l'ignorance intellectuelle vis-à-vis des grandes civilisations, tandis que la facilité du tourisme à longue distance multiplie les touristes véhiculant les clichés. Bien sûr, l'exotisme colonial est exalté (voir plus haut), dans la littérature — Joseph Peyré, *L'Escadron blanc*, 1931 —, la BD — Hergé, *Tintin au Congo*, 1931 : dans l'édition originale, Tintin fait une leçon de géographie sur la Belgique, remplacée par du calcul en 1947 ! —, la chanson — *Mon légionnaire* —, le cinéma — *Les Lanciers du Bengale*, Jacques Feyder, *Le Grand Jeu*, 1931, Julien Duvivier, *La Bandera*, 1935, Christian-Jacque, *Un de la Légion*, 1936, Jean-Paul Paulin, *Trois de Saint-Cyr*, 1939, *Jean d'Esme*, *Les sentinelles de l'Empire*, 1939 —, les expositions — Exposition coloniale de Paris en 1931 —, le roman policier, témoin Agatha Christie.

b) La métropole française face aux colonies, dans l'entre-deux-guerres

Indifférence ? L'apogée de l'idée coloniale se situe en France, non pas en 1931, au moment de l'Exposition, mais après la Libération. L'attitude générale de l'entre-deux-guerres est **faite d'indifférence ou de méfiance**, mentalité inchangée expliquant que les Français, malgré des conditions économiques précaires (celles des années 1930), n'émigrent que peu vers leurs possessions, même les plus proches. Il existe certes un « Parti colonial », mais les Sociétés de Géographie ont fortement décliné et la Ligue maritime et coloniale, fondée en 1921 et qui publie *Mer et Colonies*, si elle prétend avoir 700 000 adhérents, n'en a que 20 000 ou 30 000 ! Des hommes politiques, des groupes économiques même envisagent sans sourciller de céder des colonies, ou d'en échanger — lâcher les colonies d'Amérique et/ou d'Asie, obtenir les enclaves britanniques en AOF, vendre des colonies aux États-Unis, etc. —, ce à quoi d'autres s'opposent, Herriot s'écriant : « Les colonies sont les filles de la France, une mère ne vend pas ses enfants. » D'autres (pacifistes de gauche) songent à **associer l'Allemagne à l'œuvre coloniale française**, au nom d'une « Eurafrique ».

La métropole est très mal renseignée sur ses colonies, malgré un assez grand nombre de publications, individuelles ou collectives ⁶¹ La presse publie de grands reportages, comme ceux d'Albert Londres, le cinéma français sort des films, mais ceux-ci ne comptent que pour 5 % de la production totale seulement : *L'Atlantide*, *La Bandera*, *Pépé le Moko*, *Un de la Légion...* ⁶² Un effort de propagande officielle est fait, en faveur de « la plus grande France », des « 100 millions de Français » et le Centenaire de l'Algérie française est célébré solennellement en 1930, avec un réel impact. Les lieux communs coloniaux se multiplient dans la rhétorique politique, qui évoque les « provinces d'outre-mer », « la Méditerranée [qui] traverse la France comme la Seine traverse Paris », etc. Les programmes de l'enseignement sont légèrement modifiés : la « formation de l'empire colonial français » apparaît dans les classes d'histoire du Secondaire en 1925, une copieuse géographie coloniale française est (tardivement) introduite dans l'enseignement primaire (1938) et secondaire (1937). Seule la certitude d'un traitement plus élevé attire dans l'empire quelques militaires et fonctionnaires, toujours soucieux de revenir au plus vite en métropole ! Les amoureux du Sahara, les passionnés d'aventure, sont des exceptions (rares).

Toutefois, un très large public porte un intérêt passionné aux randonnées automobiles, surtout aux Croisières noire (1925) et jaune (1933), organisées par Citroën, le monde colonial prend une place accrue dans la grande presse, la « littérature coloniale » se développe et les milieux catholiques métropolitains connaissent **l'importance de la** communauté catholique, indigène, d'Indochine (2 millions d'habitants sur 23 en 1939, soit une proportion considérable). Surtout, **l'Exposition coloniale de 1931 à Paris** (Vincennes) est un beau succès. Elle avait été précédée de celles de Marseille (1906 et 1923), elle est organisée par Lyautey, accueille un grand nombre de visiteurs (35 millions) et contribue à créer une plus vive curiosité pour l'Empire (terme officiel), mais le phénomène a été passager : il n'a pas atteint les mentalités en profondeur. De plus, l'exposition s'est tenue à un mauvais moment, la crise économique.

Des Français se demandent si le lien colonial est légitime. Une très abondante littérature de dénonciation des abus du colonialisme est publiée en France dans l'entre-deux-guerres. Les deux plus grands ouvrages sont ceux d'André Gide, *Voyage au Congo* (1926) et *Retour au Tchad*. Sont notables les rôles d'intellectuels — comme le professeur de philosophie Félicien Challaye, condamnant radicalement le système colonial, comme Andrée Viollis —, d'associations comme la Ligue contre l'Oppression coloniale et l'Impérialisme, internationale, fondée à Bruxelles en 1927 et présidée par Einstein. Mais, **globalement, la légitimité du lien colonial n'est guère remise en cause dans la grande**

⁶¹ Ex. : G.Hanotaux et A.Martineau, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion française dans le monde*, Paris, 6 vol., 1930-1934.

⁶² N.B. : les rôles d'Arabes sont presque toujours tenus par des Européens, cf. l'inspecteur Slimane de *Pépé le Moko*.

opinion publique. Les méfaits de la colonisation sont vus comme le fait d'hommes ou de gouvernements particuliers, la colonisation n'est pas un mal en soi. Avec la montée des périls extérieurs se fait jour l'idée que seul l'Empire permettrait d'équilibrer le dynamisme des États fascistes (d'ailleurs les pacifistes se font anticolonialistes) et la Libération verra l'apogée du sentiment colonial chez les Français, bien tard. Les sondages sont éloquentes : en février 1939, 53 % des Français estiment que « l'Empire, c'est la France » (43 % d'avis contraires), en septembre 1945, 63 % des Français croiront que l'Indochine est et restera française (12 % d'avis contraires seulement !). En 1939, à la question de savoir si l'on estime « aussi pénible de voir céder un morceau de notre empire colonial qu'un morceau du territoire de la France », on enregistrait certes 53 % de oui, mais 43 % de non ; en avril 1946, 63 % des Français veulent donner à tous les colonisés la citoyenneté française (22 % d'avis contraires), ce qui montrent bien la vogue de l'assimilation !

Le phénomène global est évidemment renforcé par l'ambiguïté de la position des partis politiques de gauche (cf. le PC plus bas). Il a pour conséquences l'absence de doctrine coloniale véritable (pour ou contre) dans la plupart des partis, même à gauche, un phénomène qui se nourrit lui-même, la parcimonie budgétaire caractéristique : aux colonies sont consacrés 1 à 2 % du budget national, seulement ! Les colonies doivent, toujours, se suffire à elles-mêmes. Les investissements privés métropolitains dans les territoires d'outre-mer sont faibles, en dehors du Maroc, où Lyautey déploie une activité considérable et réussit à attirer l'attention grâce à une propagande intelligente, et de l'Indochine. L'impérialisme à la française est plus d' « organisation » que d' « expansion », avec une forte connotation d'autarcie impériale. Bonne conscience et tranquillité dominant, le fait colonial est considéré comme acquis, pour le plus grand bien des indigènes, qui accèdent à la Civilisation, et de la France. L'opinion publique, qui ignore à peu près tout des troubles dans les colonies (voir plus loin), pense que ces dernières sont d'une fidélité à toute épreuve. Cependant, derrière cet apparent immobilisme, une évolution se dessine, évolution profonde et cachée qui engage l'avenir plus qu'elle ne modifie le présent : on s'explique mal l'échec des tentatives de réforme. Et l'acte de naissance officiel de l'Empire ne fut jamais signé : la France *avait* un empire colonial, elle n'était pas prête à *être* un Empire (Ch.-R. Ageron). Il ne fut plus d'ailleurs question d' « Empire » après la déclaration de guerre de septembre 1939. Mieux valait, pensa-t-on, célébrer l'unité et la fidélité de l'Empire, et prétendre que celui-ci avait été réalisé de fait par la guerre !

Une évolution intellectuelle d'ensemble se dessine dans l'entre-deux-guerres. La scolarisation progresse partout, mais n'atteint qu'une partie de la population d'âge scolaire. En Algérie, en 1938, 100 000 enfants, dont 17 000 filles, sont scolarisés dans des écoles créées par la France ; le taux de scolarisation indigène est passé de 5 à 10 %. En Afrique noire, le taux est resté au niveau de 5 % en Côte d'Ivoire (4 millions d'habitants), il n'y a que 10 000 élèves, dans les écoles de missionnaires le plus souvent. Ce type de

scolarisation permet de dégager des élites professionnelles attachées à la culture française, de former les premiers instituteurs, notamment dans la fameuse École normale William Ponty fondée à Dakar en 1937. Mais la scolarisation est très faible dans le secondaire et le supérieur et forme de pseudo-élites indigènes, limitées au certificat d'études mais se croyant capables d'exercer un métier « noble » : ces adolescents désertent les villages pour les villes, les métiers des pères pour des emplois hypothétiques. Cette piètre **œuvre contraste avec l'émergence de la *négritude*.**

Prenons **l'exemple marocain**. D'une part, la pacification du Sud marocain est terminée en 1934, de même que celle de la Mauritanie. D'autre part, la France commet la lourde erreur du « *dahîr* berbère » (16 mai 1930). Il s'agit d'une loi qui prévoit que tribunaux d'appel créés en pays berbère jugeront d'après les coutumes berbères et non suivant le Coran. Certains Marocains, en particulier les intellectuels formés à l'Université musulmane Karaouine de Fès, s'indignent de ce qu'ils considèrent comme une tentative de désislamisation et de division du Maroc, qui poursuit une vieille politique française. Puis le mouvement de protestation gagne tout le monde arabe ; l'application est différée, puis le *dahîr* est retiré. En 1934 des intellectuels fondent le Comité d'action marocain ; c'est un parti réformiste réclamant l'adoucissement du protectorat et une participation plus effective des Marocains à la marche des affaires ; il présente le 1er décembre 1934 au gouvernement français un plan de réforme, soutenu par la gauche française. Le CAM a une aile gauche indépendantiste, dont le chef est Allal al-Fasî. Enfin, le Front populaire fait une tentative de promouvoir une politique libérale, qu'il n'a pas le temps de mener à bien, d'où la déception après sa chute et une agitation dans les rues de Meknès et Fès (septembre-octobre 1937), attisée par une intense propagande antifrançaise des radios franquistes (installées à Séville et Tétouan). Les chefs du CAM —dont Allal al-Fasî— sont alors déportés et le parti est dissous.

c) La crise de 1929 et les colonies françaises

Depuis longtemps, l'économie des pays colonisés est orientée vers la satisfaction des besoins des métropoles, par exemple en phosphates du Maroc, en caoutchouc d'Indochine. Les conséquences sont la sensibilité aux prix mondiaux et la dépendance économique. En échange de leurs matières premières, les colonies françaises absorbent des produits fabriqués européens, et, bien sûr, la France, comme toutes les métropoles, freine leur industrialisation⁶³. Les années 20 voient une expansion économique dans les empires coloniaux, le français en particulier. **Mais l'équipement des colonies est peu fait par les métropoles et la France n'échappe pas à la règle.** Par exemple la loi française de 1900 érige en règle que la métropole ne paie que l'administration et l'armée, le reste étant financé sur place par l'impôt.

⁶³ La seule exception de fait est britannique, c'est l'Inde.

La récession des années 30 aggrave cette dépendance, à cause de la baisse des cours mondiaux des matières premières et du repli de la métropole sur l'empire (ainsi, 45 % des capitaux investis en 1939 contre 10 % en 1914 !). Les grandes sociétés (par exemple, Paribas et Rothschild au Maroc) se taillent la part du lion. La crise accélère l'adoption des idées modernistes lancées dès le temps de Sarraut (cf. biographie dans le dossier biographique) par la plupart des praticiens de la colonisation. Revenons sur le resserrement des liens avec la métropole. Il est conforme à un idéal d'autarcie, exprimé par Albert Sarraut (ancien gouverneur général d'Indochine devenu ministre des Colonies) en 1925. À la suite de la Crise, la France se replie économiquement sur son empire. Celui-ci représentait en 1913 12 % du commerce français (une part beaucoup plus forte dans les exportations que dans les importations), en 1929 16 %, en 1938 on en est à 27 %, avec un renversement de la répartition exportations-importations. L'empire est alors le premier partenaire de la France, et même l'Algérie considérée toute seule, car l'Afrique du Nord représente à peu près la moitié du commerce extérieur français.

Le repli protectionniste sur l'Empire s'accroît dans les années 30 ; il apparut à la Chambre un véritable « lobby autarchique », qui se référa à Colbert et à Méline. En 1935, l'Empire colonial absorbait 32% des exportations françaises, contre 20% en 1929. Pourtant les exportations vers l'Empire n'augmentèrent que de 0,1% ; c'était qu'avec le reste du monde elles s'effondraient. Cette autarcie impériale profite beaucoup aux colonies, qui vendent à la métropole leurs marchandises plus cher qu'aux cours mondiaux. En 1934-1935, une véritable économie « impériale » est mise sur pied, un Crédit colonial aidant les grandes entreprises, en prenant le relais des banques privées. En 1936, la piastre indochinoise est alignée sur le franc, une piastre valant 10 FF.

Dans la ligne de la « mystique coloniale », le terme de « colonies » est remplacé en 1935 par « France d'Outre-Mer », naissent des organismes dits « impériaux ». La Conférence nord-africaine (1932-1933) associe le Gouverneur général d'Algérie et les résidents généraux du Maroc et de Tunisie. Le Haut Comité de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord (1935) regroupe les mêmes, le président du Conseil, les quatre ministres concernés, les Hauts Commissaires de Syrie et du Liban. Il y a également une Conférence du Commerce colonial (1933) et une Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-Mer (1934-1935), mais pas l'équivalent des assises périodiques de l'Empire britannique, qui se tenaient régulièrement depuis 1887.

L'Afrique noire ignore l'agitation nationaliste. Les seules manifestations de masse sont sociales plus que politiques. Par exemple, les troubles d'AEF par suite des abus nés du travail forcé, les quelques grèves à Dakar en 1937. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ce qui importe, c'est le développement du mouvement syndical. Mais à Madagascar l'instituteur Jean Ralaimongo, qui réclamait la transformation en département — il était soutenu en France par Gide et A. France — est interné, puis, rentré en 1924, il organise une

action contre l'expropriation des Malgaches au profit des grandes concessions, il dénonce les abus de l'Administration et des colons, il proteste contre l'envoi de troupes malgaches pour réprimer la révolte syrienne. Est interné aussi le pasteur Ravoahangy, apôtre de l'indépendance au sein du VVS (Vy-Vato-Sakelika = Fer-Pierre-Ramification, voir plus haut). En 1936 se produisent deux choses, la naissance d'un parti communiste (le PCRM, PC de la région de Madagascar) et la détente avec le Front populaire (par exemple : suppression du travail obligatoire).

d) Les débuts du nationalisme algérien

L'Algérie subit les contrecoups de la Crise mondiale : les prix des produits algériens baissent, ce qui coïncide avec la hausse de la natalité. Le Front Populaire présente le projet Blum-Viollette. Maurice Viollette est un ancien gouverneur général (1925), il est maintenant ministre d'État dans le gouvernement Blum). Il faut dire que le Front populaire avait fait naître de grands espoirs : il avait en effet promis une enquête générale sur la situation « politique, économique et morale » dans les colonies ⁶⁴. André Gide fit même partie de la commission chargée de l'enquête en juillet 1936. Partout les indigènes essayèrent de profiter de la nouvelle donne à Paris pour obtenir une reconnaissance ; ceux qu'on entendit à cette époque étaient évidemment les plus modérés, ceux qui demandaient l'assimilation, c'est-à-dire la pleine citoyenneté française, y compris le droit de vote. Ainsi, en juin 1936, un congrès musulman se réunit à Alger : il demandait l'octroi aux indigènes de la nationalité française, mais avec le maintien du droit musulman. En collaboration avec Viollette ⁶⁵, Blum élaborait un projet d'assimilation progressive aux termes duquel on eût accordé la nationalité française, sans abandon du droit musulman (disposition essentielle qui sera reprise dans l'ordonnance de 1944), à quelques dizaines de milliers d'indigènes d'Algérie (vingt et un mille la première année), diplômés, gradés de l'armée ou fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. Avant même d'arriver aux Chambres, le projet Blum-Viollette fut retiré sous la pression des colons (il y eut un fort regain d'antisémitisme) ; les nationalistes s'y opposèrent aussi, dressant la communauté européenne, qui menace de faire la « grève des municipalités ». C'est donc l'échec et le projet ne vint jamais en discussion, d'autant que la Droite et le Sénat s'y opposaient et que les Européens étaient farouchement opposés à toute évolution.

Plusieurs courants anticolonialistes se manifestèrent dans l'entre-deux-guerres. Le premier est formé par les intellectuels francisés (dans les écoles et les lycées français), par exemple le docteur Bendjelloul (mort en 1985) et le pharmacien Ferhat Abbas.

⁶⁴ Il va sans dire que le Front populaire était unanimement colonialiste, communistes compris ; il n'était même pas question de *self-government* à la britannique : il s'agissait simplement de « mieux » coloniser.

⁶⁵ Viollette militait au P.S.F. de Déat, qui faisait partie du Front populaire.

Ils reprennent l'action des Jeunes Algériens, mouvement antérieur à la Grande Guerre, renforcé par elle (à cause de l'importance du sacrifice en hommes) et revendiquant l'égalité des droits politiques avec les Français. Mais quelques-uns, dirigés par l'émir Khaled, Saint-Cyrien qui avait préparé l'École à LLG, officier de l'armée française, décoré de la Légion d'Honneur, mais ayant refusé de demander la naturalisation française, réformé à 100 % d'invalidité, petit-fils d'Abd el-Kader, refusent l'assimilation. Khaled est élu triomphalement au conseil municipal d'Alger, puis au conseil général et aux délégations financières. Les partisans de l'assimilation, majoritaires au sein de ce courant, ne s'opposent pas à la France, mais à l'immobilisme qui refuse aux musulmans droit de vote et ne leur accorde pas le bénéfice des lois sociales françaises. Ils tentent à trois reprises de négocier loyalement les modalités d'une intégration progressive de la communauté musulmane dans le corps électoral : c'est une suite d'échecs. L'échec du projet Blum-Viollette (voir plus haut) les déconsidère, mais de ce premier courant sortira en 1946 l'UDMA (voir plus loin).

Le deuxième courant est le mouvement des *Oulémas* ('*ulamâ*', docteurs de la Loi). Ils sont regroupés en une Association en 1931. Leur chef est le cheikh Abd el-Hamid Ben Badis (1889-1940). Le mouvement réfléchit sur les événements flatteurs du Moyen-Orient : Mustapha Kémal en Turquie, l'indépendance de l'Égypte en 1922, la révolte des Druzes. Or la France a été contrainte de renoncer aux « capitulations » (privèges économiques et culturels) en Turquie (traité de Lausanne, 1923, idem en Égypte en 1937) ! Deux tendances dans le mouvement : les « passésistes » prônent le retour à l'orthodoxie coranique et la lutte contre les pratiques hérétiques des marabouts (ils sont pour l'ouverture d'écoles coraniques et l'enseignement de l'histoire de l'Algérie) ; les « progressistes » sont favorables à des réformes sans indépendance. Le mouvement des *ulamâ*' rejoint Ferhat Abbas sur les questions du suffrage universel et de l'égalité politique avec les Français, et il veut un Maghreb uni.

Le troisième courant est le mouvement de Messali Hadj. Ahmed Messali Hadj (1898-1974) avait été soldat de 14-18, puis ouvrier en France. Il rassemble les ouvriers travaillant en France ou l'ayant fait ; il s'agit donc d'une clientèle prolétarienne et d'un mouvement beaucoup plus révolutionnaire, grosses différences avec les deux courants précédents. Mais il y a une ressemblance avec les Oulémas : il est imprégné de religiosité (cf. le « Hadj », ostensiblement revendiqué), de panarabisme et de nationalisme maghrébin. En juin 1926 est fondé par Messali à Paris l'Étoile Nord-Africaine, dans la filiation du PCF, mais les distances sont vite prises, dès 1928. Il est transformé en un Parti Populaire Algérien (PPA) en 1937 car Messali Hadj est alors séduit par Doriot et son PPF. Messali organise des meetings et des manifestations, alors que les Oulémas étaient beaucoup plus discrets : ainsi, à Alger, en 1937, une manifestation réclame l'indépendance, qui avait déjà été revendiquée par Messali Hadj en 1927 à Bruxelles au Congrès des Peuples opprimés. Messali Hadj est mis en prison puis exilé, le PPA est interdit, mais ils gagnent une

popularité immense. Le mouvement messaliste s'est donné un drapeau vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant islamique, qui deviendra le drapeau national de l'Algérie indépendante. De ce troisième courant sortiront après la Deuxième Guerre mondiale le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques, en 1946), puis le FLN (Front de Libération nationale, voir plus loin). Paradoxe : pourquoi Messali n'a-t-il pas été le chef, même nominal, du soulèvement de 1954 ? Raison première, la perte du contact avec le peuple algérien (à cause de l'exil). De plus, Messali a toujours été persuadé de son infaillibilité, ce qui a suscité au sein du MTLD une très forte opposition à cette « mystique du chef » : il y aura fondation de l'OS (Organisation spéciale) puis du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'Unité et l'Action) puis du FLN (voir plus loin). Messali Hadj, ulcéré de cette « scission », la considérera et la proclamera toujours vouée à l'échec et il fondera pendant la guerre d'Algérie le MNA (Mouvement National Algérien) pour faire pièce au FLN. Pour résister au FLN le MNA se compromettra avec la police française et les officiers français. Il sera donc déconsidéré lors de la fin de la Guerre d'Algérie et des accords d'Évian. Messali Hadj ne rentrera pas en Algérie (les autorités algériennes l'« ignorent ») et il mourra en exil (volontaire, cette fois-ci) en France. Ironie du destin messaliste : proscrit d'Algérie par le pouvoir colonial, pour avoir revendiqué l'indépendance de ce pays, il vit s'alourdir encore son exil quand cet objectif fut atteint !

e) Le Front populaire et la Grande Syrie

Le Front populaire fut une rupture dans l'histoire du Liban, par le traité de Beyrouth du 13 novembre 1936 : l'indépendance était promise, dans un délai de trois ans, moyennant le maintien de l'influence culturelle française, quelques aérodromes militaires et le respect du cadre de la « Grande Syrie » (voir plus loin). Mais le parlement français refusa de ratifier l'accord et la Deuxième Guerre mondiale éclata sans que l'indépendance fût entrée dans les faits : le Liban ne devint indépendant qu'en 1941 (voir plus loin).

En Syrie, le Front populaire laissa sa marque par les accords Viénot (sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères) passés avec le gouvernement syrien le 9 septembre 1936. Ils octroyaient l'indépendance à une « Grande Syrie » englobant le Liban, moyennant les conditions reprises dans le traité concernant un peu plus tard celui-ci. C'était donc un très gros progrès mais aussi une façon relativement tordue de satisfaire tout en le neutralisant le mythe de la « Grande Syrie » des nationalistes syriens (voir plus haut). À la fin de l'année (le 22 décembre 1936), les accords sont transformés en un « traité franco-syrien », signé à Damas. Mais les fonctionnaires du quai d'Orsay veulent protéger davantage les minorités (voir plus haut), les tensions internationales renforcent l'importance des questions stratégiques et pétrolières... Le parlement français refusa, en conséquence, de ratifier les accords, alors que des élections, organisées par le gouvernement syrien, avaient donné une

grosse majorité aux nationalistes syriens ! La France se retrouvait déconsidérée, une violente agitation éclata, l'état de siège fut maintenu jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

f) Les revendications d'autres pays

Il y a en Tunisie une scission du Destour, le 2 mai 1934, entre un « Vieux » et un « Néo » Destour. Le Vieux Destour offre un exemple, rare, de parti de notables assez hostile à la France (voir plus haut). Conservateur et xénophobe, il s'oriente vers les milieux traditionalistes et religieux et il joue la carte de l'arabisme. Le Néo Destour est fondé par Habib Bourguiba. Né à Monastir en 1903, il avait fait des études de droit à Paris, puis Sciences Po. Avocat en Tunisie, il adhère au Destour en 1927, puis fonde donc en 1934 le Néo-Destour, moderne, laïc et populaire. Résolument démocratique, il est appuyé sur les ouvriers ; il réclame la souveraineté tunisienne, appuyée sur une démocratie laïque, indépendante et garantie par le suffrage universel ; il organise des manifestations, des grèves et des meetings. En raison de ses prises de positions nationalistes, Bourguiba est interné de 1934 à 1936. À cette date, le Front populaire entame la discussion Viénot (sous-secrétaire d'État aux protectorats) - Bourguiba, sur les modalités de l'accession à l'indépendance (étude d'une constitution, etc.), tandis que le nouveau résident, Guillou, assouplit le régime de la presse, accorde le droit de réunion et d'association. Hélas, la chute du gouvernement Blum ruine les espoirs et éclatent de violentes émeutes à Tunis le 8 avril 1938, qui font 20 morts et 40 blessés. La France dissout le Néo Destour, obligé de se réfugier dans la clandestinité, déporte Bourguiba (arrêté une première fois en 1934 et libéré par le Front populaire) et procède à 1 500 arrestations. Le nouveau résident, Érik Labonne, établit l'état de siège.

Si l'Allemagne nazie réclame le retour des anciennes colonies allemandes et suscite un renouveau de l'idée d'Eurafrique (voir plus haut), **l'Italie** est plus précoce et plus précise. Depuis la Première Guerre mondiale, elle est insatisfaite : la convention de Londres (1915) n'a pas été respectée et la victoire est « mutilée » (voir plus haut) ; il y a eu seulement en 1919 un léger agrandissement de la Libye au détriment de l'Algérie et le statut particulier des Italiens de Tunisie a été confirmé. À noter que la Grande-Bretagne cède aussi des territoires égyptiens et somaliens. Mais l'Italie se déclare toujours insatisfaite, jusqu'aux accords Laval-Mussolini du 7 janvier 1935 (voir plus haut) : une nouvelle bande (d'Aozou) de territoire au profit de la Libye, un petit territoire somalien au profit de l'Érythrée, mais cette concession n'a que d'éphémères conséquences. L'Italie fasciste lance le 30 novembre 1938 une campagne de revendications sur Djibouti (l'Éthiopie est alors conquise) et la Tunisie, où les Italiens forment un groupe très homogène et nombreux.

g) Le Moyen-Orient britannique dans les années 1930

Attention à la définition de Moyen-Orient (voir plus haut). Abandon du protectorat sur l'Afghanistan dans les années 1920 et indépendance de l'Irak (ou Iraq) en 1930 (voir plus loin). De plus, **est signée contre la puissance coloniale britannique l'Entente orientale** ou Pacte de Saadabad, le 8 juillet 1937. Conclue dans le Palais d'été du Shah d'Iran, cet accord rassemble l'Iran, la Turquie, l'Irak et l'Afghanistan. Destiné officiellement à jouer un rôle de bloc régional au sein de la SDN, c'est un traité de consultation, de non-agression et de non-intervention dans les affaires intérieures des quatre pays, qui entendent d'abord affirmer leur souveraineté face à la Grande-Bretagne. Malgré l'indépendance de l'Arabie saoudite (1932, voir plus haut), l'Angleterre conserve son influence sur Aden, qui devient officiellement une colonie britannique en 1935, ce qu'elle était depuis 1839.

En Palestine, mandat britannique (voir plus haut), éclate une longue série d'émeutes anti-juives, en 1920-1921, puis en 1929, avec une véritable révolte arabe en 1935-1939 (cf. la grève insurrectionnelle du 19 avril 1936), qui force Londres à envoyer des renforts importants puis à élaborer un premier plan de partage de la Palestine (en 1937), rejeté par les Arabes et les juifs radicaux (membres du Betar et dissidents de la Haganah), qui, trouvant la Haganah trop modérée et défensive, fondent en 1931 une armée secrète, l'Irgoun, qui s'attaque aux Arabes. En Palestine, des juifs ont afflué du monde entier depuis la fin du XIXe siècle, surtout dans l'entre-deux-guerres (voir plus haut) ; en 1939 il y a 425 000 juifs et un million d'Arabes. Très tôt, les Juifs socialistes et/ou assimilés mesurèrent et dénoncèrent les dangers des amalgames signalés plus haut, et soulignèrent la parenté inquiétante qu'il y avait entre le sionisme, entreprise pour eux de « retribalisation » du judaïsme, et les autres doctrines nationalistes en vogue dans cette partie du monde, y compris les plus antisémites.

Le premier sionisme était très laïc : la religion n'était qu'un trait privé, certes collectif, de la vie des colons ; les institutions du mouvement sioniste et celles, à l'état d'ébauches, des colons de Palestine n'avaient rien de religieux — les sionistes étaient des hommes modernes, des « éclairés », des positivistes. Le sionisme naissant était aussi très marqué par les idéaux socialistes, en plein essor à cette génération : les colons des campagnes s'organisèrent en communautés, les *kibboutzim* (pluriel hébreu de kibboutz), qui rappellent par certains côtés les phalanstères du XIXe siècle (le travail s'y faisait en communauté et les bénéfices étaient équitablement répartis), et aussi un peu plus tard en *mochavim* (villages communautaires). Ces kibboutzim et *mochavim* essayaient de recourir le moins possible à la main-d'œuvre indigène, tant par méfiance et par mépris que pour donner du travail à tous les Juifs, même arrivés pauvres, pour qu'il se créât une société juive complète, donc autonome (en Europe centrale les Juifs n'occupaient pas toutes les niches de la société, ç'avait été l'une des clefs de leur faiblesse), et enfin pour ne pas devenir

collectivement une nouvelle classe dirigeante ⁶⁶. En réalité, les indigènes expulsés de leurs terres devinrent rapidement le prolétariat des colons — d'où des conflits qu'on peut qualifier au choix de sociaux, de coloniaux ou d'ethniques, et qui expliquent que dès avant 1914, les sionistes avaient créé des milices d'autodéfense. En attendant, ce « socialisme juif » servait la propagande sioniste dans les milieux progressistes, juifs ou non, en Europe. Ce n'était évidemment pas son objectif premier; mais le sionisme apparaissait comme, et de loin, le plus progressiste des nationalismes. Cette image du sionisme ne tenait pas compte du sort des Arabes : on était en un temps où même Jaurès ne se préoccupait guère de celui des indigènes d'Algérie... Il apparut des partis politiques, des syndicats. Aucun n'était ouvert aux Arabes ; mais qui, à l'époque, reprochait aux partis américains de ne pas s'ouvrir aux Indiens ? Certains Juifs critiquaient d'ailleurs le sionisme pour ce côté socialiste, plus précisément pour le fait qu'il n'y avait rien là-dedans de spécifiquement juif : il y avait effectivement une grosse contradiction entre le caractère laïque du sionisme, et le fait que la communauté juive se définit essentiellement par son appartenance religieuse ! À tenter de se transformer en une nationalité comme une autre, les sionistes risquaient de donner naissance à un « peuple néo-hébreu » plutôt qu'à un « peuple juif », et tout l'héritage du judaïsme traditionnel risquait de s'y perdre.

Des logiques de violence et d'affrontement s'imposèrent immédiatement en Palestine, et définitivement. Il était logique que les Arabes de Palestine réagissent violemment à une entreprise de colonisation qui se traduisait par le vol de leurs terres et leur marginalisation dans leur propre pays; et prévisible, quoique catastrophique, que cette résistance s'accompagnât d'une vague d'antisémitisme sans précédent, et particulièrement ignoble, dans les pays et mandats arabes de la région. Il était bien de cette époque, la plus noire de l'histoire du monde contemporain, que les sionistes n'aient jamais essayé de s'entendre avec les indigènes, de se faire aimer d'eux, mais uniquement de les contrôler par la force : ce comportement était celui de tous les Européens hors d'Europe. Il faut dire que tous les juifs ressentaient une angoisse redoublée de la situation en Europe. Dans les années 1920 l'Allemagne fut balayée par une vague d'hystérie antisémite d'une violence sans précédent, dont le principal porte-parole arriva au pouvoir en janvier 1933 ; le 12 avril 1933, quelques semaines seulement après l'arrivée d'Hitler à la chancellerie, une philosophe catholique allemande, d'origine juive, ose écrire à Rome une lettre clairvoyante et prophétique pour demander au Pape Pie XI et à son secrétaire d'État, le cardinal Pacelli, ancien nonce en Allemagne et futur Pie XII, de ne plus se taire et de dénoncer les premières

⁶⁶ Certains sympathisants de ce versant socialisant du sionisme parlent de pudeur, de respect des prolétaires.

persécutions contre les juifs ⁶⁷. En Europe centrale fleurissaient des dictatures antisémites, certaines plus encore en apparence que les nazis ; même celles qui ne l'étaient pas au départ, comme celle de Mussolini en Italie, finirent par le devenir. En France, une extrême droite raciste semblait proche de renverser la vieille République épuisée ; en Belgique et aux Pays-Bas, les choses n'allaient guère mieux ; même en Grande-Bretagne (puissance mandataire) et en Scandinavie, on entendait de plus en plus la voix des antisémites. En URSS, les juifs qui avaient cru dans le communisme, et avaient joué un rôle majeur dans la révolution bolchevique, commençaient à être marginalisés, voire persécutés, par Staline (pas pour l'instant en tant que juifs, mais souvent en tant que trotskistes). Bref, en Europe la catastrophe était à peu près générale ; ceux des juifs qui n'envisageaient pas d'émigrer sur le continent américain, non touché par ces dérives, n'avaient plus d'autre espoir qu'en le sionisme. Mais, pour les Arabes, cet espoir signifiait un désastre.

Le **sionisme s'institutionnalisa** (voir plus haut), grâce à l'appui des Britanniques. En 1921, l'Organisation sioniste mondiale devint l'Agence juive (voir plus haut), qui, petit à petit, s'était ouverte à des organisations non sionistes, et dont le directeur, à partir de 1935, fut David Ben Gourion. Dans les années 1930, il évolua en un quasi-gouvernement. Ben Gourion fut également le dirigeant du syndicat sioniste, le *Hisdrachout*, de 1929 à 1935. Les socialistes dominaient toujours la scène politique avec le *Mapaï* ou Parti travailliste, le parti de Ben Gourion ; mais les *kibboutzim* étaient de plus en plus minoritaires. Les sionistes élurent un Parlement et un Comité national, qui les représentaient auprès des Britanniques ; déjà, la vie politique sioniste était impeccablement démocratique, à ceci près qu'elle excluait complètement les indigènes (comme en Algérie ou en Afrique du sud). Les sionistes avaient aussi leur milice, la *Haganah* (voir plus haut). L'immigration juive en Palestine s'accéléra : en 1938, il y avait quatre cent dix mille colons, soit 29 % de la population. Certains déjà avaient fait souche sur place : un Juif né en Terre sainte s'appelle un *sabra*. À Genève, en août 1936, est créé le Congrès juif mondial, autour du rabbin Stephen S. Wise et de Nahum Goldmann ; ses buts sont la lutte contre le nazisme, la lutte pour l'égalité des droits politiques et économiques des juifs partout dans le monde, la nécessité d'une représentation de la communauté juive mondiale...

De nouveaux affrontements graves, après ceux du début des années 1920, eurent lieu en 1928-1929 autour du mur des Lamentations à Jérusalem. Ce mur est tout ce qui reste du second Temple (il s'agit en fait de l'une de ses fondations) ; après 135, c'était le seul lieu en Palestine où les Juifs avaient conservé le droit de prier, et de ce fait, même si le judaïsme avait renoncé au Temple, c'était un lieu saint entre tous, un lieu où s'exprimait la continuité spirituelle entre le judaïsme moderne et le monde de l'Ancien Testament. Pour les

⁶⁷ Il s'agit d'Edith Stein, née en 1891 à Breslau, convertie en 1922. Elle sera chassée de l'université en 1934, entrera au carmel de Cologne, sera mise à l'abri aux Pays-Bas, mais découverte par les nazis et gazée à Auschwitz. Elle sera canonisée par Jean-Paul II le 11 octobre 1998.

sionistes, c'était l'un des lieux sacrés d'Eretz Israël, l'une des preuves de leur bon droit à s'emparer de cette terre. Le problème, c'était que sur la colline que borde le mur, le mont du Temple pour les Juifs, l'esplanade des Mosquées pour les musulmans, ces derniers avaient construit au Moyen Âge deux mosquées, al-Aksa et le Dôme du Rocher : c'est l'un des lieux les plus saints de l'islam ⁶⁸.

En Palestine, **les Arabes ressentent de plus en plus l'immigration juive comme un péril pour leur propre maintien**. Le problème est à la fois politique (les Arabes n'ont aucune place dans le projet sioniste d'État juif) et social : le fonds d'investissement de l'Agence juive (voir plus haut) acquiert en toute légalité et au prix fort les terres des grands propriétaires absentéistes arabes, ce qui débouche sur l'éviction des métayers arabes qui s'en vont grossir la population misérable des villes ; le niveau de vie moyen des juifs est plus élevé que celui des Arabes. L'approche de la guerre conduisit les Britanniques à réviser leur politique en Palestine, pour y obtenir un minimum de calme. Ce fut le troisième *Livre blanc*, celui de 1939, radicalement différent des deux premiers en ce qu'il était favorable aux Arabes, nettement cette fois-ci : les ventes de terres aux colons sionistes étaient interdites (à cette époque, les colons s'étaient déjà approprié un tiers des terres cultivées) ; l'immigration juive était limitée à soixante-quinze mille personnes par an pour les cinq années suivantes, puis devait s'arrêter; dans les dix ans, la Palestine arabe devait obtenir l'indépendance, avec des garanties pour les colons sionistes. Les Juifs ne pouvaient rien dire, n'ayant personne vers qui se tourner, forcés qu'ils étaient de lier leur destin à l'Angleterre ; les Arabes, qui trouvaient les propositions de cette déclaration Balfour à l'envers insuffisantes, se les virent en fait imposer. De toute façon, la guerre fit que toutes ces questions passèrent sous le boisseau. Mais elles ne furent pas oubliées.

5°) « Marche à la guerre » en Méditerranée ?

□ En septembre 1937, le Duce se rendit officiellement en Allemagne où on le fascina en exhibant la puissance militaire, humaine et industrielle de l'Allemagne, notamment par la grande parade du 28 septembre (cf. Charles Chaplin, *Le Dictateur*, 1940 ⁶⁹). Au grandiloquent stade olympique de Berlin ⁷⁰, ce jour-là, Mussolini déclara : « Quand le

⁶⁸ À cette époque l'ensemble, y compris le mur, constituait un *waqf*, c'est-à-dire une fondation pieuse musulmane inaliénable, gérée par une association de croyants. Les Juifs pouvaient y accéder sous certaines conditions (ils n'avaient pas le droit d'y amener d'autres meubles que pliants, ils n'avaient droit qu'à quelques lampes...) qu'ils ne respectèrent pas : la tension se focalisa sur un paravent de séparation entre hommes et femmes qu'ils avaient apporté, ce qui entraîna rixes, bagarres, manifestations, descentes de police...

⁶⁹ Charles Spencer, dit Charles ou Charlie Chaplin. 1889-1977. Le titre américain est *The Great Dictator*.

⁷⁰ Qui, hélas, resservira pour le Mondial de football de 2006.

fascisme a un ami, il marche avec cet ami, jusqu'au bout. » Pendant les semaines qui suivirent, Mussolini et Ciano, qui est pris d'une véritable frénésie germanophile, agitèrent les projets les plus démentiels : guerre préventive contre l'URSS, concession de territoires africains à l'Allemagne, bombardement par surprise de la flotte britannique de la Méditerranée, etc. C'est dans ce contexte pichrocolesque que **l'Italie donna le 6 novembre 1937 son adhésion au Pacte anti-Komintern** signé un an plus tôt par l'Allemagne et le Japon (voir plus haut).

□ À partir de novembre 1937, Mussolini renonça à défendre l'Autriche et orienta les intérêts politiques italiens vers la Méditerranée et l'Afrique. Mussolini se résignait à l'inévitable et il le laissa entendre à Hitler.

□ À défaut de pouvoir satisfaire dans l'immédiat ses ambitions méditerranéennes et africaines, Mussolini rechercha au début de 1939 une compensation capable de lui redonner l'apparence de l'initiative et de l'indépendance. Il décida avec Ciano de transformer le semi-protectorat exercé en Albanie par les Italiens en conquête pure et simple. Le démembrement de la Tchécoslovaquie lui en donne l'occasion, vexante puisqu'une nouvelle fois il n'a pas été prévenu. Mussolini voulut donc faire aussi son propre coup de force et le 7 avril 1939 il mit la main, sans rencontrer de résistance, sur l'Albanie, dont le roi, Zog Ier (voir plus haut), s'enfuit. Le protectorat italien fut jugé insuffisant par Mussolini : la couronne de ce petit royaume, qui attirait depuis longtemps les capitaux et les ressortissants italiens, fut « offerte » au roi d'Italie.

□ À partir du mois de mars 1939, une véritable course aux alliances opposa Berlin aux capitales occidentales. La France et l'Angleterre, dont les populations s'habituèrent à considérer la guerre comme inévitable, multiplièrent les garanties destinées à protéger les États les plus menacés par l'expansion allemande ou italienne : la Roumanie — qui s'était vu imposer un traité de commerce draconien le 23 mars 1939 par l'Allemagne — et la Grèce furent « garanties » par la France et la GB. Mais la Turquie n'accepta de signer un traité d'alliance que lorsque la France lui eut rétrocédé le *sandjak* (district) d'Alexandrette au nord de la Syrie (23 juin 1939)⁷¹. Le traité est un pacte à trois, Grande-Bretagne, France et Turquie (19 octobre 1939), sans effet jusqu'en février 1945 !

⁷¹ (voir plus haut) Intégré à la République syrienne (voir plus haut) dont l'indépendance avait été prévue par les accords Viénot de 1936, le *Sandjak* était doté d'un statut qui garantissait les droits, notamment linguistiques, de la minorité turque. Pourtant, et bien qu'ayant renoncé à ce territoire par le traité de Lausanne de 1923 (voir plus haut), la Turquie y entretient une agitation irrédentiste. La France en appelle alors à la SDN, dont l'arbitrage recommande, en 1937, l'autonomie du *Sandjak* et la concession de droits spéciaux à la Turquie dans le port d'Alexandrette (Iskanderun). Un statut négocié avec Ankara démilitarise le territoire et prévoit l'élection d'une chambre, mais la Turquie conteste le scrutin et procède à l'annexion du territoire (appelé en turc le Hatay) le 23 juin 1939.

□ Entre-temps les Turcs avaient demandé en avril 1936 la révision de la convention des Détroits du traité de Lausanne. En juillet (convention de Montreux), modification : la Turquie pourra remilitariser les Détroits et en assurer seule la surveillance, mais les pays riverains pourront faire passer leurs navires de commerce et de guerre, sauf en cas de guerre. Une forme de « renationalisation » au profit d'un pays enfin reconnue égal aux « grandes puissances ».

□ Mussolini sait que l'armée italienne n'est pas prête, que l'Albanie et l'Éthiopie ne sont pas pacifiées et que l'opinion publique italienne se méfie d'une guerre aux côtés de l'Allemagne. Hitler parvient cependant à le persuader de signer un traité d'alliance militaire ⁷². Mussolini, de plus en plus attiré par l'Allemagne, accepte de signer, le 22 mai 1939, le « Pacte d'Acier », alliance *offensive* entre l'Italie et l'Allemagne que les nazis avaient préparée seuls. En cas d'entrée en guerre d'une des parties, l'allié interviendra immédiatement : l'Italie est de plus en plus dans le sillage de l'Allemagne nazie, qui a d'ailleurs préparé seule le projet d'accord. L'article 3 précise : « Si, malgré les désirs et les espoirs des parties contractantes, il devait arriver que l'une d'elles se trouvât impliquée dans des complications guerrières avec une ou plusieurs puissances, l'autre partie contractante se placera immédiatement comme alliée à ses côtés et la soutiendrait avec toutes ses forces militaires. » Les Italiens ne pouvaient qu'être entraînés dans la guerre !

□ Bien que Ciano l'incitât à poursuivre une politique de semi-neutralité, le Duce s'était finalement décidé à cet accord : engagé dans une expansion méditerranéenne qui l'opposait aux démocraties occidentales, il éprouvait la nécessité d'être épaulé par le Reich, mais il estimait aussi le moment venu de « se joindre au gagnant ». Le Pacte d'Acier risque **toutefois de placer l'Italie à la merci des initiatives allemandes** : Mussolini avait donc tenu à préciser qu'il ne pourrait participer à un conflit avant 1943. Il voulait en effet éblouir le monde par une Exposition universelle à Rome en 1942 pour les vingt ans de l'ère fasciste (cf. le quartier de l'E.U.R.), et il savait d'autre part que l'Italie n'était absolument pas prête. Peu importait à Hitler, qui comptait bien mettre son partenaire devant le fait accompli et qui signera avec ses deux compères en impérialisme le Pacte tripartite le 27 septembre 1940 (voir plus loin).

□ Lorsque Ciano vient en Allemagne, du 11 au 13 août 1939, il apprend avec stupeur que l'attaque contre la Pologne est imminente. Mussolini pose alors des conditions à son entrée en guerre : la fourniture par l'Allemagne d'une liste impressionnante de matières premières (7 millions de tonnes de pétrole, 6 millions de tonnes de charbon) et de matériel de guerre (150 batteries de D.C.A.), ce qui amène Hitler, qui ne peut les fournir, à accepter,

⁷² « On ne mobilise pas impunément un peuple pendant des lustres sur le thème de la *place au soleil* et de la dignité à conquérir par les armes sans se sentir obligé de mettre en harmonie les propos et les actes, à l'heure où ce sont les imitateurs germaniques du fascisme qui affrontent sur les champs de bataille les *nantis* de l'Europe » (P.Milza).

malgré le Pacte d'acier, le principe de la neutralité italienne. C'est le dernier succès italien...

V. LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET LA MEDITERRANEE

Intro. : C.-L., pp. 416-419 ; Nouschi, pp. 147-162

1°) « Bataille de la Méditerranée » et autour de la Méditerranée

a) Les opérations en mer, en Afrique du Nord et en Irak

Danger potentiel représenté par la flotte française. Le 3 juillet 1940, une escadre anglaise mit en demeure, par un ultimatum, une partie de la flotte française, réfugiée dans la base navale toute récente (1937) de Mers el-Kébir, en Algérie, de gagner l'Angleterre. Lire **le message de l'amiral Sommerville à l'amiral Gensoul** dans le Nouschi, p. 163. Sur le refus français, l'amiral anglais Somerville fit ouvrir le feu sur les bateaux français mouillés dans la rade. Plusieurs bâtiments furent coulés, d'autres furent endommagés, 1 200 marins français payèrent de leur vie la brusquerie de l'attitude anglaise, qu'un minimum de clairvoyance eut permis d'éviter. Cette panique gouvernementale anglaise eut de graves conséquences sur les rapports franco-anglais.

Le même jour, les navires français réfugiés à Plymouth (Angleterre) furent saisis et ceux qui étaient à Alexandrie (Égypte) furent immobilisés (cf. Honoré d'Estienne d'Orves). Le 8 juillet, le Richelieu, orgueil de la flotte française, fut attaqué à Dakar et endommagé. C'était la rupture totale entre Londres et la France de Vichy, c'était aussi offrir à la propagande de celle-ci un thème salvateur, simple et vengeur, qui allait beaucoup servir.

En Méditerranée la situation fut très préoccupante pour les Britanniques, sous plusieurs formes. C'est que « au-delà du caractère extrêmement vague des objectifs militaires de l'Italie, on discerne cependant que pour elle, le théâtre d'opérations fondamental est la Méditerranée et le continent africain, zones qui sont, en 1940, sans intérêt réel pour l'Allemagne. »⁷³ Toutefois l'Italie, si son importante marine de guerre a été méthodiquement modernisée, ne peut que connaître de grosses difficultés économiques ; elle a d'importantes faiblesses quant à son armée de terre et son aviation ; son haut commandement ne croit nullement à la victoire.

À la fin de 1940, une offensive britannique partie d'Égypte repoussa les Italiens jusqu'au centre de la Libye, mais, en avril 1941, l'arrivée dans ce territoire italien d'un corps allemand spécialement formé et entraîné, l'*Afrika Korps*, commandé par le général Erwin Rommel, permit aux Germano-Italiens de repousser les troupes du Commonwealth jusqu'à la frontière égyptienne.

En Irak, Rachid Ali organisa une révolte contre les Britanniques. Sur ordre de Vichy, il reçut des armes des autorités françaises de Syrie ; par les Protocoles de Paris (28

⁷³ S.Berstein & P.Milza, *L'Italie contemporaine, du Risorgimento à la chute du fascisme*, Coll. U, 1995, 367 p., p. 336.

mai 1941), les aérodromes du mandat français de Syrie furent mis à la disposition des Allemands soutenant l'Irak. Cette révolte fut maîtrisée à la fin de mai 1941. Les Anglais **décidèrent alors d'éliminer, avec l'aide des Français libres**, les forces vichystes du Levant. Celles-ci, commandées par le général Dentz, résistèrent du 8 juin au 13 juillet, date à laquelle fut signé l'armistice de Saint-Jean-d'Acre.

Les Britanniques eurent de la peine à reprendre la maîtrise navale de la Méditerranée aux Italiens. Ils bombardèrent Tarente (novembre 1940) et Gênes (février 1941), remportèrent une victoire navale au cap Matapan (28 mars 1941). Mais par la suite l'intervention massive des bombardiers stukas allemands rendit impossible le franchissement du détroit de Sicile. Pour ravitailler leurs troupes d'Égypte et de Libye, les Britanniques durent utiliser la route du cap de Bonne Espérance !

Par contre, **l'ensemble de l'Afrique orientale italienne fut conquise par les Britanniques** en 1940 et en 1941. Les Italiens avaient d'abord attaqué, à la fois, le Soudan et la Somaliland, la contre-offensive britannique commençant au début de 1941. L'Éthiopie était libérée et Haïlé Sélassié fit son entrée à Addis-Abeba (mai 1941).

Mais **seule l'attaque allemande contre l'URSS, en élargissant les dimensions de** la guerre, allait permettre aux Britanniques de « souffler » et de préparer la lointaine contre-offensive décisive. L'Axe pouvait essayer de vaincre la Grande-Bretagne en frappant le Moyen-Orient et son pétrole par l'Afrique du Nord, la Libye, l'Égypte et le canal de Suez, ce qui supposait l'ébauche d'une coalition méditerranéenne et au moins la collaboration de l'Espagne.

b) Le Sud-Est européen

Après la bataille de France et l'armistice, l'Allemagne put reprendre la tradition de l'établissement de son hégémonie en Europe centrale et orientale. Elle obligea la Roumanie à céder la Dobroudja du sud à la Bulgarie ⁷⁴ et une moitié de la Transylvanie à la Hongrie (44 000 km² et 2 millions d'habitants, deuxième « arbitrage de Vienne », 30 août 1940 ⁷⁵). Le roi Carol de Roumanie abdiqua en faveur de son fils Michel et le pouvoir du maréchal Antonescu, proche du fascisme, grandit. Enfin, le 11 octobre, les Allemands envoyèrent des troupes en Roumanie sous prétexte de surveiller les puits de pétrole. Ils le firent aussi en Finlande, provoquant l'irritation de Staline.

Hitler rencontra Franco le 23 octobre 1940 à Hendaye. En mars 1939, l'Espagne avait adhéré au pacte anti-Komintern, mais elle est restée neutre en septembre 1939. Mais elle évolue ensuite de la neutralité à la « non-belligérance » (12 juin 1940). À la suite de l'écroulement militaire de la France, Franco veut profiter de la situation pour engranger des bénéfices : l'Espagne doit-elle entrer en guerre ? D'où sa déclaration de non-belligérance et

⁷⁴ Le roi de Bulgarie est issu d'une dynastie allemande et gendre du roi d'Italie.

⁷⁵ Pour le premier (2 novembre 1938), voir plus haut.

l'occupation le 14 juin 1940 par les troupes espagnoles de Tanger, ville au statut international mais sous administration française, véritable menace sur le protectorat français du Maroc. Fort prudent, conseillé par son beau-frère et ministre des Affaires étrangères Serrano Suñer, sensible à l'épuisement de l'Espagne à l'issue de la guerre civile et peu enclin à mécontenter la Grande-Bretagne ⁷⁶ et les États-Unis (voir plus haut), le dictateur espagnol tergiversa, posant des conditions exorbitantes à son intervention et provoquant l'échec du projet nazi. C'est à son retour d'Hendaye qu'Hitler rencontra, le 24, à Montoire Pétain, qui s'engagea, lui, sur la voie de la collaboration avec l'Allemagne.

L'Axe et le Pacte d'Acier furent renforcés par le Pacte tripartite (Berlin, 27 septembre 1940) liant Allemagne, Japon et Italie. L'alliance devait jouer dans le cas où l'un des partenaires serait attaqué par une puissance non encore engagée dans la guerre, mais aucune coordination des stratégies n'était prévue et on allait bientôt mesurer les conséquences de cette lacune.

Le deuxième intérêt de ce pacte suprême était de faire adhérer de nouveaux pays : Hongrie et Roumanie en novembre 1940, Bulgarie le 1er mars 1941 (des troupes allemandes y stationnèrent de surcroît).

Le régent de Yougoslavie, le prince Paul, donna même son adhésion le 25 mars, ce qui devait permettre d'attaquer la Grèce. Mais un coup de théâtre se produisit deux jours plus tard : le jeune roi Pierre **Il renvoya le régent et forma un gouvernement d'union nationale**, dirigé par Simovitch. L'échec était sérieux pour Hitler, qui décida d'envahir la Yougoslavie, pour dominer sans lacune l'Europe centrale et orientale, ce qui allait retarder **l'attaque contre l'URSS**.

c) Les conséquences des initiatives de Mussolini

Rencontrant Mussolini à Florence le 28, Hitler eut la désagréable surprise **d'apprendre le projet italien de lancer sa propre guerre éclair, c'est-à-dire d'attaquer la Grèce à partir de l'Albanie, l'offensive commençant le jour même**, avec une armée de 200 000 hommes, très mal préparés et armés. Après une pénétration du territoire grec, l'armée italienne en fut rejetée par la résistance de la population — c'était la première fois que cela se produisait dans le camp de l'Axe — et par une contre-offensive, qui réussit même à entrer en Albanie. Pour Mussolini, qui avait rêvé d'égaliser les succès nazis après sa médiocre participation à la campagne de France, c'était **le fiasco et l'humiliation** décisive : il dut solliciter l'aide de Hitler, que celui-ci promit pour le printemps.

Le coup d'État de Pierre II (voir plus haut) conduisit Hitler à préparer une expédition double, contre la Yougoslavie et la Grèce. Le 6 avril 1941, une importante armée allemande, évidemment pourvue de divisions blindées et de soutien aérien, attaqua.

⁷⁶ Dont l'ambassadeur était Samuel Hoare (voir plus haut), qui s'efforça de dissuader Franco d'entrer en guerre aux côtés des puissances de l'Axe.

La résistance de l'armée yougoslave cessa dès le 17, celle de l'armée grecque le 30, mais des troupes grecques furent évacuées vers l'Égypte avec les quelques troupes britanniques qui avaient été envoyées en Grèce. À la fin de mai 1941, des parachutistes allemands **s'emparèrent de la Crète** ⁷⁷. La Yougoslavie fut démantelée : une Serbie indépendante mais réduite, la Dalmatie concédée à l'Italie ⁷⁸, une partie du Banat à la Hongrie, la Croatie (Hrvatska) et le Monténégro indépendants de la Serbie. C'était parachever la domination **allemande sur l'Europe centrale et orientale**, mais aussi retarder l'attaque éventuelle de l'URSS.

□ Les **pays du Sud de l'Europe dans la guerre contre l'URSS** : 37 divisions alliées (finlandaises, roumaines, italiennes... et même une division de volontaires espagnols)

2°) Les pays méditerranéens dans l' « Europe nouvelle » des nazis

a) Les pays alliés et d'administration indirecte

Ils conservent une façade plus ou moins fictive d'autonomie nationale. C'est la seule catégorie pour l'Europe méditerranéenne (pas de pays d'administration civile directe, pas de zones administrées par la Wehrmacht).

□ L'Italie

Elle a annexé la Slovénie du Sud et une partie de la Dalmatie, elle « protège » le Monténégro. Elle occupe la Grèce. Elle devient un allié de plus en plus inférieur, contrairement à son passé de pays à la tête d'une « Internationale fasciste » et doté d'un impérialisme danubien. Cette dégradation est le résultat d'échecs lamentables, elle conduit à une subordination de plus en plus accentuée, qui l'oblige rapidement non seulement à envoyer des troupes contre l'URSS mais également à envoyer des travailleurs civils en Allemagne. Toutefois, contrairement à une certaine légende, **l'occupation italienne, en Grèce et en Slovénie, en Dalmatie, est dure, brutale et parfois sanglante** : comme pour l'Allemagne, il existe un « quatrième fascisme », avec ses massacres et ses théoriciens, comme le général Graziani. D'ailleurs dans les projets italiens, les occupations territoriales en Europe avaient eu une place centrale et distincte des colonies africaines. Leur but était idéologique : créer une nouvelle « civilisation » européenne, une « communauté impériale » européenne, au nord de la Méditerranée, des Alpes maritimes à la Dalmatie,

⁷⁷ La Crète faisait partie de la Grèce depuis 1913.

⁷⁸ Pavelitch (voir plus haut) doit céder la Dalmatie à Mussolini, car c'était une revendication italienne depuis 1915.

du Valais à la Grèce en passant par l'Albanie, et certains fascistes italiens incluaient la Hongrie !⁷⁹

□ La « zone libre » de France

Elle est le deuxième cas (toutefois Vichy n'alla jamais jusqu'à l'alliance). L'erreur initiale et fondamentale sur la nature et la durée de la guerre, et donc de l'occupation, est à l'origine de la position adoptée par Pétain et de sa politique : les espoirs sont placés, non dans un simple armistice mais dans la paix future, négociée avec un vainqueur reconnu comme tel et pour longtemps, d'où la recherche rapide de ce qui fut Montoire et ses suites, ce que montrent bien les archives françaises et allemandes. Mais cette erreur elle-même s'explique aussi par les conceptions politiques globales du Maréchal et de son entourage de juin 1940. La recherche de la collaboration et la réforme intérieure de l'État et de la société vont de pair dans l'esprit de Pétain et des dirigeants de Vichy.

L'armistice s'avère très vite un piège, dès lors qu'il cesse, comme l'avaient cru par erreur en juin 1940 ses signataires français, d'être provisoire. D'autre part, à l'automne 1940, sortir de l'armistice pour entrer dans la collaboration s'impose aux yeux des dirigeants français comme le seul moyen de préserver l'unité de la France et les intérêts français, dans le cadre de ce nouvel ordre européen auquel ils adhèrent explicitement parce qu'ils le croient irréversible.

Cette stratégie — naïve — est bien davantage utile aux nazis que l'attitude d'un Quisling, d'autant plus que les Allemands n'ont nullement envie d'une collaboration totale, à long terme, avec les Français, qu'ils méprisent. Par contre, à court terme, les offres de Pétain répondent exactement aux vœux de Hitler et servent les intérêts allemands.

□ Deux pays « méditerranéens » deviennent de plus en plus des satellites : la Roumanie et la Bulgarie :

Chez eux éclatent des conflits entre pro-allemands et pro-nazis (cf. en Roumanie la Garde de fer...).

En Roumanie, les germanophiles l'avaient emporté sur les anglophiles en 1940 et, dès 1940, le roi Carol accepta la présence permanente sur son sol de troupes allemandes (voir plus haut) et la Roumanie fut obligée de céder à la Hongrie la Transylvanie et à la Bulgarie un petit territoire. Les manifestations violentes des fascistes (la Garde de Fer, dirigée par Horia Sima) y furent précoces. En septembre 1940, le général Ion Antonescu (nationaliste conservateur) présida le gouvernement, avec le titre de Conducator de l'État, le roi démissionnant et partant en exil. Antonescu établit un régime militaire autoritaire, contre la Garde de Fer (très impopulaire), lâchée par l'Allemagne, qui toutefois la conserve comme moyen de pression. La Roumanie s'associa d'emblée et avec enthousiasme à l'attaque de

⁷⁹ D'après D.Rodogno, « Le nouvel ordre fasciste en Méditerranée, 1940-1943 : présupposés idéologiques, visions et velléités », *Vingtime Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 138-155.

l'URSS, espérant annexer des territoires. La Roumanie d'Antonescu eut aussi une politique antisémite.

En Bulgarie, le roi Boris III avait patronné dans les années trente une dictature réactionnaire appuyée sur les forces traditionalistes : des troupes allemandes y stationnèrent, elle signa une alliance avec le Reich et participa à la campagne allemande contre la Yougoslavie et la Grèce. Elle y gagna la Macédoine et la Thrace, prises à la Grèce, mais se refusera jusqu'au bout à attaquer l'URSS en raison de la profonde russophilie du pays, slave depuis longtemps.

□ La Croatie (Hrvatska)

Elle bénéficia du démembrement de la Yougoslavie. Ante Pavélitch (« chef », Poglavnik) et ses Oustachi (voir plus haut) furent le seul cas de promotion au pouvoir d'un mouvement fasciste par leurs alliés et protecteurs de l'Axe, ici bien plus l'Italie fasciste que l'Allemagne nazie (le mouvement Oustacha avait été fondé en 1931 en Italie). Le pays était théoriquement sous tutelle italienne : le duc de Spolète (fils du roi d'Italie) était destiné à régner sur ce territoire, agrandi de la Bosnie et de l'Herzégovine.

La Croatie fut concrètement un État oustacha essentiellement terroriste, massacrant les Serbes, convertissant par la force au catholicisme (ce qui était cautionné par le Vatican), et aux outrances sanglantes telles qu'il provoqua des réactions allemandes (car il accroissait la vigueur de la résistance).

□ Le sort de la Serbie

Il ressembla à celui de la « zone libre » française.

Le roi Pierre et son gouvernement ayant fui en exil, le pays fut dirigé par le général Milan Neditch, un ultra-nationaliste, mais pas un fasciste. Un « Pétain serbe » ? Mais il s'agissait d'un gouvernement mis en place par les Allemands, confronté d'emblée à une résistance farouche, en définitive plutôt d'un gouvernement fantoche, traité d'emblée en simple subalterne.

□ Le Monténégro voisin fut dirigé par des fascistes locaux.

□ La Grèce

Le général Metaxas était mort en janvier 1941 et le roi parti en exil quelques mois après (voir plus haut).

La Grèce fut soumise à une double occupation, allemande et italienne. Elle fut dirigée par un cabinet collaborateur d'officiers supérieurs, prolongeant la dictature de Metaxas : l'« État grec ». Création d'un appareil policier d'État (les « bataillons de sécurité »).

Le gouvernement grec en exil, au Caire, fut le premier pays avec la GB à recevoir la manne de la loi du prêt-bail.

b) La Résistance grecque

Les combats clandestins avaient commencé très tôt, contre la dictature du général Metaxas, dès 1936. Le nom de *résistance* leur avait d'ailleurs été appliqué pour la première fois en Europe. Il redoublèrent contre les Italiens attaquant depuis l'Albanie.

Le gouvernement — dictatorial — du roi Georges II s'était réfugié au Caire en 1941, il était dirigé par Tsouderos et détesté par la grande majorité de la population. Les mouvements de résistance furent donc républicains, mais farouchement rivaux, avec des heurts armés entre les différents mouvements de résistance : l'E.A.M.-E.L.A.S., coalition démocratique dans laquelle les communistes, bien que minoritaires au départ, jouèrent le rôle principal (E.A.M. = Front national de Libération ; E.L.A.S. = son organisation militaire, l'Armée populaire de Libération nationale) ; l'E.D.E.S. du général Zervas (= Armée démocratique nationale grecque), beaucoup moins importante ; l'E.K.K.A. du colonel Psaros, Ligue nationale sociale de Libération, beaucoup moins importante aussi.

Le soutien logistique fut accordé à tous par les Britanniques, mais dans les régions libérées, l'E.A.M. installa une administration et elle procéda à des réformes sociales. La résistance grecque fut la plus divisée d'Europe, mais, à la différence de la Yougoslavie, les communistes ne réussirent pas à établir leur hégémonie.

c) Pie XII face à la Seconde Guerre mondiale

Quand Pie XI (Achille Ratti) meurt le 10 février 1939, le cardinal Pacelli lui succède sous le nom de Pie XII. Au lendemain de son élection, devant les cardinaux réunis dans la chapelle Sixtine, il lance un appel en faveur de la paix. Pacelli était un prélat diplomate, qui avait été nonce à Munich et Berlin, puis secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères). Il croit en les vertus de la diplomatie.

Le 3 mai 1939, en pleine crise internationale, Pie XII lance **l'idée d'une conférence** des cinq puissances (Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne et Pologne). Les réponses sont aimables mais négatives. Le 23 août 1939 (nouvelle crise), il lance un nouvel appel à la paix. Il exerce une certaine influence sur le gouvernement italien, qui effectivement déclare l'Italie neutre en septembre 1939 (mais ce n'est pas la seule raison : voir plus haut).

N'ayant pas pu empêcher la guerre, **Pie XII s'efforce** de soutenir les quelques efforts de médiation, comme la tentative belge et néerlandaise du 7 novembre 1939 (voir plus haut), de maintenir l'Italie dans la non-belligérance (influence sur Ciano contre un Mussolini tenté de suivre Hitler, cf. l'entrevue du col du Brenner le 18 mars 1940, voir plus haut), d'où la lettre personnelle du pape à Mussolini le 24 avril (réponse évasive).

Dès le 10 mai 1940, **la France demande au pape de condamner l'agression** allemande sur la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. Pie XII adresse des « condoléances » aux trois souverains. Le 10 juin 1940 l'Italie entre en guerre ; le pape se

retranche alors dans une **attitude qu'il veut impartiale** et l'Italie respecte strictement les accords du Latran, notamment en matière de liberté d'expression du pape et d'immunité diplomatique. En conséquence, le Saint-Siège est remarquablement informé de tout ce qui se passe dans le monde.

Mais Pie XII demeure silencieux sur « tout », silence dû non à son ignorance mais à sa volonté de demeurer le « pasteur universel », cf. son fameux message du 10 septembre 1943 « La continuation de la guerre est-elle conforme aux intérêts nationaux et justifiable devant la conscience chrétienne et humaine ? ». Le contexte, général et particulier, rend ce message terriblement ambigu, sauf à comprendre qu'il ne vise que l'Italie, ce qui est faux, et serait de toute façon partial (ôtant à l'Italie la vocation de rejoindre les Alliés).

Pie XII a donc été au moins aussi maladroit que Benoît XV (voir plus haut) et le souvenir de ce silence devait terriblement peser sur l'image de Pie XII, jusqu'à sa mort (1958).

3°) **Les pays méditerranéens dans la phase de revers de l'Axe et de victoires alliées**

a) La guerre en Afrique du Nord

Depuis juin 1941, seule l'armée soviétique résistait aux Allemands en Europe continentale. Staline réclama tôt l'ouverture d'un « second front ». Mais les généraux alliés tinrent assez longtemps pour une stratégie de la concentration des moyens.

Débarquer en Afrique du Nord (française pour l'essentiel, cf. le Maroc espagnol, au Nord) — ce fut le « plan Torch », pour lequel Churchill convainquit Roosevelt — présentait plusieurs avantages. Cela permettrait d'empêcher le gouvernement de Vichy de la livrer, éventuellement, aux Allemands, de l'utiliser comme force d'appoint, de vaincre définitivement les armées allemandes et italiennes de Libye et de s'en servir comme base de départ pour des débarquements futurs, surtout en Italie.

□ Offensive et contre-offensive en Libye

En avril 1941, l'arrivée de l'Afrika Korps de Rommel avait permis aux Germano-Italiens de repousser les troupes du Commonwealth jusqu'à la frontière égyptienne (voir plus haut). Mais ses lignes de ravitaillement étaient très étirées et menacées en mer par l'aviation et la marine britanniques opérant depuis Malte et Gibraltar. En novembre-décembre 1941, une contre-offensive des Britanniques se saisit de la Cyrénaïque, tandis que le général Leclerc prit, avec une colonne française partie du Tchad, les oasis du Fezzan. **Mais, nouvel épisode, le 27 mai 1942, l'Afrika Korps repartit à l'attaque.**

Remarquons qu'en Libye lorsqu'une armée avait assuré sa supériorité logistique et matérielle son avance était rapide, mais l'allongement de ses lignes d'approvisionnement

l'empêchait d'exploiter à fond son succès : une contre-attaque de l'ennemi la repoussait à son tour ! Les Britanniques se replièrent en bon ordre, grâce à la résistance acharnée des Français à Bir-Hakeim, jusqu'à El Alamein, à 80 km d'Alexandrie.

Nouveau commandant en chef en Égypte, Bernard Montgomery lança le 23 octobre 1942 une contre-offensive — ce fut la dernière de cette guerre étrange — qui repoussa méthodiquement les Allemands et les Italiens vers l'Ouest. Un mois plus tard les Alliés débarquaient en Afrique du Nord, ce qui allait permettre à l'armée de Montgomery de **conquérir toute la Libye jusqu'à la frontière de la Tunisie**, non concernée par le débarquement.

□ Le débarquement au Maroc et en Algérie

Il se produisit le 8 novembre 1942, sous les ordres du général américain Dwight D. Eisenhower, qui supervisait le débarquement de 100 000 hommes, essentiellement américains.

Il eut, maladroitement et parfois dramatiquement, de lourdes implications en matière de politique française. En effet, pour rallier les Européens de l'Afrique française du Nord, les Américains firent venir secrètement de France métropolitaine le général Henri Giraud, évadé d'Allemagne en avril. D'autre part, par méfiance vis-à-vis de De Gaulle, Roosevelt tint à ce qu'il fût tenu dans l'ignorance du plan Torch, ce qui mettait hors jeu les Français libres d'Alger.

Sur l'ordre de Vichy et se souvenant de Mers el-Kébir, les troupes françaises ripostèrent, surtout au Maroc. Enfin, présent par hasard à Alger, l'amiral François Darlan⁸⁰ — ministre de Vichy et dauphin de Pétain — prit le parti de faire passer l'Afrique du Nord et, par la même occasion, l'A.O.F. dans le camp des Alliés.

Quant aux Allemands, ils ripostèrent au débarquement et à la rentrée de l'empire colonial français d'Afrique dans la guerre en occupant la zone libre du territoire français, le 11 novembre. L'indemnité d'occupation de 400 millions de francs, réduite à 300 millions en 1941 lorsque Vichy s'était efforcé de donner aux Allemands des gages de bonne volonté, fut portée maintenant à 500 millions (elle le sera à 700 millions après le débarquement de juin 1944). Le gouvernement de Vichy perdait **toute marge de manœuvre**. Les Italiens, qui n'occupaient que de petits territoires depuis 1940, eurent désormais comme **zone d'occupation tout le Sud-Est** de la France, jusqu'au Rhône et à Toulon. Cette occupation totale posait le problème de la flotte de guerre française, basée depuis 1940 à Toulon. Les Allemands essayèrent de s'en emparer par surprise, mais, plutôt que d'appareiller, elle imita la flotte allemande de 1919 à Scapa Flow en se sabordant, le 27 novembre 1942.

⁸⁰ 1881-1942.

L'imbroglia politico americano-français continua : Darlan fut assassiné le 24 décembre 1942 par un royaliste partisan de la France libre ⁸¹, les Américains choisirent Giraud pour lui succéder, continuant à tenir de Gaulle à l'écart.

□ La campagne de Tunisie

Le protectorat français de Tunisie avait été, avec prudence et maladresse, exclu de la zone du débarquement. Germano-Italiens de Libye et renforts venus d'Italie s'y établirent solidement, se protégeant facilement pendant tout l'hiver de l' « armée d'Afrique » française, mal équipée, et des Américains, inexpérimentés.

Les armées alliées n'attaquèrent qu'en avril 1943. Tunis et la base navale de Bizerte furent, après une résistance acharnée des Allemands (Rommel avait été rappelé en Europe), prises le 7 mai ; 5 jours plus tard, ce qui restait des troupes de l'Axe capitula, au cap Bon.

Au total, les Alliés avaient capturé 248 000 prisonniers. Il ne restait plus rien, ni de **l'empire colonial italien conquis difficilement depuis un demi-siècle**, ni des prétentions italiennes sur la Tunisie, vieilles de trois-quarts de siècle.

□ La formation du Comité français de Libération nationale (CFLN, 1943)

De Gaulle et Giraud incarnait tous deux en Afrique du Nord la France et sa participation à la guerre mondiale. Le premier tirait sa légitimité de lui-même depuis 1940 mais aussi et surtout du ralliement, progressif mais massif, de la Résistance intérieure ; le second n'était soutenu que par les Américains. Roosevelt et Churchill n'aboutirent, après de nombreuses tractations, à une réconciliation apparente qu'au printemps 1943.

Le 3 juin 1943 fut constitué un Comité français de Libération nationale (CFLN), à présidence bicéphale. Mais le 1er octobre, Giraud abandonna sa coprésidence, tout en conservant le commandement en chef des troupes, poste qu'il quitta, à la suite de nombreux différends avec de Gaulle, le 8 novembre.

Un an exactement après sa fondation, le CFLN fut transformé par de Gaulle en un Gouvernement provisoire de la République française (GPRF, 1er juin 1944), qui ne fut reconnu par les alliés que le 23 octobre 1944, après la libération de l'essentiel du territoire français.

Grâce à l'insistance de Churchill, la prochaine étape concerna non pas la France métropolitaine — la Corse fut libérée en septembre-octobre 1943 par des unités françaises — mais l'Italie.

b) Les débarquements en Italie et la capitulation italienne

▪ Le débarquement en Sicile et la destitution de Mussolini

L'Italie apparaissait depuis longtemps comme un satellite de l'Allemagne (voir plus haut). Elle n'était entrée en guerre qu'en juin 1940, n'était parvenue à mobiliser que

⁸¹ Les influences sur son geste n'ont jamais été éclaircies.

trois millions d'hommes, au total, soit nettement moins que pendant la Première Guerre mondiale (5,9 millions) ; elle participait à la guerre contre l'URSS, ses soldats y mourraient et y étaient faits prisonniers par centaines de milliers. De nombreux travailleurs civils étaient « exportés » en Allemagne. Ses colonies d'Afrique étaient toutes perdues. La présence des Alliés au sud de la Méditerranée la concernait directement. Ceux-ci convinrent en janvier 1943 de la mettre hors de combat, de manière à menacer l'Allemagne par le sud. Les Italiens étaient de plus en plus las d'une guerre déclenchée trop tôt pour l'Italie (voir plus haut), dirigée sans elle et dont l'échelle la dépassait. L'armée italienne apparaissait de plus en plus affaiblie et dotée d'un armement obsolète. La production baissait dans les usines de guerre, les prix montaient, les restrictions alimentaires étaient de plus en plus dures. L'Italie connut une véritable crise économique et sociale : des grèves éclatèrent, massives en mars 1943, avec 300 000 grévistes à Turin et Milan. Elle était de plus en plus hostile aux nazis et une rencontre entre Hitler et Mussolini, au début de mai 1943, avait montré les divergences profondes existant entre les deux dictateurs. Mussolini, incapable de renouveler le fascisme italien et de résoudre la crise italienne, ne voulait pas abandonner son allié, mais il s'efforça de sortir de l'impasse en plaidant la cause d'une paix séparée avec l'URSS. Hitler, considérant l'Italie fasciste comme sacrifiée, ne l'écouta pas. Les milieux conservateurs italiens songeaient de plus en plus à une solution de rechange, maintenant un régime autoritaire, sauvegardant le pouvoir du roi et écartant Mussolini.

Les Alliés, après la capitulation le 11 juin 1943 des troupes italiennes de l'îlot de Pantelleria qui protégeait la Sicile, débarquèrent dans la grande île le 10 juillet. Les services de renseignements américains (OSS ⁸², rôle d'Allen Dulles, futur chef de la CIA) avaient préparé l'opération en s'assurant la collaboration d'une des quatre branches de la Mafia, la Camorra... La résistance des troupes italiennes fut faible, la conquête de l'île facile, par la VIIe Armée américaine de Patton et la VIIIe armée britannique de Bernard Montgomery. La première prit Palerme le 22, la seconde Messine le 17 août. La population acclamait les Anglo-Américains. Mais les Allemands réussirent à retirer à travers le détroit de Messine la plus grande partie de leurs troupes de Sicile, les blindés et quantité d'équipements.

Bien plus importante que la fronde conservatrice, une opposition décisive était apparue au sein même du parti fasciste, menée par les *hiérarques*, Grandi, Ciano, Bottai et Federzoni. Mussolini les avait écarté pour la plupart du pouvoir, mais non du parti, en février, pour les remplacer par des fidèles. Rencontrant Hitler le 19 juillet, il se contenta de le laisser monologuer. Le même jour, les Alliés bombardèrent Rome pour la première fois. Le 24 juillet eut lieu une réunion du Grand Conseil fasciste, en vue d'examiner la situation. Un texte hostile à Mussolini fut voté par une forte majorité. Dès le lendemain, le roi Victor-Emmanuel III convoqua le Duce, fort peu méfiant, et lui annonça qu'il lui retirait la direction

⁸² L' *Office of Strategic Services* avait été créé après Pearl Harbor (seulement).

du gouvernement, pour la confier au maréchal Badoglio. Mussolini fut arrêté à sa sortie du palais royal ! Dans les jours qui suivirent, le parti et la milice furent dissous. Cette sorte de coup d'État, perpétré au milieu de l'indifférence de la population, montrait la volonté de l'entourage royal de se débarrasser du fascisme — mis délibérément au pouvoir 21 ans plus tôt — pour se blanchir aux yeux des Alliés.

L'Italie offre le cas le plus net de la tentation (et de la tentative...) du

désengagement. Le débarquement de Sicile (10 juillet 1943) provoqua un complot contre Mussolini au sein du parti. Le 24 juillet, Mussolini fut désavoué par la majorité des dignitaires du Grand Conseil fasciste et dépouillé de tout pouvoir d'État. Le lendemain, le roi lui enleva la direction du gouvernement, puis il le fit arrêter. Le nouveau gouvernement Badoglio dissolut le parti fasciste, mais ne dénonça pas l'alliance avec l'Allemagne, tout en négociant en secret avec les alliés. Le débarquement (difficile) de Salerne (8 septembre), sur le continent, provoqua la fuite de Piero Badoglio et du roi, et l'invasion de l'Italie par la Wehrmacht, mais Mussolini fut libéré par un commando allemand, construit une République sociale italienne, qui marque un retour au « premier Fascisme », tandis que les alliés installent un gouvernement militaire, l'AMGOT, et que se montre la puissance de la résistance italienne. Les Allemands refusent à Mussolini le droit de s'installer à Rome, ville ouverte : il faut se contenter de Saló, sur les bords du lac de Garde, dans le voisinage direct du Reich.

▪ L'armistice et le débarquement sur le continent

L'intention de Badoglio était de négocier un armistice avec les Alliés occidentaux, ce qui ne pouvait se faire que dans le plus grand secret, par l'intermédiaire, d'abord, du Saint-Siège. Officiellement, l'Italie continuait la guerre, mais Hitler réagit violemment et les **Allemands faisaient entrer en Italie du Nord des troupes, qui descendaient vers l'Italie centrale.**

Le 3 septembre seulement, le général Castellano vint en Sicile signer secrètement **l'armistice, qui était une simple capitulation de l'Italie.** L'armistice ne fut annoncé officiellement que le 8.

Le 9, les Américains (Ve armée) débarquaient dans le sud de l'Italie continentale, à Salerne et le 10 une division aéroportée britannique s'emparait de Tarente. Ils furent rejoints par les troupes anglaises venues de Sicile.

En dépit de la formule de la « reddition sans conditions » proclamée à la conférence d'Anfa-Casablanca en janvier 1943, et en échange de sa bonne volonté, **l'Italie obtenait le statut de cobelligérant contre l'Allemagne.** Elle allait surtout connaître la réalité d'un champ de bataille.

▪ La réaction allemande et les difficultés militaires alliées en Italie

Les **précautions des alliés n'empêchèrent pas la réaction de Hitler.** Elle avait été préparée, elle fut rapide et vigoureuse. Les armées allemandes — désormais plus de trente

divisions — affluèrent en Italie, s'emparèrent sans ménagement de Rome, d'où Victor-Emmanuel III et Badoglio ne s'échappèrent que difficilement. Six cent mille soldats italiens sont faits prisonniers par les Allemands et déportés en Allemagne ; sur divers théâtres d'opérations, en Grèce notamment, de nombreuses unités italiennes sont massacrées par les Allemands. Quant à Mussolini, prisonnier au Gran Sasso, dans les Abruzzes, il fut libéré le 12 septembre par une unité parachutiste SS, qui l'emmena avec elle. Sous la pression de Hitler, le Duce fonda trois jours plus tard en Italie du Nord, à Salò, une « République sociale italienne » qui renouait avec les origines du fascisme italien mais était étroitement contrôlée par les Allemands. En dépit des récriminations velléitaires de Mussolini, les Allemands procédèrent à une annexion de fait de la Vénétie julienne, y compris Trieste, du Haut-Adige et du Trentin, ils réquisitionnèrent et pillèrent en Italie du Nord comme dans n'importe quel pays occupé. Affaibli, découragé, Mussolini accepta la condamnation et l'exécution de ceux qui l'avaient rejeté le 24 juillet, notamment... son gendre Ciano.

Pour les Alliés, faute d'avoir saisi rapidement Rome par une opération aéroportée, il fallait livrer bataille aux Allemands en Italie, très au sud, pendant l'hiver, sur un front montagneux et étroit. Les Alliés entreprirent la lutte avec des forces volontairement assez réduites, mais cosmopolites : aux Américains et aux nationalités de l'empire britannique s'ajoutèrent les Français et les Maghrébins du Corps expéditionnaire français (CEF) du général Juin, des Polonais et des Brésiliens. La lutte devait durer plus d'un an, se prêtant aux railleries de la propagande allemande, avec des batailles locales et des luttes de positions rappelant la Première Guerre mondiale entre 1915 et 1918 : Mont Cassin et ligne Gustav, par exemple. Les Américains débarquèrent au sud de Rome, à Anzio, le 22 janvier 1944, mais la capitale, décrétée par les Allemands grâce au Vatican ville ouverte, ne fut prise que le 4 juin 1944, deux jours avant le débarquement de Normandie et deux semaines avant la prise de l'île d'Elbe par des troupes françaises.

Les Allemands devaient aussi compter avec une très active résistance italienne et ils perpétrèrent des massacres, comme celui des fosses Ardéatines le 24 mars 1944 à Rome. Une large offensive devait ensuite mener les Alliés jusqu'au nord de l'Apennin, le long de la « ligne gothique » construite juste au sud de la plaine padane par les Allemands, **qui, commandés par le général Kesselring, conservèrent la plaine du Pô jusqu'au printemps 1945.**

c) Le débarquement de Provence et la libération de l'essentiel du territoire français

Le 15 août 1944 eut lieu le second débarquement, sur les côtes de Provence. Il réussit beaucoup plus facilement que le premier : en quelques jours une solide tête de pont était constituée.

Les Américains et la « Première Armée française » du général de Lattre de **Tassigny, composée en majorité de Maghrébins et d'Africains subsahariens**, prirent Marseille (23 août), remontèrent la vallée du Rhône, atteignirent Lyon (2 septembre) et Dijon (11 septembre) et firent leur jonction en Bourgogne avec les armées venues de Normandie.

d) La victoire alliée en Italie (1945)

Les partisans **d'Italie** se lancèrent le 25 avril dans une « insurrection générale » commandée par un général italien et qui accompagna l'ultime offensive anglo-américaine en Italie du Nord. En fuite, Mussolini avait été exécuté par des résistants italiens, près du lac de Côme, le 28 avril. Le lendemain l'acte de capitulation des forces allemandes d'Italie fut signé, à Caserte.

À la Libération, en France et en Italie, l'« esprit de la Résistance » est face aux réalités : dans le domaine économique et social, c'est l'heure des réformes, non de la révolution. Les réformes de structures furent souvent en retrait par rapport à **l'espoir de *Risorgimento*** manifesté pendant la guerre. La IVe République française ressemble beaucoup à la IIIe, mais l'Italie *devient* une République (2 juin 1946), après l'abdication de Victor-Emmanuel III (9 mai 1946) ; une désillusion très rapide se manifeste, dès 1945. Dans *Nous nous sommes tant aimés*, film d'Ettore Scola (1974), restauré et distribué à nouveau en 2004, l'un des personnages dit : « Nous voulions changer le monde, mais c'est le monde qui nous a changés », un autre : « Notre avenir est derrière nous et nous ne nous en sommes pas aperçus. »

e) En Yougoslavie et en Grèce, n'a-t-on pas la révolution *dans* la Résistance ⁸³ ?

Les gouvernements locaux du temps de guerre n'avaient qu'un fantôme de pouvoir, le gouvernement en exil et les souverains beaucoup moins d'autorité morale que ceux des Pays-Bas ou de Norvège, le mouvement communiste de Résistance espérait l'emporter sur les autres dès le temps de la Résistance ; il n'y avait d'ailleurs pas de tradition démocratique, ni de tradition réformiste au sein des classes populaires.

Les deux évolutions sont différentes. Dans le cas yougoslave, la révolution réussit. Les conditions — ampleur de la lutte contre l'occupant, atrocité et énormité des pertes (10 % de la population) — s'y prêtaient. Le mouvement de Tito (Josip Broz, secrétaire général du PC yougoslave, qui avait une vieille habitude de la clandestinité), le Mouvement de Libération nationale, promit l'établissement d'un État fédéral. Le mouvement *tchetnik* du colonel Draga Mihaïlovitch (serbe, essentiellement), monarchiste et anticommuniste, d'abord soutenu par la Grande-Bretagne, en liaison avec le gouvernement du roi Pierre II réfugié à Londres, était attentiste, car il pensait qu'une guérilla serait

⁸³ Cf. « De la Résistance à la révolution » (Camus)

inefficace et qu'il fallait se préparer pour le jour où la victoire alliée serait proche ; certains collaborèrent même avec le gouvernement fantoche installé par les Allemands ! Se rendant compte de l'efficacité du MLN dans la lutte, les Britanniques s'efforcèrent d'obtenir un accord entre Pierre II et Tito, en vain. Par souci d'efficacité militaire et parce que Churchill rêvait d'une vaste opération dans le « ventre mou » de l'Europe et savait que Staline ne jouait pas la carte de Tito contre la monarchie, la Grande-Bretagne fut à l'origine d'une décision d'une importance capitale pour le sort de la Yougoslavie : elle cessa progressivement de soutenir Mihaïlovitch et accorda son appui à Tito (fin 1943), rompant même totalement avec Mihaïlovitch. Les partisans de Tito libérèrent presque totalement leur pays, y compris Belgrade (libérée le 20 octobre 1944), et mirent en place les structures politiques de la nouvelle Yougoslavie : la Yougoslavie sera socialiste. La République populaire fédérale de Yougoslavie est proclamée en novembre 1945 par le Front populaire, dont le noyau est le PC, et qui vient d'obtenir 90 % des voix aux élections. Mais les dirigeants yougoslaves, groupés autour de Tito, tiennent à préserver la Ligue des communistes (nationale) et à créer le socialisme sans tomber sous la tutelle de l'URSS.

Dans le cas grec, la révolution échoue, malgré le désir général de retour à la démocratie, mais **grâce à l'accord de Moscou** entre Churchill et Staline (9-18 octobre 1944), qui donnait les mains libres à la Grande-Bretagne en Grèce. Churchill resta **jusqu'au bout fidèle à une géopolitique visant à contrer les Soviétiques en Europe**. Cela consista à vouloir débarquer dans le Sud-Est européen, puis à souhaiter prolonger l'offensive en Italie par une autre vers Vienne, enfin à désirer aller, sur le territoire allemand, le plus loin possible vers l'est. On a vu qu'il échoua à persuader les Américains, ce qui mesurait l'affaiblissement de la puissance britannique depuis l'avant-guerre. Cela consista aussi à négocier (9-18 octobre 1944) avec Staline — Churchill fit lui-même le voyage de Moscou — un véritable accord de partage des influences, avec des pourcentages, sur les pays d'Europe orientale. L'URSS aurait 90 % de l'influence sur la Roumanie, 75 % sur la Bulgarie, mais 10 % seulement sur la Grèce, placée dans la sphère britannique. Par contre, le partage entre l'Union soviétique et « les autres » était 50/50 sur la Yougoslavie et la Hongrie. Cet accord, dont on trouve il y a peu les traces écrites (au crayon bleu) précises, sur de méchants bouts de papier, est à cet égard beaucoup plus important que celui de Yalta, qui est tout sauf le « partage du monde », pour reprendre un titre fameux mais désastreux.

Comme la direction du PC grec est très liée à Moscou, elle conclut un compromis avec la Grande-Bretagne : l'E.A.M. ne sera qu'une composante du gouvernement provisoire ; l'E.L.A.S. passe sous commandement allié ; des troupes « britanniques » — surtout des Indiens — débarquent en Grèce. Elles ne combattent pas les Allemands, qui se retirent prudemment et tranquillement, mais occupent le terrain (octobre-novembre 1944), Athènes (partiellement) surtout, de façon à empêcher les communistes de prendre le

pouvoir ! **L'E.L.A.S. est contraint d'évacuer complètement** Athènes au début de janvier 1945, après avoir procédé à une « épuration » (des anciens collaborateurs ou supposés tels) très sommaire, ce qui retourne l'opinion contre lui. Les Britanniques mettent en place un régent, Mgr Damaskinos, qui prépare la restauration de la monarchie (roi Georges II, jusqu'en 1947 ⁸⁴) et ils opèrent une liquidation *manu militari* de la résistance communiste, sans protestation du Kremlin ⁸⁵ ; par obéissance à Moscou, l'E.A.M. accepte en février 1945 la dissolution de l'E.L.A.S. et la remise de toutes les armes, alors qu'il contrôle tout le pays sauf Athènes, depuis la retraite allemande. Cette liquidation et cette **soumission préparent l'atroce guerre civile grecque** (1945-1949).

f) Grands traits des conséquences de la Deuxième Guerre mondiale

□ Les modifications territoriales. Des rectifications eurent lieu au détriment de **l'Italie**, qui céda une partie de l'Istrie à la Yougoslavie. La question de Trieste, revendiqué par les deux pays, envenima longtemps les rapports italo-yougoslaves et ne fut réglée, par un compromis, qu'en 1954. L'Italie céda aussi le Dodécannèse (Rhodes) à la Grèce. Hors d'Europe, **l'Italie** perdit toutes ses colonies. L'Éthiopie retrouva son indépendance et acquit l'Érythrée, ce qui lui donnait un débouché sur la mer Rouge. Somalie et Libye furent occupées par des troupes anglaises et accédèrent quelques années plus tard à l'indépendance. La Roumanie donna la Bessarabie à l'URSS, mais récupéra la Transylvanie perdue par la Hongrie vaincue. La Bulgarie perdit son débouché sur la mer Égée.

□ La fin des régimes vaincus. La fin de la Seconde Guerre mondiale provoqua la chute du Fascisme, le retrait (prévisible) de la monarchie italienne, toutefois subsistent Franco et Salazar (mais sont-ils fascistes ?) ⁸⁶.

□ Les pays d'Europe méridionale et orientale sont en 1945 les plus touchés. La Pologne a perdu 6 millions de morts, soit 13,6 % de la population de 1939, la Yougoslavie 10,5 %, **l'URSS** enregistre 21 millions de morts, 9 %, avec une majorité de civils, la Grèce 6,8 %.

⁸⁴ Il a refusé de rentrer avant qu'un plébiscite ratifie le retour de la monarchie. Il mourut quelques semaines après son retour. Successeur : Paul Ier, 1947-1964.

⁸⁵ De plus, en décembre 1944, a eu lieu l'insurrection des troupes grecques du Caire, favorables à l'E.L.A.S., car leurs officiers ne cachent pas leur désir de retourner à une monarchie « forte », cette insurrection est réprimée par les Britanniques.

⁸⁶ Antonio de Oliveira Salazar, 1889-1970, longtemps président du conseil du Portugal sans en être chef d'État. Son collaborateur principal est Marcello Caetano, qui lui succéda en 1968. Il fut le seul, avec l'Irlandais De Valera, à adresser ses condoléances au grand amiral Doenitz après la mort de Hitler...

VI. LA MÉDITERRANÉE DANS LA GUERRE FROIDE (1945-1956)

1°) De nouvelles conditions

a) Le rôle de l'ONU

L'ONU favorisa l'indépendance de la Syrie et du Liban, territoires sous tutelle (1947), intervint en 1949 pour l'indépendance de l'Indonésie, et, quelques années plus tard, fixa le sort des anciennes colonies italiennes : l'indépendance de la Libye fut proclamée le 24 décembre 1951 et celle de l'Éthiopie, fédérée avec l'Érythrée, l'année suivante. (voir plus loin). Elle n'hésita pas à réclamer des « renseignements » aux puissances occidentales. Plus tard, elle mettra à l'ordre du jour (1952) les affaires marocaine et tunisienne et réclamera l'indépendance de tous les peuples colonisés (1960).

Lorsque se posa le problème de la **place de l'Espagne** franquiste dans la communauté internationale (cf. son attitude de tergiversation dans la neutralité 1943-1945), l'ONU fut incapable de décider les sanctions demandées par la Pologne : elle se contenta de recommander aux pays membres de ne pas entretenir de relations diplomatiques avec le régime de Franco, « mesure » levée dès 1950 !⁸⁷ Dès 1952 l'Espagne entra à l'UNESCO, en raison de son patrimoine culturel. Voir aussi le C.-L., pp. 435-436.

b) La Conférence de la Paix et les traités de 1947

La Conférence de la Paix se tint à Paris du 29 juillet au 15 octobre 1946, et le 10 février 1947 des traités de paix furent signés avec cinq états européens, Italie (où la République venait de succéder à la monarchie, en juin), Finlande, Hongrie, Roumanie et Bulgarie (ratification terminée le 15 septembre). La rareté des voitures individuelles et des taxis força le gouvernement français à mettre des... autobus à la disposition des délégations, sans doute les mêmes que ceux qui avaient servi lors de la rafle du Vel' d'hiv'... **L'Italie** perd des territoires au profit de la France (la bordure de la frontière des Alpes -

⁸⁷ L'après-guerre est plein de désillusions pour Madrid, qui doit faire face à l'hostilité totale de l'URSS et à la méfiance des États-Unis, qui l'accusent de fascisme. Elle n'est d'ailleurs pas invitée à San Francisco pour la création de l'ONU. Seule la Guerre froide va permettre à Franco de se rapprocher des Américains et de ses voisins. Alors que de Gaulle et le CFLN avaient eu une attitude fort compréhensive vis-à-vis de l'Espagne franquiste, la France post-gaullienne prend l'initiative d'une offensive diplomatique contre Madrid. La frontière est fermée le 1^{er} mars 1946, sans pour autant rompre les relations diplomatiques et sans faire quoi que ce soit pour déstabiliser le régime du *caudillo* (malgré les demandes des exilés). La France ne renouera ses relations, d'ailleurs sans chaleur, qu'au début de la Guerre froide, en février-mars 1948 (le 10 février pour les voyageurs et le 1^{er} mars 1948 pour les marchandises). À noter que des maquis antifranquistes existeront en Espagne jusque dans les années 50.

Maritimes avec Tende, La Brigue, etc., des crêtes et cols frontières situés plus au nord), de la Grèce (Rhodes, possédée depuis 1912, par exemple). L'Italie cède à la Yougoslavie ses enclaves en Dalmatie (Zara surtout, voir plus haut). Trieste devient un territoire « libre », mais coupé en deux (occupation interalliée à l'Ouest, dans la zone A, yougoslave à l'Est, dans la zone B). Il y aura partage selon ces zones en 1954 (voir plus loin). L'Italie garde le Haut-Adige, en concédant un statut spécial à la majorité germanophone ⁸⁸. L'ancienne puissance fasciste, inventeur de l'Axe Rome-Berlin, satellite de l'Allemagne est manifestement très ménagée ⁸⁹. Pour deux raisons : sa situation stratégique, en Méditerranée et sur le rideau de fer, symbolisé par la ligne qui coupe le territoire de Trieste, et la renonciation de la « sœur latine », la France, à son attitude première, franchement hostile : il s'agissait de faire payer le « coup de poignard » de 1940, de maintenir l'Italie dans son statut de vaincue responsable de son sort. La France abandonne tôt la chimère de l'annexion du Val d'Aoste ⁹⁰ et choisit de nouer des rapports amicaux avec l'Italie : accord commercial de février 1946, priorité à la main-d'œuvre italienne pour satisfaire les pressants besoins français et modération à la conférence de la Paix. La France a donc avec l'Italie une attitude très différente de celle qu'elle a avec l'Espagne (voir plus haut), pourtant neutre, elle, pendant la Seconde Guerre mondiale.

c) La doctrine Truman

En août 1946, l'URSS exigea de la Turquie le contrôle des Détroits (voir plus haut) et la restitution de territoires ayant appartenu à l'empire tsariste (districts de Kars et Ardahan, voir plus haut). Les États-Unis ripostèrent en envoyant une flotte en Méditerranée orientale ; l'URSS abandonna ses prétentions. L'année 1947 fut surtout marquée par le discours prononcé par Truman devant le Congrès américain le 11 mars 1947. Le gouvernement anglais venait d'annoncer, en février, qu'il n'avait plus les moyens militaires et navals suffisants pour assurer la protection de la Grèce et de la Turquie, plaçant les États-Unis au pied du mur : une relève américaine était nécessaire. Truman dans son discours

⁸⁸ Ce territoire était dit aussi Sud-Tyrol (voir plus haut), capitale Bolzano (Bozen). Il avait été intensément italianisé à l'époque fasciste. Une « large autonomie » est promise en 1947, pomme de discorde entre Rome et Vienne, jusqu'à l'accord de... 1993.

⁸⁹ D'où une ratification facile en Italie, obtenue en septembre 1947 par De Gasperi et son ministre des Affaires étrangères, Carlo Sforza.

⁹⁰ Un courant francophone favorable à une annexion par la France s'était développé en 1944-1945, sur la lancée du désir d'autonomie manifesté à l'époque de la Maison de Savoie. Ce sont des troupes françaises qui occupent le Val d'Aoste et de Gaule caresse l'idée de l'annexion ; une forte tension naît avec le commandement anglo-américain d'Italie, contraignant la France à évacuer. Dès septembre 1945 le gouvernement italien octroie un régime d'autonomie, dont le statut est confirmé par la constitution de 1948.

demandait au Congrès le vote d'un crédit de 400 millions de dollars pour aider la Grèce et la Turquie, menacées par l'URSS (la Grèce par une guerre civile) et engageait les États-Unis à aider financièrement les pays voulant rester « libres »⁹¹. Truman ébaucha ce qu'on appellera la « théorie des dominos »⁹², expliquant au Congrès qu'il s'agissait d'une croisade des forces de la Liberté contre celles de la tyrannie.

d) Le nationalisme arabe

Voir le Nouschi, pp. 218-220

2°) Les bouleversements du Sud-Est européen

a) La guerre civile grecque (1945-1949)

Par obéissance à Moscou, l'E.A.M. (voir plus haut) accepte en février 1945 la dissolution de l'E.L.A.S. et la remise de toutes les armes, alors qu'il contrôle tout le pays sauf Athènes, depuis la retraite allemande. Cette liquidation et cette soumission préparent la guerre civile. Les Britanniques installent partout des tribunaux militaires grecs, qui condamnent à tour de bras des résistants en assimilant leurs actes de résistance contre les Allemands à des délits de droit commun !

Une véritable terreur blanche s'abat sur la Grèce, pendant que chefs du PC grec continuent à proclamer leur fidélité à l'accord de Moscou ! Mais des partisans grecs reprennent le chemin de la clandestinité. C'est seulement le changement de l'attitude du gouvernement soviétique (dans le sens du durcissement à l'égard de ses anciens alliés) qui va faire évoluer la politique du PC grec (à partir de 1946) et lui faire décider progressivement le retour à la lutte armée. Ce fut la formation de l' « Armée démocratique », commandée par le communiste Markos Vafiadhis. Son but, d'ailleurs n'est pas le pouvoir, mais la négociation avec le pouvoir royal !

La forme est une guérilla, aidée par paysans et mal vue des citadins, à cause du souvenir du départ d'Athènes en janvier 1945 et de la propagande gouvernementale, facilitée par l'aide apportée par Yougoslavie et Bulgarie aux communistes (qui tiennent le Nord, surtout, et se font l'écho des revendications territoriales yougoslaves et bulgares).

Dans les territoires contrôlés par l'Armée démocratique, il y a installation d'un véritable État, le Gouvernement démocratique provisoire, auquel l'Armée démocratique cherche à donner une capitale par un assaut contre les villes en 1947.

⁹¹ La formule définit une politique de soutien des « peuples libres qui résistent aux tentatives d'asservissement exercées contre eux par des minorités armées ou des pressions extérieures. »

⁹² Si nous abandonnons aux « rouges » un pays, son voisin subira d'ici peu le même sort, puis le voisin du voisin et ainsi de suite, tout le « monde libre » s'écroulera, comme des dominos appuyés les uns aux autres...

Mais en 1947, les Américains prennent le relais des Britanniques, en application de la « doctrine Truman » : l'aide militaire américaine sauve le gouvernement grec. L'influence des Américains est totale sur lui : en particulier, ils assurent la direction des opérations militaires. Peu connue, l'atrocité de la guerre civile est redoutable : bombardements, dont au napalm, camps « de rééducation » pour les jeunes, déplacements forcés de populations campagnardes.

Autres causes de la défaite communiste, la rupture Tito-Staline (été 1948), la décision stupide (fin 1948) d'abandonner la guérilla pour la guerre classique. Cause : Markos Vafiadhis a refusé de s'associer à la condamnation de Tito ⇒ évincé en février 1949 et remplacé par des incapables ⇒ 30 000 combattants (dont 10 000 femmes) en rase campagne, contre plus de 200 000 soldats ! Markos Vafiadhis se réfugie en URSS, il est exclu du PC grec pour « titisme », il sera réhabilité en 1956, exclu de nouveau en 1961 ⁹³.

L'écrasement final de la gauche grecque se produisit en août 1949. Les conséquences : exil de plusieurs dizaines de milliers de Grecs, au moins 50 000 morts, des bagnes, la disparition de la gauche grecque pour des années et des séquelles psychologiques considérables.

b) La rupture soviéto-yougoslave et ses conséquences (1948)

Elle démontra l'existence de tensions au sein d'un bloc apparemment monolithique (cf. la date du coup de Prague : 25 février 1948). L'entente soviéto-yougoslave avait été très étroite à la fin de la guerre, ce qui s'était traduit par un **traité d'amitié et d'assistance** (11 avril 1945), elle se dégrada à la fin de 1947. Le pouvoir de Tito s'appuyait sur le souvenir proche de la libération du pays par les seules forces des partisans, un consensus populaire très large, l'esprit d'indépendance du personnage et la vigueur du sentiment national.

La zone « A » de Trieste (avec la ville), occupée par des troupes « occidentales » (voir plus haut), des Néo-Zélandais en 1947, était revendiquée par les Yougoslaves, cependant les Occidentaux soutenaient l'Italie, ancien vaincue mais républicaine, qui avait cédé l'Istrie lors du traité de paix de février 1947 (voir plus haut) mais voulait garder Trieste. La Yougoslavie revendiquait tout un déplacement des frontières aux dépens de l'Albanie, de la Macédoine et même elle voulait inclure la Bulgarie dans une confédération balkanique dirigée par Belgrade ⁹⁴. En 1945, l'Albanie apparaît comme un satellite de la Yougoslavie voisine. Comme elle, elle se dote d'une constitution de type soviétique et procède à une réorganisation de l'économie sur la base de nationalisations, de collectivisation des terres et de planification. Voir aussi le C.-L., p. 433-434.

⁹³ Il travaillera comme ouvrier horloger en URSS. Retour à Athènes en 1983. Député socialiste de 1985 à sa mort en 1992.

⁹⁴ Conversations Tito-Dimitrov fin 1947-début 1948 ; seule une union économique fut réalisée.

Dès 1947, les rapports se tendirent avec l'URSS ; le Kremlin ne renouvela pas son aide commerciale ; le 19 mars 1948 les techniciens soviétiques quittèrent la Yougoslavie et la rupture fut rendue officielle par le Kominform le 28 juin 1948. Le 11 août, dans une note adressée à Belgrade le gouvernement soviétique annonça qu'il condamnait le régime yougoslave, accusé d'être déviationniste. Le siège du Kominform fut transféré de Belgrade (voir plus haut) à Bucarest (Roumanie). Les conséquences étaient très graves pour la Yougoslavie, en butte à un véritable blocus, mais elles ne l'amènèrent pas à capituler. L'URSS alla donc jusqu'à la rupture des relations diplomatiques, le 25 octobre 1949, imitée par les démocraties populaires. Il n'aurait guère été possible à l'URSS d'intervenir par la force, comme elle le fera plus tard en Hongrie (1956), eu égard à la solidité du régime de Tito et à l'importance de son armée. Mais le schisme yougoslave était un échec de première grandeur pour l'URSS. Les accusations de titisme jouèrent un rôle essentiel dans le renforcement du bloc soviétique et dans les procès intentés dans tout le bloc.

Entre 1949 et 1952, les démocraties populaires subirent, sur l'intervention directe et sous le contrôle de « conseillers » soviétiques, deux vagues successives de purges ; les dirigeants politiques « nationaux » furent remplacés par des « Moscovites » puis les « cosmopolites », juifs ou ayant assisté (anciens des Brigades internationales ou du Komintern) aux épurations staliniennes de la fin des années 1930, furent éliminés : László Rajk (Hongrie), Clementis et Slansky (Tchécoslovaquie), Wladyslaw Gomulka ⁹⁵ (Pologne), János Kádár (Hongrie).

Complétez avec le Carpentier-Lebrun, pp. 432-433

3°) Les bouleversements des rives Sud et Est de la Méditerranée

a) L'évolution du nationalisme algérien de 1940 à 1950.

Le débarquement de 1942 relance le nationalisme : Ferhat Abbas publie Le Manifeste du Peuple algérien (1943) qui prône le fédéralisme, avec un État algérien autonome, reconnu et protégé par la France. La fin de la guerre provoque une radicalisation générale. Se produisent de brusques et imprévus troubles en mai 1945, à Alger et surtout Sétif (8 mai). 21 Européens sont massacrés, ce qui entraîne une répression impitoyable et

⁹⁵ Il est destitué de son poste de secrétaire général en septembre 1948, au profit de Boleslaw Bierut, fidèle stalinien, puis exclu du gouvernement en janvier 1949 et du parti en novembre. Il est emprisonné de 1951 à 1954, mais en octobre 1956, dans le climat de grande agitation qui accompagne en Pologne la déstalinisation, le « printemps polonais », Khrouchtchév se résigne au retour de ce tenant d'un communisme national à la tête du POUP. En 1968 il approuvera la répression du printemps de Prague. En décembre 1970 il dut céder la place à Edward Gierek. Il est mort en 1982.

aveugle. En bonne partie, c'est une réaction contre l'ordonnance de 1944 qui donnait la citoyenneté française à quelques milliers de musulmans, déclenchant la crainte de voir l'Algérie perdre sa personnalité arabe : ceux qui acceptent de prendre cette citoyenneté française seront considérés comme des traîtres. Par contre, la thèse, fréquemment avancée, de la provocation est inexacte. Ferhat Abbas (voir plus haut) crée en 1946 l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), qui recrute dans la petite bourgeoisie et reste fidèle à l'idée fédéraliste d'une République algérienne autonome, souveraine en matière financière et législative, associée à la France pour sa diplomatie et sa défense, les Algériens étant dotés d'une double nationalité. Messali Hadj (voir plus haut) crée, en 1946 aussi, un Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (MTLD), favorable à une Constituante algérienne et à l'indépendance, et dont la clientèle est le petit peuple.

La France dote en 1947 l'Algérie d'un nouveau statut. Une Assemblée algérienne de 120 membres, aux compétences limitées essentiellement aux questions financières, est élue par deux collèges électoraux. Le premier collège est celui des citoyens français et des 58 000 Musulmans devenus citoyens en 1944, grâce à une ordonnance de De Gaulle ; il représente moins d'un million de personnes. Le second collège groupe 1 300 000 électeurs musulmans, représentant près de 8 millions de personnes ! La majorité des deux tiers est requise pour les réformes à examiner : statut de la femme, extension de la langue arabe, nouveau régime communal, ce qui est reconnaître implicitement mais théoriquement une spécificité algérienne. Les premières élections, en 1948, sont « organisées » par le gouverneur général Marcel-Edmond Naegelen (socialiste). Ce gigantesque trucage amène une majorité de « béni-oui-oui »⁹⁶, qui se contenteront de voter les budgets proposés, et prouve une application déloyale du statut par la France (parodie de *boni viri* des Romains ?).

Le mouvement des '*ulamâ*' (Ouléma, (voir plus haut) est essoufflé. L'UDMA se montre parti modéré, avec 3 000 militants en 1951, se contentant d'un statut d'« État associé » pour la République algérienne. Le MTLD est le parti du petit peuple sensible au charisme de Messali Hadj ; le recrutement qu'il opère juste après la guerre dans les milieux bourgeois et intellectuels s'en méfie et dénonce le culte de la personnalité. Les « durs » fondent en 1946 une Organisation Spéciale, vite démantelée et clandestine. Quant au Parti communiste algérien (PCA, petit peuple urbain européen), il est marqué par des volte-face successives, typiques des hésitations du PCF métropolitain : séparatiste jusqu'en 1936, puis assimilationniste jusqu'en 1940, indépendantiste entre 1940 et 1943, à nouveau assimilationniste, il ne revient définitivement à l'idée de République algérienne qu'à partir de 1949. De plus, il est suspect aux yeux des musulmans à cause de son recrutement.

b) Les événements du Maroc et de Tunisie.

⁹⁶ L'expression, péjorative, remonte à l'entre-deux-guerres. On la trouve, par exemple, sous la plume de Charles-André Julien dans *Le Populaire* du 5 mars 1935.

Au Maroc, les nationalistes marocains, jusque là divisés (voir plus haut), s'unirent pendant la guerre en un parti, l'Istiqlâl, qui rédigea un manifeste exigeant l'indépendance (11 janvier 1944), dans son intégrité territoriale (i. e. y compris la zone espagnole) et sous l'égide du sultan. De graves émeutes éclatèrent en janvier et février 1944 et furent réprimées par l'armée. En 1946, le nouveau résident général (depuis mars), Eirik Labonne, tenta des solutions neuves : il proposa un ambitieux plan de réformes, prévoyant notamment l'industrialisation du protectorat ; il se heurta à la double opposition des colons français et des nationalistes. Dans un discours prononcé à Tanger le 10 avril 1947, le sultan Sidi Mohammed (futur roi Mohammed V, il se comporte déjà en souverain et considère que tout le Maroc est son royaume) évoqua les droits légitimes du Maroc et son appartenance à la « nation arabe » ; il parla même de ses liens avec la Ligue arabe (voir plus loin). Rendu responsable de ce débordement, Labonne fut révoqué et remplacé par le général Juin, qui débarqua au Maroc d'un navire de guerre et tenta d'imposer sa politique par la force au sultan. Le gouvernement français invita Sidi Mohammed en France en octobre 1950 : le sultan réclama vainement au président de la République et aux ministres concernés une révision du régime du protectorat.

La Tunisie n'a été libérée qu'en mai 1943, les Français s'efforçant aussitôt de restaurer le protectorat et destituant le bey Moncef, qui avait été attentiste (seulement). La France en fait pour son peuple, maladroitement, un martyr, jusqu'à sa mort, à Pau, le 1er septembre 1948. Emprisonné par les Français, libéré par les Allemands le 9 janvier 1943, Habib Bourguiba (voir plus haut) ne s'est pas compromis avec l'Axe, bien au contraire. Il juge en mars 1945 qu'il faut forcer la main de la France depuis l'étranger, il gagne Le Caire, où vient de se constituer le 22 mars 1945 la Ligue arabe. Il reprend, de son exil volontaire au Caire, son rôle de leader du Néo-Destour tunisien (voir plus haut), tout en prêchant une politique loyaliste vis-à-vis de la France : il devient pour ses partisans le « combattant suprême ». Le mouvement national tunisien fut fortement appuyé par la centrale syndicale nationale, l'Union générale tunisienne du Travail (UGTT), constituée le 20 janvier 1946, en réaction contre la subordination de la CGTT au PCF. Bourguiba mêle les mots d'ordre nationalistes et les revendications ouvrières de l'UGTT. Le 8 septembre 1949, Bourguiba revint triomphalement en Tunisie (voir plus loin).

c) Nationalisme arabe et islamisme

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le nationalisme arabe et l'islamisme ébranlent la domination européenne. **L'année 1943 est un moment charnière.** En Syrie et au Liban, les Britanniques encouragent la suppression des mandats français (décembre 1943). L'indépendance est effective en août 1945, et les derniers soldats français et britanniques les évacuent en 1946 (plus de détails : voir plus loin). Au Maroc, Roosevelt affirme au sultan Sidi Mohammed (futur Mohammed V) vouloir aider le pays à retrouver son

indépendance (janvier 1943). Les nationalistes forment le parti de l'Istiqlâl (« indépendance ») et réclament la fin du protectorat. L'arrestation de ses chefs entraîne des émeutes urbaines (40 morts marocains en février 1944) et étoffe les rangs nationalistes. En Tunisie, le bey Moncef prend la tête du mouvement national en juin 1942, mais il est déposé et exilé par les autorités françaises en mai 1943. Habib Bourguiba, chef du Néo-Destour, avocat, prend sa relève : fidèle à la France libre, il réclame cependant en novembre 1944 « l'autonomie interne de la nation tunisienne ». En Algérie, les Européens sont très pro-Révolution Nationale, l'antisémitisme se développe (cf. l'abrogation décret Crémieux de 1870). Le débarquement de 1942 relance le nationalisme et il y a radicalisation générale de la situation algérienne à la fin de la guerre (voir plus haut).

d) Le Levant français disparaît

En Syrie et au Liban la France est déconsidérée : ses promesses de 1936 (voir plus haut) n'ont pas été tenues, il y a eu les combats de 1941, la démonstration de la suprématie britannique... Elle n'a plus les moyens d'une politique de force et la Grande-Bretagne conforte la Syrie et le Liban dans l'espérance d'une proche indépendance totale. Après avoir tenté de résister, de Gaulle accorde l'indépendance le 22 décembre 1943, mais les troupes françaises sont maintenues. La tension s'accroît en 1945 à cause du nationalisme arabe (international) : la Syrie et le Liban participent à la fondation de la Ligue arabe (22 mars 1945) et sont invités (avec l'accord de la France) à la conférence de San Francisco du 25 avril 1945 (voir plus haut). En Syrie et au Liban éclatent des manifestations anti-françaises, Paris envoie des troupes (mais il y a aussi envoi de troupes anglaises), de violents affrontements se produisent en mai 1945⁹⁷. Ils entraînent de violentes réactions antifrançaises dans les capitales arabes. L'indépendance n'est effective qu'en août 1945. Elle est sanctionnée par le retrait simultané des troupes anglaises et françaises en 1946, avec confirmation de l'indépendance, mais sans traité d'amitié ou de coopération : c'est pour la France une première décolonisation, particulièrement humiliante !

e) L'indépendance du Maroc

Le sultan du Maroc a pris position sans ambiguïté pour la France pendant la Seconde Guerre mondiale, mais pèsent sur l'opinion marocaine le souvenir du débarquement et de la puissance américaine, celui des graves émeutes de 1944, ainsi que l'exemple syrien et libanais (voir plus haut). Au Maroc, c'est Roosevelt lui-même qui fait briller aux yeux du sultan Sidi Mohammed (futur Mohammed V) la possibilité d'échapper au protectorat français (il le fait comprendre lors de la conférence d'Anfa-Casablanca, en janvier 1943). Les nationalistes marocains, jusque là divisés (voir plus haut), s'unirent pendant la guerre en un parti, l'Istiqlâl, qui rédigea un manifeste exigeant l'indépendance (11 janvier 1944). Le parti

⁹⁷ Dont le « bombardement de Damas », avec un avion et deux canons...

de l'Istiqlâl (= « indépendance », voir plus haut) est dirigé par Ahmed Balafrej. On a vu plus haut l'action d'Eirik Labonne, le discours du sultan Sidi Mohammed à Tanger 10 avril 1947.

Le sultan Sidi Mohammed continue à demander une révision du régime du protectorat ; il remet un mémorandum le 14 mars 1952, réclamant la modification du protectorat, il est soutenu par l'Istiqlâl. La droite française essaie d'utiliser contre lui Si Thami el-Glaoui, le pacha de Marrakech, qui avait toujours joué la carte française, et jouissait, en retour, d'une liberté d'action « féodale » dans le Sud marocain. Des incidents sanglants éclatent en pays berbère en avril 1952, des émeutes à Casablanca en décembre. Finalement, la France fait procéder en août 1953 à la déposition du sultan par le général Guillaume, résident général ⁹⁸ depuis août 1951. Il est remplacé par son cousin Mohammed Ben Arafa, dont on attend plus de complaisance.

La résistance d'un Maroc sans souverain légitime. La déposition de Sidi Mohammed provoque de nombreux troubles, le terrorisme, la flambée de violence du 20 août 1955 (comme en Algérie, voir plus loin). La « Résidence » est impuissante à mettre en œuvre des réformes et Ben Arafa est à l'évidence un monarque fantoche.

L'indépendance. Le Président du Conseil Pinay (voir biographie dans le dossier biographique) signe avec le sultan, à La Celle-Saint-Cloud (dans la banlieue parisienne) le 6 novembre 1955, un accord qui prévoit l'ouverture de négociations : le gouvernement français se décide à rétablir le sultan sur le trône et à négocier de façon à faire accéder le Maroc à l'indépendance. Quant au Glaoui, il fait sa soumission (il mourra le 23 janvier 1956). Les négociations sont ouvertes le 15 février 1956. Elles aboutissent le 2 mars 1956 à la proclamation de l'indépendance du Maroc. Pris de court, les Espagnols renoncent en avril 1956 à leur zone de protectorat (au Nord) ⁹⁹, sauf les presides de Ceuta et Melilla (qu'ils ont toujours à l'heure actuelle). Les puissances garantes du statut international de Tanger y renoncent aussi, en octobre 1956. La rapidité avec laquelle le gouvernement français a reconnu l'indépendance, sans insister sur les liens d'interdépendance, s'explique seulement par la guerre d'Algérie. Le parlement français se résigna pour la même raison à ratifier les accords du 2 mars par 271 voix contre 59 et 200 abstentions. Enfin, le sultan Sidi Mohammed prend le 15 août 1957 le titre de roi Mohammed V.

f) L'indépendance de la Tunisie

Nous avons vu plus haut Bourguiba, le Néo-Destour et l'UGTT au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Bourguiba revient en Tunisie le 8 septembre 1949. Il propose des réformes ; de son côté, en 1949-1950, le gouvernement français en propose d'autres,

⁹⁸ C'est le titre du représentant de la France dans le protectorat. On dit aussi « résident français ».

⁹⁹ Cf. la guerre du Rif (voir plus haut). D'ailleurs une nouvelle rébellion se produira dans le Rif en 1959, cette fois-ci contre le pouvoir royal marocain.

qui sont toutes jugées insuffisantes par les Tunisiens et excessives par les Français de la Régence, mais l'indépendance de la Libye voisine est proclamée en 1951 (voir plus haut). Résident de France, Jean de Hauteclocque (cousin du maréchal Leclerc), qui était arrivé à Tunis sur un bateau de guerre, fait arrêter le premier ministre Chenik le 26 mars 1952, sans prévenir le gouvernement français ! Bourguiba est assigné à résidence hors de Tunis, la répression est accentuée et les nationalistes essaient d'obtenir l'inscription de la question tunisienne à l'ordre du jour de l'ONU, ce à quoi ils parviennent en octobre 1952.

Alors qu'il négociait en Suisse avec le Viêt-minh, Mendès avait prit contact avec des représentants du mouvement indépendantiste tunisien, le néo-Destour, et il fit connaître son désir d'ouvrir un véritable dialogue. Entre le représentant de PMF, Alain Savary, et Bourguiba furent négociées les modalités de ce qui allait constituer les accords de Carthage. Les grandes lignes du plan français furent acceptées par le chef tunisien : reconnaissance de l'autonomie interne qui se doublait du principe de la prise en charge par étapes des responsabilités ; formation d'un gouvernement représentatif avec la participation de toutes les tendances de la vie politique tunisienne, et donc du néo-Destour ; enfin association de la France et de la Tunisie sur le plan de la politique étrangère et de la défense. Il fallait maintenant faire accepter ce plan aux Européens de Tunisie, et pour cela Mendès joua sur plusieurs registres. Tout d'abord, toute la négociation fut entourée du plus grand secret, personne (en Tunisie, même le Résident Général de France) ne fut tenu au courant. Cela permit au Président du Conseil français de jouer sur l'effet de surprise. Sans prévenir les administrations, il décida de venir en personne à Tunis, le 31 juillet pour annoncer les grandes lignes de son plan. Et pour rassurer la communauté européenne il obtint le concours du Maréchal Juin, figure emblématique de la communauté coloniale algérienne et ancien commandant de la zone Centre-Europe de l'OTAN (les raisons de l'acceptation par Juin de la proposition du Président du Conseil ne sont toujours pas pleinement explicitées aujourd'hui). Quoiqu'il en soit, le voyage de Mendès à Tunis et son discours de Carthage, le 31 juillet 1954, en présence du Bey et des principaux notables tunisiens, fut un véritable coup de tonnerre, préparé en secret. Chez les Européens la stupeur bloqua toute réaction, d'autant que Juin affirmait que la France resterait présente dans le pays et qu'il n'y avait pas d'autres solutions. Le monde arabe attendait maintenant la réaction de Bourguiba, car peu de personnes savaient que les termes de l'accord avaient été négociés avec lui. À la surprise d'une grande partie du monde arabe, le chef tunisien fit connaître son accord, tout en rappelant que l'objectif restait bien l'indépendance. Dès lors, les négociations pouvaient s'ouvrir dans un nouveau climat et en quelques mois c'était, là aussi, la fin des combats. Il fallut la mise en place d'un long processus pour que la Tunisie obtienne son indépendance totale.

Des négociations furent menées entre le successeur de PMF, Edgar Faure et Bourguiba ; elles aboutirent à l'autonomie interne en mai 1955 et au deuxième retour

trionphal de Bourguiba à Tunis le 1^{er} juin 1955 (voir plus haut pour le premier). Le retour d'exil du sultan du Maroc détermine le gouvernement français à promettre l'indépendance au Maroc (voir plus haut) ; la Tunisie la demande, elle obtient (20 mars 1956) l'abrogation du traité du Bardo du 12 mai 1881 et l'indépendance. En juin 1956, l'indépendance de la Tunisie est totale. Le bey Lamine est déposé et la République proclamée. Bourguiba, le « Combattant suprême », devient président de la République tunisienne en 1957. Le conflit algérien terminé, il se rapproche de la France et entreprend la modernisation économique et la laïcisation de la société (l'égalité des droits pour les femmes avait été proclamée dès 1957). En 1987 il sera écarté du pouvoir par le général Ben Ali. Il est mort en 2000.

4°) La guerre d'Algérie

□ L'Algérie de 1954

L'Algérie de 1954 a une économie dualiste. D'une part une économie européenne en pleine expansion : équipement, plan d'industrialisation, prospection pétrolière, puissances des groupes financiers ou industriels installés. D'autre part, une économie musulmane peu prospère : agriculture traditionnelle de subsistance, peu améliorée par les « Secteurs d'Amélioration rurale » (SAR), et gênée par l'interpénétration avec l'économie européenne.

L'Algérie de 1954 est d'une société éclatée. La population européenne est de 984 000 habitants, à 80 % nés en Algérie, avec moins de 60 000 étrangers, à cause des naturalisations et de l'arrêt de l'immigration. Les Européens sont très largement urbanisés : ils sont commerçants, cadres, employés, ouvriers, retraités, et les « colons » (agricoles) sont peu nombreux. Ce sont donc des « petits blancs », dominés par une oligarchie (Amédée Froger, Henri Borgeaud, Laurent Schiaffino...) et profondément conservateurs. Les « Pieds-Noirs » (expression très peu utilisée) se croient « aimés » des « musulmans », avec l'illusion d'avoir pénétré une autre culture. La société musulmane (8 400 000 habitants) est en accroissement rapide (le taux de natalité est de 45 ‰) et elle sera de 9 250 000 habitants en 1958), avec une petite oligarchie foncière, mais des perspectives d'ascension sociale (par les études notamment). Le sous-développement y est moins fort que dans d'autres pays musulmans. Mais elle souffre de sous-administration et d'exploitation (cf. le fameux bakchichs) par les caïds, aghas et bachagas. Autres contrastes démographiques : le taux de mortalité de 9 ou de 14 ‰, de mortalité infantile de 46 ou de 181 ‰, de scolarisation de 100 % ou de 20 % ! Et les contrastes continuent quant au niveau de vie.

L'opinion métropolitaine est peu informée, indifférente et accrochée au statu quo. Le nationalisme algérien perdure (voir plus haut). Mais face à la turbulence des protectorats tunisien et marocain, les départements d'Algérie donnent en 1954 l'apparence d'une région calme. Toutefois le 14 juillet 1953 une manifestation de partisans de Messali Hadj à Paris a été sévèrement réprimée par la police (7 morts).

□ Les débuts de la guerre d'Algérie (1954-1955)

L'insurrection du 1er novembre 1954 n'est nullement le produit d'une poussée de nationalisme populaire, et en ce sens l'histoire du mouvement national algérien est très différente de celle de la Tunisie et du Maroc. L'insurrection découle en fait de la volonté de quelques hommes décidés, à l'heure où Diên Biên Phu sonne le glas de la domination coloniale française. Est fondé en mars 1954, au sein du MTLD, le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, le CRUA (Mohammed Boudiaf¹⁰⁰, Mourad Didouche¹⁰¹, Larbi Ben M'Hidi¹⁰²...), voulant jeter les bases d'une insurrection. S'y rallie Belkacem Krim, qui tenait depuis... 1947 un maquis messaliste dans les montagnes de Kabylie. Des liens sont noués avec la délégation entretenue au Caire (capitale du panarabisme grâce au nassérisme) par le MTLD (Mohammed Khider, Hocine Aït Ahmed¹⁰³, Ahmed Ben Bella¹⁰⁴). En octobre 1954, le CRUA est remplacé par un parti, le FLN, Front de Libération nationale, doté d'une armée, l'ALN. Le jour de l'insurrection est fixé au 1er novembre.

Remarquons sur ce FLN qu'il n'est marqué par aucun particularisme régional ou social, qu'il n'y a pratiquement pas de paysans, contrairement à la légende postérieure : ce sont des cadres urbains. Tous les membres ont derrière eux un passé de militantisme et de clandestinité, tous attachent de l'importance plus au renversement de l'ordre colonial qu'au progrès économique et social, leur projet « révolutionnaire » est par conséquent flou. Enfin, les moyens sont dérisoires (mais les forces militaires françaises sont très insuffisantes).

L'insurrection est marquée par environ 70 attentats dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, surtout dans le département de Constantine (les Aurès notamment). Les expressions de « Toussaint rouge » ou « tragique » sont postérieures. L'insurrection

¹⁰⁰ 1919-1992. Capturé par les Français dans l'avion de Ben Bella en 1956, Boudiaf fut marginalisé à l'indépendance et s'installa au Maroc. Une guerre civile ayant éclaté à la suite de l'annulation, en 1991, d'élections gagnées par les islamistes, le régime algérien aux abois vint le tirer de cet exil en janvier 1992 pour en faire son président, mais il fut assassiné en juin.

¹⁰¹ 1922-1955. Mort au combat ; la principale avenue d'Alger, l'ancienne rue de l'Isly ou d'Isly, porte son nom : il est mort trop tôt pour avoir été mêlé aux disputes entre Algériens.

¹⁰² 1923-1957. Assassiné par les paras.

¹⁰³ Né en 1924, toujours vivant en 2010. Arrêté dans l'avion de Ben Bella, libéré en 1962, Aït Ahmed fut tenu en lisière par le régime du F.L.N. comme beaucoup de Berbères. Depuis la fin du régime de parti unique il dirige un parti à étiquette « démocrate », en fait un parti berbériste, le Front des Forces socialistes, F.F.S., principal parti laïque de l'opposition algérienne. On le voit de temps à autre dans le Quartier latin, lieu de ses études supérieures.

¹⁰⁴ Né en 1919. Ben Bella devint une figure du F.L.N., puis dirigea l'Algérie indépendante de l'indépendance en juillet 1962 jusqu'au coup d'État de Boumediène en juin 1965. Détenu au secret jusqu'en 1980, en exil en Suisse dans la décennie suivante, rentré en Algérie depuis 1990.

provoque une surprise totale dans l'opinion et chez les responsables de l'ordre, qui réagissent de façon désordonnée et brutale. Elle provoque la fermeté « jacobine » du gouvernement Mendès France, cf. Mitterrand : « L'Algérie, c'est la France... ». On embraye donc sur une politique très différente de **celle menée en Indochine et de l'autre qui** concerne la Tunisie, mais l'affirmation de l'identité française en Algérie est très largement partagée à l'époque et personne ne peut prévoir l'ampleur et la durée de l'insurrection. Certes l'historien s'étonne que de la guerre d'Indochine qui vient de se clore dramatiquement, la classe politique ait tiré si peu de profit et de leçon. Ces locuteurs étaient-ils sincères ou avaient-ils conscience que parler alors d'une possible « indépendance » de l'Algérie relevait de l'indicible et de l'impensé ? La politique tunisienne de Pierre Mendès France (cf. le discours Carthage, voir plus haut), les positions prises par F.Mitterrand plusieurs fois ministre de la France d'outre-mer, incitent à penser que la seconde hypothèse est la bonne. Le Palais-Bourbon est un club où les protocoles d'énonciation sont strictement codés ! Il faut aussi noter le vaste programme de réformes présenté par Mitterrand au Conseil des Ministres le 5 janvier 1955.

Le 25 janvier Jacques Soustelle est **nommé Gouverneur général de l'Algérie** : c'est un ethnologue, connu par ses travaux sur les Aztèques, un résistant, un ancien ministre de 1945, un gaulliste intransigeant depuis le RPF. La nouvelle est très mal accueillie en Algérie, où courent des bruits absurdes. Néanmoins le nouveau gouvernement Edgar Faure (car le cabinet Pierre Mendès France est tombé le 6 février) confirme la nomination de Soustelle, qui fait son entrée à Alger le 15. Il constitue un « cabinet » marqué d'abord par le réformisme et le dialogue : Jacques Juillet, Vincent Monteil, Germaine Tillion (1907-2008)... Mais les débuts de Jacques Soustelle sont marqués par la brusque recrudescence, en mars 1955, du terrorisme dans les Aurès, et son extension à la Kabylie et au Nord-Constantinois, ce qui conduit Soustelle à porter simultanément ses efforts sur le terrain militaire : **allègement de l'équipement des troupes, fondation des GMPR, Groupes mobiles de Police rurale**, composés d'autochtones encadrés par des officiers français, qui ressemblent aux anciens Goums. Mais sont aussi créés les SAS (Sections Administratives spécialisées), qui toutefois ressemblent aux anciens « bureaux arabes ». **Cependant il n'y a pas état de siège, mais « état d'urgence » (loi 3 avril 1955) : renforcement des pouvoirs de police des autorités civiles, transfert de la connaissance et de la répression des crimes et des délits à l'autorité militaire.** La loi est applicable à certaines zones seulement (définies par le gouverneur général) et reconductible par un nouveau vote du Parlement à l'échéance.

Soustelle se forge une doctrine, l'intégration : appartenance à la France, mais reconnaissance de l'originalité de l'Algérie, ce n'est donc pas tout à fait l'« assimilation » d'autrefois. Mais au même moment (en avril) a lieu la conférence de Bandoeng (voir plus loin) : anachronisme ? D'autre part, l'intégration signifierait une centaine de sièges algériens (en majorité musulmans) à l'Assemblée nationale ! Dans le même temps, Jacques Chevallier

(maire d'Alger), et avec lui un certain capitalisme algérien dégagé des structures coloniales, semble avoir misé assez vite sur une Algérie indépendante dans laquelle il aurait pu jouer un rôle actif entre les deux communautés. La rapide conversion de Soustelle aux solutions de force (un véritable retournement) bouleverse le cabinet : Germaine Tillion et Vincent Monteil partent et l'homme fort devient Henri-Paul Eydoux, avec qui triomphe le langage de la fermeté.

La conversion de Soustelle est précipitée par le 20 août 1955 et ses prolongements, une explosion de violence dans le Constantinois, qui ressemble à celle de 1945. Elle entraîne une répression ample, qui coupe définitivement les deux communautés : les Européens, horrifiés, se dressent désormais en bloc contre les Musulmans, pour eux le FLN = massacre ; les Musulmans basculent, à cause de la répression, dans le camp FLN. Elle fait basculer les modérés musulmans vers le désir d'indépendance (cas de Bendjelloul), l'UDMA se ralliant au FLN. Mais les « messalistes » (voir plus haut) mettent en place des maquis distincts et se dotent d'un nouveau parti, le MNA (Mouvement National Algérien). L'événement a achevé la conversion de Soustelle : il est désormais acquis à la primauté du rétablissement de l'ordre et va laisser carte blanche à l'armée : la cause de l'Algérie française a trouvé l'un de ses porte-parole les plus déterminés. L'état d'urgence est étendu à toute l'Algérie, mais l'insurrection se répand, les attentats se multiplient, l'ALN s'améliore, la direction de la rébellion se renouvelle, à cause des arrestations et des morts (cf. Mourad Didouche en janvier 1955).

La même année 1955 voit le succès international du FLN. Il dispose du soutien de la Ligue Arabe, créée dix ans plus tôt (cf. la radio « la Voix des Arabes » au Caire) et des « Afro-Asiatiques » à l'ONU. Il envoie trois observateurs à la conférence de Bandoeng (avril 1955), obtient l'inscription de la question algérienne en septembre 1955 à l'ONU. La France a du rappeler des réservistes et des disponibles en métropole, ce qui provoque des manifestations hostiles. Quand le gouvernement rappellera Soustelle en métropole, les pieds-noirs manifesteront lors de son départ (2 février 1956). Il vient d'ailleurs d'être élu député.

□ La politique algérienne en 1956-1957

Elle est d'abord marquée par le « proconsulat » de Robert Lacoste, qui n'est pas le premier proconsul de la IV^e République (voir plus haut Jean de Hauteclocque en Tunisie, Juin au Maroc, Thierry d'Argenlieu en Indochine). La dissolution de l'Assemblée nationale le 2 décembre 1955 place implicitement l'opinion française devant le choix d'une politique algérienne. Au cours de la campagne, le Front républicain se démarque de l'intégration : Pierre Mendès France présente un programme de réformes avec un calendrier, Guy Mollet évoque à plusieurs reprises la « guerre imbécile et sans issue », le programme de la SFIO la nécessité de « dégager des éléments représentatifs algériens avec lesquels seront discutés

les futurs rapports entre la France et l'Algérie ». Et le corps électoral, le 2 janvier 1956, semble approuver. Le gouvernement Mollet comporte un ministère de l'Algérie (avec résidence à Alger), confié au général Georges Catroux, inspirateur d'une politique de détente au Maroc et disciple de Lyautey. Pierre Mendès France et François Mitterrand — qui ont une réputation de « bradeurs » — dressent contre eux les Européens d'Algérie. Guy Mollet fait savoir qu'il se rendra à Alger le 6 février.

Le 6 février 1956 voit la mobilisation des « activistes » en une « colère spontanée » bien organisée (!) : la manifestation surprend Mollet, qui fait physiquement bonne contenance. Mais la force morale du Président du Conseil n'est pas à la hauteur de son courage physique : frappé par le caractère populaire des manifestants, bouleversé par les cris de haine, il va capituler, en un volte-face et dans le « national-molletisme » (voir biographie dans le dossier biographique). Le début 1956 est donc un tournant capital, d'autant qu'Alger se rend compte qu'elle peut dicter sa loi à Paris. Première capitulation, le remplacement de Catroux par Lacoste, le 9 février. Robert Lacoste est un syndicaliste, résistant, SFIO qui vient de faire campagne (en Dordogne) pour « la paix en Algérie », un « républicain », mais il a le goût du pouvoir ; il n'a pas d'idée préconçue sur l'Algérie, mais il adhère instinctivement aux thèmes de la grandeur impériale : il va se muer en quelques semaines en un va-t-en-guerre inflexible, croyant que la France a pour mission d'amener les populations musulmanes à l'égalité des droits et des cultures. Le gouvernement va se rallier, faute de mieux, à l'intégration, mais il se divise sur le projet de loi du 12 mars lui conférant des « pouvoirs spéciaux » afin de renforcer son action en Algérie : le gouvernement est habilité à prendre en Algérie par décrets toute mesure jugée nécessaire. Le PCF vote pour. Tous les autres partis aussi, sauf les poujadistes, parce qu'ils trouvent cette politique... trop modérée !

Grâce à d'autres mesures les musulmans peuvent plus facilement accéder à la fonction publique ; douze départements sont créés (au lieu de trois), enfin, la dissolution de l'Assemblée algérienne (voir plus haut) est prononcée. Les rappels de réservistes en 1956 **et l'allongement du service militaire à 27 mois** font que les effectifs doublent de janvier (200 000 h) à juillet (400 000 h) 1956 (ils monteront à 450 000 h fin 1957, chiffre qui restera pratiquement stable jusqu'à la fin de la Guerre). Ces effectifs permettent le « quadrillage » mais provoquent de vifs mouvements de protestation en métropole, dès l'automne 1955, puis au printemps 1956. À partir de juillet 1956, quelques dizaines soldats refuseront porter les armes. Au début ils sont tous communistes, puis apparaissent des chrétiens, clercs ou laïcs. Un cas unique est celui de Noël Favrelière, sergent parachutiste rappelé qui déserta en 19 août 1956 en sauvant de la mort un prisonnier. Il avait vu peu de temps auparavant un

autre prisonnier être projeté d'un hélicoptère, cf. le film RAS (1973) d'Yves Boisset ¹⁰⁵.

L'armée est invitée à édifier une Algérie nouvelle, ce qui allait bientôt en faire la principale force politique du pays. Certains éléments de l'armée, instruits par l'expérience de la guerre subversive en Indochine, sont conduits à mettre en place instruments et techniques de l'action psychologique et aussi à définir et à défendre une certaine politique. Elle prépare une guerre de grande ampleur, par transfert massif de matériel depuis les unités OTAN, achats aux États-Unis, remaniement du commandement (3 corps d'armée, par exemple) : la France prend en Algérie une orientation guerrière, en contradiction avec la campagne électorale du Front républicain, ce qui provoque le malaise au sein de la SFIO et la démission de Pierre Mendès France le 23 mai 1956, mais il ne parvient pas à regrouper autour de lui la totalité du parti radical.

Toutefois le gouvernement français prend des contacts discrets avec les « rebelles » du FLN, ce qui est la reconnaissance implicite du caractère représentatif de celui-ci, à partir du printemps 1956 (à Rome et Belgrade). Mais ces rencontres échouent, à cause du **détournement de l'avion marocain** transportant quatre chefs historiques du FLN (Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Khider) le 22 octobre 1956, opération couverte par le secrétaire d'État à la Guerre Max Lejeune, mais à l'insu du Président du Conseil, qui n'ose pas désavouer malgré l'inconséquence grave du geste. Alain Savary démissionne, mais l'opinion est séduite par le « côté sportif » de la chose. Cet échec renforce la tendance dure du FLN intérieur au détriment des diplomates de l'extérieur : la porte de la négociation est fermée pour longtemps, la Guerre d'Algérie va durer encore bien des années, et la France devra accorder en 1962 bien plus qu'il ne lui aurait été demandé en 1956 si les négociations de l'été avaient été menées à leur terme. À l'automne survient la crise de Suez (octobre 1956, voir plus loin), qui marque la volonté française de protéger Israël, et surtout d'atteindre le FLN dans son sanctuaire, qui montre le complexe de Munich de la France et dont les résultats sont simples : la France est déconsidérée, disqualifiée, surtout dans le Tiers Monde, beaucoup d'officiers, pleins de « rage rentrée », croient à la trahison des hommes politiques.

La politique algérienne en 1956-1957, ce sont aussi des mutations et tensions au sein des partis politiques. D'une part, les ralliements au FLN consécutifs au 20 août 1955 deviennent effectifs en 1956 et le symbole du ralliement au FLN des modérés est le cas de Ferhat Abbas. Dissous le 13 septembre 1955, le Parti communiste algérien (PCA), réduit à la clandestinité, n'entend pas rejoindre les rangs du FLN, et crée en mars 1956 ses propres maquis, pourchassés par l'armée française. Le FLN peut lui dicter sa loi, simple, celle des adhésions individuelles.

¹⁰⁵ Qui évoque aussi la reprise en mains des mutins du 228^e bataillon d'infanterie par le commandant Jean Pouget à la fin d'octobre 1956 (au moment où le mouvement de protestation contre les rappels s'estompe).

Pour les communistes, il fait noter aussi l'engagement de l'aspirant Henri Maillot (il déserte le 4 avril 1956), de Maurice Audin (voir plus loin), de Fernand Yveton (guillotiné pour avoir déposé en 1956 une bombe, désamorcée, dans une usine : il est le seul Européen à avoir été exécuté pour avoir participé à la lutte du FLN) et l'engagement de Henri Alleg. En ce qui concerne le MNA, l'audience de Messali Hadj s'effondre, ses « bandes », mal armées et peu actives se replient vers le Sud, bénéficiant d'une tolérance de l'armée française, qui a tout intérêt à laisser mûrir cette pomme de discorde au sein de la « rébellion ». La discorde va tragiquement loin : le FLN en mai 1957 massacre un village suspecté de sympathies MNA, des maquisards MNA commandés par Bellounis se battent en 1957-1958 contre l'ALN, mais ils sont considérés comme peu sûrs par l'armée française et « liquidés » par les parachutistes en juillet 1958 ! À cette date, le MNA, qui aurait pu en 1957 constituer une solution transactionnelle possible, est discrédité et pratiquement décimé en Algérie, notamment par les raids punitifs de l'ALN : la partie est gagnée par le FLN, au prix de milliers de morts. C'est un des épisodes les plus tragiques de l'histoire du nationalisme algérien. Et pourtant au départ, il n'existait pas de différence doctrinale profonde : Messali était pour l'indépendance et la lutte (voir plus haut)...

Des organisations dépendent du FLN : l'UGTA (syndicat), l'UGCA pour les commerçants et l'UGEMA, Union générale des Étudiants musulmans d'Algérie (cf. la longue grève des cours et examens en 1956-1957), qui est une pépinière de futurs ministres et ambassadeurs. Les populations rurales se rallient dans certaines parties de l'Algérie, surtout à l'Est. Quel est l'écho international en 1956-1957 ? L'URSS est prudente jusqu'en 1958 (l'aide militaire du camp oriental provient de Tchécoslovaquie. Le Front cherche à faire vibrer la corde anticolonialiste de la nation américaine. Il rencontre des sympathies au sein du Tiers Monde, actives de la part du Maroc et de la Tunisie, à cause du mythe de l'unité du Maghreb, que l'on verra reflourir de temps à autre jusqu'au début du XXI^e siècle, de sa stature internationale dans le monde arabe. Mais également, Mohammed V et Bourguiba peuvent ainsi donner des gages à leur opposition de gauche, et ils caressent des espoirs de droit de regard sur l'évolution du FLN, d'un éventuel partage du Sahara, d'autant plus que la France s'est retirée du Fezzan, occupé militairement depuis 1943 (accord franco-libyen du 10 août 1955, évacuation en novembre 1956, voir plus haut). Deux conséquences importantes : l'entretien de camps de réfugiés et les risques d'une co-belligérance de fait d'autant plus que des camps d'entraînement existent chez les deux voisins de l'Algérie (en 1958 : 1 000 h au Maroc et 7 000 h en Tunisie).

Politique toujours, le Congrès de la Soummam (20 août-19 septembre 1956) élabore une plate-forme politique, à tonalité révolutionnaire (blanquiste), au populisme politiquement révolutionnaire et socialement conservateur. Il réorganise l'ALN sur le modèle d'une armée régulière ; le territoire algérien est découpé en 6 wilaya ; la direction suprême de la lutte révolutionnaire est donnée au CNRA (Conseil national de la Révolution

algérienne). Le Congrès marque les victoires des combattants de l'intérieur sur les diplomates de l'extérieur, des intellectuels politisés sur les soldats-paysans ALN (les Fellagha), des Kabyles sur les Arabes, la victoire personnelle d'Abbane Ramdane. Mais l'échec de la Bataille d'Alger (voir plus loin) est l'échec de sa stratégie et A.Ramdane est exécuté au Maroc en décembre 1957. La fin de l'année 1955 et les premiers mois de 1956 avaient été marqués par une brusque recrudescence du terrorisme et par une extension géographique de la rébellion à la zone oranaise, à l'Ouest, jusqu'alors à peu près totalement épargnée (voir plus haut). Cette double poussée va conférer pour un temps une réelle supériorité militaire au FLN. L'année 1956 est donc globalement favorable à l'ALN qui détient l'initiative sur l'ensemble du territoire (Sahara exclu) et exerce une pression constante sur les populations. Non que l'armée française ne marque des points : à partir de l'été le quadrillage commence à porter ses fruits et, de janvier à septembre 1957, eut lieu la Bataille d'Alger.

Dans la capitale s'était produite une succession d'attentats terroristes, dont ceux d'Ali la Pointe, et le rôle des jeunes filles s'était développé. Le FLN appelle au début de janvier 1957 à la grève générale de la population musulmane. Incapable de maîtriser le terrorisme urbain, le ministre résidant Robert Lacoste décida de faire appel à l'armée ¹⁰⁶. Le préfet d'Alger délégua le 7 janvier 1957 ses pouvoirs de police dans la zone d'Alger au général Mas su, commandant la 10e Division parachutiste, qui entreprit le quadrillage de la ville et se livra à la recherche systématique du renseignement. Ce furent l'échec de la grève générale, la constitution du réseau de « bleus de chauffe », organisés par le colonel Trinquier (mort en 1986), le recours systématique à la torture, le suicide d'Ali et l'arrêt du terrorisme... Fin victorieuse, mais à quel prix ? En tout cas cela valut une immense popularité aux « paras » auprès des Européens, le bilan fut lourd pour le FLN et ce n'est pas avant plusieurs années que le FLN parviendra à mobiliser la population musulmane d'Alger ; enfin, ce fut la mise en cause de la légitimité de la guerre en métropole (François Mauriac, Témoignage chrétien, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Pierre-Henri Simon) : une victoire à la Pyrrhus, d'une certaine façon...

L'évolution des forces militaires en 1957 fut pourtant défavorable au FLN : une armée française mieux aguerrie, mieux équipée et grossie de soldats « indigènes » (dits « harkis » lato sensu, 88 000 h au 1er mai 1958) ; le barrage à la frontière tunisienne, dit « ligne Morice », à partir de l'été 1957, moyen de renseignement surtout, car elle était franchissable. D'où la nécessaire recherche d'un deuxième souffle par le FLN en 1958.

¹⁰⁶ Lacoste (1898-1989), qui garde le portefeuille de ministre de l'Algérie du 9 février 1956 au 15 avril 1958, dans trois gouvernements successifs, est le symbole et la victime des contradictions de la IVe République finissante. Il a voulu être le Clemenceau d'une guerre qui n'était pas aux yeux de l'opinion une guerre nationale. Républicain sincère, socialiste convaincu, il a été celui qui a, pour gagner, laissé le pouvoir civil se défaire de ses prérogatives.

□ Les réalités de la guerre

Double originalité : officiellement, la France n'est pas en guerre (cf. les euphémismes de l'époque : « événements », « pacification »), mais la « grande muette » (l'armée) fait de l'Algérie une affaire personnelle, recherchant la revanche de 1940, de 1954, de Suez, luttant « contre le communisme », manifestant sa haine vis-à-vis de la IV^e République plus un attachement passionnel non dénué de sympathie pour la population musulmane (et d'antipathie pour les « gros colons »). Il s'agit de montrer sa force, d'où le quadrillage, la mobilité, les perquisitions (les « ratisages » brutaux étant d'ailleurs pourvoyeurs de la « rébellion »), le rôle des « paras »... L'armée fait aussi de l'action psychologique, véritable dogme en développement entre 1956 et 1958, action supervisée à Paris par le colonel Lacheroy, développée par la multiplication des SAS (Sections Administratives spécialisées, voir plus haut), répondant d'ailleurs aux besoins d'une population sous-administrée (voir plus haut).

La guerre d'Algérie, ce sont les pratiques répressives, la torture, la « corvée de bois » (disparition de prisonnier), la déportation-déplacement de près de deux millions personnes, etc. L'affaire Audin se produit en 1957 : Maurice Audin, jeune membre du PCA (voir plus haut), assistant de maths à l'Université d'Alger, « disparaît » du « centre de triage » d'El Biar. Un Comité Audin se forme et il y a soutenance in absentia de la thèse d'Audin, à Paris, le 2 décembre (sic) 1957. Remarquons quatre choses. Ces pratiques ne sont pas totalement nouvelles, cf. Madagascar et l'Indochine (voir plus haut) ; elles sont aussi le fait du FLN ; elles provoquent les protestations et refus de la part d'officiers qui ont le sens de l'honneur et de la morale : le général Jacques Paris de Bollardière, officier le plus décoré de l'armée (!), le général Billotte..., malgré la caution « morale » de certains ecclésiastiques, comme le RP Delarue, aumônier de la 10^e Division parachutiste (voir plus haut). Enfin, la Ve République continuera, malgré les louables efforts d'Edmond Michelet, Garde des Sceaux.

Dans ce climat est votée la loi-cadre du 31 janvier 1958. La pression internationale oblige la France à faire un geste réformateur. Elle redécoupe le territoire algérien en départements et territoires, exagérant les particularismes (Divide ut imperes !). La loi est rejetée par le MNA et le FLN ; de toutes façons elle ne devait entrer en application qu'au retour au calme ! Les aspects économiques de la guerre d'Algérie ne sont pas négligeables. Elle a des incidences sur la métropole : son coût budgétaire est relativement supportable (2 milliards par jour, 7 % des dépenses de l'État mais moins de 2 % du PIB) mais elle a des effets négatifs sur la balance des paiements, la production et les équilibres financiers, l'allongement de la durée du service militaire a des conséquences sur le marché de l'emploi, très tendu, l'inflation reprend en 1957-1958. Pour l'Algérie, la guerre c'est l'absence de réforme agraire, les déplacements de population : le secteur « musulman » de

l'économie se dégrade, alors que le secteur « européen » continue de croître et que la population musulmane progresse rapidement, un déséquilibre accru entre les deux secteurs, donc. De surcroît naît une question saharienne. Le pétrole, dont la présence était soupçonnée depuis longtemps, jaillit en effet en 1956, au Sahara. Il est bien sûr d'une grande importance économique et le gouvernement français montre sa volonté de... séparer le Sahara de l'Algérie. En 1957 est créée l'OCRCS (Organisation commune des Régions sahariennes, ou Organisation de Coopération et de Recherches sahariennes), qui regroupe le Sahara algérien, le Tchad, le Niger et le Soudan. Elle est placée sous l'autorité d'un Ministre du Sahara. C'est un véritable jeu de la France, d'autant plus que FLN ne réussit guère à s'y implanter.

Enfin, la guerre d'Algérie, ce sont des problèmes d'opinion parmi les Français. C'est dans le courant de l'année 1956 que s'opèrent la prise et la crise de conscience qui vont ériger pour très longtemps la guerre d'Algérie en problème d'opinion. La prise de conscience est liée sans nul doute à la loi sur les pouvoirs spéciaux et plus encore à l'envoi de 400 000 jeunes appelés ou rappelés (voir plus haut). On est ici bien au-dessus de la guerre d'Indochine (au moins à cause du contingent et de la torture). Les années 1956 à 1958 et 1961-1962 constituent les deux moments de tension majeure au sein de la nation française. En Algérie même se manifestent les « libéraux », surtout universitaires (André Mandouze, muté en mars 1956 à Strasbourg, Charles-Robert Ageron, Marcel Émerit), un Albert Camus est très déchiré. L'opinion publique métropolitaine est d'abord indifférente ou horrifiée par attentats, puis sensibilisée par l'envoi du contingent, la lassitude la gagne à partir de 1957. Raymond Aron (cf. biographie dans le dossier biographique) fait sensation en publiant en 1957 *La Tragédie algérienne* où, en bon disciple de Tocqueville, il annonce l'inéluctabilité de l'indépendance algérienne pour des raisons démographiques, économiques et politiques. Un déséquilibre se manifeste nettement au sein de la presse, qui est massivement pour la guerre, contre les quatre « piliers de la trahison » (J.Soustelle dixit) : France-Observateur, Les Temps Modernes, L'Express, Témoignage chrétien. Ce n'est qu'en 1957 que Le Monde adopte une ligne hostile à la politique gouvernementale et prend nettement position contre la prolongation de la guerre et les outrances de la pacification. La guerre d'Algérie est l'occasion d'une réintroduction de l'extrême droite, cf. Jeune Nation, son rôle dans le poujadisme, etc. D'autant qu'il existe un « activisme » moins extrême, où on trouve des gaullistes : Michel Debré (Le Courrier de la Colère, voir biographie dans le dossier biographique), le colonel Thomazo...

La guerre d'Algérie perturbe les partis du centre et de gauche. Le MRP se veut plus ouvert que pour l'Indochine, mais en fait il n'a pas de position claire. Les radicaux sont très divisés. François Mitterrand est très longtemps hostile aux négociations et favorable à l'« écrasement des rebelles » avant tout (cf. biographie dans le dossier biographique). Grande est la division de la SFIO (à cause du « national-molletisme », cf. biographie dans le

dossier biographique) ; Michel Rocard est révolté et notons l'attitude « pré-sécessionniste » (cf. un peu plus tard le PSA, Parti socialiste autonome) de Charles-André Julien, Ernest Labrousse, Alain Savary, Daniel Mayer, Jean Rous (1908-1985), Édouard Depreux... Le **PCF n'est nullement acquis en 1954 au principe de l'indépendance algérienne** : il prône une autonomie dans le cadre du maintien de l'Union Française, et se rallie au « fait national algérien » en 1956 seulement. Réunions, défilés, pétitions se multiplient alors, mais sans encourager les actes individuels comme ceux de Maillot (voir plus haut) et Fernand Yveton (voir plus haut). La cause est simple : la révolution n'est pas menée par un parti marxiste, le Parti communiste redoute que la révolution soit plus islamique que marxiste. Par voie de soustraction, la condamnation la plus virulente de la guerre provient d'autres milieux, avec des objectifs hétéroclites ; c'est ce qu'explique bien Pierre Vidal-Naquet, dans un article de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* ¹⁰⁷. Ce sont les étudiants (le basculement de l'Union nationale des Étudiants de France, UNEF, se produit en 1957), dont la plupart ne basculent qu'après la suspension des sursis, les catholiques (Mgr Duval, archevêque d'Alger, *Témoignage chrétien*), les intellectuels : Sartre, Louis Massignon, Pierre-Henri Simon (*Contre la torture, Seuil, 1957*), René Capitant, Pierre Vidal-Naquet, etc., mais pas tous, cf. l'Académie française, Jules Romains et Thierry Maulnier. Beaucoup d'intellectuels ne voient-ils pas dans le conflit seulement l'occasion de rejouer une pièce — la Seconde Guerre mondiale — dont ils avaient été singulièrement absents (cela vaut bien pour Sartre, cf. biographie dans le dossier biographique) ? Un acte clef est la publication en mars 1958 de *La Question*, de Henri Alleg, membre du PCA qui avait rencontré M. Audin (voir plus haut) au centre d' « interrogatoires » d'El-Biar et qui rapporte les tortures qu'il avait lui-même subies. Francis Jeanson (collaborateur de Sartre aux Temps Modernes) noue des contacts avec le FLN à la fin de 1956 et constitue un réseau d'aide (les porteurs de valises, selon l'expression de Sartre) en 1957 ¹⁰⁸, avec des prêtres-ouvriers (Jean Urvoas par exemple), des intellectuels communistes en rupture de parti (Étienne Bolo, 1928-1985) et des communistes étrangers (ex. : l'égyptien Henri Curiel). Au fond, trois tempéraments idéologiques et politiques majeurs se manifestent : les « dreyfusards »,

¹⁰⁷ « Une fidélité têtue. La résistance française à la Guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°10 (avril-juin 1986), pp. 3-18.

¹⁰⁸ Ils furent peu nombreux et on les traita de traîtres, on les traîna en justice ; mais ils existèrent, et aujourd'hui l'on peut être d'avis qu'ils ont été l'honneur de la France durant cette lamentable guerre d'Algérie. Pour eux la défense des valeurs de la France, valeurs universelles, l'emportait sur la solidarité avec le gouvernement de la France — un peu comme durant la guerre les gaullistes, les résistants choisirent de désobéir parce qu'ils pensaient que le régime de Vichy trahissait les valeurs nationales. La France, pays de valeurs, pays où les valeurs sont au-dessus de la politique et fondent la communauté nationale, pays dont les valeurs sont au-dessus d'elle-même, est un pays où il est légitime de trahir le gouvernement pour ne pas trahir les valeurs de la nation.

les « bolcheviks » et les tiers-mondistes. L'opposition à la guerre est un (dur) apprentissage, par les nombreux militants qui se sont engagés, de l'autonomie vis-à-vis des appareils, en particulier celui du PCF : quelque chose s'est brisé entre le Parti communiste, les étudiants et les intellectuels.

□ La crise de 1958.

Le principe du « droit de suite » (en Tunisie voisine de l'Algérie) avait été admis par le Conseil des Ministres du 29 janvier. Cet acquiescement montre bien l'incapacité des autorités gouvernementales à saisir pleinement la portée de leurs décisions ! Le bombardement de Sakhiet, en territoire tunisien, le 8 février 1958 provoque la réunion d'une conférence qui soude à Tanger (au Maroc) les trois nations du Maghreb, d'autant plus que des milieux français d'extrême droite rêvent d'étendre la guerre au Maroc et à la Tunisie (!), et le Président du Conseil Félix Gaillard est contraint par la pression internationale d'accepter une offre anglo-américaine de Bons Offices : va-t-on vers l'internationalisation de la question algérienne ? Le gouvernement Gaillard est renversé le 15 avril ¹⁰⁹. C'est un déferlement d'inquiétudes chez les **Européens d'Algérie, qui sont encouragés à aller plus loin.**

Les gaullistes échafaudent patiemment les plans qui permettraient de faire revenir au pouvoir l'ermite de Colombey. L'idée fait son chemin en métropole à mesure que la crise se prolonge. Mais Massu est le seul officier supérieur à manifester publiquement des sentiments gaullistes (dès décembre 1957), de Gaulle étant à ses yeux le seul garant de l'Algérie française. En Algérie éclatent des manifestations de rues, dont celle du 26 avril à Alger qui réclame « la formation d'un gouvernement de salut public, seul capable de sauver l'Algérie » et dans la coulisse se développent les actions de gaullistes, comme Léon Delbecq et Jacques Soustelle (voir plus haut). À Alger, le nouveau Président du Conseil, Pierre Pflimlin, catalyse l'hostilité des pieds-noirs ; les officiers, las d'être conduits à des opérations inefficaces, veulent un régime qui leur donne les moyens du triomphe. Depuis quelques mois, un rapprochement s'est esquissé entre l'armée et les Européens d'Algérie, d'autant plus que ces derniers se sont ralliés à l'intégration, à laquelle l'armée (voir plus haut) est pleinement acquise.

Pour le 13 mai : Voir la base ou J.-J. Becker, Histoire politique de la France depuis 1945, Armand Colin, coll. "Cursus", 1988, 191 p., pp. 70-76, à compléter par J.-P. Rioux, La France de la Quatrième République, Seuil, coll. "Points", N.H.F.C. (tomes 15 et 16), 1980-1983, vol. 2, L'expansion et l'impuissance, pp. 128-166 et S. Berstein, La République gaullienne. 1958-1969, Seuil, coll. "Points", N.H.F.C., tome 17, chapitre 1.

¹⁰⁹ Autres causes : il n'a mené à bien ni la réforme constitutionnelle ni l'assainissement des finances publiques.

□ Le temps des ambiguïtés (1958 et 1959) pour l'Algérie.

Les événements de mai 58 ont placé l'Algérie au premier plan ; et pendant quatre ans ils ne quitteront plus le devant de la scène, dans une « guerre sans nom »¹¹⁰ car on parle toujours d'« événements » (voir plus haut). Au lieu de la solution rapide que certains escomptaient (le vote de la Constitution de 1958 est au fond en France un vote pour la fin de la guerre d'Algérie), on assiste à une dégradation progressive de la situation et la guerre d'Algérie va durer plus longtemps sous la Ve République que sous la IVe. Lorsque de Gaulle reçoit les pleins pouvoirs, nul ne sait quelle sera sa politique algérienne. Progressivement, il allait apparaître que la politique du général n'était pas celle qu'attendaient ceux dont l'action l'avait porté au pouvoir, ce qui provoqua l'hostilité des civils européens d'abord, puis la conflit avec l'armée, et enfin l'opposition conjuguée dans l'OAS. De Gaulle (qui ne travaille qu'avec un petit nombre de collaborateurs, très discrets, comme Bernard Tricot) connaît une évolution progressive et souvent entourée de mystère. Les conditions de politique extérieure sont contraignantes : la place de la France est amoindrie, sa liberté d'action est diminuée... Or de Gaulle a de grandes ambitions en politique extérieure, et pour lui l'Algérie n'est qu'un problème parmi d'autres. Autre contingence : le contrecoup de la décolonisation de l'Afrique noire.

De Gaulle a maintenu le silence sur la question depuis de longues années. Au printemps 58 l'équivoque est totale (cette ambiguïté est soulignée par la presse étrangère). De Gaulle est appelé par les ultras d'Algérie (traditionnellement antigaulistes), prêts désormais à bien des concessions pourvu que l'Algérie demeure française ; ils acceptent donc l'intégration, le « collègue unique » et admettent (implicitement) que de Gaulle mène une politique plus libérale. Les Algériens attendent une solution réellement libérale, voir l'indépendance. L'équivoque vient aussi du personnage : de Gaulle, c'est Brazzaville (voir plus haut) mais aussi Sétif (voir plus haut) ; il y a eu des thèmes « Algérie française » du temps du RPF (Rassemblement du Peuple français), mais de Gaulle a affirmé (à son entourage) le caractère inéluctable de l'indépendance. En fait de Gaulle n'a promis à personne de faire la politique réclamée par les tenants de l'« Algérie française », mais il a besoin de Soustelle pour retourner la situation en sa faveur à Alger. Il décide tout de suite un voyage en Algérie, mais ne peut qu'y commencer le temps des ambiguïtés : mise en scène, charisme, formule « Je vous ai compris ! » qui ne veut rien dire ou tout et son contraire, mais il ne définit rien, ne parle pas d'intégration, et ne prononce qu'une seule fois « Algérie française » (à Mostaganem, petite ville). De Gaulle prend ses distances vis-à-vis du mouvement du 13 mai : il faut empêcher les groupuscules d'activistes de se substituer

¹¹⁰ Cf. le film de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman, *La Guerre sans Nom. Appelés et rappelés pendant la guerre d'Algérie. 1954-1962*, 1992. Les témoignages ont été rassemblés à Grenoble et dans sa région. Ils font apparaître que « notre enfance, notre adolescence, notre jeunesse se sont déroulées sur fond de guerre ». Les premiers appelés furent tués dès le 1^{er} novembre 1954.

aux autorités officielles. Le Ministère de l'Algérie est rattaché à la Présidence du Conseil ; l'armée est reprise en mains. Première déception chez les hommes du 13 mai. Déception aussi du FLN, qui intensifie la rébellion. Deuxième voyage gaullien, du 1er au 5 juillet : l'ambiguïté persiste, et de Gaulle ne reçoit pas les représentants du Comité de Salut public. Mais il annonce que l'Algérie prendra part au référendum, avec un collège unique, ce qui signifie donc le vote des femmes. Le 7 juillet, il nomme Soustelle ministre de l'Information.

La campagne électorale montre l'indignation de l'extrême droite d'Algérie devant les institutions proposées (elle veut un « ordre corporatif »). Cette attitude lasse une certaine droite métropolitaine, celle des milieux d'affaires, qui commence à souhaiter ouvertement le désengagement en Algérie pour raison économique. De Gaulle ayant besoin de toutes les voix, liberté est laissée à Soustelle pour lancer l'UNR (Union pour la nouvelle République, c'est le deuxième parti gaulliste, après le RPF) et mener campagne (tous les opposants au OUI sont empêchés de s'exprimer en Algérie !). Le FLN interdit aux Algériens de participer au référendum. Pour s'affirmer face à de Gaulle, le FLN, en remplacement du Comité central exécutif (CCE), fonde le 19 septembre 1958 un GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) ¹¹¹ à Tunis. Le 28 septembre il y a en Algérie 96,5 % de OUI par rapport aux suffrages exprimés, 76,1 % par rapport aux inscrits : clairement, Français et Musulmans viennent de signer un chèque en blanc à de Gaulle. Mais ce dernier n'est qu'en recherche d'une politique algérienne, d'autant plus que la Constitution ne fixe pas le statut politique de l'Algérie ; de Gaulle refuse de considérer le résultat du référendum comme une approbation de l'intégration. Il y est farouchement hostile, car elle a des inconvénients, financiers et économiques (l'assimilation à la législation sociale métropolitaine provoquerait une énorme charge financière, par exemple en matière d'allocations familiales), et surtout politiques : les députés algériens représenteraient à peu près un quart de l'Assemblée nationale ¹¹². Grande est la crainte de donner à l'Algérie un poids excessif et déterminant dans les affaires françaises. Mais au même moment, les Européens d'Algérie, qui avaient été hostiles jusque là à l'intégration, s'y rallient en désespoir de cause : les Français, de part et d'autre de la Méditerranée, seraient majoritaires !

Ce que fait de Gaulle à l'automne 1958 se situe donc sur deux autres terrains. Le Plan de Constantine est publié en octobre 1958, c'est un plan de développement économique et social, typique des Trente Glorieuses, grâce à des investissements français massifs qui visent à rallier les élites algériennes. D'autre part, le gouvernement noue des contacts officieux avec le FLN et de Gaulle propose la très vague « paix des braves » lors de la conférence de presse du 23 octobre 1958 : un pardon général avec modus vivendi acceptable par tous ? Les élections législatives en Algérie se font avec des listes favorables à l'intégration, outrageusement favorisées par l'armée ; elles triomphent,

¹¹¹ L'appellation et le sigle sont ostensiblement copiés sur le GPRF de 1944 (voir plus haut).

¹¹² Projection : trente ans plus tard, ce serait un tiers !

notamment celles de l'UNR, qui apparaît comme le parti de l'Algérie française. De Gaulle procède à des changements d'hommes : Paul Delouvrier devient délégué général du gouvernement français (et les autorités militaires dépendent de lui) ; Maurice Challe est nommé commandant en chef. L'armée de la fin de 1958 opère pratiquement en champ clos, quadrille l'Algérie « utile », développe ses « commandos de chasse », fait des regroupements de population (deux millions de personnes environ). C'est un bouleversement durable de la géographie agraire du pays, le reste étant déclaré « zone interdite », grottes et forêts sont bombardées au napalm.... C'est le « plan Challe ». La situation militaire est bonne pour la France, et elle donne à de Gaulle une appréciable marge de manœuvre. **Dans le gouvernement Debré, l'Algérie française est représentée par** Debré et Soustelle, mais Soustelle n'est que « ministre délégué » auprès du premier ministre et il n'y a plus de ministère de l'Algérie ; Nafissa Sid-Cara est Secrétaire d'État chargée des affaires sociales en Algérie. Lors de sa conférence de presse du 25 mars 1959 de Gaulle annonce l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : la tension monte chez les Européens d'Algérie.

Dans le même temps où la République gaullienne est à la recherche d'une politique algérienne, le FLN est à la recherche d'un second souffle. En effet, en 1958, alors que son audience internationale s'affirme, la situation militaire du FLN se détériore. Les populations sont épuisées par la guerre ; l'ALN est en recul : elle ne tient que les djebels et les montagnes, faisant toutefois subir à l'armée française des pertes encore assez importantes ; mais à cause du barrage électrifié établi par les Français (et dont les chefs du FLN ont mésestimé l'efficacité), elle est privée de son approvisionnement venant du Maroc et surtout de la Tunisie, au moment où l'armement commençait à se perfectionner (armes de guerre remplaçant les fusils de chasse : mitrailleuses, bazookas, mortiers, et même canons), et où des déserteurs algériens arrivent des rangs de l'armée « française ». Le département de la Guerre est dirigé par Krim Belkacem, le seul rescapé des « chefs historiques », les autres ayant été tués ou emprisonnés. La stratégie globale du FLN considère que l'indépendance est la condition préalable dans toute négociation, qu'il faut accepter les contacts avec le gouvernement français, montrer sa force et intimider le gouvernement français en intensifiant le terrorisme. Celui-ci avait très discuté au sein du FLN, au moins jusqu'en 1956 ; l'explosion de violences des années 1956-1957 a retardé l'aboutissement des négociations secrètement amorcées par Guy Mollet dès 1956, notamment en entraînant le veto des Français d'Algérie ; le terrorisme des années de la 5e République n'est qu'une arme parmi d'autres, utilisée de façon relativement modérée, et elle ne jouera qu'un rôle secondaire dans la victoire du FLN. Enfin, le FLN surmonte deux crises en son sein : les colonels de l'intérieur accusent le GPRA d'apporter une aide insuffisante ; une tentative de putsch est faite par les colonels de l'extérieur rêvant d'étendre

la guerre à la Tunisie (novembre 1958) : ils sont arrêtés et exécutés. Mais en 1959, la situation militaire reste sombre pour le FLN.

□ Le grand tournant de la guerre d'Algérie (1960).

Pourquoi de Gaulle fait-il en 1959 le choix de l'autodétermination ? Des causes générales ont été évoquées plus haut ; l'action diplomatique est pour le FLN le seul moyen de s'en sortir ; le rapprochement Ouest-Est fait craindre aux Américains que le FLN ne se tourne davantage vers l'URSS (ou vers la Chine) : la France risque de se voir imposer une solution par son puissant allié ; enfin, l'affaire algérienne doit être évoquée à la session de l'automne 1959 de l'ONU. De Gaulle doit ressaisir l'initiative. Comment ? D'abord il multiplie les allusions lors de son voyage auprès des militaires d'Algérie fin août 1959. Le 16 septembre 1959, il dissipe les équivoques lors d'une allocution qui est l'une des plus longues qu'il ait jamais consacrées à l'Algérie : trois solutions sont possibles (la « sécession », la « francisation », l'« association »), les préférences gaulliennes allant « au gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle ». Cette allocution est une coupure fondamentale dans le cours de la Guerre d'Algérie. En effet, les conséquences ne peuvent être que capitales : l'autodétermination, c'est la fin du régime colonial, l'indépendance devient possible, l'association étant une proposition neuve. De Gaulle évite ainsi les négociations avec le GPRA, qu'il refuse de reconnaître comme le représentant véritable des Algériens ; il rassure la majorité des formations politiques métropolitaines, mais l'UNR et les Indépendants sont divisés. En Algérie, la guerre... continue, mais l'armée décide de jouer à fond la carte de la « francisation », l'autodétermination étant à ses yeux un moyen de se maintenir en Algérie. Le GPRA est très embarrassé : seule attitude concrète, admettre l'autodétermination avant l'indépendance, rompant ainsi avec sa politique antérieure ; mais l'attitude très méfiante du FLN fait rompre les négociations entamées à la suite de l'allocution. On est donc à nouveau dans l'impasse fin 1959.

Logiquement **la proposition d'autodétermination amplifie l'opposition à la** politique algérienne de De Gaulle : les pieds-noirs ont l'impression d'avoir été dupés ; c'est la rupture définitive entre les « ultras » d'Algérie (par exemple : le Front national français du cafetier Ortiz et du leader étudiant Susini) et de Gaulle ; les activistes ne limitent pas leurs ambitions au seul maintien de l'Algérie française ; plusieurs complots sont montés... Mais habilement de Gaulle rassure l'armée en lui donnant les moyens de poursuivre la pacification. Les ultras, bien mieux organisés d'ailleurs qu'en 1958, songent à un « nouveau 13 Mai », d'autant plus que le terrorisme s'intensifie (voir plus haut) et qu'Ortiz caresse l'espoir d'être soutenu par l'armée. Celle-ci est traversée par l'« affaire Massu », liée aux confidences malencontreuses qu'il a faites lors d'une interview pour la *Suddeutsche Zeitung* : il est destitué par le gouvernement. Les civils « ultras » tentent de faire basculer

l'histoire, ou au moins l'armée, lors de leur tentative de blocage d'Alger, appelée la semaine des « barricades » (24 janvier-1er février 1960). L'armée ne « marche » pas, malgré la bienveillance de certaines unités. La rébellion piétine — barricades bon enfant ravitaillées par les familles, concerts de casseroles et d'avertisseurs automobiles (Ti-ti-ti/Ta-Ta = « Algérie française ! », musique qui devait beaucoup se faire entendre dans les deux années suivantes en Algérie et un peu en métropole), etc — Alger s'installant dans l'insurrection. Aucun soutien n'est à attendre de la métropole, d'autant que les radios (on est au début de l'ère du « transistor ») l'informent abondamment et de façon plutôt sarcastique vis-à-vis des pieds-noirs¹¹³ et que l'extrême droite métropolitaine a été mise hors d'état de nuire (ainsi, J.-M. Le Pen a été arrêté...). Au bout d'une semaine, les gesticulateurs des barricades se rendent, Lagailarde est emprisonné, les hommes sont incorporés au 1er REP (Régiment étranger parachutiste). Pour la première fois depuis le début du conflit d'Algérie, le pouvoir n'a pas cédé devant les ultras.

La voie vers l'Algérie algérienne est-elle libre ? En réalité, la marge de manœuvre du président de la République apparaît étroite. Il remanie l'équipe ministérielle, après avoir refusé la démission de Michel Debré ; il rétablit les préfets d'Algérie dans l'exercice de leurs attributions ; il y a une vague d'arrestations d'activistes, dissolution d'organisations, rappel d'officiers en métropole, suppression du Service d'Action psychologique (voir plus haut). De Gaulle prépare l'avenir : les pourparlers avec le FLN reprennent, lors d'un voyage auprès de l'armée en Algérie le Général propose une « Algérie algérienne liée à la France ». Le FLN rompt les pourparlers (de Gaulle ne doit pas imposer « sa » solution) et essaie d'élargir son audience internationale (ex. : voyage en Chine de Krim Belkacem). Une partie de la jeunesse française accepte de plus en plus mal la poursuite du conflit. Les désertions se multiplient. Les réseaux français d'aide au FLN se structurent. Francis Jeanson (voir plus haut), professeur, écrivain, recherché par la police, qui dirige le plus important de ces réseaux, tient une conférence de presse clandestine au cours de laquelle il pose clairement les problèmes de l'insoumission, de la désertion et de la lutte clandestine contre la guerre. Les pourparlers de Melun (25-29 juin 1960) avec le FLN sont un échec ; un grand nombre d'attentats ensanglantent l'été 1960. Éclate la bombe du *Manifeste des 121* sur « le droit d'insoumission dans la guerre d'Algérie », justifiant la désertion (septembre 1960, voir plus loin). **L'armée française ne voit plus d'objectifs clairs et admis par de Gaulle qu'elle puisse partager et de plus en plus d'officiers sont proches des « activistes ».**

C'est alors (4 novembre 1960) que de Gaulle évoque le caractère inéluctable de l'indépendance d'une « République algérienne » ; il fait un voyage en Algérie en décembre : de grandes manifestations activistes et des émeutes franco-musulmanes impressionnent de Gaulle. Il apparaît que **l'idée d'une Algérie algérienne soutenue par les Européens, le**

¹¹³ Énorme différence avec mai 68, huit ans plus tard : les radios privées seront alors plutôt favorables.

concept de « troisième force » sont morts. Le référendum du 8 janvier 1961 donne toute liberté au gouvernement de négocier les conditions de l'autodétermination avec le GPRA. De Gaulle obtient, selon sa formule de demande, un « Oui franc et massif » en métropole (75 % de oui) ; en Algérie on a 39 % de Oui, 18 % de Non et 42 % d'abstentions : à l'évidence, les musulmans ont suivi les consignes du GPRA. Mais 1960, c'est aussi une guerre qui s'éternise. Lorsque de Gaulle décide d'entreprendre de sérieuses négociations, la guerre se traîne depuis plus de six ans. Le FLN est épuisé, les deux communautés de l'Algérie irréconciliables, l'opinion métropolitaine aspire à la paix, les pieds-noirs sont prêts à tout pour défendre l'Algérie française : peuvent-ils entraîner une armée déchirée ?

D'autre part, le FLN connaît en 1960 de profondes transformations. Au sein du GPRA s'opposaient les modérés, conduits par Ferhat Abbas, partisans d'une politique de conciliation avec la France, et les « jusqu'au-boutistes » qui voulaient à tout prix intensifier la lutte pour arracher l'indépendance. Le CNRA (Conseil national de la Révolution algérienne, voir plus haut) tient une longue session à Tripoli en décembre 1959-janvier 1960. Il est décidé que l'Algérie deviendra une « république démocratique et sociale », le GPRA est remanié en faveur des « libéraux », un état-major général est créé et dirigé par le colonel Houari Boumedienne ¹¹⁴, qui va constituer aux frontières une véritable armée, qui peu à peu allait se dégager de la tutelle du GPRA et s'imposer à la fois comme force militaire et comme force politique. Mais la situation de l'ALN est encore très mauvaise en 1960 : des unités fragmentées, de nombreux échecs de tentative de franchissement des barrages ; le mécontentement enfle contre le GPRA, qui pense de toutes façons que le succès ne pourra venir que de l'extérieur, à qui la primauté est donnée. Les ministères sont spécialisés, le ministère des Affaires extérieures, dirigé au Caire par Krim Belkacem, étant le plus important, et Ferhat Abbas (chef du GPRA) ayant peu de pouvoirs face aux ministres.

Les suites du plan de Constantine, mis en œuvre par Paul Delouvrier, se font sentir en 1960. Il est empreint de la volonté de neutraliser politiquement la misère, non de la combattre, de la volonté de susciter la naissance d'une « troisième force » en développant les « élites ». Les investissements français sont considérables, les sociétés privées étant dotées d'avantages énormes. Le FLN interdit aux Algériens de prendre possession des terres, refusant de faire participer la population à une réforme agraire dans le système colonial. L'industrie bénéficie du pétrole et du gaz (les gisements d'Hassi R'Mel et d'Hassi Messaoud ont été découverts en 1956) : plus de 15 millions de tonnes brut sont extraites en 1961. L'essor des hydrocarbures provoque la naissance de nouvelles installations dans les mines et la métallurgie. Lacunes importantes, les nouveautés concernent surtout les grandes villes (à cause de l'insécurité militaire) ; l'incertitude pesant sur la politique qui sera suivie après 1960 freine l'expansion (les secteurs financés par l'État sont beaucoup mieux développés) ; le sous-emploi persiste dans les villes. Les meilleures réalisations sont

¹¹⁴ De son vrai nom Mohammed Boukharouba.

sensibles surtout dans les domaines administratifs (par exemple : de nouveaux fonctionnaires algériens sont recrutés) et scolaire (les effectifs musulmans ont doublé jusqu'à la fin de 1960).

L'opinion française est lasse de la guerre dès 1960. Le conflit algérien est devenu une des préoccupations majeures du peuple français et fait la « une » de tous les périodiques, quotidiens et mensuels surtout. L'opinion évolue progressivement, sous l'impulsion de De Gaulle, vers la solution de l'indépendance négociée avec les représentants du FLN. Les métropolitains approuvent le discours sur l'autodétermination, que les pieds-noirs considèrent comme une trahison : le mythe de l'Algérie française est bien mort sur les barricades pour la grande majorité des Français. Les grands partis politiques ont eux aussi, dans leur grande majorité, suivi la politique de De Gaulle, même si certains n'ont pas ménagé leurs critiques contre le pouvoir personnel et si à l'UNR des dissensions graves se sont fait jour. Un rôle d'aiguillon est joué par les nouveaux partis socialistes, d'extrême gauche, le Parti socialiste autonome (PSA) et le Parti socialiste unifié (PSU), tous deux nés en 1960. Une crise de conscience traverse les futurs appelés, les appelés, les étudiants (la première grande manifestation de l'UNEF a lieu le 27 octobre 1960), les réseaux de soutien (« porteurs de valise ») sont vivaces, dont le réseau Jeanson, le *Manifeste des 121* est signé et publié le 4 septembre 1960. On y relève les noms de Sartre, Simone de Beauvoir, Florence Malraux (fille), Claude Simon, Jean-Pierre Vernant, Jean-François Revel, Vercors, P. Vidal-Naquet, François Truffaut, Danièle Delorme, Simone Signoret... Les sanctions sont immédiates, un contre-manifeste de droite (Roland Dorgelès, Michel de Saint-Pierre, le maréchal Juin, Henry Bordeaux, Pierre Gaxotte, Raoul Girardet, Henri de Monfreid...) est lui aussi publié. Frantz Fanon (médecin psychiatre d'origine antillaise, né à Fort-de-France, installé à Blida puis Alger, mort en 1961) publie des ouvrages « tiers-mondistes » : *L'an V de la Révolution algérienne* et surtout *Les Damnés de la Terre*. Une bataille de l'information (les réalités de l'Algérie, le service militaires, la torture, etc.) est menée par les opposants à la guerre d'Algérie, avec des moyens dérisoires pour les isolés. Les années 1961 et 1962 vont constituer avec les années 1956 à 1958 les deux moments de tension majeure au sein de la communauté nationale.

Le « camp » de l'Algérie française se développe en 1960, utilisant le « procès des barricades » (novembre 1960), constituant le Front de l'Algérie française (FAF, 15 juin 1960 : Jacques Isorni, Jean-Louis Tixier-Vignancour, Bernard Lafay...). Le général Salan, à la retraite, prend ouvertement parti pour l'Algérie française : il est contraint de s'enfuir en Espagne, où il est rejoint par des inculpés du « procès des barricades » qui sont en liberté conditionnelle. Ils forment l'OAS (Organisation de l'Armée secrète). C'est que l'Algérie française a opéré une véritable cristallisation. L'Algérie sert de catalyseur, de point extrême de cristallisation au mouvement de résistance à l'« abandon » colonial. Pourquoi ? La place particulière de l'Algérie (son statut, la présence d'Européens nombreux, c'est le

« dernier » territoire colonial français et l'ancienneté de la présence française, etc.) ; l'abandon de l'Algérie serait la ruine de la civilisation en Algérie (cf. Georges Bidault ¹¹⁵ : « Ce qui est en danger, ce n'est pas seulement l'œuvre de la France, l'ordre qu'elle a institué, le progrès social qu'elle a apporté et qui, tout imparfait qu'il soit, disparaîtrait avec elle ; c'est toute une civilisation digne de ce nom... ») ; le problème est présenté comme un problème de survie de la Nation française (cf. Soustelle : « Le drame n'est pas seulement celui de l'Algérie, c'est celui de la décadence... Abandonner l'Algérie, c'est condamner la France à la décadence... ») ; la guerre a un caractère de guerre psychologique, avec idée de revanche sur l'« Indo » (les fellagha sont couramment appelés les « Viets »...). Des idéaux nouveaux sont apparus, mais beaucoup trop tardivement, par l'intermédiaire de l'intégration au « corpus » de la promotion des musulmans à la pleine égalité civique, du progrès économique et social. À l'époque de la « nouvelle frontière » de Kennedy, les tenants de l'Algérie français argumentent que c'est un moyen aussi de rénovation pour la France (il y a de très nombreuses publications à ce sujet). En Algérie, et aussi en métropole donc, le camp de l'Algérie française est une coalition sociale, politique et culturelle. On y trouve une bonne partie des Européens d'Algérie, qui se jugent menacés dans leurs foyers, leurs modes de vie, des officiers, des groupements fascisants comme « Jeune Nation », des cercles catholiques intégristes comme la Cité catholique, certains gaullistes de 1958 (Soustelle par exemple), une frange de la démocratie chrétienne (Georges Bidault et plusieurs personnalités MRP), certains socialistes de 1956 ou d'avant (Max Lejeune, Robert Lacoste, Marcel-Edmond Naegelen, etc.), une bonne partie de la presse (le dernier carré sera composé de L'Aurore, Le Parisien Libéré, Combat) et pour les trois droites (cf. R.Rémond dont l'ouvrage est alors tout récent) c'est un nouveau regroupement passager.

Quelle est la mentalité de l'armée en 1960 ? On retrouve des éléments psychologiques assez anciens et relativement consensuels : le complexe de l'Indochine et de Suez, la volonté de rester en Algérie en remportant la victoire sur l'ALN, car l'Algérie est le dernier bastion de l'empire colonial, le dernier vestige de la grandeur passée. Totalement acquise à l'intégration, l'armée s'est crue en mesure de l'imposer à de Gaulle. Depuis 1958, l'armée s'estime davantage engagée en Algérie : ses pouvoirs ont été accrus, la situation militaire lui est favorable et une victoire militaire apparaît possible, effets du Plan de Constantine lui paraissent évidents et bénéfiques. Mais la guerre d'Algérie signifie torture, que tous n'approuvent pas (voir plus haut), massacres ¹¹⁶, camps de regroupement, qui apparaissent comme de véritables camps de concentration, l'armée est perçue par la population de plus en plus comme une armée d'occupation, ce qui est perçu par les militaires français ; les propos de De Gaulle lors de ses « tournées des popotes » et ses discours de métropole déroutent. Une minorité d'officiers sont sensibles aux idées des activistes et se

¹¹⁵ Cf. biographie dans le dossier biographique.

¹¹⁶ Pendant deux ou trois décennies, il y aura encore des découvertes de charniers.

font une fausse idée de l'opinion métropolitaine car ils ne lisent que les journaux d'Algérie ¹¹⁷ ! C'est une minorité voyante et active, celle des « paras », dont ceux de la Légion, que ne répugnent pas les chants nazis et le folklore le plus désuet. Ce sont des « soldats perdus », conscients pour certains d'avoir mené une guerre très immorale, et qui ne veulent pas admettre avoir vendu leur âme au diable pour rien. La rupture est totale et définitive avec de Gaulle à partir du discours du 4 novembre (voir plus haut) : quelques officiers sont désormais prêts à renverser le régime, personne ne songeant parmi eux aux réactions du contingent, considéré comme une « main-d'œuvre saisonnière » ; or, le contingent c'est 90 % des effectifs de l'armée en Algérie et le reflet d'une société métropolitaine plus urbaine et instruite ¹¹⁸...

□ Vers l'indépendance de l'Algérie (1961 et 1962).

Personne ne s'était mépris sur le sens du « oui franc et massif » au référendum du 8 janvier 1961. Il signifiait Oui à la négociation, Oui à la paix en Algérie. De nouvelles rencontres ont lieu avec le FLN, mais le FLN refuse que s'ouvrent de véritables négociations, à Évian-les-Bains (Haute-Savoie), si le MNA est invité et d'autre part il multiplie les attentats. Les Européens d'Algérie vivent dans la terreur de la négociation qui conduirait inévitablement à l'indépendance ; ils rêvent de voir l'armée « basculer » de leur côté. L'OAS perpètre des attentats au plastic (un explosif) contre des musulmans et des « libéraux » (en Algérie et France). Les officiers activistes — on les appelle souvent du nom du grade le plus fréquent « les colonels » — rêvent d'une réédition du 13 Mai, mais il faudrait un « chef ». Massu (voir plus haut) se refuse, Challe (voir plus haut, limogé en mars 1960, puis démissionnaire de son poste à l'OTAN) attend la conférence de presse de Gaulle du 11 avril 1961. Or, le président envisageant nettement la perspective de l'indépendance, Challe se décide à franchir le Rubicon.

On a toujours parlé de « putsch des généraux », mais en réalité les conjurés, à la préparation fort insuffisante, ne vont commettre qu'une « fronde » ! Le putsch éclate le 22 avril. L'OAS est née en Espagne franquiste (voir plus haut) et les conjurés n'ont pu que penser aux événements espagnols de juin 1936. Va-t-on vers une réédition d'événements africains et européens qui n'ont que 22 ans et dont la majorité de la population métropolitaine se souvient ? C'est la stupeur en métropole, la déception en Algérie car tous les officiers ne suivent pas, tant s'en faut, la Marine et la majeure partie de l'Aviation restent en dehors du « coup », les conjurés ne reçoivent aucun appui extérieur : on n'est pas en 1936. De surcroît les conjurés de métropole sont capturés et surtout l'hostilité du contingent est manifeste. Or, à cause de la longueur du service et de son instruction relative, il forme la

¹¹⁷ Le titre le plus important est *L'Écho d'Alger*, du conservateur Alain de Sérigny.

¹¹⁸ Au total plus de deux millions de soldats français ont servi en Algérie pendant la guerre.

moitié des sous-officiers et une partie des officiers ¹¹⁹. Les frondeurs ne sont, selon l'expression méprisante de De Gaulle, qu'un « quarteron » (le quart d'une livre) de généraux, Challe, Salan, Jouhaud et Zeller, les deux derniers étant anciens chefs d'état-major des armées de terre et de l'air, sans possibilité d'action prolongée. Font merveille le sang-froid de De Gaulle, son optimisme, la magie de son verbe, très audible lors de son allocution télévisée et radiodiffusée, qu'il conclut par le génial « Aidez-moi ! », l'emploi de l'article 16 de la constitution ; par contre Michel Debré s'affole quelque peu (cf. biographie dans le dossier biographique) ; Malraux se croit en Espagne en 1936 ; la gauche mobilise efficacement (une massive grève générale d'une heure le 24, même dans les établissements scolaires) ; la Défense nationale gesticule quelque peu (des chars et des mitrailleuses un peu partout dans Paris, par exemple) ; la condamnation internationale est unanime ¹²⁰.

L'effondrement du putsch est rapide — dès le 26 avril — les frondeurs se rendant ou se réfugiant dans la clandestinité. Putsch ? non, pschitt ! (mot de l'époque) : **l'armée en** est marquée pour longtemps ; il ne reste plus que la force aveugle de l'OAS et le désespoir des Européens, qui sont prêts désormais à cautionner n'importe quel mouvement leur promettant de conserver l'Algérie à la France, fût-ce au prix de toutes les violences. Aussi deviennent-ils massivement complices de l'OAS, qui saura bien vite exploiter leur traumatisme. Ils forment un véritable « bloc » (cf. leur hostilité au libéral Mgr Duval, voir plus haut, appelé de façon imbécile et raciste Mohammed Duval), malléable, mais pour eux de Gaulle ne trouvera jamais les mots qui leur auraient peut-être fait admettre l'inévitable : pas de magie du verbe ici. Devenir des quatre hommes du « quarteron » ? Maurice Challe est mort en 1979, Raoul Salan va devenir chef de l'OAS (voir plus loin), il est mort en 1984, A.Zeller est mort en 1979, Edmond Jouhaud sera réintégré dans le C.R. (cadre de réserve) avec Salan et d'autres (par... F.Mitterrand) !

¹¹⁹ Remarquons que le contingent sera une « génération du silence », sensible au gâchis, à la honte, totalement démotivée, mais qui parle un peu depuis les années 1990 de ce « souvenir très gris » (Claude Brasseur).

¹²⁰ Franco se garde bien de gâcher la position internationale péniblement acquise par son pays depuis quelques années par un quelconque soutien : il n'est pas Mussolini à son tour. De toute façon, la Marine et l'Aviation françaises, dont on a vu le loyalisme (le mot est de l'époque), auraient facilement contré toute tentative espagnole : l'armée espagnole était encore une armée de guerre civile (espagnole). Peut-être est-ce la raison pour laquelle de Gaulle fera chez Franco son dernier voyage privé à l'étranger, à l'été 1970, juste avant sa mort ? Il faut souligner aussi le calme de la population métropolitaine — vivre le quotidien normalement, pour montrer qu'on n'a pas peur, je crois que c'est la première fois qu'il y a eu ce réflexe en France, en tout cas que je l'ai constaté — et, encore une fois, le rôle des radios. Vous aurez compris que j'ai gardé de cette « fronde des généraux » un souvenir très précis (de toutes ces années aussi, d'ailleurs, mais, bon, je ne suis pas là pour raconter ma vie...). On continue...

De difficiles négociations de paix commencent à Évian le 20 mai 1961 et vont aboutir seulement le 18 mars 1962, après trois interruptions. De Gaulle est soumis aux pressions internationales (l'URSS, Kennedy, les cinq partenaires européens du Marché commun, le groupe africain de l'ONU...) et pressé car il veut jouer un grand rôle international et en particulier ramener l'armée en Europe : dès le 5 septembre 1961 commence le repli vers la métropole d'unités importantes, laissant tomber de vastes régions sous le contrôle du FLN, d'autant plus que l'armée est contrainte de tenir les villes à cause des attentats de l'OAS. De lourdes difficultés pèsent sur les négociations : les attentats du FLN, ceux de l'OAS ; la méfiance du FLN ; le peu de points communs entre la délégation française, conduite par Louis Joxe, et celle du FLN, menée par Krim Belkacem, le problème du Sahara, celui de la minorité européenne (aura-t-elle la double nationalité ?) et de Gaulle brandit la menace de la partition... De surcroît éclate l'affaire de Bizerte (juillet 1961, voir plus loin), qui durcit le GPRA : Ferhat Abbas, évincé, est remplacé par Ben Khedda (marxiste) à la tête de la délégation. À l'automne 1961, de Gaulle reconnaît l'appartenance du Sahara à l'Algérie, concession capitale. L'OAS accentue son action : agitation des nombreux exilés dans des pays européens (c'est le cas aussi de Soustelle depuis décembre 1961), attentats aveugles, mobilisation de la population européenne... Des manifestations de protestation sont organisées contre l'OAS en métropole. L'attentat de Pont-sur-Seine est commis par l'OAS contre de Gaulle, le 9 septembre. Puis ce sont les « ratonnades » policières (un véritable pogrome) du 17 octobre 1961 à Paris (contre les participants à une manifestation contre le couvre-feu et pour la paix) : plus de 100 morts ¹²¹. Le gouvernement emploie des « barbouzes » (policiers parallèles, recrutés sans grand discernement), dissout l'OAS le 6 décembre 1961, mais les attentats continuent (une véritable folie meurtrière règne), répandant la peur à l'état brut. Pourtant, de Gaulle annonce le rappel en Europe de deux divisions pour le début de 1962...

Le début de 1962 voit un véritable déchaînement de violences : il y a 1 308 attentats en Algérie du 1er janvier au 15 février ; 5 000 morts sont recensés dans les villes de janvier à juin 1962. Dans le même temps, il y a un grand nombre d'attentats OAS en métropole (par exemple, contre André Malraux, c'est la fille de sa concierge qui est touchée). Une grande manifestation anti-OAS a lieu à la Bastille le 8 février 1962, plutôt de gauche ; de quoi se mêlent-ils ? brutales charges policières, cette fois-ci contre des Français, surtout au métro Charonne : 8 morts, 150 blessés. « Charonne » entre comme « lieu sacré » (tel le Mur des Fédérés) dans la mémoire collective ; des funérailles et une grève générale se déroulent le 13 février. Trois jours plus tôt a eu lieu la rencontre des Rousses (Jura, 10 février) entre FLN et délégation française. Il y est décidé qu'entre le cessez-le-feu et un référendum

¹²¹ Responsabilités : mouvements extrême droite infiltrés dans police, Roger Frey (ministre de l'Intérieur), Maurice Papon (Préfet de Police) surtout. La lumière n'a jamais été totalement faite, même depuis 1981.

d'autodétermination, coexisteront un Haut Commissaire représentant la France et un Exécutif provisoire algérien comprenant 8 Algériens et 3 Français. Les troupes françaises seront en un an réduites à 80 000 h et évacuées en trois ans. La base de Mers el-Kébir sera conservée par la France pendant 15 ans. Les Français d'Algérie se prononceront pour la nationalité de leur choix après la conclusion du cessez-le-feu. L'Algérie restera dans la zone franc (le pétrole sera donc payé en francs français). Enfin, une coopération est clairement envisagée entre deux états. Les négociations définitives s'ouvrent à Évian le 7 mars 1962. Elles aboutissent aux « Accords d'Évian », dans un contexte de redoublement de violences ; les problèmes en suspens sont réglés très vite (les Français d'Algérie pourront garder la nationalité française, leurs biens leur seront conservés...) ; la conclusion est atteinte le 18 mars, l'annonce est immédiate : la chaîne — unique — de télévision interrompt la diffusion de Farrebique de Georges Rouquier ! Le cessez-le-feu est proclamé le 19 mars à midi.

Date éminemment symbolique, vilipendée par l'extrême droite jusqu'à nos jours, mais une fin de guerre dramatique, marquée au fer rouge par la violence. Le cessez-le-feu déchaîne la folie meurtrière de l'OAS. Le but : faire basculer l'armée en l'obligeant à intervenir pour défendre la communauté européenne menacée physiquement dans son ensemble par les affrontements entre communautés. Une grève générale des Européens est imposée par l'OAS le 19, puis a lieu la « bataille de Bab-el-Oued » (Alger), occupée par l'OAS (pour la première fois des pieds-noirs et l'OAS tirent sur l'armée), puis évacuée par elle, les habitants étant courageusement abandonnés aux mesures de répression des forces de l'ordre. Le 26 mars, jour de l'arrivée du Haut Commissaire Christian Fouchet a lieu une manifestation ; elle se termine par la fusillade de la rue d'Isly ¹²² (46 morts, 200 blessés, une petite section de tirailleurs algériens de l'armée française, commandée par un lieutenant kabyle, débordée par la foule, tire sur elle). Après ces deux « échecs », les « réprouvés » ¹²³ de l'OAS tentent une partition de fait, donnant des ordres d'évacuation de quartiers et de zones, mais entre « le cercueil et la valise » ¹²⁴, les Européens vont choisir cette dernière : les départs s'amplifient, 100 000 personnes en mai, ce qui prive l'OAS de son principal soutien. Elle pratique alors la tactique de la « terre brûlée » : une véritable apocalypse se déchaîne sur l'Algérie. L'Exécutif provisoire est présidé par Abderhamane Farès (1911-1991), ancien président de l'Assemblée algérienne, qui avait joué un rôle de contact entre les deux camps. Sur douze membres, on compte quatre Algériens modérés n'ayant jamais adhéré au FLN (Abderhamane Farès par exemple, ancien président de l'Assemblée algérienne), cinq Algériens du FLN et 3 Européens. Ses difficultés sont très nombreuses, mais les forces de l'ordre arrêtent le 7 avril le chef des

¹²² Maintenant rue Mourad Didouche (voir plus haut).

¹²³ Mot de l'époque.

¹²⁴ Expression de l'époque.

« commandos delta » (d'extrême droite), Degueldre, et Salan le 20. Le départ des Européens pousse l'OAS à une ultime tactique : s'entendre avec l'Exécutif provisoire et le FLN.

Le référendum du 8 avril 1962 (en France métropolitaine) marque un succès éclatant pour la politique de De Gaulle : les accords d'Évian sont ratifiés à 90 %. Il est suivi par la démission de Michel Debré (cf. biographie dans le dossier biographique), cette fois-ci acceptée. En mai et juin 1962 ont lieu des contacts entre Susini (OAS) et Farès (Exécutif). Le 30 mai Susini ordonne aux commandos de cesser leurs activités et de sa prison, Jouhaud, condamné à mort (il sera plus tard gracié par de Gaulle), adjure les siens d'abandonner la lutte. La trêve est rompue dès le 7 juin par Susini : la bibliothèque de l'Université d'Alger, l'IEP, la mairie, sont la proie des flammes. Pour la campagne électorale en vue du référendum en Algérie (fixé au 1er juillet) l'Exécutif n'accepte pas de parti fondé par l'OAS, ni le PPA, issu du MNA ; tous groupements agréés font donc campagne pour le « oui » et l'OAS donne la consigne aux Européens pas encore partis de voter. Il y a 91 % de oui par rapport aux inscrits, 99,72 % par rapport aux suffrages exprimés ! L'indépendance est solennellement proclamée par de Gaulle le 3 juillet 1962 ; Ben Khedda, chef du GPRA, fait son entrée triomphale dans Alger. Mais des incendies sont allumés et des attaques de banques commises par l'OAS ainsi que des massacres par les « musulmans » et/ou le FLN à Oran en juin et début juillet : c'est l'apocalypse dans la première ville d'Algérie où la population européenne dépasse en nombre la population musulmane. Une très grave crise interne éclate au FLN, notamment avec le retour en Algérie de Ben Bella (11 juillet). L'Algérie sombre dans l'anarchie en quelques jours (les unités de l'ALN et les petits chefs échappent à tout contrôle ; de sanglants massacres d'Européens se produisent). **L'exode** des pieds-noirs reprend à un rythme accéléré. Une véritable mais courte guerre civile éclate entre l'armée de l'extérieur (commandée par Boumedienne ¹²⁵) et quelques wilayas : on se bat « entre frères ». L'Assemblée nationale constituante est élue le 20 septembre, elle proclame la République démocratique et populaire d'Algérie, élit F. Abbas comme président de l'Assemblée et désigne comme premier chef de gouvernement Ben Bella. Une ère nouvelle commence pour l'Algérie. Pour ce qui concerne la politique de la France gaullienne, répétons que de Gaulle n'avait pas de vue explicite du problème en 1958, ajoutons qu'il a eu une politique très secrète, et fluctuante, qui a conduit à boire « le calice de l'inéluctable » (de Gaulle en novembre 1960) et a eu des répercussions personnelles pour de Gaulle, les attentats de Pont-sur-Seine (9 septembre 1961, voir plus haut) et du Petit-Clamart (22 août 1962).

¹²⁵ 1925 ou 1932-1978. Chef d'État-major de l'A.L.N. depuis mars 1960, il imposa Ben Bella au pouvoir à l'été 1962 avant de le renverser en juin 1965. Il dirigea l'Algérie jusqu'à sa mort.

□ **Conclusion sur l'Afrique blanche** : on a affaire à une politique caractérisée par ses hésitations, ses revirements et ses échecs, bien révélatrice de l'incapacité de la IVe République à résoudre les problèmes d'outre-mer.

5°) Le Moyen-Orient jusqu'en 1956

a) Un Moyen-Orient entre guerres et paix

Rappels : mouvement sioniste, accords Sykes-Picot des 4 mars et 16 mai 1916, déclaration Balfour du 2 novembre 1917, conférence de San Remo (1920), indépendance de l'Irak en 1930 (voir plus haut). Le mandat de Palestine avait été exercé par la Grande-Bretagne pendant l'entre-deux-guerres, dans un sens de plus en plus pro-arabe, illustré par la publication en 1939 d'un Livre blanc (voir plus haut).

La Grande-Bretagne applique la politique contraignante de l'entre-deux-guerres (voir plus haut) tout au long de la Seconde Guerre mondiale, refoulant, notamment en 1940 et 1941, des navires chargés d'immigrants juifs ayant fui les nazis : il y a plusieurs naufrages et des centaines de victimes. Mais la communauté juive constitue une Brigade juive (dite Brigade palestinienne) de près de 50 000 hommes, qui combat les forces de l'Axe aux côtés des Anglais ; ils y apprennent les méthodes de la guerre moderne, ce qui pèsera lourd en 1948-1949 ¹²⁶. À cause de la Shoah ¹²⁷, dès 1942, des Sionistes rédigent le « programme de Biltmore » (nom d'un hôtel de New York) qui tire argument du génocide nazi pour exiger la transformation de la Palestine en un État juif : en conséquence, à la Victoire, les grandes puissances et l'ONU vont accepter le principe de la création d'un État juif en Palestine. Ce n'est pas le cas des Britanniques, mais la Grande-Bretagne est un « Grand » secondaire (voir plus haut)...

La Deuxième Guerre mondiale changea complètement la donne. La révélation du génocide remplit les Européens et les Américains d'horreur. Il devenait très difficile de critiquer le sionisme sans passer pour antisémite, la réputation d'antisémites pronazis poursuivit bon nombre de leaders arabes, notamment Nasser, et le plus souvent à bon droit : l'Égypte nassérienne fut l'un des grands centres de diffusion des Protocoles des Sages de Sion et d'autres ouvrages de même farine, des portraits de Hitler trônent toujours dans certains foyers palestiniens de Jordanie ou du Liban ; en Europe et aux États-Unis, l'engagement pro-palestinien explique pas mal de glissements, après 1945, du camp de l'extrême gauche anticolonialiste aux extrême droites les plus malodorantes (je pense notamment, pour la France, à Roger Garaudy et aux révisionnistes. Les sionistes

¹²⁶ Elle se bat, par exemple, en Syrie contre les Vichystes (Moshe Dayan, le futur chef de la campagne du Sinaï en 1956, y perd ainsi un œil).

¹²⁷ La plupart des survivants préférèrent ce terme (= « catastrophe ») à celui d'holocauste, plus récent et américain : leurs compagnons ont été « exterminés » et non « sacrifiés ».

exploitèrent sans vergogne le sentiment de culpabilité des Occidentaux, point très fiers d'avoir traîné à libérer les camps pour des raisons stratégiques ; ils se livrèrent à une véritable instrumentalisation du génocide au bénéfice de la cause qui leur semblait juste. Il faut dire que les candidats à l'émigration en Palestine étaient légion désormais, même si la majorité des Juifs souhaitaient toujours émigrer aux États-Unis. Il n'était pas question que les survivants des camps de la mort se réinstallassent en Europe centrale, où leur monde avait disparu, et où les populations chrétiennes délivrées du nazisme n'en étaient pas devenues moins antisémites pour autant : il y eut un pogrome en Pologne en 1946 dans la ville de Kielce, où des rescapés des camps tentaient de récupérer leurs biens. Les Britanniques, pour éviter une confrontation générale au Proche-Orient, maintinrent cependant leur politique de restriction à l'immigration sioniste en Palestine, et cessèrent de soutenir la Haganah ¹²⁸ et l'Irgoun (sous les ordres de Menahem Begin depuis 1943 ¹²⁹). Pour canaliser l'aspiration à l'unité des Arabes, au profit des gouvernements qu'ils ont mis en place, les Britanniques suscitérent la fondation (22 mars 1945) d'une Ligue arabe qui réunissait les pays arabes indépendants (plus la Transjordanie qui ne l'était pas encore), et affirma solennellement leur refus de tout État juif.

En 1945, les juifs de Palestine (550 000 pour 1 200 000 Arabes) réclament un état indépendant. En Syrie et au Liban, les Britanniques ont encouragé la suppression des mandats français (décembre 1943, voir plus haut). L'indépendance est effective en août 1945, et les derniers soldats français et britanniques les évacuent en 1946 (voir plus haut). La maturation politique de la Syrie est rapide. Une intelligentsia moderniste adhère aux idées de Michel Aflak. Issu d'une famille chrétienne orthodoxe de Damas, il a étudié l'histoire à la Sorbonne vers 1930 et a été influencé par le personnalisme d'Emmanuel Mounier. D'abord sympathisant du communisme, il s'en détourne bientôt et fonde en 1943 le *Ba'as* (Parti de la Résurrection arabe), dont le journal (*Al Ba'as*) exerce un ascendant sur les jeunes intellectuels de l'ensemble du monde arabe. Le *Ba'as* va devenir le porte-parole d'un « socialisme arabe », non marxiste, de coloration nationaliste (exemple : non-acceptation de la cession du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie en 1939, voir plus haut), laïque et panarabe.

La création de la Ligue arabe (1945). Premier facteur, la Grande-Bretagne avait une longue tradition de politique pro-arabe : elle avait créé deux royaumes arabes, l'Irak, indépendant en 1930 (voir plus haut), et Transjordanie, indépendante en 1946 (voir plus

¹²⁸ Voir plus haut. Les Britanniques avaient utilisé la Haganah pendant la guerre, tout en s'en méfiant beaucoup.

¹²⁹ Juif russe, né à Brest-Litovsk, Menahem Begin milite très jeune (il est né en 1913) dans des organisations sionistes, en particulier dans le Betar, mouvement d'extrême droite. Il réussit à gagner la Palestine en 1942. En 1944 il lança des attaques contre les troupes britanniques, ce qui déclencha des affrontements avec les modérés de la Haganah...

bas) ; sa politique palestinienne n'était pas du tout anti-arabe. Autres facteurs, la fondation en 1932 de l'Arabie saoudite (voir plus haut), le poids du pétrole d'Arabie (qui provoque la sollicitude américaine : bénéfice du prêt-bail, rencontre avec Roosevelt retour de Yalta en février 1945, etc.) et le panarabisme vague de l'entre-deux-guerres (voir plus haut), plutôt centré sur Le Caire et son université. En 1943, le premier ministre irakien Nouri Saïd lance l'idée d'une Ligue arabe, formée d'une « Grande Syrie » (Syrie et Liban mais aussi Palestine et Transjordanie !), de l'Irak et d'autres pays arabes volontaires. L'Égyptien Nahas lui substitue un projet nettement moins intégrationniste, approuvé par les Britanniques, mais dont les premiers buts sont vagues : défense de l'indépendance des membres et coopération. La Ligue arabe naît officiellement au Caire le 22 mars 1945, elle groupe sept pays à l'origine : Irak, Égypte, Arabie, Syrie et Liban, Yémen, Transjordanie dès avant son indépendance de 1946 (puis Jordanie en 1950 : voir plus loin). Tout pays arabe indépendant peut y adhérer.

Pendant la Seconde Guerre mondiale l'Iran a été soumis à une occupation partagée entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique à partir de 1941, pour la durée de la guerre, mais l'URSS a l'intention de s'y établir durablement. Dès la fin de la guerre, le Moyen-Orient devient un champ prioritaire pour le développement de l'influence soviétique. L'URSS tente, de 1941 à 1948, une grande manœuvre d'enveloppement qui est le pendant de la pénétration qu'elle opère en Europe centrale et orientale. En Iran, l'URSS occupe le nord du pays depuis 1941 et y favorise le développement du parti Toudeh, communiste. Elle soutient l'agitation autonomiste de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan iranien. Un gouvernement « autonome » d'Azerbaïdjan (décembre 1945) procède à une réforme agraire et à la nationalisation des banques avec l'appui des Soviétiques, qui espèrent provoquer une « réunification » avec l'Azerbaïdjan de l'URSS. Le 22 janvier 1946 est aussi proclamée une République populaire kurde, dans le Nord de l'Iran. Mais la détermination britannique est grande, sur le modèle du discours de Churchill à Fulton, Missouri, en mars 1946 (voir plus haut), pourtant critiqué par les travaillistes. Ainsi encouragé, en 1946, l'Iran porte plainte à deux reprises auprès du Conseil de Sécurité de l'ONU contre les atteintes soviétiques à sa souveraineté. En échange de la création d'une société pétrolière mixte soviéto-iranienne (51 % des actions à l'URSS), les Soviétiques s'en vont en mai 1946. L'Iran va alors plus loin, fin 1946, il dénonce l'accord, rejette en 1947 le projet pétrolier et reconquiert le Nord du pays !

Pour la Turquie aussi l'URSS tente sa grande manœuvre d'enveloppement. Elle demande au gouvernement turc la restitution des régions arméniennes (districts de Kars et d'Ardahan) perdues en 1921 (voir plus haut) et une défense commune des détroits, révisant donc les accords de Montreux de 1936, voir plus haut. Le gouvernement d'Ankara refuse, il est fermement soutenu par les États-Unis appliquant la doctrine Truman de mars 1947, voir plus haut.

b) Le Moyen-Orient des deux indépendances « anglaises » (1946-1948)

Le printemps 1946. Le Royaume-Uni accorde l'indépendance à la Transjordanie en mars 1946, seule la Palestine reste alors soumise à la tutelle britannique. En Palestine, les Britanniques continuent leur politique pro-arabe, par limitation de l'immigration, renvoi en Allemagne de l'Exodus, bateau chargé de 4 500 immigrants (1947), ce qui provoque un grand choc pour l'opinion internationale, qui redécouvre les questions du Proche Orient, ou les découvre, car elles n'avaient jamais été beaucoup médiatisées dans les années 30. David Ben Gourion, principal leader politique juif (voir plus haut), décide alors la lutte armée contre les Britanniques ; elle est menée par la Haganah, devenue une sorte d'armée semi-clandestine, et des groupes terroristes : Irgoun (dirigé par Menahem Begin ¹³⁰ depuis 1943), Stern, Etzel, constituant un terrorisme à grande échelle. Garnisons, camps, patrouilles, voies de communications sont attaqués. Le 22 juillet 1946, se produit l'explosion de l'hôtel King David, siège du Quartier général britannique. Cet attentat revendiqué par l'Irgoun fait 110 morts. Le gouvernement anglais décida donc de proposer un compromis. Le plan Morrison du 31 juillet 1946 prévoyait la division du territoire en quatre zones — une juive, une arabe, Jérusalem (dotée d'un statut particulier) et le Néguev — mais regroupées en un seul État. Les juifs de Palestine, très hostiles à la proposition britannique, répondirent par une série d'attentats perpétrés par le groupe clandestin Stern et par l'organisation terroriste Irgoun. Les Britanniques ne parvinrent pas à convaincre Arabes et juifs de venir discuter à Londres d'un partage de la Palestine.

La **question de Palestine s'internationalise donc à partir de 1946**. Le terrorisme redouble de violence tout au long de 1947. Incapable de trouver une solution, le gouvernement britannique confie la question palestinienne aux Nations unies (héritières de la SDN...) en février 1947 ; les Nations unies intervinrent alors, créant une commission d'enquête émanant de onze pays. Après un séjour sur place, celle-ci proposa un plan de partage de la Palestine (cf. carte), âprement discuté par l'assemblée générale de l'ONU (16 septembre-29 novembre 1947) et finalement adopté, entre un État juif (55 % du territoire en trois tronçons) et un État arabe (45 % du territoire), Jérusalem étant dotée d'un statut de ville internationalisée sous le contrôle de l'ONU. Les juifs ont la majorité du territoire alors qu'ils sont toujours minoritaires en population, mais l'État juif doit accueillir les rescapés des camps de la mort (près de 700 000 juifs vont arriver de 1949 à 1951), ce qui fera plus que doubler la population juive. Le plan est accepté par l'assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947 — l'URSS vote pour car c'est pour elle une décolonisation, les États-Unis sont soucieux de ménager la communauté juive américaine, la Grande-Bretagne

¹³⁰ Il fondera le Héroul en 1948, dirigera le Likoud, un bloc nationaliste. Premier ministre 1977 (voir plus loin).

s'abstient — , par les juifs, mais rejeté par les Arabes. L'Université du Caire appelle à la guerre sainte, la Ligue arabe se prépare à la guerre, ainsi que l'Irgoun et la Haganah ; la Grande-Bretagne annonce précipitamment le départ de ses troupes pour le 15 mai 1948 à 0 heures, jour de sabbat. Cette décision précipita les événements, qui rendirent caduc le plan de partage. Sans attendre, les juifs s'emparent de Haïfa et Jaffa.

Le 14 mai 1948, veille de sabbat, Ben Gourion (président de l'exécutif de l'Agence juive, voir plus haut) proclame, dans la grande salle du musée de Tel-Aviv, l'État d'Israël (avec Haïm Weizmann comme président et Tel-Aviv comme capitale, voir plus haut) et le 15 la Grande-Bretagne met bien fin à son mandat. Ben Gourion sera le chef du gouvernement de 1948 à 1953 et de 1955 à 1963. Les États-Unis se précipitent, dès l'annonce de la **création de l'état d'Israël** (14 mai 1948) pour le reconnaître, mais ils ont été « doublés » par l'URSS ! Pourquoi l'URSS, dont l'attitude reste favorable ? Elle est soucieuse d'accélérer le retrait britannique du Moyen-Orient (attitude anticolonialiste) et le jeune état hébreu est d'inspiration socialiste, sans avoir encore choisi le camp de l'Est, tant s'en faut ! La Ligue arabe attaque aussitôt, le 15. Les Palestiniens arabes et les pays arabes voisins d'Israël décidèrent alors d'intervenir par les armes. Disposant d'une armée moderne — la Légion arabe jordanienne commandée par un officier anglais, Sir John Bagat, dit Glubb-Pacha — ils espéraient dominer les forces juives de Palestine, la Haganah (voir plus haut), et les commandos des organisations Irgoun et Stern. La disproportion des populations est frappante : 650 000 Israéliens contre 30 millions d'Arabes, mais les forces militaires sont en rapport inverse, d'autant plus que les soldats arabes sont sans expérience ; la Haganah absorbe rapidement l'Irgoun et sert de cadre à la mobilisation de 70 000 Israéliens, hommes et femmes.

La première guerre (16 mai 1948 - 25 janvier 1949). Israël est attaqué de tous côtés, Jérusalem est assiégée, mais l'ONU impose le 11 juin une trêve de quatre semaines, qu'Israël met à profit en faisant venir du matériel militaire de partout, mais surtout de Tchécoslovaquie (favorable, comme tous les pays de l'Est). À la fin de la trêve (8 juillet), Israël attaque partout, en prétextant d'escarmouches avec les forces égyptiennes. Un nouveau cessez-le-feu est imposé le 18 juillet. Le 17 septembre, le médiateur envoyé le 21 mai 1948 par l'ONU, le comte suédois Folke Bernadotte est assassiné par deux extrémistes israéliens ¹³¹. Le 14 octobre, Israël, renseigné sur la lassitude des pays arabes, rompt brutalement le cessez-le-feu en attaquant la seule Égypte (seul pays arabe décidé à continuer le combat) et en occupant le Néguev. Un nouveau cessez-le-feu intervient le 22 octobre, l'ONU créant une commission de conciliation le 11 décembre. Mais le 22 décembre, nouvelle attaque israélienne et retraite égyptienne. Le 7 janvier 1949 l'Égypte signe une

¹³¹ Bernadotte avait, en qualité de délégué de la Croix-Rouge en Allemagne, sauvé des dizaines de milliers de personnes (dont près de 30 000 juifs) pendant la Seconde Guerre mondiale. Les assassins bénéficièrent de complicités très haut placées et d'une parodie de justice (israélienne).

trêve avec Israël. Le lendemain, la Grande-Bretagne installe des troupes en Transjordanie. Du 24 février au 20 juillet 1949, Israël signe à Rhodes toute une série d'armistices avec les pays arabes, d'abord l'Égypte, puis le Liban, la Transjordanie et la Syrie. Ils seront respectés jusqu'en 1967 (en dehors de l'Égypte, cf. 1956).

Lors d'opérations très violentes et sanglantes, les forces israéliennes ont donc été victorieuses. La Haganah, l'Irgoun et les autres groupes se sont fondus en une Armée de Défense d'Israël, Tsahal¹³². Les troupes égyptiennes qui avaient épaulé la Légion arabe n'ont échappé à l'encerclement dans le Néguev que grâce à une intervention britannique. Le remplaçant de Bernadotte, l'Américain (noir) Ralph Bunch, soumit à l'assemblée générale de l'ONU un plan très différent du premier plan de l'Organisation, car il intégrait le Néguev dans la zone arabe. Les États-Unis, qui pesaient très lourd dans le fonctionnement des Nations unies, refusèrent le plan Bunch pour des raisons électorales, en redoutant le poids du vote juif lors de l'élection présidentielle de novembre 1948, que Truman n'était pas du tout assuré de gagner. Le succès d'Israël se concrétisa par le tracé de facto de frontières favorables et par son admission à l'ONU (11 mai 1949, 49^e membre). D'autre part, les trois quarts de la population arabe avait quitté le territoire du nouvel État pour les pays arabes limitrophes, effrayés dès les premiers bruits de guerre par des tracts sionistes d'une très grande violence et encouragés par les radios arabes. Les négociations pour une paix définitive entre pays arabes et Israël, conseillées par l'ONU et entamées sous son égide, commencèrent mais n'aboutirent jamais, ce qui à moyen terme confortait la position d'Israël. Aucun État arabe ne vit le jour en Palestine : l'Égypte annexa en effet la « bande de Gaza » ; la Transjordanie plus la Cisjordanie — vieille ville, arabe, de Jérusalem comprise — devenant définitivement et géographiquement la Jordanie le 20 avril 1950¹³³. La décision de l'ONU d'internationaliser Jérusalem (9 décembre 1949) resta lettre morte, les dirigeants israéliens considérant la ville sainte comme la véritable capitale du pays, au détriment de Tel-Aviv, capitale officielle, reconnue par la communauté internationale. Enfin, le problème des réfugiés palestiniens demeurait entier, soumis au futur règlement de paix et empêchant celui-ci. Le 8 décembre 1949, l'Assemblée générale des Nations unies décidait de créer l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) pour venir en aide aux Arabes qui avait quitté leurs villes et villages lors de la guerre israélo-arabe. L'ONU allait s'inspirer de cette organisation pour assister les victimes des catastrophes humanitaires à venir.

L'État israélien occupe désormais 78 % du territoire mandataire palestinien (au lieu de 55 %), avec un débouché sur la mer Rouge (port d'Eilat, sur le golfe d'Aqaba). Dans les trois années qui suivent la première guerre, près de 700 000 personnes immigrèrent en Israël,

¹³² *Tsava Haganah LeIsrael.*

¹³³ En échange, le roi Abdallah de Transjordanie a donné son accord tacite au refus israélien de création d'un État palestinien.

doublant la population. Ces immigrants sont pour une moitié des rescapés de la Shoah bénéficiant de la fin du mandat anglais et pour une autre moitié des Juifs venus des pays arabes (Irak, Égypte, Yémen, principalement). Près de 725 000 Palestiniens ont quitté la Palestine, 640 000 s'entassent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, il n'en reste plus que 170 000 en Israël. Les causes de ce départ massif, élément essentiel de l'histoire du XXe siècle, sont controversées : des radios arabes ont appelé au départ ; des tracts sionistes menaçants ont été répandus ¹³⁴. Or, les armistices de Rhodes ont complètement ignoré le fait palestinien en soi, réduit à un « simple » problème de réfugiés par tous les protagonistes pendant de très nombreuses années. **L'ONU s'empare certes du problème des réfugiés, mais pas en tant que fait national et aucun des nombreux projets, prévoyant des retours et/ou des indemnisations, ne peut voir le jour, Israël ne voulant aborder le problème que dans le cadre d'un règlement de paix global.** Pendant près de trente ans, **une hostilité totale oppose l'État d'Israël ¹³⁵ à l'ensemble de ses voisins** ; elle devient dans le cadre de la Ligue arabe le principal ferment du nationalisme panarabe.

c) Le pétrole et la politique britannique

La Deuxième Guerre mondiale confirma l'importance stratégique des gisements pétroliers : les Allemands, qui en manquaient, avaient beau eu faire des stocks énormes et inventer divers ersatz, s'épuisèrent en URSS à essayer d'atteindre Bakou (ils arrivèrent quand même jusqu'au Caucase) et échouèrent à provoquer des révoltes anticolonialistes (et antisémites) dans le monde arabe. Mais il y eut quand même un coup d'État pro-nazi en Irak en 1941, qui provoqua une intervention britannique, prélude au débarquement américain en Afrique du nord l'année suivante, tandis qu'à tout hasard l'URSS occupait le nord de l'Iran. Les Japonais, en revanche, parvinrent à mettre la main sur l'Indonésie, mais cela ne leur permit pas de l'emporter dans la guerre. Surtout, la Deuxième Guerre mondiale marqua l'apparition d'une seconde énergie hautement stratégique : le nucléaire... À vrai dire, on ne savait pas encore l'utiliser au début du conflit, mais deux des quatre grands belligérants avaient des programmes nucléaires en cours. Comme les Allemands avaient choisi d'explorer la filière de l'eau lourde, il y eut au début du conflit, en 1940, une bataille pour le

¹³⁴ Ex. du début de l'année 1948 : « Arabes des agglomérations urbaines ! Nous tenons à vous prévenir que le typhus, le choléra et d'autres épidémies meurtrières s'abattront parmi vous en avril et en mai ! Fuyez tant qu'il en est encore temps ! Tous ceux qui ne veulent pas de cette guerre doivent, pour avoir la vie sauve, s'enfuir avec femmes et enfants. Ce sera une guerre cruelle et sans aucune pitié ! »

¹³⁵ Politiquement défini par une série de lois fondamentales (il n'y aura jamais de constitution) comme une démocratie parlementaire avec une assemblée unique (la *Knesset*). Une « loi du retour » est votée en 1950, qui accorde automatiquement la nationalité et la citoyenneté israéliennes aux Juifs qui immigrent dans l'état.

contrôle des principaux gisements de cet isotope, en Scandinavie ; les Allemands l'emportèrent haut la main, mais la filière de l'eau lourde se révéla une impasse. Les Américains, qui avaient toutes les matières premières nécessaires sur leur territoire, terminèrent leur programme en temps voulu, en juillet 1945, ce qui leur permit d'abrégéer d'au moins deux ans la guerre en Asie. Ce ne fut qu'après, à la fin des années 1940, qu'on se mit à songer sérieusement aux applications pacifiques du nucléaire, pour la production d'électricité.

Pendant les Trente Glorieuses, la consommation d'énergie augmenta en gros au même rythme que l'activité économique. On pensait que ce rapport était constant, qu'il existait « une corrélation entre le revenu national et la consommation d'énergie par personne », « une invariance du rapport de la consommation d'énergie d'une collectivité à son revenu ». Ces idées étaient corroborées par des études qui portaient non seulement sur les années 1950-1960, mais aussi sur les années 1920-1950 (la crise, la guerre, la reconstruction). Cependant, certains économistes faisaient remarquer que la consommation d'énergie ne suit pas tout à fait le rythme de la croissance économique (certaines innovations permettent d'économiser l'énergie), et surtout que pour des pays à niveau de vie assez proches les situations peuvent être très différentes. Ces économistes, sans nier que la croissance économique fût corrélée à l'essor de la consommation énergétique, introduisaient des « coefficients d'élasticité-produit » très variables : en gros, cela correspond à l'idée qu'il y a des croissances, et même des cultures plus gourmandes en énergie que d'autres. Le tableau de détail auquel ils aboutissaient était fort complexe : y intervenaient aussi le type de développement choisi (rôle de l'industrie lourde, des transports), le prix relatif de l'énergie, et en particulier sa disponibilité. Mais à cette époque on ne prenait pas en compte le prix de l'énergie, car il était bas et à peu près constant (en fait, il avait même tendance à baisser) ; on ne se posait pas le problème de la plus ou moins bonne utilisation des ressources énergétiques dans la mesure où elles paraissaient à la fois inépuisables et presque gratuites. On ne considérait l'intensité énergétique d'une économie que sous l'angle des rapports entre la consommation d'énergie et le P.I.B., et non sous l'angle des rapports énergie produite/énergie effectivement utilisée/rythme de croissance.

De 1950 à 1973, on assista, dans la ligne des évolutions qui s'étaient dessinées dans l'entre-deux-guerres, au triomphe des hydrocarbures. Dans cette période, la consommation mondiale de pétrole fut multipliée par 5, celle de gaz par 6,3. C'était l'effet de la diffusion, dans les pays développés, des innovations qui avaient eu lieu aux États-Unis dans la période précédente. Dans les pays de l'OCDE, la consommation d'énergie par habitant fit plus que doubler (grâce à la démocratisation de l'automobile, à un meilleur chauffage des maisons et des locaux professionnels, à l'équipement des foyers en matériel électrique ; mais aussi à l'essor de l'industrie chimique, grosse consommatrice d'énergie). Le

charbon recula, passant de 40 % à 17 % du bilan énergétique aux États-Unis, de 80 % à 20 % dans le reste de l'OCDE. Si l'on prenait en compte la consommation finale, la part de l'électricité croissait aussi ; mais cette énergie était en partie un sous-produit du pétrole et du gaz (de plus en plus de centrales électriques fonctionnaient aux hydrocarbures).

Les évolutions furent moins marquées dans le reste du monde. Dans les pays du bloc communiste, la consommation d'énergie par habitant fut multipliée par quatre, du fait d'une industrialisation très rapide mais aussi très gourmande en énergie (à cause de la prépondérance de l'industrie lourde... et des gaspillages en tous genres). La production de charbon continua à augmenter dans les années 1950 (de 6 à 7% par an selon les statistiques de l'époque) ; les hydrocarbures ne prirent le dessus que dans les années 1960 et continuèrent à occuper une place inférieure à celle qu'ils occupent dans les pays développés capitalistes. Dans le tiers-monde, le démarrage économique provoqua une explosion de la consommation d'énergie non animale (sauf en Inde et en Chine où les ressources en énergie humaine semblaient alors inépuisables). Il s'agissait essentiellement de pétrole : la consommation de pétrole par habitant fut multipliée par 10 en Afrique et au Moyen-Orient, par 9,5 en Asie du Sud-est, par 4,8 en Amérique latine ; il est vrai que les chiffres de départ étaient extrêmement bas.

Cette situation était favorisée par les prix peu élevés du pétrole, prix fixés par les consommateurs, et, plus concrètement, par les grandes compagnies pétrolières occidentales (les « majors », voir plus haut) qui dominaient le marché. En effet, de 1945 au début des années 1970, la structure oligopolistique de l'industrie pétrolière se trouva en quelque sorte officialisée par la domination désormais non conflictuelle, voire même franchement cartellistique, de sept compagnies : dans les années 1950 ces « **sept sœurs** », contrôlaient 98 % des gisements de pétrole, 93 % des circuits de distribution et 73 % des capacités de raffinage du monde. Cinq de ces compagnies étaient américaines, issues du démantèlement de la Standard Oil de Rockefeller ou nées dans les années 1920 à l'occasion de la mise en exploitation de nouveaux gisements (comme Mobil Oil et Texaco). Deux étaient européennes : la *Royal Dutch Shell* et *British Petroleum*, créées à l'origine pour exploiter les gisements des Empires coloniaux ou des zones d'influence respectives.

Les « **sept sœurs** » s'entendaient pour répartir les quotas de production entre les différents États producteurs. Les concurrents potentiels devaient affronter de très sérieux obstacles dont certaines étaient naturels (la maîtrise d'une technologie de production sophistiquée, la mobilisation d'importants capitaux, le risque, l'accès au pétrole brut) mais d'autres étaient suscitées artificiellement par les « majors » : comme elles contrôlaient toute la filière, elle se débrouillent pour que dans leurs bilans le prix de la matière première apparût relativement élevé (donc elles ne faisaient presque pas apparaître de profits aux étapes suivantes de la filière), ce qui permettait d'imposer des coûts prohibitifs aux compagnies indépendantes qui veulent se lancer dans le raffinage ; cela présentait

aussi des avantages du point de vue fiscal (les compagnies américaines, notamment, avaient le droit de déduire de leur revenu imposable une provision « de reconstitution de gisement » proportionnelle au revenu brut provenant de la production pétrolière). Enfin les majors verrouillaient les « concessions » que leur accordaient les pays producteurs, et qu'elles se faisaient attribuer les plus étendues possibles.

Les majors unifièrent le marché mondial du pétrole (les pays communistes mis à part) en unifiant les prix. Les accords passés entre elles permirent d'éliminer les différences de prix entre les différentes zones de production, où les conditions étaient pourtant très différentes; et, en particulier, d'assurer la compétitivité du brut américain en renchérissant artificiellement celui du pétrole venant des autres zones de production. En effet à partir de 1946 les États-Unis devinrent importateurs nets de pétrole : il fallut protéger le marché intérieur de la concurrence de pétroles moins chers en provenance notamment du Moyen-Orient où les coûts de production étaient bien moins élevés (en moyenne, dans les années 1950 : 0,23 dollar par baril dans la future zone OPEP, contre 1,01 dollar par baril aux États-Unis), et la différence s'accrut dans les années 1960 et au début des années 1970. Dans les années 1940, la France avait encore intérêt à se fournir en pétrole américain ; mais, la différence entre les coûts de production des deux zones s'accroissant, au début des années 1970 même la côte ouest des États-Unis recevait le pétrole du Moyen-Orient au même prix que celui du golfe du Mexique !

Dans les années 1930 les prix du pétrole étaient carrément fixés en fonction des prix de la production du golfe du Mexique, la zone du monde où les prix étaient les plus élevés (c'était le système « Golf-plus »). En 1944, sous la pression notamment des Britanniques, on passe au double basing point system : on reconnut deux zones de référence pour les prix (le golfe du Mexique et le golfe Persique). Dans ce système, les pays producteurs ne contrôlaient ni les quantités produites, ni le niveau des exportations, ni celui des prix ; ils se contentaient de toucher l'argent que les compagnies voulaient bien leur verser. Le système était celui des concessions (il avait été inventé en Iran en 1901) : à l'origine elle couvraient des régions entières et étaient concédées pour des périodes très longues (en Iran, la première couvrait 75 % du territoire et était prévue pour durer 60 ans !). Les compagnies recevaient des droits d'exploitation exclusifs sur les régions soumises à concession, un véritable transfert de souveraineté en échange d'une redevance (royalty) censée dédommager l'épuisement du gisement : en principe, 12,5 % du prix « affiché » (établi, avant mise sur le marché, par les compagnies) jusqu'en 1974, 20 % du prix du marché depuis. Les pays producteurs levaient aussi un impôt sur le bénéfice des compagnies ; il était minime au départ, mais dès 1948 le Venezuela obtient fifty-fifty, et cette répartition se généralisa au Moyen-Orient dans les années 1950 — dans les pays de l'OPEP le taux d'imposition passa à 85 % en 1974 !

L'Égypte espérait obtenir de la Grande-Bretagne la révision du traité d'indépendance de 1936, le départ des troupes anglaises et l'annexion du Soudan anglo-égyptien. Des négociations, entamées en 1946, donc avant la première guerre israélo-arabe, allèrent à l'impasse. Les Frères musulmans radicalisèrent le mouvement nationaliste, qui se renforça encore après la guerre avec Israël et malgré le relatif « sauvetage » de l'armée égyptienne par les Britanniques.

Quant à lui, **l'Irak** rejeta le projet britannique de traité, qui donnait à la Grande-Bretagne des avantages stratégiques. Le seul allié sûr des Britanniques était l'émir Abdallah de Transjordanie qui, dans le traité d'alliance valable pour 25 ans signé le 22 mars 1946, acceptait le stationnement de troupes britanniques, en échange de la fin du mandat et du titre de roi.

d) La politique américaine

Une politique des États-Unis, sur le long terme ¹³⁶. Elle est commandée par deux raisonnements. Le premier — qu'on voit déjà à l'œuvre avec Truman (voir plus loin) — est le poids électoral de la Communauté juive des États-Unis (environ 6 millions d'individus), organisée petit à petit, à partir des années 50, mais sans jamais unifier les juifs américains. Toutefois, si les États-Unis ont été les seconds à reconnaître l'état d'Israël, le principal soutien d'Israël a été pendant longtemps la France : le virage, pour les États-Unis, ne date que de la guerre des Six Jours. L'aide des États-Unis à Israël sera considérable mais la politique de l'État d'Israël ne satisfera pas toujours l'opinion américaine. Deuxième raisonnement, l'accès aux réserves pétrolières. La présence américaine est d'ailleurs pour cela ancienne dans la zone (en Arabie saoudite surtout, voir plus haut) ; en 1949 les États-Unis signent avec l'Arabie un accord relatif à la base de Dahrân ¹³⁷. En 1956, les investissements américains exploitent 23,75 % du pétrole d'Irak et du Qatar, 40 % du pétrole iranien, la moitié de celui du Koweït, et la... totalité du pétrole d'Arabie saoudite, du Yémen, de Jordanie, de Bahreïn, du Dhofar et de la « zone neutre » (entre Koweït et Irak). La dépendance énergétique américaine sera accentuée dans les années 70, mais elle restera moins forte que celle de l'Europe et, plus encore, celle du Japon.

¹³⁶ D'après Henry Laurens, « Un labyrinthe de contradictions. Les aléas de l'hégémonie américaine au Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, juillet 1991, p. 15, la conférence d'André Kaspi, sur les États-Unis et le Moyen-Orient, à Louis-le-Grand, le 24 mars 1999 et P.Melandri, « L'œil de la tempête. Les États-Unis et le Golfe persique de 1945 à 1990 », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1992, pp. 3-25.

¹³⁷ Cf. la création de l'ARAMCO (*Arabian American Oil Company*) en 1944, par trois compagnies américaines, la *Standard Oil* de Californie, celle du New-Jersey et la *Texas Oil*. Mais en 1940, les États-Unis représentent 63 % de la production pétrolière mondiale, et le Moyen-Orient seulement 5 % !

Il y a, sur le long terme, continuité de la politique des États-Unis dans la région, cherchant pendant plus de quarante ans à préserver l'accès à un pétrole à bas prix, à casser toute tentative de remise en cause de leur hégémonie et à assurer la prééminence militaire d'Israël. Certes les États-Unis produisent en 1945 les deux tiers du pétrole mondial ¹³⁸, cinq des sept « majors » (les sociétés pétrolières les plus importantes) sont américaines ¹³⁹, mais les réserves du Moyen-Orient sont tôt apparues comme les plus importantes du monde... Évoquer un demi-siècle de relations des États-Unis avec le monde arabe ne peut se faire sans rappeler d'abord la complexité du processus de prise de décision à Washington. Différentes institutions participent à la définition de la politique : Maison Blanche, département d'État, Pentagone, services de renseignement, Conseil national de sécurité. Le Congrès de son côté peut défendre sa propre ligne et influencer les événements par l'attribution de fonds d'aide ou par les votes sur les ventes d'armement. Le système favorise la pluralité des approches, et il n'est pas rare de voir des institutions développer des actions totalement contradictoires jusqu'à un éventuel arbitrage présidentiel.

Bien qu'elle entraîne beaucoup de confusions chez les interlocuteurs des États-Unis, cette situation a l'avantage considérable, quand les intérêts américains sont divergents, de permettre de tenir des discours différents selon les parties concernées et de faire porter la responsabilité de telle décision malencontreuse sur une autre instance ou sur le Congrès. On peut même demander à son partenaire oriental de l'aide dans la lutte inter-bureaucratique. La marge de manœuvre du président américain est donc bien plus grande que l'on ne le pense en Europe, et les limitations invoquées de son autorité servent bien souvent de prétextes pour ne pas faire tel ou tel choix décisif.

La présence culturelle des États-Unis au Proche-Orient est ancienne (les années 1820 !). Elle est le fait des missionnaires qui, grâce à leur œuvre éducative et humanitaire, donnent une image positive et désintéressée de leur pays. Impression favorable confirmée au lendemain de la première guerre mondiale par le président Wilson, avocat de l'autodétermination des peuples arabes. L'installation des compagnies pétrolières date de la fin des années 20 et surtout des années 30 (Arabie saoudite, voir plus haut). Mais, avant 1940, la politique américaine se borne à une défense des intérêts culturels et commerciaux. Dans l'affaire palestinienne, le département d'État se contente d'assurer la protection des personnes et des biens américains, appartenant en général à des naturalisés juifs ou arabes.

En 1941, Washington découvre l'importance stratégique de cette région du monde. Le président Roosevelt et son équipe suivent avec angoisse les progressions des

¹³⁸ Le deuxième producteur mondial est le Venezuela, qui produit alors presque deux fois plus que le Moyen-Orient...

¹³⁹ *Standard Oil, Mobil, Texaco, Gulf Oil, Standard Oil* de Californie (les autres sont BP et la *Royal Dutch Shell*).

forces de l'Axe tandis que les soulèvements anti-britanniques renforcent leurs convictions que le colonialisme est à la fois dépassé et dangereux. En 1942, des troupes américaines sont envoyées dans le Golfe pour assurer la logistique de l'approvisionnement de l'Union soviétique. Il en restera la base de Dhahran en Arabie saoudite, qui demeurera dans des mains américaines jusqu'au début des années 60, puis sera réoccupée à partir de la première guerre du Golfe pour être encore, au début du XXI^e siècle, une pièce essentielle du dispositif militaire américain.

Cet investissement en Arabie saoudite consacre la place des musulmans Wahhabites (voir plus haut) comme premiers partenaires des États-Unis : durant les années de guerre, Washington prend conscience du rôle futur des réserves pétrolières de ce pays dans l'économie mondiale et décide la réorganisation du consortium américain l'exploitant, afin d'éviter une trop grande concentration. Les Saoudiens sont enchantés par leurs ressources nouvelles et obtiennent de Roosevelt ce qu'ils demanderont inlassablement à tous ses successeurs, une garantie américaine de protection de leur territoire, indéfendable sans cela.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les planificateurs américains décident que la reconstruction de l'Europe, dans le cadre du plan Marshall, se fera grâce au pétrole proche-oriental, tandis que la production des deux Amériques ne sera que marginalement exportée vers l'ancien monde. L'Orient arabe acquiert ainsi une double valeur stratégique par sa position géographique face à une Union soviétique devenue l'ennemi principal et par son rôle de fournisseur de produits énergétiques. La première crise de la guerre froide a lieu en 1946 à propos de l'Iran (voir plus haut) et les plans de guerre américains de l'après-guerre insistent certes sur l'Europe et le Japon, mais également sur le Moyen-Orient.

Toutefois les charges militaires de Washington en Europe et en Asie rendent impossible le stationnement de forces américaines dans cette région, à l'exclusion de la base de Dhahran. La politique américaine doit donc reposer sur deux piliers, la présence militaire britannique et de bonnes relations avec l'ensemble des régimes arabes. Cette belle architecture est remise en cause par la question de Palestine et l'administration Truman a une politique incohérente : dès août 1945, elle adopte une ligne pro-sioniste en soutenant la demande de 100 000 visas d'immigration ; un comité d'experts anglo-américains propose dans l'été 1946 l'abolition du Livre blanc pour un deuxième plan de partage entre Arabes et Juifs ; il est rapidement abandonné ; comment poursuivre les objectifs américains pro-arabes ci-dessus ? La politique incohérente de l'administration Truman dans les mois qui précèdent la création d'Israël, en mai 1948, a pour résultat de porter un coup mortel au dispositif britannique et de créer un ressentiment généralisé contre les États-Unis dans l'ensemble des pays arabes.

La notion de « chaînon septentrional » (*northern tier*) américain au Moyen-Orient apparaît au secrétaire d'État américain J.F. Dulles ¹⁴⁰ comme un bouclier anti-soviétique au Moyen-Orient. Les États-Unis accordent une aide financière et militaire à la Turquie de Menderes (1950-1961), qui possède une armée pléthorique financée par les États-Unis, à l'Irak du Fayçal jusqu'en 1958, à l'Iran du Shah qui ménage les intérêts pétroliers américains. La CIA contribue, en outre, au renversement du Premier Ministre Mohammed Mossadegh en 1953. Simple député, il avait fait voter une loi de nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company, dominée par les capitaux britanniques, 15 mars 1951 ¹⁴¹, désireux que la nation iranienne — quatrième producteur mondial — imite le Venezuela qui avait tenu tête aux sociétés étrangères en 1944-1945. Devenu premier Ministre, le 28 avril, il affronte le boycott de l'Iran par les compagnies anglaises et américaines (solidarité...). Une guerre économique d'usure pendant deux ans et en août 1953, l'armée et le Shah Mohamed Reza réussissent un coup d'État, aidés par la CIA : Mossadegh est emprisonné. En 1954, un « consortium international » est chargé de la commercialisation du pétrole iranien, extrait par des compagnies qui restent nationalisées, mais les sociétés américaines détiennent 40 % du consortium. En 1956, Mossadegh est libéré. Il mourra en 1967, ayant eu la satisfaction de voir, dès les années 50 l'ENI (Ente Nazionale dei Idrocarburi) d'Enrico Mattei puis les pays de l'OPEP dans les années 60 et 70, suivre son exemple ¹⁴². En 1955, les États-Unis encouragent la signature du Pacte de Bagdad (24 février, Turquie, Iran, Irak, Pakistan et Grande-Bretagne) dirigé contre l'Union soviétique et destiné à renforcer le « flanc droit » de l'OTAN. Quand en 1959 l'Irak, devenu pro-oriental, se retire du Pacte de Bagdad, celui-ci se transforme en CENTO (Central Treaty Organization), au sein duquel grandit l'influence américaine.

e) Le tournant de 1955, l'Égypte et la guerre de Suez (1956)

Conséquences de la politique britannique (cf. le a) deux négociations sont menées en 1953-1954 par l'Égypte, République depuis 1952, avec la Grande-Bretagne. L'une porte sur le retrait de la Grande-Bretagne du « Soudan anglo-égyptien » (1899) ; elle aboutit à la proclamation de l'indépendance en 1956 (sans entrée dans le Commonwealth). L'autre débouche sur l'évacuation de la zone du canal de Suez.

Le tournant de 1955. La doctrine soviétique de la coexistence pacifique fait clairement des espaces extra-européens l'enjeu de la lutte des blocs, mais ce sont les États-Unis qui prennent l'initiative, en suscitant le Pacte de Bagdad (24 février 1955, voir plus haut). L'Irak reçoit une aide militaire des États-Unis, allié des États-Unis, l'Irak devient une

¹⁴⁰ Dulles a alors comme sous-secrétaire d'État Herbert Clark Hoover, fils du président de 1929-1933, toujours en vie d'ailleurs.

¹⁴¹ C'est l'ancienne *Anglo-Persian Company* (voir plus haut). Elle deviendra la *British Petroleum*, BP.

¹⁴² Mattei trouvera la mort (assassiné ?) dans un accident d'avion en 1961.

puissance inquiétante pour ses voisins (surtout la Syrie), rompant la solidarité arabe, déjà mise à mal par la première guerre israélo-arabe (voir plus haut). L'Irak est un véritable bastion pro-occidental, cf. le Pacte de Bagdad 1955. Or, le *Ba'as* (voir plus haut) a pénétré une fraction de l'armée syrienne et il joue un rôle politique important à partir de 1954. En Jordanie, les Britanniques sont indirectement présents. Du temps du mandat, ils avaient constitué une Légion arabe, troupe bédouine commandée par un Anglais, armée et entraînée par des Anglais. Elle subsiste lors de l'indépendance, commandée par Sir John Bagat, dit Glubb-Pacha. Il essaie de pousser Hussein à adhérer au pacte de Bagdad (24 février 1955), provoquant des manifestations de Palestiniens qui poussent Hussein à le chasser en mars 1956. En conséquence de Bandoeng (voir plus haut) l'Égypte choisit le neutralisme et refuse d'adhérer au pacte de Bagdad. La Syrie et surtout l'Égypte se tournent vers Moscou pour obtenir des armes. Le 27 septembre 1955 un très important accord de fourniture d'armes est conclu avec la Tchécoslovaquie ; c'est la fin du monopole britannique du commerce des armes au Proche-Orient ; cela pose la question du contrôle du canal de Suez : les Soviétiques ne sont-ils pas en train, après l'Extrême-Orient, de prendre pied en Méditerranée ? D'autre part, de graves incidents de frontière se produisent dans la zone de Gaza : Israël ne trouve-t-il pas un rôle de défenseur du canal de Suez, déjà souligné dans la virtualité par Th.Herzl ?

Deuxième rôle nouveau, **le rôle central de l'Égypte**. La défaite de 1948 a laissé beaucoup de rancœur dans le monde arabe ; les militaires notamment, dont le rôle et le prestige sont alors très faibles, reprochent aux monarchies héritées de la domination européenne leur incurie et leur inféodation à l'Occident. Le 23 juillet 1952, en Égypte, les « Officiers libres » déposent le roi Farouk (voir plus haut), le pouvoir revient au général Mohamed Néguib, mais l'homme fort est déjà Gamal Abdel Nasser (1918-1970), lieutenant-colonel. En juillet 1954, Nasser évince Néguib et devient le Raïs (le chef) du nouveau régime. C'est lui qui obtient le départ définitif des troupes anglaises par le traité du 19 octobre 1954¹⁴³, qui représente l'Égypte à la conférence de Bandoeng (voir plus haut) et qui annonce la conclusion d'un contrat d'armement avec la Tchécoslovaquie le 26 septembre 1955. Il prône un panarabisme militant, reposant sur l'évidence de l'existence d'une « nation arabe », centrée sur l'Égypte, et proclame sa volonté d'abattre l'état d'Israël, forme particulière de la colonisation, en prenant la tête des Arabes, l'unité des Arabes n'étant nullement un préalable à l'unité musulmane. En juin 1956, Nasser est élu président de la République par 99,9 % des voix ! Les États-Unis et les Britanniques refusent de financer le barrage d'Assouan ; les Anglais se sont complètement retirés de la zone du canal de Suez : Nasser annonce sa nationalisation le 26 juillet 1956. Lire des extraits du discours de Nasser

¹⁴³ Le 26 un attentat se produisit contre Nasser. Une dure répression s'abat sur les Frères musulmans et Néguib est entièrement écarté du pouvoir. Il mourra en 1984.

à Alexandrie dans le Carpentier-Lebrun, pp. 445-446 ¹⁴⁴. Cette nationalisation n'est pas une spoliation : d'une part, le canal avait été « concédé » et la concession n'est abrégée que de 12 ans, d'autre part, les actionnaires sont indemnisés ¹⁴⁵. Elle est un symbole et une bonne affaire pour Nasser : on est un an après Bandoeng et Nasser affirme le droit des peuples à disposer de leurs ressources nationales ; il compte sur les revenus (substantiels) du canal pour financer la construction du barrage d'Assouan, après le refus des États-Unis de soutenir un prêt de la BIRD. Ce refus est une réplique à l'annonce du sommet des non-alignés à Brioni (juillet 1956), entre Nasser, Nehru et Tito (voir plus haut).

L'attitude de la Grande-Bretagne et de la France est à prendre en compte. Elles ont depuis très longtemps une politique étrangère au Proche-Orient (y compris en commun, cf. la guerre de Crimée, la Syrie) ; elles s'estiment (sincèrement ?) responsables, moralement, de l'Égypte depuis le XIXe siècle, sinon depuis l'expédition de Bonaparte (!) ; elles veulent protéger les actionnaires français et anglais. Et surtout elles désirent abattre le régime de Nasser, assimilé au Fascisme, d'autant que déjà se manifeste son antisémitisme : c'est un complexe de Munich ! un « devoir d'ingérence » avant la lettre ! ¹⁴⁶ De surcroît, la France craint, l'année des indépendances du Maroc et de la Tunisie, les répercussions sur l'Algérie, le FLN étant d'ores et déjà soutenu par l'Égypte. Quant à la Grande-Bretagne, initiatrice du Pacte de Bagdad, elle veut contrer les attaques de Nasser contre celui-ci. De plus, Nasser vient de réussir à faire pression sur Hussein de Jordanie pour qu'il renvoie le 2 mars 1956 Glubb Pacha, le général anglais qui dirigeait l'armée jordanienne. La Grande-Bretagne (gouvernée par Anthony Eden, 1897-1977, premier Ministre conservateur de 1955 à 1957) et la France trouvent en Israël, inquiet pour sa sécurité, un allié (un remords ?). Des conciliabules secrets ont lieu à Sèvres en octobre 1956 ; ils prévoient un scénario en deux temps : les Israéliens déclencheront les hostilités contre l'Égypte, puis, sous prétexte d'interposition entre les belligérants, les « Franco-Britanniques » interviendront à leur tour

¹⁴⁴ Malheureusement, il n'y a pas le nom de Ferdinand de Lesseps, qui, figurant vers la fin du discours, servit de signal aux agents de Nasser pour s'emparer des installations du canal.

¹⁴⁵ Grâce aux indemnités versées, la Compagnie universelle du Canal de Suez va devenir une société purement financière, dont le nom sera la Compagnie financière de Suez (1958) puis Suez tout court. Actionnaire majoritaire de la Lyonnaise des Eaux (1974), elle sera nationalisée en 1981, privatisée en 1987, elle prendra le contrôle de la Société générale de Belgique (1988) et fusionnera avec Gaz de France (2006-2008).

¹⁴⁶ Dans une interview à Jean Lacouture, Guy Mollet dira plus tard : « Munich ? C'est la lecture de la *Philosophie de la Révolution* de Nasser, cette espèce de petit *Mein Kampf*, qui nous persuada d'agir [...]. Laisser se développer cet aventurier, cet Hitler au petit pied, c'était trop risqué. »

(leurs moyens militaires, utilisés depuis Chypre ¹⁴⁷, étant jugés suffisants, à juste titre, et placés sous commandement anglais).

La guerre de Suez (1956). La crise commence le 29 octobre 1956, quand les troupes israéliennes, commandées par Moshe Dayan, occupent en quelques heures le Sinaï. Le 31, Français et Britanniques bombardent les aérodromes égyptiens, ce qui facilite l'avancée des Israéliens. Le 5 novembre, les troupes franco-britanniques débarquent à Port-Saïd et commencent à progresser vers le Sud. C'est une réussite militaire mais un désastre politique. Non seulement l'URSS proteste et menace mais les États-Unis contraignent leurs alliés français et britanniques à reculer puis à se rembarquer et Israël à évacuer le Sinaï. La pression est même financière : les États-Unis ont organisé une spéculation contre la livre ! Le premier ministre canadien, Lester Pearson, propose d'envoyer une force internationale excluant la participation des grandes puissances, pour s'interposer entre Français, Anglais, Israéliens et Égyptiens. Cette proposition faite à l'assemblée générale de l'ONU, et non au Conseil de sécurité, pour parer à un veto français ou anglais, aboutit — avec l'appui américain ¹⁴⁸ — à la création de la Force d'Urgence des Nations unies (FONU), avec le soutien de Dag Hammarskjöld : c'est la première apparition des « Casques bleus », sur une idée du Canadien Lester Pearson. L'ONU envoie ces « Casques bleus » à Charm el-Cheïkh (point sud du Sinaï qui contrôle l'entrée du golfe d'Aqaba et donc l'accès au port israélien d'Eilat) et le long de la frontière égypto-israélienne (ils seront jusqu'à 6 000 et resteront jusqu'en mai 1967). Nasser transforme son pitoyable échec militaire en une victoire politique : il devient le héros du nationalisme arabe pour avoir tenu tête à la fois à Israël et à l'Occident néo-colonialiste. Et les juifs d'Égypte sont expulsés. Paradoxalement, Suez apparaît comme la première victoire du Tiers Monde ¹⁴⁹ ! Paris et Londres sont définitivement écartés de la région, en dépit de la petite armada rassemblée : 80 000

¹⁴⁷ Alors territoire britannique. Sous l'impulsion de son archevêque, *ethnarque* (« chef de la nation » grecque) et chef de la lutte pour la décolonisation de l'île, mais pour le rattachement à la Grèce (*Enosis*) demandé par la population grecque depuis le XIXe siècle, Mgr Makarios III (1913-1977), Chypre, au bout d'une lutte armée menée par l'EOKA, obtiendra le départ des Anglais en 1959. Le premier ministre grec depuis 1955, Constantin Caramanlis, pour se rapprocher de la Grande-Bretagne, est, lui, favorable à l'indépendance de Chypre ; il convainc Makarios (et devient fort impopulaire en Grèce, jusqu'à sa démission en 1963). Le 16 août 1960, l'indépendance est proclamée, sur la base d'un partage compliqué des pouvoirs entre Grecs et Turcs, et avec le maintien de deux bases militaires et d'une station radar britanniques. Chef de l'État élu jusqu'en 1974 (mais le fonctionnement des institutions est bloqué par la minorité turque dès 1961), Makarios jouera un rôle dans le mouvement des non-alignés (voir plus haut).

¹⁴⁸ Dulles est éloigné de la conduite directe des affaires étrangères par le surgissement de son cancer à l'estomac, qui va l'emporter en 1959.

¹⁴⁹ Ou la deuxième, après Diên Biên Phu.

hommes, 150 navires de guerre, dont 7 porte-avions et 40 sous-marins. Une fort prévisible pénurie d'essence résulte de la fermeture temporaire du canal de Suez ¹⁵⁰. En Grande-Bretagne, Anthony Eden se retire en 1957, profitant de ses problèmes de santé ; l'opération de Suez sonne le glas de la politique britannique d'intervention. En France, c'est une des raisons de l'agonie de la IV^e République. Les États-Unis comprennent que le pacte de Bagdad, fruit de leur pactomanie mondiale, doit être amendé : ils le remplacent par un système plus souple de promesse d'assistance, dirigée par l'exécutif américain, à tout pays menacé par un « régime communiste », c'est la « doctrine Eisenhower » (5 janvier 1957). L'URSS a réussi à faire oublier son intervention de Budapest et elle s'affirme comme le soutien des luttes anti-impérialistes. Quant aux compagnies pétrolières, elles affûtent leur politique ; par exemple, elles commandent des pétroliers beaucoup plus gros, incapables de passer par le canal de Suez, contraints à la route du Cap de Bonne Espérance, mais plus rentables.

Épilogue de la « petite guerre ridicule » de Suez (Jean Planchais). La guerre marque le début du « fusionnisme » arabe : l'Égypte et la Syrie (sans frontières communes) proclament leur fusion en une « République arabe unie » (RAU, 22 février 1958) ¹⁵¹. Mais un coup d'état se produit en Syrie le 28 septembre 1961 et elle quitte la RAU (toutefois « République arabe unie » va rester quelques années le nom officiel de l'Égypte jusqu'en septembre 1971 ¹⁵²). L'Irak, allié des Britanniques, est isolé au sein du monde arabe. Il lance, le 14 février 1958, une Fédération irako-jordanienne, unissant, très formellement, les deux monarchies hachémites. Le 8 mars, le Yémen s'associe à la RAU pour former les États arabes unis, structure virtuelle. Quelques mois plus tard, le 14 juillet 1958, dans un bain de sang, sont renversés Fayçal d'Irak, la monarchie irakienne (et son premier ministre Nouri Saïd) par des militaires « progressistes » ¹⁵³. Les États arabes se refusent à reconnaître l'existence de l'état d'Israël — constituant un « front du refus », dont Nasser est la tête — et tentent de l'étouffer en imposant un blocus, que les Nations unies sont incapables d'empêcher. Enfin, Yasser Arafat, né au Caire en 1929 d'un père palestinien et d'une mère

¹⁵⁰ L'ancien Président du Conseil Paul Reynaud critique vivement l'inconséquence de Mollet : « Le pétrole est le talon d'Achille de l'Europe occidentale ; vous avez présenté le talon et votre adversaire a frappé. »

¹⁵¹ La Syrie est alors menacée (?) par une éventuelle attaque turque. Mais sa population est six fois plus faible que celle de l'Égypte : l'appareil étatique et la législation égyptiens s'installent à Damas à la faveur de la RAU.

¹⁵² Elle devient officiellement le 2 la République arabe d'Égypte (RAE).

¹⁵³ Des parachutistes britanniques sont envoyés à Amman (capitale de la Jordanie) pour défendre la monarchie hachémite du « petit roi » Hussein (voir plus haut).

égyptienne ¹⁵⁴, fonde (avec d'autres) en octobre 1959 le Fath (= « conquête »), sous-titré Mouvement de Libération nationale de la Palestine, et peu connu jusqu'en 1968.

f) Les conséquences pour la politique américaine

La belle architecture de la politique extérieure américaine au Proche-Orient (voir plus haut) a été remise en cause par la question de Palestine. Les tentatives de rattrapage de 1950-1951, sous forme de la création d'un commandement allié au Proche-Orient, sont catastrophiques puisque le nationalisme arabe prend une orientation de plus en plus anti-occidentale.

L'administration Eisenhower entrée en fonction en janvier 1953 porte en elle un grand projet : l'intégration du nationalisme arabe dans le système occidental, stratégie rendue possible grâce au règlement du conflit israélo-arabe. L'atout maître sera le régime de Nasser et des Officiers libres en Égypte, qui ont renversé la monarchie en juillet 1952 avec la bénédiction de Washington. Le plan est simple : grâce à la médiation américaine, la Grande-Bretagne évacuera l'Égypte. À la suite de ce succès majeur, Nasser, à l'anti-communisme proclamé, deviendra le dirigeant du monde arabe et fera la paix avec Israël, qui devra consentir des concessions territoriales dans le Néguev et politiques dans la question des réfugiés palestiniens. La première phase est réussie et, en 1954, Londres et Le Caire signent un traité prévoyant l'évacuation des troupes britanniques ; en 1955, l'opération « Alpha » de paix israélo-arabe est lancée. Israël comprend parfaitement le danger et multiplie les tentatives pour déstabiliser le régime nassérien, tandis que les Britanniques refusent d'accepter une hégémonie égyptienne sur le monde arabe et jouent la carte des monarchies irakienne et jordanienne. Nasser se sent trahi et accroît sa **marge de manœuvre** : il annonce, en septembre 1955, l'achat d'armes au bloc de l'Est puis reconnaît la Chine populaire. Dès lors la politique américaine cherchera inlassablement l'éviction des Soviétiques.

Au printemps 1956, Washington décide de donner une leçon à Nasser. L'opération « Omega » a pour but d'isoler l'Égypte et de faire du 2^e roi Saoud d'Arabie saoudite (voir plus haut), porte-parole de l'arabisme conservateur, le nouveau relais de la politique américaine ¹⁵⁵. La première phase d'« Omega » consiste à rejeter les

¹⁵⁴ Yasser Arafat, né dans la puissante famille palestinienne des al-Husseini, connaît l'exode de 1948, à Gaza. Il a toujours prétendu être né à Jérusalem. Titulaire d'une bourse du gouvernement égyptien, il devient le président de la Fédération des Étudiants palestiniens d'Égypte de 1952 à 1956, il est suspecté par le régime nassérien pour ses contacts avec les Frères musulmans. Il émigre en 1958 au Koweït, où il se trouve lors de la fondation du Fath.

¹⁵⁵ Fils le plus vieux du fondateur du royaume, il est monté sur le trône en 1953 (voir plus haut). Il sera déposé en 1964 pour incapacité par son demi-frère Fayçal, qui exerçait depuis longtemps la réalité du pouvoir.

demandes égyptiennes de financement du haut barrage d'Assouan. Mais Nasser prend tout le monde à contre-pied en nationalisant, le 26 juillet 1956, la compagnie exploitant le canal de Suez. Eisenhower cherche désespérément à éviter un conflit armé, et il est trompé par ses alliés franco-anglais qui s'entendent avec Israël pour envahir l'Égypte. Devant ce désastre total qui risque de faire basculer l'ensemble du monde arabe dans le camp soviétique, le président américain réagit vigoureusement en condamnant ses alliés et Israël et en prenant des sanctions suffisantes pour forcer l'État hébreu à évacuer le Sinaï qu'il a occupé. Pourtant, la seconde phase d' « Omega » est lancée le 5 janvier 1957 sous forme de la doctrine Eisenhower, ce qui engendre la lutte pour la Syrie en 1957 et l'intervention des marines au Liban en 1958. L'Irak, d'abord bastion pro-occidental, s'ouvre aux Soviétiques à partir de la révolution de 1958 qui porte au pouvoir le général Abdel Kérim Kassem (voir plus haut). La situation n'est contrôlée que quand l'Irak de Kassem devient l'adversaire de la République arabe unie, constituée en 1958 par l'Égypte et la Syrie, sous la direction de Nasser (voir plus haut). Truman avait accepté que la question de Palestine devienne une affaire intérieure américaine. Eisenhower avait une base politique suffisamment solide pour être dégagé des pressions du lobby sioniste, essentiellement influent au Congrès. En revanche, Kennedy s'est montré ouvertement favorable à la cause israélienne lors de sa campagne électorale. Il bénéficie durant sa présidence (1960-1963) d'une absence de crise majeure dans le conflit israélo-arabe, mais il prend la décision fatidique d'accepter des livraisons d'armes à Israël, dont les principaux fournisseurs étaient jusque-là la France et l'Allemagne fédérale. Il abandonne ainsi la position officielle de ses prédécesseurs se voulant « au-dessus des parties ». Pourtant, il esquisse un rapprochement avec l'Égypte nassérienne dont il reconnaît l'effort de développement économique.